THE UNIVERSITY OF JORDAN SERIALS DIVISION


# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE – N° 14310 – 6 F

*MARDI 29 JANVIER 1991*

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE


## Feu vert pour le KGB

**EN état de décomposition économique depuis longtemps, l'Union soviétique est en pleine régression politique sans que son expérience démocratique ait dépassé le stade embryonnaire. La fin de la semaine dernière aura été, de ce point de vue, particulièrement noire : vendredi 25 janvier, c'est une directive ministérielle qui annonçait que les rues des villes soviétiques allaient dorénavant être quadrillées par des patrouilles composées de policiers et de militaires en armes. Le lendemain, on apprenait que M. Gorbatchev venait de signer un ukase présidentiel étendant encore les pouvoirs du KGB, de sinistre mémoire : les agents de la police politique pourront désormais perquisitionner toutes les entreprises du pays – y compris les entreprises mixtes, – vérifier leurs stocks, leur comptabilité, leurs comptes bancaires, leurs liquidités, interroger leurs employés.**

**La justification officielle de ces deux textes qui renvoient aux calendes grecques l'ébauche d'un Etat de droit (fût-il socialiste) tient en quelques mots : lutter contre la criminalité et contre « l'économie de l'ombre », qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui connaît incontestablement un grand essor depuis que quelques barrières administratives ont été levées devant l'initiative privée.**

**CE sont les mêmes explications qui avaient été avancées quelques jours plus tôt pour justifier le retrait de la circulation des billets de 50 et de 100 roubles ; les principales victimes de ces mesures n'en ont pas moins été les retraités, qui se sont ainsi fait voler par l'Etat l'essentiel de leurs économies. Les mafieux, en revanche, n'auront aucun mal à trouver la parade, s'ils ne l'ont déjà fait.**

**De la même manière, on peut imaginer sans mal quel usage sera fait, dans les Républiques rétives, de l'autorisation donnée à l'armée de patrouiller aux côtés de la police. La lutte contre la criminalité n'est ici qu'un prétexte. Ce dont il s'agit, c'est d'intimider tous les éléments nationalistes, voire de les provoquer pour mieux les réduire, montrer que le seul pouvoir qui vaille est celui du centre et qu'il s'impose à tous les pouvoirs locaux, y compris celui de municipalités progressistes comme Moscou ou Leningrad.**

**INTIMIDER davantage, c'est aussi la consigne qui vient d'être donnée au KGB, qui avait déjà été promu en décembre dernier – par le biais du contrôle de la distribution alimentaire et de l'aide humanitaire étrangère – grand protecteur des populations civiles. Quel journal indépendant, quel commerçant privé, quel investisseur étranger trouvera grâce, dans ce royaume de l'arbitraire, devant les commissaires du KGB ?**

**Que M. Gorbatchev soit otage ou consentant importe peu désormais. En voulant en priorité préserver l'Union, en tournant le dos à la décolonisation d'un empire ingérable, M. Gorbatchev a choisi ses alliés. Ceux-ci ont maintenant les mains libres pour imposer leurs vieilles méthodes, prêcher l'avènement d'un national-communisme russe en attendant de s'en prendre à la politique étrangère de leur bête noire, M. Chevardnadze.**

*Lire page 12 l'article de SYLVIE KAUFFMANN*

M 0147 - 0129 0 - 5,00 F

# Les Américains se déclarent prêts à lancer l'offensive terrestre avant la fin février

## *69 avions irakiens auraient atterri en Iran*

*Au douzième jour de la guerre du Golfe, les forces aériennes alliées avaient effectué lundi 28 janvier plus de vingt-trois mille sorties, détruisant quarante-neuf avions irakiens.*

*Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré que les soldats américains seront prêts à lancer l'offensive terrestre « avant la fin du mois de février ».*

*Selon le commandement américain à Ryad, soixante-neuf avions irakiens au total ont jusqu'à présent atterri en Iran.*

*Bagdad a implicitement menacé dimanche 27 janvier d'utiliser de nouvelles armes, notamment contre Israël, où l'on redoute de plus en plus une attaque chimique.*

*La marée noire qui pollue le Golfe risque maintenant d'atteindre toutes les côtes des pays riverains. Pour enrayer la catastrophe, l'aviation américaine a détruit les deux collecteurs qui alimentaient la station de pompage.*

## F-111 contre marée noire

**KHAFJI**
**(frontière saoudo-koweïtienne)**

*de notre envoyée spéciale*

Serré contre les pierres noircies de la jetée, un cormoran tente maladroitement de marcher. S'envoler, il n'en est plus question tant ses ailes collées sur ses flancs dégouttent encore de pétrole.

Déjà vidée de sa population, quotidiennement soumise aux tirs sporadiques de l'artillerie irakienne enterrée à quelques kilomètres de là, la petite ville frontalière de Khafji est la première victime saoudienne de la nouvelle catastrophe qui frappe le Golfe. Le long de ses 12 kilomètres de plage, de grands oiseaux morts gisent, et les survivants, condamnés, errent sur le sable fin où d'épaisses traînées noires marquent la limite de cette marée noire. Des nappes d'huile graisseuse surnagent sur le dessus des vagues. Le vent et le reflux ont repoussé à quelques milles au large, dimanche 27 janvier, la nappe de pétrole qui était venue battre, en fin de semaine, les rivages de Khafji et qui continue de dériver vers le sud à la vitesse d'un mille à l'heure, selon les autorités saoudiennes.

Si, pour cette nappe, dont la dimension est évaluée à 48 kilomètres de long sur 12 kilomètres de large, rien ne semble pouvoir être fait, l'aviation américaine a quasiment réussi, selon le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », à endiguer le flot de pétrole du champ de Mina al-Ahmadi qui se vide dans le Golfe à partir du terminal de Sea-Island.

FRANÇOISE CHIPAUX

*Lire la suite page 4*

*Lire également*


- **Le film des événements : neutralité iranienne** par JACQUES DE BARRIN
- **La marée noire, trois « Exxon-Valdez » par jour** par ROGER CANS
- **Le point de la situation militaire par le commandant en chef américain** par FRANÇOISE CHIPAUX
- **Les déclarations de l'amiral Lanxade**
- **Des Mirages-F 1 français ont participé à des opérations**
- **Les Israéliens constatent l'amélioration de leur image de marque dans le monde** par ALAIN FRACHON
- **Missiles sur Haïfa** par YVES HELLER
- **Les réactions en Algérie, en Tunisie et au Maroc** par MICHEL DEURÉ ET CATHERINE SIMON
- **La presse jordanienne multiplie les articles anti-français** par JEAN GUEYRAS
- **A Bonn, 200 000 personnes ont manifesté pour la paix** par HENRI DE BRESSON
- **Aux Etats-Unis, les manifestations contre la guerre prennent de l'ampleur** par HENRI PIERRE

*Pages 3 à 11*

- **Le gouvernement pakistanais doit faire face à une poussée d'anti-américanisme** par LAURENT ZECCHINI

*Page 40*


# Victoire des rebelles en Somalie

*Les rebelles en lutte contre le général Syaad Barré ont pris, dimanche 27 janvier, le contrôle du palais présidentiel à Mogadiscio, où toute résistance aurait cessé. Selon certaines sources non confirmées, le président somalien aurait pris la fuite.*

**NAIROBI**

*correspondance*

C'est par un communiqué laconique, appelant au calme, à la solidarité nationale et demandant l'arrêt des pillages, que les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) ont célébré dimanche matin, sur Radio-Mogadiscio, la prise de la Villa Somalia, symbole, vingt et un ans durant, du pouvoir du président Syaad Barré.

Après quelques jours d'accalmie en début de semaine, qui laissaient croire à une transition pacifique, les combats s'étaient brusquement intensifiés vendredi 25 janvier et, le lendemain dans l'après-midi, les partisans de l'USC lançaient l'assaut final sur le palais présidentiel.

JEAN HÉLÈNE

*Lire la suite page 13*

## Le Talion entre parenthèses

par Jean-Pierre Langellier

Ces jours-ci – Saddam Hussein oblige – Israël vit, en douceur, une véritable révolution stratégique. Pour échapper au piège que lui tend son pire ennemi du moment, l'Etat juif bride ses instincts, domine ses nerfs, apprend la patience. Lui qu'on soupçonnait naguère de vouloir jouer, à force d'aveuglement, au Samson enragé, sûr de son « bon droit » mais suicidaire, fait preuve d'une sagesse inédite, à son propre étonnement. Israël l'impulsif affiche calme et bon sens. Israël l'incontrôlable se range aux conseils de modération que lui dispense l'Amérique. Pour prix de sa « retenue », il sacrifie certains de ses dogmes les plus chers.

Pour la première fois de son histoire, Israël consent à encaisser des coups sans répondre. Au nom de la raison d'Etat, il déroge à cette vieille loi du talion – ne jamais laisser une attaque impunie – qui donnait tout son sens à sa stratégie de dissuasion envers le monde arabe. Il fait passer l'intérêt bien compris avant le désir de revanche. Si cette rupture lui coûte, c'est qu'elle contredit quarante années de doctrine militaire.

Objet d'un orgueil unanime, l'armée juive a nourri quelques-uns des plus vigoureux mythes d'Israël parce qu'elle fut l'instrument de sa survie, dans un pays où la paix n'a toujours été qu'une parenthèse, plus ou moins longue, entre deux guerres, parce qu'elle permettait aux sionistes – ces « nouveaux juifs sans peur ni reproche » – de « répondre à la violence par la force », parce que ce fier symbole de l' « israélisme » cognrait à jamais les douloureux fantômes de l'exil.

La mémoire du « génocide inachevé », le déséquilibre démographique à l'avantage des voisins arabes, le sentiment de vivre en état de siège permanent – du moins jusqu'à la signature du traité de paix avec l'Egypte – justifiaient l'attachement obsessionnel d'Israël à sa sécurité, l'acceptation de ses règles et de ses contraintes comme autant de maux nécessaires. Hormis au Liban, premier conflit « non imposé », Israël ne livra que des guerres défensives ou préventives, dont dépendait la survie de l'Etat.

*Lire la suite page 8*

## Les conséquences économiques de la guerre

**■ Les Etats-Unis ne sont pas prêts à mettre en place un véritable plan d'économie d'énergie : pas de crainte d'un troisième choc pétrolier.**

Par notre correspondant à New-York SERGE MARTI

**■ Le port de Marseille a bien supporté la crise : diminution du trafic mais rééquilibrage des importations.**

Par notre correspondant régional GUY PORTE

**■ Dans le climat actuel, seules les compagnies aériennes qui « auront fait preuve de flexibilité » pourront survivre, nous déclare M. Roland-Billecart, le président d'Air Afrique.**

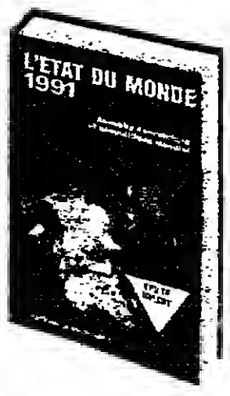
Un entretien réalisé par ALAIN FAUJAS.

**■ Baisse sensible du trafic dans le canal de Suez : autant de bateaux mais des cargaisons moins importantes.**

*Page 21*


L'ÉTAT DU MONDE 1991

Annuaire économique et géopolitique mondial




Le seul annuaire qui offre un diagnostic à la fois politique et économique sur tous les États du monde.
Le plus complet, le plus fiable, le plus lu.

LA DÉCOUVERTE


## Les élections législatives partielles

■ « Désastre », par JEAN-YVES LHOMEAU ■ A Paris, le RPR fait barrage à Mme Barzach, par GILLES PARIS ■ A Lyon, les « rénovateurs » et le Front national face à face, par BRUNO CAUSSÉ

page 14


**Troubles en Haïti**
Douze morts à la veille de la visite du Père Aristide à Paris
page 12

**Corse : violences contre des Maghrébins**
Une recrudescence des actes racistes
page 15

**Union monétaire européenne**
La France s'efforce de rapprocher les positions de la Grande-Bretagne et celles de la Commission de Bruxelles
page 23 - section B

**Clémence relative en Chine**
Pékin a été sensible à la pression internationale
page 12


**CHAMPS ÉCONOMIQUES**


■ Allemagne-Japon : les géants fascinés ■ L'héritage disputé des Houillères du Nord ■ La chronique de Paul Fabra : « L'or de la perestroïka »
*pages 25 à 28 - section B*


*« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section B*

**A L'ÉTRANGER** : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

# DÉBATS

## La guerre du Golfe

# Un rêve écrasé sous les bombes

par Harlem Désir

FAUT-IL continuer à débattre ou à manifester son désaccord pendant la guerre ? C'est précisément parce que la guerre est une affaire grave et ses conséquences terribles que nous sommes en droit à tout instant de soumettre son bien-fondé à notre liberté de critique.

Plutôt que de se jeter l'anathème, « munichois » contre « bellicistes », maîtrisons les passions qui risquent de tout emporter, par un débat digne, dépourvu d'invectives et d'amalgames inutiles. Car qui peut douter qu'il existe de sérieuses raisons d'avoir été ou d'être aujourd'hui encore opposé à cette guerre ?

Le sénateur Kennedy ou la rédaction du très austère *New York Times* aux Etats-Unis n'ont pas davantage la réputation d'être des farfelus juvéniles que le fils ou le petit-fils du général de Gaulle en France d'être des « munichois ». Aucun citoyen, aucun mouvement, syndicat, parti, association, incarnant une part des valeurs fondamentales de notre société ne pouvait se dérober au débat dès lors que c'est en notre nom à tous qu'on largue des tonnes de bombes chaque jour dans le Golfe.

Le silence en pareille circonstance valant approbation, nous nous sommes exprimés. Chacun ayant opté en son âme et conscience. Cela peut-il nous empêcher de continuer à combattre ensemble, *au sein d'une* même association, le racisme et l'antisémitisme, à faire avancer une France plus fraternelle et à porter au-delà de nos frontières une certaine idée de la démocratie ? Bien sûr que nous pouvons travailler ensemble, dès lors que nous restons fidèles en toutes circonstances, quel que soit le choix des uns et des autres sur la guerre, aux plus hautes exigences de cet idéal ; que nous refusons toute exploitation de ces événements contre les communautés religieuses et les populations immigrées ; que nous continuons à promouvoir le dialogue israélo-arabe. Ce n'est pas de deux camps opposés mais dans ce partage de valeurs communes que se situe notre débat.

### La fable du droit

Cette guerre était-elle évitable ? Est-elle la guerre du droit ? Si vraiment j'étais convaincu que cette guerre ouvrait une nouvelle période fondée sur le respect du droit des peuples, la libération des pays injustement occupés ou annexés, l'élimination des *appareils* militaires menaçant la sécurité de leurs voisins, et même, pourquoi pas, la traduction de tous les dictateurs barbares devant des tribunaux de Nuremberg, quoique la guerre me répugne, je m'y résignerais comme à un mal nécessaire. Si, plus modestement même, je ne pouvais en espérer que l'application de ce programme dans la seule région du Moyen-Orient, je m'en contenterais. Pardonnez-moi, je ne crois pas à cette fable.

Ce n'est pas cela qui nous attend au bout des sentiers de la guerre. J'ai soutenu dès le début la fermeté et le blocus décidés par l'ONU. On ne doit rien céder à l'Irak, qui doit quitter le Koweït sans conditions. Ce régime barbare n'a cessé de se déconsidérer aux yeux du monde, depuis le gazage des populations kurdes jusqu'aux bombardements de civils à Tel-Aviv, en passant par l'utilisation de boucliers humains.

Mais la guerre n'est jamais un simple moyen de police internationale parce que nous savons qu'elle n'est jamais propre. Elle doit toujours rester un ultime recours. Elle devrait supposer que toute autre voie *est devenue vaine et sans* espoir.

Ce n'était pas le cas. Dans l'interdépendance économique totale où nous vivons, aucun pays, et certainement pas un pays de désert, déjà asphyxié financièrement et qui a mis la main sur un tas d'or pour tenter de se refaire une santé, ne peut vivre indéfiniment dans l'isolement commercial et technologique. Si le même effort que celui investi dans la guerre l'avait été pour assurer l'étanchéité du blocus, il aurait forcément été efficace.

Rien ne prouve que ça aurait été plus long que ne le seront les réactions en chaîne négatives de cette guerre, qui se prolongeront bien au-delà de l'arrêt des combats. L'évacuation du Koweït aurait été obtenue plus lentement, mais la crise en elle-même aurait été moins longue.

C'est Saddam Hussein, me dit-on, qui aurait déclenché l'attaque. Possible, mais les choses se seraient présentées sous un jour radicalement différent, si, dans l'intervalle, avait commencé d'être réglés les autres problèmes régionaux. Cette stratégie, c'est clair, n'intéressait pas les Américains.

Contrairement aux apparences mêmes, la sécurité régionale n'en sortira pas renforcée. Il y a dix ans, nous surarmions l'Irak, rempart laïque face à la poussée islamique venue de Téhéran. On se souvient également du bilan de la stratégie américaine de snurires en sbeb d'Iran : la plus grande déferlante intégriste de l'Histoire.

Qui peut nous dire qui sera au pouvoir demain en Arabie saoudite, à la tête d'un armement dont la sophistication est telle qu'Israël n'a eu de cesse d'en exiger la parité ; ou ce que seront les intentions de la Syrie. Les Etats-Unis n'auront réussi, après cette démonstration de force, qu'à rendre indispensable leur présence militaire permanente dans la région. Autant dire que la fièvre n'est pas prête de retomber et que la stabilité ne sera pas d'avantage au rendez-vous de la paix que la justice et le droit.

### Davantage de haine

Je ne vois pas ce que nous aurons gagné au sortir de cette guerre. Si ce n'est davantage de haine, d'incompréhension et de fanatisme. Un règlement retardé du conflit israélo-palestinien, tant sera devenu difficile la reconnaissance mutuelle par les deux peuples de leurs droits respectifs. Un Maghreb fragilisé et menacé d'un recul historique dans le nationalisme exacerbé. Nous voulions isoler Saddam Hussein, nous lui offrons le rue arabe. Et d'une inévitable défaite militaire, il pourrait bien faire une victoire politique, qu'il en sorte vivant ou non.

Comment s'en étonner, dès lors que la principale puissance de la coalition s'est évertuée à tout faire pour bloquer l'examen des autres atteintes au droit dans la région ?

Par leur refus, avec le même dédain que l'Irak, du plan de paix français, les Etats-Unis ont laissé à Saddam Hussein son principal argument de propagande : *« il y a deux poids, deux mesures. »*

Bien sûr, on ne pouvait accepter la convocation de conférences internationales comme prime à l'agresseur. Mais on ne peut d'avantage renoncer au règlement d'un vrai problème au prétexte qu'un démagogue s'en empare. Et puis, on ne fait pas la guerre du droit avec Hafez El Assad pendant qu'il occupe le Liban.

Les Etats ne font pas la guerre pour le droit ou par pur principe. Plus depuis Saint-Just en tout cas. Il y aurait à l'ordre du jour du Conseil de sécurité de l'ONU autant d'ultimatums à poser que de résolutions bafouées. Quand les Etats font la guerre à des milliers de kilomètres de leurs frontières, c'est en vertu de l'idée qu'ils se font de leurs intérêts. Géostratégiques ou économiques pour les uns, par expansionnisme pour les autres, maintien de leur rang dans le monde pour d'autres encore.

### Les naïvetés de la « fin de l'Histoire »

Fukuyama nous avait annoncé dans un petit livre retentissant la *« fin de l'Histoire »*. La démocratie triomphante l'emportait partout sur la planète. Un seul modèle, une seule aspiration, seraient désormais partagés par l'humanité réconciliée : le culte des droits de l'homme et de l'économie de marché. La *« fin de l'Histoire »* n'aura pas passé l'année.

Cette naïveté post-reaganienne faisait trop peu de cas des inégalités, des souffrances et des révoltes des deux tiers de l'humanité. Pas de fausses nostalgies donc.

Pourtant rien n'interdit de penser que la démocratie, le pluralisme et les droits de l'homme peuvent aussi se frayer un chemin dans le monde arabe. Et qu'ils étaient en train de le faire, fragilement et confusément, ici et là. Les chars de Saddam Hussein ont commencé d'écraser ce rêve sous leurs chenilles le 2 août. Nous l'avons achevé, le 16 janvier, sous un tapis de bombes. Mais rien n'est définitivement joué. C'est pourquoi il n'est jamais trop tard pour ceux qui veulent la paix.

► **Harlem Désir est président de SOS-Racisme.**

## TRAIT LIBRE

*Dessin paru dans « The Economist » du 26 janvier.*

# Revanche sur Babylone

par Joseph Yacoub

*Au commencement fut* Babylone, foyer préféré, terre de prédilection, de rayonnement et de monothéisme. Il y a trois mille ans, les puissants acharnés à la détruire luttaient avec une ardeur furieuse contre Babylone. Parmi les prophètes, certains rendaient des oracles qui prédisaient sa fin : ils souhaitaient voir détruire à jamais Babylone, *le « bijou »*, la *« parle des royaumes »*, la *« coupe qui enivrait toute la terre »* jusqu'à la folie. Son heure est proche, annonçaient-ils, ses *jours sont comptés.* Seules les bêtes sauvages y gîteront. Elle deviendra le domaine du héron : un marécage.

Le dieu des armées se dressera contre elle et effacera jusqu'à son nom, sa race et sa postérité. Préparez le massacre de ses fils, ajoutait-on, pour qu'ils ne se relèvent plus. Babylone sera qualifiée de noms multiples. Aucun attribut ne lui est épargné. Elle est même la grande prostituée, la mère des vilenies et des infamies qui s'abattront sur la terre. Ville sanguinaire, peuple farouche, impétueux, terrible, on invoque des seigneurs jaloux et vengeurs pour qu'aucune descendance ne portât son nom.

### Un univers sans perspective

Archers en rangs pour assiéger Babylone, les Mèdes et les Perses la *démolirent aux VIe et* Ve siècles avant Jésus-Christ. Des monceaux de ruines jonchaient son sol, ses palais furent détruits et sa population décimée. *« Anéantissez les fils de l'Orient au cri de Terreur tout autour ! »*, disait-on.

Babylone avait été ainsi punie pour ses *« pensées orgueilleuses »*, parce que *« toute pleine de fraude et de violence »*, refusant de mettre un terme à son *« brigandage »* contre les nations. Le monde s'est réjoui de sa chute, *« elle est tombée, Babylone la grande »*. Car elle était devenue *« tanière de démons, repaire des esprits immondes et des oiseaux impurs et répugnants »*.

Mais Babylone fut ressuscitée. Sous les mêmes cieux, avec des acteurs héritiers du passé mais agents d'une nouvelle civilisation riche et prospère, Babylone s'est retracée un parcours illustre sous les Arabaa. Babylone-Bagdad s'inscrit dans cette filiation historique et de civilisation. A nouveau détruite, les excavations archéningiques aidant, elle renaître de ses cendres dans sa forme authentique et sous des aspects non moins originaux arabo-musulmans. *Encore restaurée* récemment, jamais Babylone n'a été autant présente. Désormais, Nabuchodonosor n'est plus de l'archéologie et Hammourabi n'évoque plus une réminiscence d'un passé lointain et nébuleux ; il n'est plus l'ombre d'un souvenir vague. L'archéologie, l'histoire et l'actualité se sont réconciliées.

Veut-on à nouveau détruire Babylone ? Souhaite-t-on revoir ses petits enfants empoignés et fracassés contre les rochers ? Il n'y a pas de paix sans droit ni justice. Mais quelle est la valeur réelle des discours des trente dernières années sur l'égalité et la non-discrimination des règles du droit, sur la justice et l'injustice, *sur le dialogue Nord-Sud*, la rencontre des cultures, l'enrichissement et l'apport mutuel des civilisations ?

Il n'est pas de discours qui *vaille une idéologie, celle de la* supériorité de l'Occident. Oriental juste le temps d'une liturgie, d'une lecture biblique et d'un recueillement, adepte et défenseur *d'un christianisme occidentalisé*, l'Ouest se trouve empêtré dans un univers embarrassant, sans perspective, matérialiste et économiste où tout est produit et marchandise, où la guerre est devenue un spectacle.

A présent, Babylone pleure ses fils, se répand en lamentations et sanglots amers. Mais il n'est pas inscrit dans le cours des événements que Babylone sera de nouveau détruite et de façon irrévocable. La menace proférée jadis contre les Babyloniens est en cours d'exécution. Babylone est ensanglantée. Pourrions-nous exprimer une espérance de salut pour Babylone la grande ville ?

► **Joseph Yacoub est professeur de sciences politiques à l'université catholique de Lyon.**

# Une carte pour M. Gorbatchev

par Gilles Martinet

BOUSCULÉ par les événements, allant d'échec en échec et de contradiction en contradiction, Mikhaïl Gorbatchev n'en suit pas moins avec beaucoup d'attention l'évolution de la guerre du Golfe. Elle lui fournit le seul terrain où il peut espérer retrouver cette capacité d'initiative qui lui fait partout défaut.

Les Soviétiques ont de l'Irak et de son armée une connaissance que les Américains semblent loin de posséder. Ils ont très vite compris qu'il était plus dangereux pour Saddam Hussein de céder aux injonctions de l'ONU que de faire la guerre. Dans un cas, il perdait son pouvoir en même temps que son influence sur le monde arabe. Dans l'autre, il conservait une chance de garder le premier et de conforter la seconde. C'est pourquoi la stratégie du shérif (« Sortez de la banque, les mains en l'air, avant le 15 janvier ») n'avait guère de chance de réussir.

Bien entendu, le calcul de Saddam Hussein perdait tout sens si les Américains avaient été en mesure de conduire une guerre éclair. Mais, en vérité, *cette possibilité n'a jamais* existé. Le rapport des forces impliquait une guerre relativement longue et coûteuse en hommes, celle que les opinions publiques occidentales ont le plus de mal à accepter.

A l'étonnement des généraux américains, Saddam Hussein a appliqué strictement la théorie de Clausewitz pour qui la défense, lorsqu'elle oblige l'adversaire à dévoiler ses plans, est supérieure à l'offensive. Sans doute ue compte-t-il pas vaincre les armées de la coalition. Son objectif est de tenir suffisamment longtemps pour amener ses adversaires à conclure un cessez-le-feu.

C'est naturellement le sort des armes qui décidera de la nature du cessez-le-feu. Qu'il intervienne après que les Irakiens aient subi une lourde *défaite et Saddam Hussein* aura perdu son pari. Mais qu'il puisse être imposé avant que sa capacité militaire ue soit détruite et il aura sauvé son pouvoir.

C'est ici qu'intervient M. Gorbatchev. *« Nous ne devons pas permettre,* a déclaré le président soviétique, *aux opérations militaires de se transformer en une situation qui aurait pour conséquence la mort de soldats américains, celle de soldats irakiens et surtout celle de civils innocents. »*

Admirable candeur. En votant à l'ONU pour le recours à la force, Mikhaïl Gorbatchev n'avait pas imaginé un seul instant que cela pourrait entraîner la mort de soldats américains et irakiens !

Mais la suite de la déclaration est encore plus intéressante. *« Je pense,* dit-il, *qu'une nouvelle phase approche et qu'elle verra une situation entièrement nouvelle que nous devons évaluer et à laquelle nous devons répondre de façon adéquate. »*

### La démarche de la France

Ainsi se profile une tentative de médiation soviétique qui jouerait de la non-présence de soldats soviétiques dans le Golfe et qui chercherait à s'appuyer sur les réactions d'une grande partie de l'opinion internationale. Tout en se déclarant fidèle aux résolutions de l'ONU, M. Gorbatchev veut démontrer aux Américains qu'il faut encore compter avec lui et, donc, ne pas trop le gêner dans les affaires de la Baltique. Il s'assure, du même coup, le soutien de l'état-major de l'armée soviétique, qui n'a jamais vu d'un très bon œil l'appui que Chevardnadze avait apporté aux Etats-Unis.

D'une certaine manière, M. Gorbatchev reprend, le conflit une fois engagé, la démarche que la France avait entreprise avec l'espoir de l'éviter. S'affirmer respectueux des décisions de l'ONU et solidaire des Etats-Unis tout en faisant apparaître la différence aux yeux du monde arabe, telle était l'orientation de Paris. Elle demeurait conforme à toute une tradition diplomatique, mais elle supposait que Saddam Hussein n'avait pas encore tranché entre la paix et la guerre. Or il avait déjà tranché. Nous ne pouvions plus dès lors être des médiateurs. Nous devenions, en fonction des engagements souscrits, des combattants.

Pouvions-nous faire autrement ? J'ai écrit dans *le Monde* du 21 novembre 1990 que, si le recours à la force était parfaitement légitime, *« la sagesse voudrait que l'on s'en tienne au blocus »*. Et cela pour des raisons politiques (les réactions prévisibles au Maghreb, l'implication d'Israël) et militaires (le potentiel défensif irakien) et non en fonction d'opinions pacifistes qui ne sont pas les miennes. La guerre engagée, il faut désormais penser à ce que serait demain le monde si les forces rassemblées à l'appel de l'ONU ne l'emportaient pas. Et donc tout faire pour qu'elles l'emportent, aussi vite que possible.

Il y aura naturellement beaucoup de leçons à tirer de cette guerre. Sur le plan international, il ne devrait plus être possible d'appliquer cyniquement la règle du « deux poids deux mesures ». Mais aussi sur le plan français. La crise a été gérée dans des circonstances difficiles qui ont permis au président de la République de faire, une fois de plus, la preuve de sa pugnacité et de son habileté. Mais la France, hélas, n'était que la France. Non pas cette « grande puissance » *dont on aime* tant parler. Mais la France d'aujourd'hui, celle des droits de l'homme sans doute, mais aussi celle de ses limites économiques et de sa faiblesse militaire.

Un peuple sans ambition est assurément un peuple qui se résigne au déclin. Mais un peuple sans lucidité risque de précipiter ce déclin au lieu de le conjurer.

► **Gilles Martinet est ambassadeur de France.**

GLOBE spécial
la guerre en face ● réflexions
Minc ● Adler ● Gallo ● Léotard ● Bergé ● Guattari ● Wolton ● Kepel ● Lipovetski ● Halter ● De Beaucé ● Konopnicki ● Stéphane ● Lévy ● Mermet ● Ory ● Miller ● Geremek ●

# LA GUERRE DU GOLFE

## Le film des événements

### « Neutralité » iranienne

L'Iran, qui sait ce que guerre veut dire, entend ne pas se laisser entraîner dans un nouveau conflit avec son voisin irakien. L'atterrissage en catastrophe sur son sol, samedi 26 janvier, d'avions de transport militaire et de chasseurs-bombardiers irakiens – sept selon Téhéran, trente-neuf selon le Pentagone – lui a donné l'occasion de renouveler sa profession de foi de *« neutralité »* dans les hostilités en cours.

Défaillance technique, désertion, mise à l'abri, provocation ? Personne ne sait encore le pourquoi de cette affaire. Toujours est-il que le conseil suprême de sécurité iranien a décidé de saisir les appareils *« jusqu'à la fin de la guerre »* alors que l'Irak en réclamait la restitution. Parallèlement, Téhéran a pris des dispositions pour apporter une « aide alimentaire » à Bagdad *« compte tenu du manque de vivres et de médicaments »* dont souffre son voisin.

Cette *« neutralité »* n'est-elle faite que de mots ? D'aucuns soupçonnent Téhéran d'avoir livré des pièces de rechange à son voisin à la faveur de ce ballet aérien. Est-elle définitivement acquise ? Certes, le président Rafsandjani vient d'affirmer qu'il serait *« suicidaire »* pour son pays d'entrer en guerre contre l'Irak. Mais, ce représentant de l'aile modérée saura-t-il longtemps tenir tête aux durs du régime qui souhaitent une participation aux hostilités au côté de Bagdad ?

Pour l'heure, l'Iran vient de lancer un appel à la coopération internationale pour contenir la marée noire dont Washington et Bagdad se rejettent la responsabilité et qui s'étendrait maintenant sur 48 kilomètres de long et 12 de large, menaçant toutes les côtes du Golfe. Les pays riverains ont pris des mesures de protection de leurs rives et de leurs usines de dessalement.

#### « Bon chef de guerre »

Les Etats-Unis, pour leur part, ont décidé l'envoi immédiat d'une délégation d'experts pour aider l'Arabie saoudite à lutter contre cette marée noire. Plus efficace : des bombardiers F 111 américains ont détruit les deux collecteurs qui pompaient le pétrole du champ de Mina-al-Ahmadi, situé près de Koweït-ville, non loin du terminal de Sea Island.

Où en sont les missions aériennes purement militaires ? Les forces de la coalition en ont déjà effectué plus de 23 000. Selon le Pentagone, elles ont détruit, à ce jour, 49 avions irakiens, coulé ou endommagé 18 navires ennemis. A quand l'offensive terrestre ? De source militaire américaine, on a laissé entendre *« qu'elle ne commencera pas avant le 15 février »*. Ces prévisions rejoignent celles de l'amiral Lanxade, chef de l'état-major particulier de M. Mitterrand, faites, dimanche, à l'émission « Sept sur Sept » : *« La phase aérienne pourrait durer encore trois à quatre semaines. »*

Le Pentagone explique ce retard par le temps passé à repérer les rampes de lancement de missiles Scud : *« Plus d'un tiers des missions effectuées depuis une semaine ont été détournées vers cette recherche. »* Reste que les forces de la coalition – 483 000 hommes, toutes armes confondues, côté américain – auraient aussi besoin de ce délai supplémentaire pour mieux se déployer sur le terrain.

Dans un communiqué radiodiffusé, l'Irak a averti que *« la force rassemblée pour lutter contre les agresseurs américains et sionistes n'est pas une force conventionnelle »*, faisant probablement allusion aux armes chimiques et bactériologiques. A cet égard, l'amiral Lanxade n'a pas exclu qu'au moment de l'offensive terrestre, Saddam Hussein (que le général Roquejeoffre, commandant de l'opération « Daguet », a qualifié de *« bon chef de guerre »*), cherche à utiliser son arsenal non conventionnel.

#### « Le seuil d'intolérance »

Pour être sûr d'être bien compris, Israël qui, pour la première fois dans son histoire, a consenti à encaisser des coups sans y répondre, a répété, dimanche, par la voix de M. Moshé Arens, ministre de la défense, que *« Saddam Hussein a déjà dépassé la ligne rouge »* et qu'une riposte de l'Etat hébreu, *« au moment opportun »*, est certaine.

La guerre du Golfe a-t-elle atteint *« le seuil de l'intolérance »* comme vient de le déclarer le président tunisien Ben Ali ? A son avis, *« c'est une erreur politique que de vouloir punir le peuple irakien »*, soumis, selon lui, à *« un déluge de fer et de feu »*. Pour leur part, les représentants des cinq pays membres du Conseil de coopération du Golfe, réunis, samedi, à Ryad, ont réaffirmé que *« tout effort entrepris par quelque partie que ce soit doit avoir pour but de convaincre le régime irakien de retirer ses troupes du Koweït »*. Ce faisant, le secrétaire général de l'ONU a précisé, dans un entretien accordé à un hebdomadaire italien, que le Conseil de sécurité devrait alors *« approuver une nouvelle résolution qui retire le mandat qui leur a été confié aux pays qui aident le Koweït à défendre son indépendance »*.

Plusieurs attentats, enfin, ont été commis à travers le monde – notamment en Grèce, au Liban et en Turquie – contre des intérêts occidentaux tandis que les mouvements pacifistes mobilisaient, samedi, des foules importantes pour manifester contre la guerre, de Bonn à Washington en passant par Paris et Tokyo. Les plus récents sondages montrent, cependant, que 86 % des Américains approuvent la politique de M. Bush, 77 % des Français celle de M. Mitterrand. Mais 63 % des Américains et 69 % des Français estiment que les hostilités dureront plusieurs mois.

JACQUES DE BARRIN

## La situation militaire

# « Chaque fois que les avions irakiens volent, nous les battons »

*déclare le général Schwarzkopf, le commandant en chef américain*

**Le mauvais temps qui régnait dimanche 27 janvier sur le sud de l'Irak et le Koweït a une nouvelle fois compromis certaines opérations de bombardements alliés, sans toutefois en interrompre le rythme, qui demeure très élevé puisque dimanche soir l'aviation alliée avait effectué plus de 23 000 sorties aériennes au-dessus de l'Irak ou du Koweït. Certaines cibles, précises et petites, comme les chars ou l'artillerie, ont simplement connu un répit, les pilotes ayant dans ce cas besoin d'observer le résultat de leurs tirs.**

DHAHRAN
*de notre envoyée spéciale*

Si aucun avion allié, selon le commandant en chef américain, n'a été perdu pendant ces dernières quarante-huit heures, deux F-15 de l'aviation américaine ont abattu dimanche, au sud-est de Bagdad, quatre Mig-23. La grande affaire du week-end a toutefois été le nombre élevé d'avions irakiens – plus de trente-neuf à ce jour, dont vingt-trois entre samedi 19 heures et dimanche 19 heures – réfugiés en Iran, selon le général Schwarzkopf *(voir par ailleurs)*.

Tout en se refusant à interpréter de façon précise ces défections le général a affirmé : *« Notre campagne aérienne a commencé à forcer l'aviation irakienne à aller en Iran. »* Mais, a-t-il ajouté, *« l'armée de l'air irakienne demeure une menace tant qu'il leur restera un avion. Toutefois nous avons gagné et maintenu notre supériorité aérienne. Nous avons la liberté d'action : chaque fois que nous voulons et chaque fois qu'ils volent, nous les battons. »*

Jusqu'à maintenant vingt-six avions irakiens ont été abattus lors d'affrontements aériens. Le général Schwarzkopf a enfin affirmé : *« S'ils ne veulent pas venir à notre rencontre, nous les détruirons au sol et ferons de même de leurs abris. Nous casserons ceux-ci un par un. Nous l'avons déjà fait et de façon très efficace. »*

L'atterrissage en Iran de ces avions irakiens a en tout cas conforté tous ceux qui continuent de penser que l'armée irakienne, dans les rangs de laquelle les déserteurs ne sont pas jusqu'à maintenant légion, pourrait se débander très vite au moment d'une attaque au sol. Certains réfugiés koweïtiens, arrivés quelques jours avant le début de la guerre, soulignent à cet égard que nombre de soldats irakiens leur auraient confié qu'ils attendaient le contact avec n'importe quelle armée pour se rendre.

Il est vrai que, compte tenu des lignes de défense qu'ils ont devant eux, et de la présence de la garde républicaine derrière eux, il est hasardeux pour les soldats de Bagdad, qui savent aussi le sort qu'encourraient leurs familles, de fuir. Le fait-geste toutefois à prouver même si les derniers soldats arrivés, six encore vendredi dont deux officiers venus s'échouer à bord d'un petit canot pneumatique sur la côte saoudienne, affirment tous qu'ils sont en très mauvais état. Selon un témoin de cette reddition, ces soldats n'avaient rien mangé depuis cinq jours, portaient des habits sales et dépareillés et semblaient coupés de tout.

En attendant, les menaces de terrorisme proférées par le président irakien sont prises de plus en plus au sérieux par les alliés et les contrôles par la police, les forces spéciales ou la Garde nationale saoudienne, parfois doublée de soldats américains, se multiplient le long des routes ou aux abords des villes. Craignant aussi une attaque suicide aérienne, les troupes déployées dans le désert et qui pour beaucoup demeurent en plein mouvement – prennent de plus en plus de précautions pour se protéger. Les convois militaires de jour se font plus rares et les équipements transportés sans arrêt au front sont immédiatement dispersés dans les sables pour limiter les pertes en cas d'attaque.

Ces précautions pourraient retarder encore la date de l'attaque au sol, qui ne paraît pas en tout cas immédiate, les intenses bombardements n'ayant pas encore, selon un expert, réduit à 50 % – ce que veulent les Américains avant tout engagement terrestre – les capacités militaires du président irakien. Le mauvais temps empêche aussi les satellites de donner une bonne évaluation des dégâts, mais, comme le souligne un officier, il faudra bien « y aller » pour être sûr, rien ne remplaçant jamais l'estimation humaine.

FRANÇOISE CHIPAUX

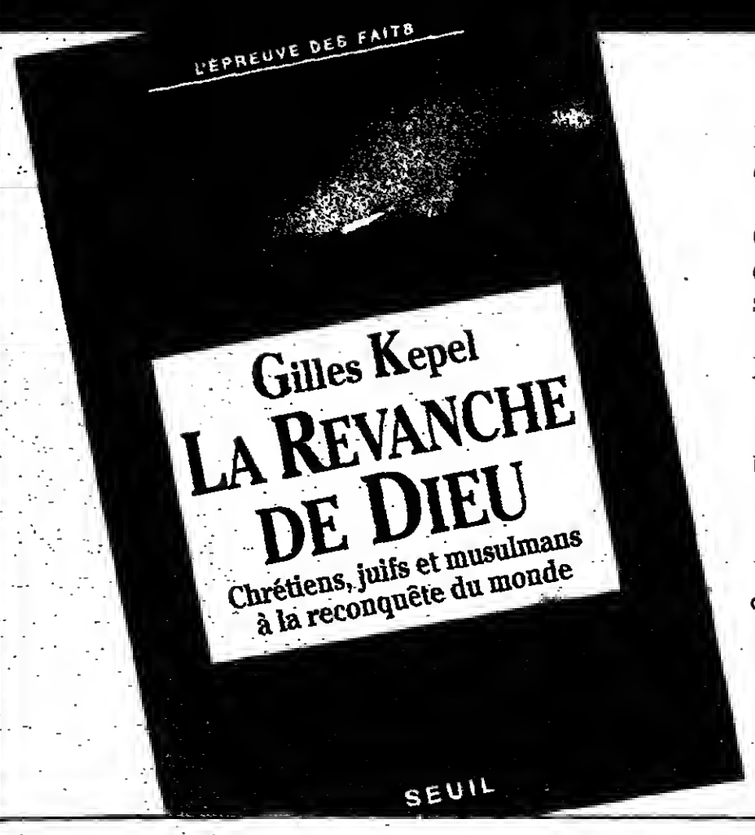
## M. Bush n'aura pas recours à la bombe à neutrons

*déclare le secrétaire général de la Maison Blanche*

Le président George Bush n'aura pas recours à une arme telle que la bombe à neutrons pour hâter la fin du conflit du Golfe, a déclaré dimanche 27 janvier, John Sununu, secrétaire général de la Maison Blanche. *« Il n'y a eu personne, même au sein de l'armée, pour proposer pareille mesure »*, a-t-il dit dans une interview à la chaîne américaine ABC, en réponse à une question sur l'éventuelle utilisation par les Etats-Unis de la bombe à neutrons, dont la caractéristique est de laisser intacts le matériel militaire et les bâtiments tout en tuant les troupes par d'intenses radiations.

Selon M. Sununu, le président Saddam Hussein tentera probablement d'utiliser toutes les armes dont il est en possession, mais ce ne sera pas le cas de George Bush. – *(Reuter.)*


KEPEL




Indispensable pour comprendre les soubresauts du monde actuel. *Henri Tincq / Le Monde*

Gilles Kepel démontre que les nouveaux "fous de Dieu" ont entrepris une reconquête, peut-être sanglante, du monde. *Le Figaro*

Dieu attaque. Un livre-événement. *Le Nouvel Observateur*

Un outil de réflexion irremplaçable. *Paul Corentin / Télérama*

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman. 99 F

*Editions du Seuil*

# LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

## L'Iran affirme qu'il gardera « jusqu'à la fin de la guerre » les avions des belligérants réfugiés sur son territoire

Le mystère demeure sur les raisons qui ont conduit les pilotes de sept chasseurs-bombardiers irakiens à se poser, samedi 26 janvier, en catastrophe sur un aéroport iranien (*le Monde* daté 27-28 janvier). Les chiffres eux-mêmes sont matière à contestation. Téhéran admet qu'outre les appareils de combat – dont l'un a pris feu en touchant le sol et a été détruit – quatre ou cinq avions de passagers se sont également réfugiés sur son territoire. Les autorités américaines avancent pour leur part un chiffre total de trente-neuf appareils. Lundi en fin de matinée, à Londres, une source proche du premier ministre britannique allait jusqu'au chiffre de cinquante.

La République islamique, arguant de sa neutralité face au conflit, a saisi les appareils « *jusqu'à la fin de la guerre* » – et donné aux États-Unis des assurances en ce sens – alors que Bagdad avait réclamé leur restitution ainsi que le retour de leurs pilotes. Alors que deux hypothèses avaient été avancées samedi – celles d'une défection des pilotes ou de leur fuite devant des appareils de la coalition anti-irakienne, – les médias iraniens en suggèrent maintenant une troisième : une possible provocation visant à entraîner l'Iran neutre dans le conflit par une violation de son espace aérien, ce qui est pour Téhéran un *casus belli*.

Le président du Parlement iranien (Majlis), M. Mehdi Karoubi, a, pour sa part, indiqué que les pilotes irakiens « *continuaient d'être interrogés* » et qu' « *on ne sait pas encore ce qu'étaient leurs intentions* ». Il a ajouté que « *les pilotes avaient dit qu'ils étaient dans une situation d'urgence* ». Ils ont invoqué, a précisé le président du Majlis, des conditions météorologiques difficiles et un manque d'essence.

Le *Teheran Times*, quotidien en langue anglaise proche du gouvernement de M. Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani, écrit toutefois : « *On ne peut pas exclure la possibilité que la violation hier (samedi) de l'espace aérien iranien soit une nouvelle tentative vaine d'entraîner l'Iran dans le conflit* » Les mesures prises par Téhéran « *devraient définitivement décevoir ceux qui ont pensé pouvoir enfoncer l'Iran dans la guerre* », souligne le journal.

L'Iran n'en a pas moins décidé dimanche d'acheminer une aide alimentaire au peuple irakien, a annoncé à Téhéran l'Association iranienne du Croissant-Rouge (AICR). Ces vivres, dont les quantités n'ont pas été précisées, comprennent du pain, des dattes, du lait en poudre et des biscuits. Le principe de cette aide avait été décidé samedi par le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance de décision politique en Iran, réuni à Téhéran sous la présidence du chef de l'Etat Ali Akbar Hachemi-Rafsandjani.

Le Croissant-Rouge iranien a été chargé de prendre des dispositions en ce sens. Le Conseil a affirmé que cette décision a été prise « *compte tenu de la situation difficile provoquée par la guerre en Irak et le manque de vivres et de médicaments* ». Téhéran considère qu'une telle aide n'est pas interdite par les résolutions des Nations unies.

Le président du Parlement iranien Mehdi Karoubi a, d'autre part, présenté dimanche à la presse un plan de paix, qui, a-t-il dit, représente une « *position personnelle* » qu'il a communiquée à d'autres Parlements à travers le monde. Ce plan en cinq points prévoit notamment « *un cessez-le-feu immédiat, la fin rapide de l'embargo en vivres et médicaments imposé à la nation irakienne, le départ simultané des Américains et de leurs alliés de la région, ainsi que celui des forces irakiennes du Koweït* ».

Toutes ces forces devraient, selon M. Karoubi, être remplacées en Arabie saoudite et au Koweït par les armées de pays islamiques. Le plan prévoit également la création d'un comité regroupant des pays islamiques pour contrôler l'application des points précédents et régler les différends entre l'Irak et le Koweït. Le dernier point du plan prévoit « *l'arrêt sans condition de l'immigration des juifs en Palestine* » et « *la création d'un comité des pays islamiques pour soutenir les luttes pour la libération de la nation palestinienne sur tout le territoire de la Palestine occupée* ».

Enfin, le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Taher El Masri, est arrivé dimanche à Téhéran pour une visite de deux jours afin, a-t-il dit, d'examiner avec les responsables iraniens les moyens de parvenir à un cessez-le-feu dans le Golfe. Sa visite doit également préparer l'échange prochain d'ambassadeurs entre les deux pays, qui ont décidé, il y a deux semaines, le principe du rétablissement de leurs relations diplomatiques. L'Iran avait rompu ses relations avec la Jordanie en 1981, en raison du soutien d'Amman à l'Irak dans la guerre de 1981 à 1988. – (*AFP, Reuter, AP, UPI.*)

## *Défection de pilotes ou ruse ?*

Les milieux militaires se disent très intrigués par les mouvements d'avions irakiens en Iran, qui, depuis le début du conflit, ont concerné trente-neuf appareils de tous types dont vingt-trois pour les seules vingt-quatre heures qui ont précédé l'après-midi du dimanche 27 janvier. Dans ces milieux, on se montre *sceptique* sur la raison mise en avant par diverses sources : la défection des pilotes irakiens.

Selon des renseignements d'origine française, quatre ou cinq des appareils irakiens qui ont atterri en Iran seraient des avions de ligne, c'est-à-dire des avions du *modèle* IL-76 (de conception soviétique) dont l'Irak possède plus d'une vingtaine d'exemplaires dans sa flotte civile et militaire.

De même source, on précise qu'il est arrivé que ces IL-76 se soient présentés aux frontières de l'Irak avec l'Iran en étant escortés par des avions de combat irakiens qui ont rebroussé chemin après que leurs pilotes eurent acquis la conviction que ces appareils de transport avaient reçu l'autorisation de se poser en Iran de la part des autorités officielles de ce pays. Cette manœuvre-là fait douter les analystes français que la seule explication à ces transits soit le désertion d'un certain nombre d'aviateurs irakiens. D'autant qu'on ignore la nature du fret ainsi acheminé et que l'on craint qu'il puisse s'agir de stocks de pièces de rechange, voire de munitions pour armer des avions de combat.

Si la défection de pilotes irakiens n'était pas la seule raison de ces mouvements observés en Iran, la crainte des milieux militaires, proches de la coalition, est qu'il peut s'agir d'une nouvelle manœuvre de M. Saddam Hussein pour mettre à l'abri des attaques alliées une partie de sa flotte de combat. L'attitude de Téhéran sera déterminante pour la suite des événements, si les Iraniens persistent – comme ils l'ont annoncé – à placer les avions sous séquestre et à interner leurs pilotes jusqu'à la fin des hostilités.

Seule une telle initiative iranienne fera que cette force de frappe irakienne serait perdue pour la durée de la guerre, au lieu d'avoir été mise en réserve par Bagdad en cas de nécessité.

J. L.

## « La chute du régime irakien n'est pas le but politique de la France »

*déclare l'amiral Lanxade, chef de l'état-major particulier à l'Elysée*

Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, l'amiral Jacques Lanxade, chef de l'état-major particulier de la présidence de la République, a reconnu, dimanche 27 janvier, que « *les actions décidées par le président irakien sont telles que l'opinion publique considère que la chute de ce régime est nécessaire. Mais ça n'est pas le but politique de la France* ».

Pour l'amiral Lanxade, dont c'était la première apparition, depuis le début de la guerre du Golfe, sur une chaîne de télévision, avec l'assentiment du chef de l'Etat, « *ce qui fait que la polémique s'est engagée* » sur les objectifs de la France, « *c'est que l'on a confondu le but politique de la guerre, qui est l'évacuation du Koweït, l'application des résolutions de l'ONU, et la façon de l'obtenir (...). Or, pour l'obtenir, comme l'a dit le président de la République, il faut bien s'en prendre aux forces armées irakiennes là où elles sont, et donc au Koweït d'abord, parce qu'il y a là 500 000 hommes, 4 000 chars, 3 000 pièces d'artillerie, et également en Irak là où sont aussi des forces irakiennes importantes* », a ajouté le chef de l'état-major particulier.

L'amiral Lanxade a estimé, d'autre part, que la phase aérienne de cette guerre devrait durer « *entre trois et quatre semaines* », mais qu'il faudrait encore, avant d'entamer une quelconque phase terrestre, « *apprécier la capacité de combat de l'armée irakienne, qui est durement touchée en ce moment* ».

### « 10 à 20 % des avions détruits »

« *On a entrepris de s'attaquer aux forces de la garde républicaine*, a expliqué le chef de l'état-major particulier. *Dans un deuxième temps, on attaquera les forces de deuxième catégorie au sud-ouest du Koweït et le long de la côte dans la mesure où l'on veut faire une opération de débarquement.* » Ces forces là n'opposeront pas, selon lui, une grande résistance. « *Les combats terrestres occasionneront des pertes beaucoup plus fortes que celles liées à l'action aérienne, mais elles pourront quand même être très limitées* », a-t-il ajouté.

Après avoir considéré que « *les potentiels nucléaire et chimique ont été certainement très durement touchés* », l'amiral a estimé que l'utilisation des Scud sur Israël ou l'Arabie saoudite procédait du « *terrorisme militaire* » qui cherche à atteindre des populations civiles, mais qui n'a pas d'efficacité militaire en lui-même. « *On ne peut pas exclure qu'il y ait quelques têtes chimiques qui aient été réalisées* [par les Irakiens], *mais rien ne permet aujourd'hui de l'affirmer. Si l'Irak cherche à utiliser les gaz, il utilisera sans doute d'autres moyens, c'est-à-dire d'autres missiles à plus courte portée pour le champ de bataille, l'aviation et l'artillerie. Mais ce sont surtout sur les troupes*, prévoit l'amiral Lanxade, *que ces choses-là devraient s'effectuer.* »

A propos de l'armée de l'air irakienne « *dont, peut-être, entre 10 et 20 % des avions ont été effectivement détruits* », le chef de l'état-major particulier a indiqué : « *On ne peut pas exclure quelques actions à caractère presque un peu suicidaire, mais je ne crois pas que l'aviation irakienne puisse espérer mener un combat d'importance et coordonné.* »

Enfin, l'amiral Lanxade a estimé que la « *catastrophe écologique* » du déversement de pétrole dans le Golfe, « *qui avait été annoncé par Saddam Hussein* », ne « *devrait pas gêner un débarquement allié, même si cela ne le simplifiera pas* ».

Il est tout à fait inhabituel, dans l'histoire de la Ve République, que le chef de l'état-major particulier auprès du chef de l'Etat intervienne aussi longuement à la télévision. Avec la même bénédiction de M. François Mitterrand, l'amiral Lanxade avait, du reste, été invité auparavant à Europe 1 pour y répondre également à des questions sur la guerre du Golfe. Il faut y voir un témoignage de la confiance que le président de la République accorde à l'amiral Lanxade et qui pourrait se traduire, dans quelques semaines, par la nomination de l'intéressé au poste de chef d'état-major des armées en remplacement du général Maurice Schmitt. Ce sera, en démontrant, la première fois qu'un marin occupe cette fonction, en France, depuis la seconde guerre mondiale.

Faut-il voir aussi, dans cette « médiatisation » progressive des chefs militaires depuis le début de la crise, en août dernier, une pratique nouvelle du président de la République destinée à sensibiliser l'opinion aux effets d'une guerre plus dure que prévu ? Quelle qu'en soit la raison, ces apparitions publiques d'officiers généraux les contraignent, parfois, à sortir du strict domaine militaire, qui est le leur, et à s'avancer – en devoir expliquer la pensée politique du chef de l'Etat – sur un terrain qui n'est pas de leur compétence. En cela, cette pratique est tout à fait contestable, du moins en régime républicain. – J. L.

## Des Mirage-F1 français ont participé aux opérations

**Des Jaguar et des Mirage ont mené, lundi matin 28 janvier, deux raids en Irak contre des unités de la garde républicaine, troupes d'élite de Bagdad, a annoncé le ministère de la défense. Les chasseurs Tornado italiens ont également effectué une mission avec succès. Tous les appareils ont regagné leurs bases sans encombre.**

Dimanche, le général Roquejeoffre, commandant l'opération « Daguet », avait indiqué que la force aérienne française avait effectué, depuis le 17 janvier, deux cents sorties sur le Koweït et sur l'Irak, sans aucune perte.

Les cibles de ces raids ont été un dépôt de munitions, un port, un terrain d'aviation et des détachements de l'infanterie irakienne au Koweït, près de la frontière saoudienne, et des unités en Irak de la garde républicaine, un corps d'élite des forces irakiennes. Il s'agit, pour le général Roquejeoffre, de deux catégories distinctes de cibles prévues par le protocole de planification de leurs missions par les alliés : d'une part, des objectifs stratégiques (installations fixes et dépôts) et, d'autre part, des cibles tactiques (formations adverses).

« *Au début*, a indiqué le « patron » du dispositif « Daguet », *il n'y avait que les Jaguar qui sortaient. Après, il y a eu les Jaguar et les Mirage-2000, et, depuis le 26 janvier, les Mirage-F1 CR. Donc, tous nos appareils sortent maintenant.* »

C'est la première fois depuis le début des hostilités, le 17 janvier, que les Mirage-F1 CR, qui sont des avions de reconnaissance mais qui sont aussi armés pour des attaques au sol ou en mer, ont pu accomplir des missions de combat. Ils avaient été maintenus au sol à la demande des alliés de la France qui redoutaient de les confondre avec les Mirage-F1 irakiens. Le risque de méprise est désormais plus limité avec la suprématie aérienne de la coalition.

Le général Roquejeoffre s'est félicité, à cette occasion, de « *la coordination très étroite* » entre forces alliées. Prévue par un protocole qui institue une planification des missions sur trois jours, cette « *interopérabilité* » est également en place au niveau des forces terrestres, avec l'échange d'officiers de liaison à plusieurs niveaux, la division « Daguet » devant passer sous contrôle opérationnel américano-saoudien dès le début de la phase éventuelle d'un engagement terrestre.

Interrogé sur le renforcement du dispositif français, le général Roquejeoffre a précisé : « *Il n'est pas prévu de renforcement des unités de combat. Il y a eu des unités mises en alerte* [en France], *mais cela au cas où il y aurait des pertes dans le futur, donc pour compléter nos forces.* »

Après la catastrophe écologique

## L'équivalent de trois

La guerre du Golfe a pris, samedi 26 janvier, un tour nouveau avec l'alerte générale à la marée noire et l'intervention de bombardiers américains pour détruire le terminal pétrolier de Sea Island, à une vingtaine de kilomètres au large des côtes koweïtiennes.

D'après les spécialistes français du CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux), basé à Brest, le pétrole d'Al-Ahmadi est de la qualité dite « Koweit Export », très léger et fluide, qui s'évapore dans une proportion de 35 % en vingt-quatre heures et de 45 % en dix jours. Le risque, pour les centrales électriques et les usines de dessalement, est que le brut résiduel mêlé à l'eau de mer ne se coagule en un magma visqueux qui, flottant entre deux eaux, vienne obstruer les crépines des prises d'eau.

Selon un spécialiste saoudien de la météorologie, M. Matari, la nappe était plus lundi 28 janvier qu'à deux jours de l'usine de dessalement de Jubail, à 100 kilomètres au nord de Dhahran, et de Ras Tanoura, à 150 kilomètres au nord.

### Les précédents

La marée noire, qui est en cours dans le nord-ouest du golfe Persique, pour inhabituelle qu'elle soit, s'ajoute à une liste déjà longue de catastrophes écologiques :

- 18 mars 1967 : les 123 000 tonnes de pétrole échappées du *Torrey-Canyon* souillent 180 kilomètres de côtes anglaises et françaises.
- 21 août 1972 : la collision de deux pétroliers répandent dans la mer au large de l'Afrique du Sud 100 000 tonnes de pétrole.
- 19 décembre 1972 : le pétrolier *Sea-Star* fait naufrage dans le golfe d'Oman : 100 000 tonnes de pétrole à la mer.
- 7 juin 1975, le pétrolier *Showa-Maru* avec 237 000 tonnes de pétrole s'échoue dans le détroit de Malacca (près de Singapour).
- 13 mars 1976 : l'*OlympicBravery*, pétrolier tout neuf de 250 000 tonnes, échoué depuis deux mois sur la côte d'Ouessant, se casse en deux. Il faudra trois mois pour nettoyer les rivages.
- 12 mai 1976 : l'*Urquiola* explose dans la baie de La Corogne (Espagne) : 100 000 tonnes de pétrole se répandent dans la mer.
- 16 mars 1978 : l'*Amoco-Cadiz* s'échoue sur la côte bretonne : 230 000 tonnes de pétrole se déversent presque immédiatement sur le rivage.
- 3 juin 1979 : l'éruption du puits mexicain Ixtoc-1 va durer neuf mois et demi et déverser dans le golfe du Mexique au moins 500 000 tonnes de pétrole (1 million de tonnes peut-être).
- Mars 1983 : les installations de champs offshore iraniens du golfe Persique sont endommagés par les Irakiens ; leur production s'échappe dans la mer, mais on n'a jamais eu d'informations précises sur les volumes déversés.
- 5 août 1983 : le pétrolier *Castillo-de-Bellver* brûle et coule au large de l'Afrique du Sud avec 100 000 tonnes de pétrole.
- 24 mars 1989 : l'*Exxon-Valdez* s'échoue devant les côtes sud de l'Alaska : 35 000 ou 45 000 tonnes de pétrole vont souiller les côtes.

### L'Irak menace d'utiliser de nouvelles armes

Par l'intermédiaire de la presse, l'Irak a implicitement menacé, dimanche 27 janvier, d'utiliser de nouvelles armes dans la guerre du Golfe. « *Se trompe celui qui croit que la force de l'Irak repose seulement sur les armes connues qu'il a fabriquées et développées, ou encore sur la supériorité numérique de ses forces terrestres* », a écrit le quotidien du gouvernement, *al Joumhouriya*, cité par l'agence irakienne INA.

« *Les prochains jours seront plus dramatiques et commencera une nouvelle ère après que nous ayons anéanti à jamais l'entité bâtarde des sionistes* », écrit de son côté *al Qadissiyah*, organe du ministère de la défense.

« *Plus Saddam Hussein aura le dos au mur et le sentiment qu'il n'a rien à perdre, plus il aura tendance à vouloir utiliser l'arme chimique contre nous* », a déclaré dimanche matin à la radio israélienne, M. Dedy Naveh, porte-parole du ministère de la défense. – (*AFP.*)

## F-111 contre marée

*Suite de la première page*

Refaisant un historique précis de cette catastrophe – qui, selon lui « *est antérieure et n'a rien à voir*, a-t-il souligné à plusieurs reprises, *avec les bombardements américains* » – le général Schwarzkopf a affirmé que les vannes de pétrole avaient été ouvertes aux environs du 19 janvier et qu'il avait reçu des rapports sur l'ampleur de cette marée noire le 25 janvier.

A cette date, a-t-il expliqué, « *nous avons consulté les experts saoudiens, qui nous ont demandé de mettre le feu à la source de ce flot et de couper son alimentation, qui se trouve à 22 kilomètres. La première chose a été faite « naturellement » ce soir du 25 janvier quand, en attaquant un bateau irakien dans la région de Sea-Island, la marine américaine a mis le feu à ce terminal.* » Photos à l'appui, le général Schwarzkopf a affirmé que l'incendie de Sea-Island, qui continue, avait toutefois nettement baissé d'intensité et que la fuite de brut, à un point de chargement proche, avait été coupée.

La deuxième demande a été accomplie par deux bombardements, l'un dans la nuit de samedi à dimanche et l'autre dimanche matin, effectués par des F-111 équipés de missiles guidés qui ont détruit très précisément les deux collecteurs pompant le pétrole du champ de Mina al-Ahmadi, situé près de Koweït-City, vers Sea-Island, ralentissant ainsi le déversement du pétrole dans le Golfe. « *Ces dégâts*, a souligné le général Schwarzkopf, *peuvent, selon les experts, être réparés en deux semaines, et nous avons choisi cette solution parce que nous ne voulons pas*, a-t-il dit à plusieurs reprises, *libérer le Koweït en le détruisant. Je ne peux pas garantir que tout est fini*, a-t-il déclaré encore, *seul le temps nous le dira, mais je pense que c'est une opération réussie* ».

Le général Schwarzkopf a, d'autre part, souligné que cette affaire n'entraverait en rien les opérations militaires qui se poursuivent.

### *Optimisme discuté*

Le commandant en chef de « Tempête du désert » a indiqué que la nappe de pétrole qui dérive dans le Golfe se trouvait à peu près à la hauteur du port saoudien de Ras al-Mishab, au sud de Khafji et au nord de Safaniya, où se trouve le plus grand champ offshore du monde, et de Jubail, où est installée la très importante usine de dessalement de l'eau, qui fournit notamment en eau douce les habitants de Ryad.

Sans vouloir se montrer trop inquiets, certains experts saoudiens ne cachent pas leurs préoccupations quant à la protection de l'ensemble des usines de dessalement de la côte est, qui fournissent 75 % de l'eau douce du pays. A ce stade, tous les spécialistes soulignent cependant le manque d'informations sérieuses et indépendantes dont ils disposent sur

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

# LA GUERRE DU GOLFE

## L'équivalent de F-111 contre noire

## dans le golfe Arabo-Persique

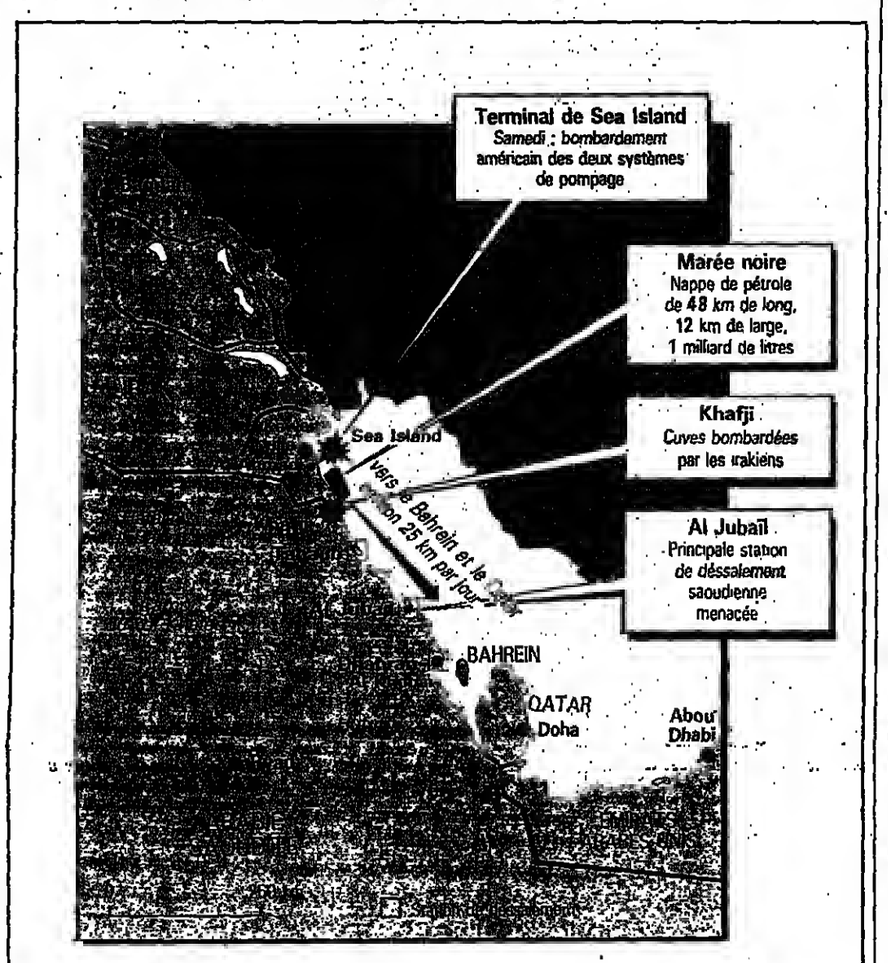
## « Exxon-Valdez » par jour

lement de Joubaïl, qui alimente Ryad en eau potable à raison de quelque 120 millions de litres par jour. Pour sa part, le directeur de l'agence saoudienne de protection de l'environnement, M. Abdulrahman al Gaïn, a affirmé, dimanche 27 janvier, que la marée noire ne menace pas l'approvisionnement en eau potable et en électricité de son pays. *« Seule la faune locale, et donc la pêche, sera affectée,* a-t-il dit, *et cela pour des années. »*

A Abou-Dhabi, un bateau norvégien, le *Al-Wasit*, se tient prêt à intervenir pour pomper le pétrole dans ses soutes. A Bahreïn, où les côtes pourraient être atteintes par la nappe dans quatre ou cinq jours, des barrières flottantes ont été disposées autour des installations sensibles. Pour sa part, l'Iran a lancé un appel à la coopération internationale pour tenter de contenir les effets de la marée noire. Là aussi, des barrages flottants ont été placés aux endroits stratégiques.

A Paris, le ministre français de l'environnement, M. Brice Lalonde, a réuni dimanche 27 janvier une cellule de crise, en liaison avec les ministères de la mer et de la défense, pour tenter d'évaluer l'importance et les conséquences de la marée noire. Le matériel du plan POLMAR a été mis en alerte. Il est prêt à être chargé dans des avions dès que le feu vert sera donné par les autorités du Golfe. *« Si on ouvre en grand les robinets d'Al-Ahmadi, cela fait à peu près trois* Exxon-Valdez *par jour ou un* Amuco-Cadiz *tous les quatre jours »*, a précisé M. Lalonde.

R. C.




### L'approvisionnement de l'Arabie saoudite en eau potable pourrait être directement menacé

La marée noire échappée du terminal d'Al-Ahmadi semble se déplacer vers le sud ou le sud-est. Elle pourrait donc menacer, *dans un délai difficile à préciser*, deux des plus grosses usines qui produisent de l'eau potable pour l'Arabie saoudite.

A environ 275 kilomètres au sud-est d'Al-Ahmadi, se trouve la plus grosse usine de dessalement du monde (1 million de *mètres cubes par jour*) d'Al-Joubaïl, qui alimente Ryad par un pipe-line de près de 400 kilomètres de long. A une centaine de kilomètres plus au sud-est, il y a, tout près de Dhahran, l'usine de Al-Khobar qui produit, par jour, 250 000 mètres cubes d'eau douce et de l'électricité (600 mégawatts de puissance installée).

#### *Protégée par une passoire*

Pour l'une et l'autre usine, la côte est très plate, si bien que de très gros tuyaux ensouillés dans le sol sous-marin vont jusqu'à 500 ou 1 000 mètres du rivage pomper l'eau de mer à 3 mètres en dessous de la surface. Bien entendu, la prise d'eau est protégée par une sorte de passoire (*une crépine*), *tout comme les* pompes de la station de pompage sont équipées de filtres rotatifs : tout ce qui a plus de 5 à 6 millimètres est ainsi retenu.

Si le pétrole de la marée noire arrive sous forme de boules de goudron, grosses comme des balles de ping-pong et flottant entre deux eaux, il ne devrait pas pouvoir entrer dans les installations de dessalement. En revanche, si le pétrole arrive sous forme d'une émulsion stable, il faudra arrêter les usines pendant tout le temps où la marée noire restera à proximité.

Y. R.

cette nappe qui se serait fractionnée en plusieurs morceaux, dont certains sont en feu. *« En temps ordinaire,* déclarait l'un d'eux, *nous devrions la survoler et voir de plus près ce qu'il en est. Mais maintenant, c'est impossible. »*

Selon le vice-président d'ARAMCO, M. Abdelaziz Al-Hoqail, cette marée noire ne devrait pas avoir *« d'effet significatif sur les installations pétrolières saoudiennes ni même sur les usines de dessalement de Jubail et Al-Khobar, qui sont déjà ou seront protégées par une double rangée de bouées destinées à contenir l'arrivée de la nappe »*.

Un optimisme qui n'est toutefois pas partagé par tout le monde, et, comme nous l'affirmait dimanche un ingénieur de l'usine d'Al-Khobar, *« si le pétrole risque de toucher les installations, nous serons contraints de fermer l'usine »*. L'Arabie saoudite, il est vrai, a quelque expérience en la matière puisqu'elle avait dû déjà se protéger contre une grande marée noire lors du bombardement, le 2 mars 1983, par l'aviation irakienne, du champ de Nowrouz, en Iran. La nappe avait alors dérivé dans le nord et le centre du Golfe, menaçant, comme aujourd'hui, Bahreïn, l'Arabie saoudite et les Emirats arabe unis. A cette époque, l'usine d'Al Khobar, qui fournit 50 millions de gallons (225 millions de litres) d'eau douce par jour à la province est, contre 200 millions pour celle de Jubaïl, avait dû être fermée pendant cinquante-huit jours.

A l'usine d'Al Khobar, on se prépare donc au pire, tout en prenant toutes les mesures pour l'éviter. C'est lundi que devaient être mises en place les bouées, dont la totale efficacité est cependant remise en cause par le fait que, dans cette région, les forts courants et le vent peuvent agiter la mer au point que les vagues de pétrole passent au-dessus du barrage. Pour l'instant on n'en est pas là, et aucun signe de détérioration de la situation n'a été constaté par les contrôleurs qui, neuf fois par jour, font des prélèvements au large. *« Les garde-côtes nous avertissent en permanence de la situation »* souligne un responsable qui affirme que *« le pompage de l'eau se faisant à environ 4 mètres sous le niveau de la mer, si le pétrole est léger cela ne devrait pas être un très gros problème. De toute façon* dit-il encore *même si nous étions contraints à la fermeture, les puits de la région, surtout en cette saison d'hiver, suffiraient à la consommation. La qualité de l'eau serait certes différente, un peu plus salée, mais tout à fait buvable »*.

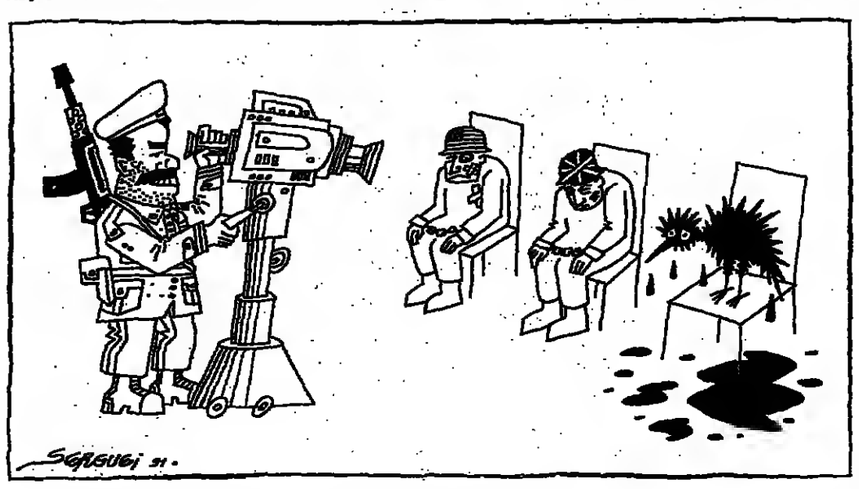
En fait tout dépendra des courants, de la direction et de la vitesse du vent qui, lundi, soufflait du nord, en rafales. *« Normalement en ce moment,* affirme M. Altamimmi, un responsable de l'usine d'Al-Khobar, *les vents sont plutôt du nord-ouest et la nappe devrait donc se diriger vers l'Iran »*.

A la vitesse où elle dérive c'est cependant dans quatre ou cinq jours qu'elle pourrait atteindre la hauteur de Jubail et dans sept à neuf jours Al-Khobar. La côte est de l'Arabie saoudite a trois usines de dessalement dont celle de Khafji, fermée depuis l'évacuation de la ville aux premiers jours de la guerre, celle de Jubaïl et celle d'Al-Khobar. L'usine de Jubail, contrairement à celle d'Al-Khobar, est mieux protégée car construite au fond d'un lagon qui fait déjà écran. Elle ne devrait donc pas, affirment les experts, être affectée.

La préoccupation qui demeure concerne la faune et la flore *« qui ne sont pas,* comme l'a souligné le vice-président d'ARAMCO, *par ces temps de guerre, la priorité »*. Les eaux du Golfe sont très poissonneuses et on peut y trouver notamment des crabes, des tortues, sans oublier les dauphins qui s'ébattent non loin du rivage à Dhahran. Un grand nombre d'experts de plusieurs pays sont attendus ici pour étudier ce qui pourrait être fait, le *principal*, a toutefois souligné M. Al Hoqail, étant de protéger *« nos installations vitales »*. D'ores et déjà il apparaît difficile, sinon impossible, de pomper cette nappe ou de la détruire par voie chimique, ce qui serait sans doute encore plus catastrophique pour l'écosystème.

A Al Khobar, à 700 mètres de la côte, les quatre pompes tournent aujourd'hui à plein régime dans l'attente que les éléments – ou « la main de Dieu » – déterminent le sort de cette marée noire.

FRANÇOISE CHIPAUX



# LA GUERRE DU GOLFE

### Les tirs de Scud irakiens et la retenue de Jérusalem

## Les Israéliens constatent l'amélioration de leur image dans le monde

**Une vingtaine de missiles Al Hussein venus s'abattre sur les populations civiles de Tel-Aviv et Haïfa ont rétabli de façon spectaculaire la position diplomatique et médiatique d'Israël sur la scène internationale. En dix jours, les missiles du président Saddam Hussein, le nouveau héros du monde arabe, ont aussi écrasé une bonne partie du capital de sympathie accumulé par les Palestiniens en trois ans et demi de patients et lente révolte contre l'Etat hébreu. La « grande bataille » que vante la propagande irakienne ressemble fort à la « grande défaite » des Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Ce n'est pas l'un des moindres paradoxes du conflit du Golfe.**

JÉRUSALEM
*de notre correspondant*

*« Jamais sans doute depuis la guerre de 1967 l'image d'Israël n'avait été aussi positive*, disait un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. *Jamais le pays n'avait reçu autant de témoignages de solidarité.* » Le changement de la position diplomatique d'Israël a plusieurs dimensions. Il s'agit d'abord des relations avec les *Etats-Unis*. Après des mois de récriminations réciproques, de malentendus, de désaccords ouvertement affichés sur la question palestinienne et la situation dans les territoires occupés, c'est l'embellie et plus encore. En témoigne le resserrement d'une coopération militaire dont le symbole le plus éclatant est la présence de soldats américains venus servir les batteries de missiles antimissiles Patriot qui défendent Israël. L'important pour l'avenir, disait M. Dore Gold, un des experts de l'Institut d'études stratégiques de l'université de Tel-Aviv, est que le climat de suspicion qui caractérisait les relations entre le président George Bush et le premier ministre Itzhak Shamir ait été dissipé.

Le changement n'est pas moins spectaculaire dans les relations avec la CEE, premier partenaire commercial d'Israël. Après avoir été parmi les plus critiques des Occidentaux à l'encontre de la politique d'Israël en Cisjordanie et à Gaza, les Européens – souvent pour se faire pardonner leur rôle dans la compétition de l'arsenal irakien – changent de ton, eux aussi, à l'égard de l'Etat hébreu. Après l'Allemand Hans-Dietrich Genscher, puis le Français Thierry de Beaucé, c'était, dimanche 27 janvier, au tour du secrétaire général du ministère italien des affaires étrangères, M. Bruno Bottai, de faire le voyage de Jérusalem pour manifester sympathie et solidarité. Inutile de dire que, s'ils sont épuisés par ce carrousel, les fonctionnaires du ministère israélien des affaires étrangères n'en affichent pas moins un certain sourire : on avait rarement été aussi courtisé depuis le début de l'Intifada...

A en croire la presse israélienne, la CEE s'apprêterait à verser à l'Etat juif quelque 210 millions de dollars pour les dommages de guerre. Elle a levé toutes les restrictions à la coopération scientifique décidées l'an passé pour protester contre la fermeture des universités palestiniennes en Cisjordanie et à Gaza (lesquelles universités sont, bien sûr, toujours fermées). Enfin, elle serait disposée à reprendre les pourparlers avec Israël sur les problèmes commerciaux à l'horizon 1993 – c'est-à-dire sur les ajustements nécessaires au moment de l'entrée en vigueur du marché unique – sans atteindre des progrès simultanés sur le règlement de la question palestinienne. A Bruxelles, on avait établi un « lien » entre les deux sujets. Il n'en serait plus question.

### *« La question palestinienne reviendra... »*

Les témoignages de sympathie viennent aussi du Japon, d'Amérique latine, d'Europe de l'Est, dit-on au ministère des affaires étrangères. Ils viennent encore des organisations de la Diaspora, dont les délégations se succèdent à un rythme accéléré dans les grands hôtels de Jérusalem et de Tel-Aviv. Si l'importante communauté juive américaine avait éprouvé des doutes et des états d'âme au moment de l'Intifada, la voici remobilisée et promettant une aide de 400 millions de dollars à Israël d'ici au mois de mars.

Toute la question est de savoir, relèvent les mêmes sources, combien de temps durera cette période de grâce et quel impact elle aura sur la situation diplomatique de l'après-crise. L'évolution des combats sera décisive. Si Israël est amené à répliquer aux attaques irakiennes et si cette réponse a pour effet d'étendre la guerre à la Jordanie et de « fragiliser » la coalition anti-irakienne, alors, on en reviendra à la difficile situation qui prévalait avant la crise du Golfe : l'Etat hébreu sera mis au ban, accusé d'avoir transformé le conflit en un affrontement israélo-arabe. Et ce retournement diplomatique sera aussi rapide et soudain que celui auquel on assiste actuellement.

En revanche, si Israël se maintient hors de la guerre ou si sa réplique contre l'Irak ne modifie pas le profil du conflit, alors, l'Etat hébreu aura marqué des points durables pour l'après-crise. *« A coup sûr, la question palestinienne reviendra sur le devant de la scène*, expliquait un haut fonctionnaire ; *il est même possible que l'OLP réussisse à « s'en sortir » au moins avec les Européens, sinon avec les Américains. Il y aura des pressions sur nous pour un règlement régional. Mais, cette fois, les impératifs de sécurité d'Israël seront mieux compris.* »

Pour l'heure, la « politique de retenue » rencontre toujours l'assentiment de la population israélienne. A en croire un nouveau sondage publié dimanche, 90 % des personnes interrogées approuvent la ligne du gouvernement Shamir. Même si les tirs répétés de missiles irakiens pèsent sur le moral. Samedi soir, une nouvelle salve – la sixième – dirigée sur les régions de Tel-Aviv et Haïfa a été interceptée par les missiles antimissiles Patriot. Au total, indiquait-on de source américaine, vingt-cinq fusées Al Hussein (des Scud soviétique modifiés) ont été tirées sur Israël depuis le début de la guerre. Quatre personnes sont mortes – dont trois victimes de crise cardiaque, – des dizaines d'autres ont été blessées. Les dégâts matériels sont importants : plus de trois mille appartements endommagés, des dizaines de milliers de sans-abri, des rues ravagées, des commerces détruits, etc.

### *Efforts en faveur de la presse*

En ce début de semaine, les autorités se disaient convaincues que Saddam Hussein préparait une attaque avec des missiles à charge chimique. C'est aussi le point de vue des Etats-Unis, qui, jusqu'à présent, avaient douté des capacités de l'Irak dans ce domaine. Cette fois, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a lui aussi, mis en garde, durant le week-end, contre *« une nette possibilité »* que les Irakiens utilisent les gaz. L'Irak a, depuis le premier tir de missiles, *« franchi une ligne rouge »* en ce qui concerne l'Etat hébreu, a expliqué, pour sa part, le ministre de la défense, M. Moshé Arens, et, selon lui, cela entraînerait une riposte *« en temps opportun »*, en coopération avec les Etats-Unis. Une partie de la presse laisse entendre que la probabilité, de plus en plus grande, d'une attaque chimique contre Israël pourrait inciter le gouvernement à tenter, plus vite que prévu, une opération contre les rampes de lancement irakiennes.

Sur les écrans de télévision, les images d'Israéliens portant leur masque à gaz, errant, hébétés, dans les décombres d'un quartier de Tel-Aviv touché par un missile, ont remplacé celles des jeunes Palestiniens en keffieh, affrontant l'armée à Naplouse ou à Gaza, la pierre à la main. Cela compte beaucoup. Les Israéliens l'ont compris, et le gouvernement a multiplié les efforts pour recevoir et aider les quelque mille journalistes étrangers qui se trouveraient aujourd'hui en Israël. Des centres de presse ont été aménagés dans les grands hôtels. Certains ministres ou vice-ministres consacrent l'essentiel de leur temps à *« commenter l'événement »* pour les télévisions américaines. La rumeur veut que pour trouver le vice-ministre des affaires étrangères, *« le bulldozer du micro »*, M. Binjamin Netanyahu, mieux vaut se rendre au studio de la chaîne américaine CNN qu'au ministère.

Il n'y a eu, jusqu'à présent, qu'une seule limite au travail de la presse en Israël même. La censure interdit de rapporter avec exactitude [illegible] ne pas faciliter [illegible] irakiens. [illegible] le général Nahman [illegible] a conseillé aux représentants de la presse : *« Si vous voulez vous suicider, faites-le ailleurs qu'ici. »*

ALAIN FRACHON

## *Missiles sur Haïfa*

HAIFA
*de notre envoyé spécial*

Haïfa illumine la baie. Mais ces lumières n'éclairent qu'un quasi-désert. Les rues sont vides ; restaurants et cafés aussi. Il est 19 heures. *« S'asseoir là et attendre de voir si sa maison va être détruite... c'est très étrange. »* A.-B. Yehoshua sourit. *« J'essaie de garder le moral mais il y a des hauts et des bas. »*

En cette fin de sabbat, samedi 26 janvier, Haïfa devrait déborder d'activité. Mais depuis plus d'une semaine, tout a basculé et, comme l'écrivain, tout le monde est calfeutré chez soi.

22 heures : les sirènes retentissent. Cinq minutes plus tard un bruit infernal éclate, comme si une multitude de trains eillonnaient la ville à plaine vitesse. Les vitres tremblent sous l'effet de la déflagration. Puis le silence s'abat à nouveau sur Haïfa. Le tout n'a duré que quelques secondes. Dans les pièces étanches, on ne voit des visages que les yeux sous le masque à gaz. A la radio, branchée en permanence, les consignes se succèdent. Seuls les habitants des régions situées au sud de la ligne Ashkelon-Hebron peuvent maintenant retirer leur masque. C'est ensuite au tour de ceux de Jérusalem de pouvoir sortir des pièces « isolées ».

22 h 30 : deuxième alerte. Attente. Haïfa est cette fois épargnée. Mais les consignes sont formelles : les habitants de cette ville ainsi que ceux de Tel-Aviv doivent rester calfeutrés. A 22 h 45, fin de l'alerte, tout le monde est *« libéré »*. A 22 h 52, la radio se met à diffuser avec insistance un message : erreur, l'alerte continue pour Tel-Aviv et Haïfa. Il est trop tard, et peu de gens reviendront au confinement.

Le bilan de cette sixième attaque contre Israël en neuf jours n'est connu que plus tard : aucune victime, dégâts mineurs. Les Patriot ont rempli leur mission et ont intercepté tous les missiles irakiens – dont trois sur Haïfa. Des fragments sont tombés sur des villages arabes de Galilée. Il est vrai que M. Saddam Hussein a dit qu'il ne faisait pas de différence entre juifs et Arabes israéliens.

*« C'est une drôle de guerre »*, dans laquelle *« les rôles sont inversés »*, dit A.-B. Yehoshua : *« Nous sommes là dans notre pièce étanche avec nos masques à gaz et c'est mon fils, soldat dans une unité de parachutistes stationnée en Cisjordanie, qui est très inquiet pour nous. »* Ce sentiment de paralysie est déprimant, même si l'on est d'accord avec la politique de retenue observée jusqu'à présent par Israël.

En écho, ces quelques lignes du *Jerusalem Post* à propos de l'attaque de vendredi dernier : *« Toutes les victimes sont des habitants de centres urbains, et le seul soldat blessé était chez lui, en permission, lorsque le missile est tombé ».*

Y. H.

### Logés à la même enseigne, celle de la peur

## *Arabes et juifs d'Israël ont un peu plus le sentiment d'appartenir à une même communauté*

***« Cette fois, les deux peuples (Arabes et juifs en Israël) font face à l'anxiété et à la mort en même temps. Celles-ci entrent dans chaque maison, dans les vôtres (juives) comme dans les nôtres (arabes). Cela ne peut pas ne pas avoir de répercussions sur les consciences juives et palestiniennes. Les deux peuples ne pourront pas gommer l'expérience de la « paix étanche » (à l'abri des gaz). »*** **Ainsi l'écrivain arabe israélien Emile Habibi interpellait-il, la semaine dernière, un autre écrivain israélien, juif, Avraham B. Yehoshua, lors d'un débat publié par le quotidien *Haaretz*.**

HAIFA
*de notre envoyé spécial*

Saddam Hussein aurait-il réussi, par ses tirs de missiles contre Tel-Aviv et Haïfa, la grande ville mixte – juive et arabe – du nord d'Israël, à rapprocher deux communautés qui, bien qu'appartenant au même pays, n'ont finalement jamais fait que *« cohabiter physiquement »*, comme le dit un universitaire – juif – israélien ? Celui-ci, Maurice Kriegel, estime que *« la société juive est incontestablement plus persuadée qu'auparavant de l'appartenance des arabes israéliens à l'Etat »*. En raison essentiellement de l'absence d'ambiguïté dans les prises de position de ces derniers et de leur manifestation de solidarité avec les populations directement touchées par les missiles al Hussein. Une solidarité qui s'est notamment manifestée par des offres d'hébergement adressées aux sinistrés juifs. Dans l'esprit de la majorité juive, estime encore Maurice Kriegel, le *« divorce »* est net entre les Palestiniens des territoires occupés – *« qui ont dansé sur les toits »* à l'annonce du tir de missiles sur Tel-Aviv ou Haïfa – et les Arabes israéliens. Mais il y a surtout *« la communauté de menace »* à laquelle sont exposés juifs comme Arabes. Et ce pour la première fois dans une guerre dans laquelle est impliqué Israël, puisque les Arabes israéliens – mis à part quelques exceptions – ne sont pas appelés sous les drapeaux. Ils sont quelque sept cent mille sur une population totale d'environ quatre millions et demi d'habitants.

*« S'il devait y avoir un effet Saddam sur les relations entre juifs et Arabes israéliens, ce serait certainement en bien, en montrant une solidarité renforcée et un plus grand sentiment chez les juifs de l'appartenance des Arabes à l'Etat d'Israël »*, renchérit de son côté Zaki Kraiem, chercheur en endocrinologie à Haïfa, où il est installé depuis près de quinze ans. *« Nous sommes sur le même bateau »*, ajoute-t-il.

Une expérience commune qui, aux yeux de A. B. Yehoshua, donne un sentiment *« de participation »*. Il rappelle à cet égard une manifestation organisée quelques jours à peine avant le déclenchement de la guerre par le mouvement *La paix maintenant* et à laquelle les Arabes israéliens avaient été conviés. Parallèlement à cette *« communauté de destin »*, explique-t-il, ceux-ci ont réussi à *« garder »* leur identité arabe. De leur côté, les juifs israéliens auraient, selon l'analyse de Yehoshua, quelque peu abandonné *« l'image monolithique »* des Arabes qu'ils avaient.

### *« Espoirs d'être des citoyens égaux »*

Un phénomène dont les Arabes d'Israël bénéficient maintenant. *« Finalement, quand on examinera ces relations une fois le conflit terminé, si quelqu'un écrit un livre dans vingt ou trente ans sur la nature des relations avec une communauté arabe au sein d'Israël pendant cette guerre, on s'apercevra que c'est un succès. »*

Le jugement est beaucoup plus nuancé côté arabe. Si Ibrahim Jeris, professeur à l'université de Haïfa, souligne qu'effectivement Arabes et juifs en Israël *« reçoivent les mêmes missiles, partagent la même peur, se trouvent dans le même bateau »*, que *« les missiles frappent aveuglément tout le monde »* et que *« nos rapports avec nos amis juifs sont meilleurs »*, il assure aussi que les Arabes *« sont plus frustrés »* car *« nous pensons que la guerre ne peut rien résoudre et que la seule solution pour régler les conflits au Proche-Orient réside dans la négociation »*. C'est pour cela, poursuit-il, que les Arabes israéliens ont soutenu la position de la France avant que la guerre n'éclate. Or l'attitude de Paris est aujourd'hui la cible privilégiée de très violentes attaques de la part du pouvoir israélien, ainsi que d'une très grande partie de la population juive.

Certes, *« la situation actuelle peut aider à améliorer les relations entre juifs et Arabes israéliens (...) et l'on peut attendre quelque chose de positif de cette situation »*, mais à deux conditions : *« Qu'Israël n'intervienne pas directement et que l'Irak ne soit pas rasé. »* Car, dit Ibrahim Jeris, *« le véritable problème est le sort des Palestiniens des territoires occupés : qu'ils aient leur identité »*. Or, l'entrée en guerre d'Israël – *« une riposte brutale »* ou une invasion de la Jordanie, – estime-t-il, *« reportera toute solution de la question palestinienne à une trentaine d'années encore »*. Et *« seule la création d'un Etat palestinien permettra aux Arabes israéliens de se sentir enfin citoyens d'Israël à 100 %, à part entière »*, d'éliminer ce sentiment d'être des *« citoyens de deuxième classe »*. *« Toutes les guerres sont vaines contrairement nos espoirs d'être des citoyens égaux aux juifs »*, dit-il, pour relever la *« suspicion »* manifeste à leur égard de la part de nombre de juifs. Un sentiment d'inégalité alimenté par la discrimination qui frappe les Arabes dans certains domaines : l'armée, la propriété foncière... Ce n'est pas, à ce propos, la mise en garde lancée au début du conflit du Golfe par le ministre de la police aux Arabes israéliens – leur recommandant, tout comme aux Palestiniens, de se tenir tranquilles – qui pourrait donner aux premiers, à l'heure actuelle, l'impression d'appartenir tout à fait à l'Etat d'Israël. Cette mise en garde *« nous a profondément choqués »*, souligne Ibrahim Jeris. *« Nous n'avons jamais rien fait contre Israël, lors des précédentes guerres »*, dit-il, avant de demander : *« Ne sommes-nous pas israéliens ? »*

YVES HELLER

*Rolf Blum, qui a sauvé une petite fille de trois ans d'une maison en flammes.*

# Il s'en est fallu de quelques secondes... Nous les lui avons données.

Pour Rolf Blum, il y a des secondes qui valent une vie. Pour lui comme pour tous les pompiers du monde, pouvoir rester quelques instants de plus au contact du feu est vital. Quelques secondes de plus... qui ont demandé plusieurs années de collaboration entre Du Pont de Nemours et les services de sécurité. Le résultat : Le NOMEX* III, une fibre légère, résistante à la chaleur et aux flammes, qui permet de travailler au plus près du foyer.

C'est un équipement en NOMEX III qui a permis à ce pompier de sauver cette petite fille.

Aujourd'hui, les brigades de sapeurs-pompiers de nombreuses villes comme Francfort, Milan et Londres sont équipées de vêtements en NOMEX III.

***Du Pont et la vie...***

La sécurité est précisément un des domaines dans lequel Du Pont réalise d'importantes innovations. En consacrant un budget de Recherche et de Développement de plus de 7 milliards de francs par an et en travaillant en étroite collaboration avec les spécialistes de domaines aussi variés que l'industrie, l'agriculture et la médecine... Du Pont de Nemours met la technologie au service de la vie.

Pour toute information, contacter : Du Pont de Nemours (France) S.A.; 137 rue de l'Université, 75554 Paris Cedex 07 - Tél : (1) 45.50.63.81.

* Marque déposée de Du Pont de Nemours

*De meilleurs produits pour une vie meilleure.* DU PONT

# LA GUERRE DU GOLFE

## Les réactions dans le monde

### L'URSS : « Nous sommes dans la même alliance »

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, en visite à Washington où il devait, lundi 28 janvier, poursuivre ses entretiens avec M. James Baker et rencontrer le président Bush, a déclaré samedi : *« Il n'y a pas de différence entre les Etats-unis et l'URSS en ce qui concerne l'approche de base de la crise du Golfe. Nous sommes dans la même alliance ». « Je crois que ce qui est en cours est parfaitement conforme aux résolutions des Nations unies, dont le but est de libérer le Koweït de l'oppression »*, a-t-il ajouté, en répétant toutefois son inquiétude devant *« le risque que le conflit évolue vers la destruction de l'Irak et vers de lourdes pertes de part et d'autre »*.

A Paris, le conseiller diplomatique de M. Gorbatchev, M. Vadim Zagladine, a affirmé que l'URSS, *tout en étant « avec le Conseil de sécurité pour forcer l'Irak à quitter le Koweït »*, conservait *« des contacts avec l'Irak »* et *« la possibilité de dialoguer si nécessaire »*.

Il a qualifié d' « acte d'agression » les tirs de missiles Scud sur Israël et estimé que l'Etat hébreu a *« droit à la sécurité comme n'importe quel autre Etat »* et qu'il a le *« droit de se défendre »*. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire italien *Panorama*, le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, estime que si l'Irak évacuait le Koweït, le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution retirant son mandat à la force multinationale et que l'action diplomatique de l'ONU pourrait alors reprendre. Il tient cependant pour peu probable une telle hypothèse et rappelle que M. Saddam Hussein est resté sourd aux appels qu'il lui a lancés les 15 et 22 janvier, de même qu'à la démarche entreprise dans le même sens par M. Gorbatchev. M. Perez de Cuellar souligne d'autre part que, si l'intervention de la force multinationale découle de la décision du Conseil de sécurité d'autoriser le recours à la force, la guerre n'est pas menée par les Nations unies, et que les soldats qui la font ne sont pas des casques bleus.

De *nombreux contacts diplomatiques* se sont poursuivis pendant le week-end, au Moyen-Orient notamment. Ils visent soit à *« convaincre l'Irak de retirer ses troupes du Koweït »*, comme le préconise un communiqué publié samedi à Ryad par le Conseil de coopération du Golfe (CCG), soit à rechercher un cessez-le-feu. Dans leur communiqué, les ministres des affaires étrangères du CCG expriment leur *« profonde considération aux pays frères ou amis qui ont adopté une attitude ferme face à l'agression irakienne »*.

Tandis que le président du Parlement iranien adressait à plusieurs de ses homologues étrangers un *« plan de paix »* qui prévoit un cessez-le-feu immédiat *(voir par ailleurs)*, divers contacts entre l'Algérie, l'Inde, l'Iran, la Chine, la Zambie, ont eu lieu ces derniers jours. Il s'agit de préparer une initiative du Mouvement des non-alignés, dont les ministres des affaires étrangères se réuniront en février à Belgrade.

De son côté, M. Yasser Arafat est arrivé samedi à Rabat, où il a été reçu dans l'après-midi par le roi Hassan II, sans que rien n'ait filtré de la teneur de l'entretien. L'agence libyenne officielle JANA a rejeté samedi sur l'Irak la responsabilité de l'échec des *« efforts arabes et internationaux »* visant à arrêter la guerre. Le ministre libyen des affaires étrangères, M. Ibrahim Bichari, n'en a pas moins convoqué dimanche l'ambassadeur de France à Tripoli, M. Pierre Blouin, pour lui faire part de *« l'étonnement de la Grande Jamahiryah »* après les interventions de l'aviation française en Irak. Les autorités libyennes, *« au sein de l'Union du Maghreb arabe, s'étaient félicitées de la position de la France, qui avait proclamé son engagement à n'opérer qu'en territoire koweïtien »*, a-t-il dit.

Le président égyptien Hosni Moubarak a *quant à lui* envoyé dimanche son ministre des affaires étrangères, M. Esmat Abdel Meguid, à Washington, où il devait rencontrer MM. Bush et Baker pour faire le point sur la situation après onze jours de guerre. M. Moubarak avait exclu la semaine dernière toute cessation des hostilités tant que l'Irak n'aurait pas accepté d'évacuer le Koweït. – *(AFP, Reuter, AP.)*

### En Jordanie, la presse multiplie les articles contre la France

**La ton de la presse jordanienne contre la France ne cesse de monter jour après jour. Les éditoriaux et les commentaires dénonçant la duplicité du gouvernement français se multiplient dans les quotidiens en langue arabe.**

AMMAN

*de notre envoyé spécial*

Dimanche, le journal *Al Raï*, le plus influent des organes de presse jordaniens avec une diffusion de 60 000 exemplaires, a franchi un nouveau degré dans l'escalade en publiant un commentaire au vitriol intitulé : « La France nous a grandement surpris et chagrinés », qui justifie la récente décision de Paris d'interdire trois publications arabes favorables à l'Irak. L'auteur de l'article qualifie le régime français de *« répressif »*, d' *« hostile à la liberté, la démocratie et la culture »*, et s'en prend particulièrement au Parti socialiste, dont *« le peuple arabe a eu une expérience amère depuis l'époque de Guy Mollet en 1956 jusqu'à celle de Mitterrand en 1991 »*, et qui a fait de la France *« un simple protectorat américain combattant sous le commandement des Etats-Unis et obéissant à ses ordres »*.

#### *Le roi se dit « choqué »*

Dans le même journal, un certain Sultan Hattab s'en prend aux intellectuels arabes qui croient en la démocratie française, laquelle, à la suite de l'épreuve de la *« crise du Golfe, s'est avérée totalement pourrie ». « Elle présente de l'extérieur l'aspect du marbre, mais ne contient à l'intérieur que de la suie. »*

Ces commentaires auraient pu à la rigueur passer inaperçus dans le climat passionnel qui prévaut actuellement à Amman, si l'auteur du premier article, Khalled Mahadine, un ancien journaliste, n'occupait au palais royal les *fonctions de conseiller* de presse du souverain.

L'ambassadeur de France à Amman, M. Denis Banchard, s'est rendu dans la matinée de dimanche auprès du prince héritier Hassan, pour lui faire part de son *« étonnement »*. Le frère du roi lui a donné l'assurance que l'article en question ne reflétait nullement le point de vue des responsables jordaniens et qu'un tel *« incident »* ne se renouvellerait pas.

Interrogé à ce sujet lors d'une conférence de presse accordée aux journalistes français en fin d'après-midi, le souverain hachémite s'est départi de son calme habituel pour désavouer en termes vifs les affirmations et le comportement de son conseiller de presse. *« J'ai été choqué, déçu et profondément décontenancé par ce commentaire, avec lequel je suis en total désaccord »*, a-t-il dit, ajoutant que les propos de Khalled Mahadine n'engageaient que son auteur, et que ce dernier n'avait pas le droit de s'exprimer de cette manière, *« vu les fonctions qu'il occupe au palais royal »*.

Le souverain avait auparavant pris le contre-pied des affirmations de son conseiller en soulignant qu'il avait toujours entretenu *« des relations d'amitié, de confiance et de respect mutuel avec la France »*, et qu'il était sûr que celle-ci ferait tout son possible *« pour empêcher le dérapage vers un avenir réellement sombre et dangereux si le cours de la situation actuelle* [n'était] *pas redressé et la paix recherchée aussitôt que possible ». « La France*, a-t-il ajouté, *a encore un rôle à jouer dans cette région et dans le monde. »*

L'incident de dimanche semble donc clos et n'aura vraisemblablement pas de conséquences fâcheuses sur les relations entre Paris et Amman, mais il illustre une fois de plus le fossé qui existe entre l'attitude modérée des dirigeants jordaniens, et celle, plus passionnée, des milieux non officiels et populaires en ce qui concerne la position à adopter dans le conflit actuel.

JEAN GUEYRAS

### En Algérie, le Front islamique du salut appelle à une manifestation pour le 31 janvier

Le Front islamique du salut (FIS), principal parti d'opposition en Algérie, prévoit une manifestation jeudi 31 janvier à Alger pour appuyer ce qu'il estime être *« un droit des nouvelles générations d' une éducation militaire, physique et civique ». « Nous avons un rendez-vous avec la nation, dans la paix, la discipline et conformément aux lois en vigueur. Nous allons voir ce que dira la nation sur le contenu du discours du président* [Chadli Bendjedid]. *(...) Nous rassemblerons ce que la capitale peut contenir de citoyens »*, a déclaré samedi le président du FIS, M. Abassi Madani, lors d'une conférence de presse.

Au cours d'une session parlementaire consacrée à la guerre du Golfe, M. Chadli Bendjedid avait, sans les nommer, mis en garde mercredi les intégristes contre *« l'activisme* [pro-irakien] *dans un cadre anarchique en usant de la surenchère et de la démagogie à des fins électorales »* (*le Monde* du 25 janvier). Le FIS avait mobilisé près de 400 000 personnes pour réclamer un droit à l'entraînement militaire de volontaires dans les casernes et les écoles de l'armée.

Pour sa part, l'un des chefs de l'opposition algérienne, M. Hocine Aït Ahmed, président du Front des forces socialistes (FFS), a lancé, dimanche, *« un appel à tous les dirigeants, notamment Saddam Hussein et George Bush »*, pour *« mettre fin le plus vite possible »* à la guerre, *« dont les grands perdants seront notamment la démocratie, la légalité et les Palestiniens »*.

Invité au « Club de la presse » d'Europe 1, le président du FFS a critiqué Saddam Hussein, mais aussi les Etats-Unis, qui ont fait preuve, selon lui, d'une *« trop grande précipitation »*, et à plusieurs reprises la France, qu'il a accusée de n'avoir pas utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour *« bloquer l'engrenage »*.

### En Tunisie, M. Ben Ali tente d'apaiser les inquiétudes de la communauté étrangère

TUNIS

*de notre correspondant*

M. Ben Ali se devait de répondre aux *« attentes nationalistes »* de son opinion. Il l'a fait samedi 26 janvier dans une allocution radiotélévisée en condamnant en termes particulièrement durs la guerre menée contre l'Irak, mais en demandant en même temps à ses compatriotes de conserver leur calme et, surtout, de ne pas s'en prendre aux étrangers et à leurs biens.

En s'élevant contre *« la destruction et la dévastation »* de l'Irak, qui atteignent *« le seuil de l'intolérable »*, M. Ben Ali a voulu manifester publiquement qu'il se trouvait en parfait accord avec la Tunisie profonde, qui vit intensément depuis douze jours à l'heure de la guerre du Golfe. *« Il est de notre devoir, face à l'œuvre de destruction de l'Irak, d'exprimer notre profonde réprobation des développements désastreux contraires aux impératifs de la paix, aux valeurs humaines et aux principes sur lesquels ont été fondées les Nations unies »*, a-t-il déclaré. *Nous considérons que c'est une erreur politique, une erreur de jugement que de vouloir punir le peuple irakien. »*

Dans son allocution, le président s'est constamment référé au *« peuple irakien »* en proie *« au déluge de fer et de feu »*, sans jamais faire allusion à M. Saddam Hussein, dont le nom est pourtant scandé dans la plupart des manifestations populaires. Il s'est aussi indirectement démarqué de la presse et des partis de l'opposition. Alors que plusieurs journaux paraissent s'employer à attiser la haine et que de mystérieuses lettres de menaces sont parvenues à des ambassades occidentales, M. Ben Ali s'est efforcé d'apaiser les appréhensions qui peuvent se manifester dans la communauté étrangère. Il a demandé aux Tunisiens, qui ont déjà fait preuve *« de maturité et de sens civique »* dans leur solidarité avec l'Irak, *« de faire montre de responsabilité et de calme en veillant à la sécurité et aux intérêts des résidents étrangers qui se trouvent parmi nous et de tous ceux qui sont là pour contribuer au développement du pays, conformément aux traditions millénaires d'hospitalité qui font notre réputation »*.

Même si la Tunisie veut continuer à se réclamer de la légitimité internationale, celle-ci n'en est pas moins déçue de constater qu'elle n'est pas appliquée pour tous *« selon les mêmes normes et les mêmes critères »*. M. Ben Ali a dit son amertume qu'elle soit seulement respectée lorsque *« des intérêts économiques, politiques et stratégiques en dépendent »*. Or, selon lui, la guerre engagée contre l'Irak au nom de cette légalité consiste seulement à *« empêcher la renaissance de la nation arabe (...), pour qu'elle demeure à jamais condamnée à la dépendance, n'ayant point de place dans cet ordre mondial prétendument nouveau »*.

Le président ne veut pas pour autant désespérer et croit encore que la guerre peut être arrêtée et une solution trouvée. Si M. Ben Ali n'a évoqué brièvement les *« incidences négatives »* de la guerre sur l'économie du pays que pour inciter les Tunisiens *« à redoubler d'efforts »*, les sombres perspectives qui se profilent retiennent déjà toute l'attention du gouvernement.

MICHEL DEURÉ

### Au Maroc, le gouvernement s'associe à la grève de solidarité avec les victimes irakiennes

RABAT

*de notre envoyée spéciale*

La grève nationale de vingt-quatre heures, organisée le lundi 29 janvier, en signe de *« solidarité »* avec l'Irak, par les principaux syndicats, a finalement reçu un feu vert officiel. La télévision marocaine a indiqué, dimanche soir, que le gouvernement *« recommande »* à chacun d'observer cette journée de grève *« dans le recueillement, la discipline et la responsabilité »*.

Redoutant d'éventuels débordements de rue – comme ceux qui ont secoué Fès puis le pays tout entier les 14 et 15 décembre, – les directions syndicales ont insisté, elles aussi, sur l'aspect religieux et pacifique que devait revêtir cette manifestation. La journée de lundi, consacrée *« au jeûne et à la prière »*, devrait être marquée, en milieu de matinée, par la récitation d'une *fatiha* à la mémoire des *« victimes irakiennes de l'agression américano-sioniste »*, selon les termes du communiqué signé par l'UGTM, la CDT et le SNE-Sup. Les grévistes ont été conviés à rester chez eux et à ne pas rejoindre leur lieu de travail *« pour éviter toute provocation »*.

En revanche, la « marche populaire », que les partis de l'opposition voulaient organiser mercredi prochain à Rabat, n'a pas obtenu la bénédiction du Palais. Selon des dirigeants de l'Istiqlal et de l'USFP, il ne s'agit pas d'une fin de non-recevoir mais d'un *« simple problème de calendrier »* : la marche aura bien lieu, mais quelques jours plus tard, le dimanche 3 février.

CATHERINE SIMON

### Le Talion entre parenthèses

*Suite de la première page*

Si Israël frappait le premier, lors d'offensives éclairs, parfois préparées de longue date (l'anéantissement de l'armée de l'air égyptienne *en juin* 1967 avait été « étudié » pendant dix-huit ans), c'était, en quelque sorte, pour des raisons « existentielles » : vulnérabilité géographique (*« Le pays entier est une frontière »*, constatait déjà Moshe Dayan), absence de « profondeur stratégique », besoin de disposer d'un délai minimal d'alerte anticipée (*quelques minutes à peine*, aujourd'hui, face à la menace des Scud irakiens), impuissance à maintenir longtemps la masse des réservistes sur le pied de guerre. Le plus spectaculaire de ces raids préventifs, en 1981, se soldait par la destruction du réacteur nucléaire irakien.

#### *Abandon de souveraineté*

Or, à la demande de Washington, non seulement Israël s'est abstenu, avant le début de la guerre du Golfe, de lancer une attaque préventive contre les sites de missiles irakiens, mais il s'oblige aujourd'hui à ne pas riposter aux agressions de Bagdad. Comme s'ils avaient craint une réaction négative de leur opinion publique à ce reniement sacrilège, les dirigeants israéliens ne l'ont avoué que peu à peu, promettant d'abord une réplique massive, admettant ensuite qu'elle ne *« serait pas automatique »*, l'ajournant enfin jusqu'*« au moment voulu ». « Il ne s'agit pas d'une partie de ping-pong »*, observera le premier ministre, M. Itzhak Shamir.

Antre entorse au dogme : Israël accepte pour la première fois de *confier la mission de le défendre* à une puissance étrangère, fût-elle sa plus sûre alliée. Une trentaine de soldats américains, servants des batteries de missiles anti-missiles Patriot, prendront une part active pendant quelques semaines à la défense d'Israël, au terme du plus intense pont aérien ayant relié les deux pays depuis la guerre de 1973.

Dans le passé, les gouvernements israéliens avaient toujours refusé un tel abandon de souveraineté. L'Etat hébreu n'a-t-il pas un demeurant pour raison d'être d'assurer que la protection des *juifs ne relève désormais que* d'eux seuls ? Sa dépendance en matière de sécurité ne peut en tout cas qu'alimenter la propagande de ceux qui, dans le monde arabe, le tiennent pour une « excroissance de l'Occident » au service de l'« impérialisme américain ».

Ainsi, Israël semble entrer dans un *« nouvel âge »*, où d'apparentes concessions sur le plan militaire témoignent paradoxalement de sa force, de sa cohésion nationale. Car l'immense majorité des Israéliens – tous les sondages le disent – approuvent la politique de « retenue » du gouvernement. L'homme de la rue serre les dents, en sachant de toute façon que son armée pourrait, à ce stade, difficilement mieux faire contre l'Irak que les forces alliées.

#### *Marques de sympathie*

Qui pouvait, mieux que M. Shamir, incarner une telle politique, adopter *pareil « profil bas »* ? Ses nerfs solides, son pessimisme taciturne, la vision qu'il a d'un monde à jamais hostile, en font l'homme de la situation, méfiant, résolu, mais pragmatique face au danger. Le chef du Likoud était d'ailleurs le mieux à même d'expliquer aux Israéliens, sans s'exposer aux reproches, qu'ils devraient prendre leur mal en patience sous la menace des Scud. Imagine-t-on les cris de la droite, si elle n'avait pas été au pouvoir, contre des gouvernants travaillistes, toujours soupçonnés de faiblesse envers l'ennemi ?

Et maintenant ? M. Saddam Hussein, que la Syrie tient en la circonstance pour un « agent de la CIA », a en quelques jours rendu de grands services à l'Etat juif. La livraison des *Patriot* et l'envoi vers Israël du porte-avions Forrestall ont spectaculairement relancé la coopération stratégique entre Washington et Jérusalem. Inaugurée en 1983, sous le règne du président Reagan, elle s'était peu à peu engourdie dans la routine des manœuvres navales et aériennes communes.

#### *Changement de rôle*

Entre Israël et l'Amérique, la confiance semble restaurée et l'Etat juif a bon espoir d'obtenir le surplus d'aide *qu'il demande au président* Bush (13 milliards de dollars, dont 10 pour financer l'installation des juifs soviétiques). Autant Israël pouvait, au début de la crise, passer pour un gêneur aux yeux de l'Amérique, hantée par la cohésion de l'alliance arabe anti-irakienne, autant sa retenue, face aux provocations de Saddam Hussein, plaide maintenant en sa faveur et lui permet à l'avance de se « pré-positionner » au côté des Etats-Unis, dans la perspective de l'« après-guerre ».

Coups de téléphone répétés de M. Bush à M. Shamir, visites ministérielles de solidarité, télégrammes amicaux : Israël engrange des marques de sympathie auquel il n'était plus habitué depuis 1967. Vilipendé depuis trois ans pour sa répression abusive de l'Intifada, voué aux gémonies il y a trois mois pour avoir fait couler le sang palestinien à Jérusalem, l'Etat juif offre à nouveau l'image, aux yeux de l'Occident, d'une petite démocratie fragile au milieu d'une tempête arabe, même si – chose nouvelle – nombre de ses voisins lui reconnaissent clairement le droit de se défendre contre l'un des leurs. Une guerre chasse l'autre, et les missiles irakiens tombent sur Tel-Aviv font oublier les pierres de l'Intifada. Vulnérable, l'Israël-Goliath redevient David.

L'erreur stratégique de l'OLP, dans la crise du Golfe, facilite ce changement de rôle. En choisissant, selon le mot de Yasser Arafat, de « combattre dans la même tranchée » que Saddam Hussein – et en phase, au demeurant, avec *le sentiment populaire arabe*, – la centrale palestinienne s'est rangée parmi les ennemis de l'Amérique. Elle a pris le risque de se retrouver demain, discréditée, dans le camp du vaincu. Avec impensable il y a seulement quelques semaines : le secrétaire d'Etat adjoint américain Lawrence Eagleburger, en visite à Jérusalem, reconnaît ne pas avoir du tout parlé du problème palestinien avec ses hôtes israéliens.

Lorsque se régleront les comptes de l'après-guerre, Israël se retrouvera en position de force pour plaider sa cause. Il soulignera à quel point l'agression irakienne justifie son intransigeance et son refus d'abandonner les territoires occupés, qu'il tient pour nécessaires à sa sécurité en cas d'attaque terrestre venue de l'Est. Il rappellera combien ses craintes étaient *légitimes face à une menace irakienne* dénoncée de longue date – mais en vain – et qu'elles le resteront aussi longtemps que l'état de guerre fondera ses relations avec un monde arabe qui lui voue, le plus souvent, une haine implacable.

Tout cela n'empêchera pas les Etats-Unis, qui auront, en toute hypothèse, contracté une dette envers les pays arabes membres de la coalition *anti-irakienne, de s'atteler à nouveau*, le moment venu, au règlement du problème palestinien. Ils auront affaire, ce jour-là, à forte partie. Car en disant « oui » aujourd'hui à l'Amérique, Israël s'est réservé le droit de lui dire « non » demain.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

GUERRE DU GOLFE
PRIORITE A L'ACTUALITE
Toutes les 1/2 h et à tout instant.
RTL

# L'ESSOR DE LA CHIMIE SE RECONNAIT A UN NOUVEAU SIGNE.

154 TBSIA INTL

EniChem

Le 18 Janvier 1991 l'assemblée extraordinaire d'ENIMONT a établi le nouveau nom de la Société. A partir d'aujourd'hui elle s'appelle ENICHEM. Cette marque représente 50 000 employés, dont 3 000 se consacrent à la recherche, un chiffre d'affaires de plus de 13 milliards de dollars, plus de 30 000 produits, une présence dans 42 pays. ENICHEM, c'est un vaste système d'idées, d'hommes et de ressources, ouvert au monde entier et qui s'engage dans la recherche pour donner plus d'élan à la chimie et à notre propre avenir. Parce qu'aujourd'hui plus que jamais chimie signifie science, progrès, qualité de la vie dans tous les domaines, nouvelles conquêtes au service de l'homme et de son environnement. ENICHEM en est à la fois le signe et l'engagement: la chimie aura un avenir plus grand, plus sûr, plus proche de chacun de nous.

Eni

# LA GUERRE DU GOLFE

## Les menaces terroristes et les manifestations

# Des attentats ont été commis contre les intérêts des pays alliés

**Des attentats contre les intérêts des principaux pays de la coalition anti-irakienne ont été commis, dimancha 27 et lundi 28 janvier, en Turquie, en Grèce et au Liban. Les mouvements pacifistes, eux, ont manifesté dans la monde entier, samedi 26 janvier, pour l'arrêt des hostilités dans le Golfe.**

De nouveaux attentats contre les intérêts français et américains ont eu lieu dimanche 27 et lundi 28 janvier, en Grèce et en Turquie. A *Athènes*, une bombe a explosé, lundi 28 janvier à 0 h 50 (heure locale), dans un terrain vague situé le long des locaux de la société américaine d'assurances Interamerican. Quarante minutes plus tard, one roquette anti-char endommageait le premier étage de l'immeuble de la banque American Express, située dans le centre de la capitale grecque. Ces deux attentats, qui n'ont pas fait de victime, n'avaient pas été revendiqués, lundi, en fin de matinée.

En Turquie, deux bombes ont explosé, samedi 26 janvier à Adana, non loin de la base aérienne d'Incirlik, que les forces alliées utilisent actuellement pour lancer des raids aériens contre l'Irak : *la première visait le consulat des Etats-Unis*, la deuxième l'association culturelle américano-turque. Ces explosions, qui n'ont pas fait de victime, n'avaient pas été revendiquées lundi, en fin de matinée. Dimanche 27 janvier, un *premier engio explosait à Ankara*, la capitale turque, devant l'immeuble de la compagnie Air France. Quelques minutes plus tard, un engin de même type détruisait les bureaux de plusieurs *compagnies* aériennes étrangères, notamment américaines, saoudiennes, et japonaises. Ces attentats, qui n'ont pas fait de victime, ont été revendiqués par l'organisation Dev Sol (gauche révolutionnaire), qui avait déjà affirmé être l'auteur de cinq attentats à l'explosif depuis le début de la guerre du Golfe.

Deux attentats contre les intérêts français ont également eu lieu an *Liban : une grenade a codommagé*, samedi 26 janvier, l'une des succursales de la banque franco-libanaise Fransabank à Saïda, dans le sud du Liban, et une charge de TNT a explosé dimanche 27 janvier, à l'aube, devant le siège d'une *banque franco-libanaise* à Bar-Elias, dans la plaine de la Bekaa. Aucun de ces attentats n'a été revendiqué.

Un premier attentat visant l'un des membres arabes de la coalition anti-irakienne a eu lieu dans la nuit du samedi 26 janvier au dimanche 27 janvier à Beyrouth : une charge de faible puissance a explosé dans un terrain vague proche de l'ambassade d'Egypte à l'entrée sud de Beyrouth, dans une zone contrôlée par l'armée syrienne. *Depuis le début* de la guerre du Golfe, tous les attentats commis au Liban avaient visé des intérêts occidentaux.

La journée du samedi 26 janvier *était également une journée d'action* pour tous les mouvements pacifistes. Des cortèges ont eu lieu dans le monde entier, de Rabat (Maroc) à Pretoria (Afrique du Sud), en passant par Genève (Suisse), Lahore (Pakistan) et Bilbao (*Espagne*) : ces défilés ont réuni 15 000 manifestants à Tokyo (Japoo), 12 000 à Mootréal (Canada), 15 000 à Berne (Suisse), et 10 000 à Amsterdam (Pays-Bas). A Peshawar (Pakistan), trois personnes ont été tuées par la police à *la fin d'une manifestation qui* s'est achevée par de violents affrontements. En Inde, à Ghaziabad, des émeutes se sont produites à la fin d'un *défilé* exigeant le retrait des troupes alliées do Golfe : des musulmans, brûlant des effigies du *président* américain George Bush, ont été pris à partie par des Hindous *qui célébraient une fête nationale* indienne non loin de là. Des affrontements à coup de pierres, de couteaux et de bombes artisanales ont alors eu lieu, faisant neuf morts et une centaine de blessés selon l'agence Trust nf India. Le couvre-feu a *été imposé* à Ghaziabad samedi 26 janvier, en fin de journée, après plus de trois heures de tirs et d'incendies volontaires.

## A « Libération » les policiers s'interrogent sur les motivations des poseurs de bombe

Les enquêteurs de la section antiterroriste de la brigade criminelle de Paris attendaient, lundi 28 janvier, les résultats de l'expertise du laboratoire de police scientifique afin de *disposer des premiers indices* dans leur enquête sur l'attentat à l'explosif qui a *souffié* le hall d'entrée du siège du quotidien *Libération*, samedi 26 janvier à 5 h 10 (*le Monde* du 27 janvier). Les policiers n'ont, pour l'instant, retrouvé sur les lieux qu'un tract non signé. Incohérent dans sa formulation, le texte fait référence aux soldats libyens faits prisonniers au Tchad après la chute du président Hissène Habré, évacués de N'Djamena vers le Zaïre à bord d'un avion militaire américain. L'envoyé spécial de *Libération*, Stephen Smith, avait expliqué, à plusieurs reprises, en décembre 1990, comment les prisonniers libyens avaient été entraînés dans un camp par les Américains dans l'intention de constituer des *commandos susceptibles de déstabiliser* le régime de Tripoli. *« Libé, longue dérive du gauchisme au consensus et à l'ignoble. Où sont les Libyens du Tchad kidnappés par la CIA. Malhonnêtes de riches. »* Le tract se conclut par un *« Y en a marre »*.

Au siège du journal, on jugeait ce week-end *« l'attentat incompréhensible »*. *« Nous travaillons dans une ambiance résolue »*, dit M. Jean-Louis Péninon, directeur général, estimant, comme les policiers, *« a priori hypothétique un lien avec la guerre du Golfe »*. Outre la visite sur les lieux, dès samedi matin, du ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, et de son ministre délégué, Mme Catherine Tasca, le quotidien de la rue Béranger a reçu de nombreux témoignages de sympathie, notamment du garde des Sceaux et du ministre de l'intérieur, *de personnalités politiques* de la majorité et de l'opposition, ainsi que des messages de solidarité de la profession.

*[Le directeur du Monde, André Fontaine, a adressé, au nom de notre journal, un message de solidarité à la direction de Libération.]*

# A Bonn, 200 000 personnes ont manifesté contre M. George Bush, M. Saddam Hussein et les fabricants d'armes allemands

BONN
*de notre envoyé spécial*

Peut-un manifester eontre la guerre du Golfe sans pour autant faire preuve d'anti-américanisme ou mettre eo cause la sécurité d'Israël ? Ce débat, dans lequel s'enlisent les respoosables politiques allemands, n'a pas empêché le succès du rassemblement organisé par les pacifistes, samedi 26 janvier à Bonn, *sur* lequel planait l'atmospbère des grandes manifestations du début de la décennie contre les Persbing II américains. Trente mille personnes se sont également rassemblées au même momeot à Berlin, où près de dix mille *autres* ont pris part le lendemaio, dimanche, à uo défilé en faveur cette fois des Etats-Unis et d'Israël.

La vieille ville de Bonn n'avait pas connu pareille fièvre depuis des années. L'appel de la Coordinatioo du mouvement de la paix, qui avait reçu le soutien des syndicats et du Parti social-démocrate, a été largement entendu. Des dizaines de milliers de manifestants avaient convergé toute la matinée vers la cité rhénane, siège du gouvernement allemand, pour prendre part à la première grande manifestatioo centrale de cette nouvelle campagne pour la paix. Ils étaieot ainsi enviroo 200 000 *dans le parc* de l'*université*, théâtre traditionnel des grandes manifestations ouest-allemandes d'avant la *réunification*. Un mélange d'« anciens » et de « jeunes », venus à la politique avec la « révolution » paeifique de 1989 en RDA.

### *Le gouvernement louvoie*

Ce rassemblement avait suscité une grande nervosité dans les états, majors politiques. Soumis à de violentes critiques de l'étranger pour o'avoir pas *su* désamorcer sa contestatioo interne, aeeusé de o'en pas faire assez pour aider la coalition anti-irakienne, empêtré dans les révélatioos sur les scandales des ventes d'armement à l'Irak, le gouvernemeot louvoie depuis dix jours pour donner des assurances à ses alliés sans attiser davantage l'émotion de sa population. Le porte-parole du gouvernement avait reodu publique, la veille, uoe déclaration du chancelier Helmut Kohl rappelant aux manifestants qu'ils étaient eux aussi responsables de *« l'image de l'Allemagne dans le monde »*.

Bien qu'ayant appelé à manifester, le Parti social-démocrate n'avait délégué aucuoe de ses vedettes. On y côtoyait seulement des personnalités de deuxième plan comme M. Jo Leinen, ministre de l'eovironnement de lo Sarre et ancien responsable du mouvement de la paix au début des années 80, *ou encore* le cofondateur du SPD en RDA, ancien ministre des affaires étrangéres du gouvernement de *transition*, M. Markus Meckel. Accrochée à des ballons, une immense banderole du parti, flottant au-dessus de la foule, proclamait : *« Paix, démocratie, désarmement. »* Le député Norbert Gansel, qui avait accompagné la délégation envoyée *cette* semaine par le SPD en Israël, en même temps que le minoistre des affaires étrangéres, M. Hans-Dietrich Genscher, se félicitait de l'absence de tonalité anti-israélienne.

Les slogans inscrits sur les banoiéres brandies par les manifestants donnaient la mesure de la confusion des esprits. On y trouvait de tout. Le drapeau palestinien cotoyait le drapeau israélien. *Certains dénonçaient* Saddam Hussein. D'autres affirmaient qo'être contre la guerre ne voulait pas dire soutenir le dictateur irakien. Plusieurs suggéraient de livrer les vendeurs d'armes à ... Israël. Ici, la dénonciation de la guerre oe va plus désormais sans celle des exportateurs allemands d'armements.

### *Mauvaise conscience nationale*

Malgré les efforts pour éviter une tonalité trop anti-américaine, la politique do président Bush a été violemment prise à partie à la tribune, où se sont succédé des *opposants à la guerre venus de tous* les horizons, y compris d'Israël et des Etats-Unis. L'évêque Gottfried Fork, l'un des principaux dirigeants de l'Eglise protestante est-allemande du temps de la RDA communiste, a résumé l'opinion de beaucoup des présoots en renvoyant dos à dos Saddam Hussein, le président George Bush et les Nations unies. Récusant la guerre, il a accusé la politique américaine et *« sous son influence »* (celle de l'ONU), d'avoir répondu *« à une injustice par une plus grande injustice encore »*.

Le président de l'Union des syndicats, M. Heinz-Werner Meyer, qui a appelé à faire observer tous les vendredis des minutes de silence pour la paix, a tenté symptomatiquemeot de détourner la questioo en affirmant que l'anti-Américanisme, *« c'est quand des armes produites en Allemagne et vendues avec des superprofits tuent des soldats américains »*. Transformées en boucs émissaires de la mauvaise cooscience nationale depuis qu'une centaine d'entre elles ont été accusées de violer l'embargo, toutes les entreprises exportant vers l'Irak sont désormais sous surveillance. L'hebdomaire *Der Spiegel* a accusé lundi plusieurs firmes, dont le groupe Thyssen – qui a démenti, – d'avoir aidé les Irakiens à améliorer leurs missiles Scud et affirmé que d'autres avaient livré des équipements pour fabriquer des projectiles à gaz de combat...

HENRI DE BRESSON

## Aux Etats-Unis les rassemblements pacifistes prennent de l'ampleur

WASHINGTON
*correspondance*

Pendant plus de trois heures, une foule de manifestants venus de plusieurs Etats a défilé, samedi 26 janvier, devant la Maisoo Blanche pour protester contre le conflit du Golfe. Cette manifestation, la plus importante depuis le début de la guerre, a réuni 75 000 personnes selon la police, 250 000 selon les organisateurs. Dans la foule, oo pouvait remarquer une majorité de jeuoes, et même de très jeunes gens, qui, fait nouveau *dans* ce type de rassemblemeot, n'avaleot, semble-t-il, aucun lien avec les organisations et mouvemeots de gauche et d'extrême gauche généralement présents. Enfin et surtout, la manifestation de samedi avait reçu l'approbation – et les encouragements – de nombreuses missions protestantes, ainsi que d'une partie de la hiérarchie catholique, de même que celle de nombreuses organisations féministes. Parmi les personnalités présentes, le pasteur noir Jesse Jackson, candidat malheureux chez les démocrates pour la dernière présidentielle, prit la parole pour critiquer la politique américaine dans le Golfe.

Bref, un rassemblement moins politisé qu'aux manifestations précédentes et presque bon enfant. Dans leur majorité, les participants affirmaient leur patriotisme en agitant des drapeaux américains. *« Nous protestons contre la guerre parce que nous aimons notre pays »*, annonçaient les écriteaux, et des banderoles *« Non à la guerre »* pavoisaient les hampes de bannières étoilées.

Le mouvement s'est étendu à de nombreuses autres villes américaines, à San-Francisco notamment, où 30 000 personnes selon la police 225 000 selon les organisateurs ont participé à une marche pour la paix qui s'est achevée sur une sorte de concert improvisé au cours duquel ont été reprises en chœur des chansons de Joan Baez, comme aux plus beaux temps de la protestation contre la guerre du Vietnam. D'autre part, dans les nombreux Etats du Sud qui abritent des bases militaires, des dizaines de milliers de personnes ont participé à des manifestations de soutien aux soldats américains envoyés sur le front. En Caroline du Nord, environ 8 000 personnes ont manifesté à Goldsboro, où est située la base aérienne Seymour, Johnson, et 3 000 personnes ont participé à un rassemblement organisé à Winston-Salem par une association d'anciens combattants du Vietnam.

*Malgré la relative ampleur* de leurs manifestations, les pacifistes restent une minorité. La plupart des sondages à l'échelle nationale, dont le dernier en date est celui mené pendant le week-end par la chaîne de télévision ABC et le *Washington Post*, indiquent que, pour 23 % des Américains qui la désapprouvent, 75 % apportent un soutien total à l'intervention des Etats-Unis dans le Golfe.

HENRI PIERRE

## Une charge explosive endommage la Maison de l'étranger à Marseille

**Un attentat qui a causé des dégâts peu importants a été commis, dimanche 27 janvier, vers 5 heures, contre la Maison de l'étranger, près de la gare Saint-Charles, dans le troisième arrondissement de Marseille.**

MARSEILLE
*de notre correspondant régional*

Une charge d'eoviron 200 grammes de dynamite, munie d'un système pyrotechnique, avait été déposée sur le rebord d'une baie vitrée donnant directement sur la rue. La déflagration a brisé plusieurs vitres du bâtiment et légèrement endommagé des voitures stationnées à proximité. A l'intérieur, un faux plafond du premier étage s'est, en partie, effondré.

Vers 10 heures dimanche, un correspondant anonyme, se réclamant d'un mouvement sioniste israélien, a téléphoné au Centre méditerranéen de presse pour revendiquer cet attentat. Quelques minutes plus tard, le même message, considéré comme fantaisiste par la police, a été reçu au commissariat central de Marseille.

Cet attentat est le troisième commis en quatre ans contre la Maison de l'étranger. Le 11 mai 1987, trois personnes avaient été légèrement blessées par l'explosion d'une boule de pétanque farcie d'explosifs et munie d'une mèche lente. Une seconde boule identique, qui avait fait long feu, avait été découverte dans une cage d'escalier à une autre extrémité du bâtiment. Le 24 octobre 1988, un engin incendiaire lancé à l'intérieur des locaux avait provoqué des dégâts très importants. Ces deux attentats n'avaient pas été revendiqués ni élucidés.

Le préfet de région, M. Claude Bussière, qui s'est aussitôt rendu sur les lieux, accompagné par M. François Fillistre, préfet délégué à la sécurité, a estimé qu'il s'agissait d'*« un acte isolé, de portée limitée »*. *« Personne,* a-t-il ajouté, *ne doit tomber dans cette provocation. »* Il a également indiqué que le dispositif de surveillance autour de la Maison de l'étranger – jusqu'ici, des patrouilles de police – allait être *« resserré »*.

GUY PORTE


L'Est : l'implosion

Vente en librairie et par correspondance
29, quai Voltaire
75340 Paris cedex 07
Telephone (1) 42 15 70 00
Vente par minitel 3615 ou 3616 Code Doctel

**Bouleversements à l'Est 1989-1990**
Sous la direction de **Thomas Schreiber** et de **Françoise Barry**
*Collection Notes et études documentaires*
URSS et Europe de l'Est : une analyse des événements un an après le seisme.
*328 p.*, **80 F**

**Yougoslavie : la fédération menacée**
***Luc Lévy***
*Collection Problèmes politiques et sociaux*
Le temps des nationalismes. La crise de légitimité fédérale. Clés de lecture pour une mosaïque.
*63 p.*, **26 F**

**L'armée soviétique et la perestroïka**
***Jacques Sapir***
*Collection Problèmes politiques et sociaux*
Une profession frustrée, une institution en crise, un mythe qui s'effondre. Quel avenir pour l'armée soviétique ?
*60 p.*, **26 F**

La documentation Française

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

# LA GUERRE DU GOLFE

pacifistes

## Plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris, mais moindre mobilisation en province

**Les manifestations contre la guerre ont réuni plusieurs milliers de personnes dans de nombreuses villes de province, samedi 26 janvier, sans toutefois retrouver la mobilisation du 12 janvier. A Lyon, 7 000 à 8 000 personnes – ils étaient deux fois plus nombreux il y a quinze jours – se sont réparties en deux groupes, les proches du Parti communiste, de la CGT et de l'extrême gauche d'un côté, les sympathisants de SOS-Racisme, des Verts et de la CFDT de l'autre. A Marseille, également 7 000 à 8 000 personnes ont répondu à l'appel des 75, tandis que 4 000 personnes défilaient à Toulouse.**

**Avec 1 800 manifestants à Nantes (6 000 le 12 janvier), 1 500 au Havre (contre 3 000) et 400 à Rennes (près de 3 000 précédemment), les rassemblements organisés dans l'ouest de la France n'ont pas rencontré le succès escompté. A Bordeaux, quelque 3 000 personnes ont défilé aux cris de « Plus de peuples martyrs, la paix pour en sortir ». Des manifestations se sont aussi déroulées à Toulon (500 personnes), Avignon (500), Montpellier (2 000), Nîmes (1 000), Perpignan (1 200), Lille (1 000 manifestants selon la police), Nice (1 000 à 2 000 personnes) ainsi que dans les principales villes de Lorraine, d'Alsace et de Franche-Comté. A Rodez, une centaine de personnes ont déposé un cercueil de carton recouvert d'un drap noir devant le monument aux morts tandis qu'à La-Roche-sur-Yon, les 700 manifestants déclenchaient des sirènes et simulaient des alertes à la bombe en s'étendant sur le sol. Enfin, il y a eu aussi une « marche pour la paix » de quelque 150 Guadeloupéens à Pointe-à-Pitre.**

## *Dans la capitale, la fin désordonnée d'une marche grave et réussie*

Le froid cuisant n'avait pas découragé les combattants de *« la paix dans le Golfe »*, samedi 26 janvier. Ils étaient de retour, place de la République, pour la cinquième fois en deux semaines, défiant des banlieues comme une grosse honte dès 14 h 30. Déjà ils se comptaient, rassurés de ne pas s'être « perdus » depuis le début des hostilités, le ton plus affermi.

Étaient-ils 10 000, comme l'affirmait la police *via* certaines radios, vite contredites par le spectacle de la rue? Ou 100 000 selon les organisateurs – les signataires de l'« Appel des 75 », le Parti communiste, la CGT, la CFDT, les rénovateurs, les trotskistes, les libertaires, les réfugiés kurdes, la communauté arabe de Paris, les féministes, les Verts, SOS-Racisme, et même les militants anti-sida venus dénoncer le fait que *« trente minutes de guerre égalent le budget 1991 de lutte contre le sida »*? Plusieurs dizaines de milliers de personnes marchaient d'un pas vif au rythme de slogans désormais connus, encadrés par l'efficace service d'ordre du PC, de la CGT et de la LCR.

Certes, le « Forum pour une paix juste et globale », les écolos et les amis d'Harlem Désir avaient préféré, comme pour le rassemblement du 12 janvier, se retrouver au carrefour des Arts-et-Métiers pour rejoindre le gros de la foule plus tard, place du Châtelet. Mais cette fois encore ils paraissaient bien minoritaires. Les féministes déguisées en femmes enceintes avaient préféré l'œil protecteur des communistes pour clamer haut et fort : *« Ni chair à canon ni repos du guerrier ! »*. La banderole-fétiche des pacifistes – *« Quelle connerie la guerre ! »* – écrite en lettres noires sur fond jaune, portait une tache de sang.

Place de la République, le sentiment unitaire créait l'euphorie... Ne vit-on pas, dès les premières minutes, le dirigeant communiste René Andrieu donner l'accolade à l'écrivain Gilles Perrault, ex-membre du PCF? Ce dernier rétorqua : *« Cela fait plaisir de se retrouver. Rappelle-toi du passé. »* Gilles Perrault évoquait ces temps de la guerre d'Algérie où le soutien à l'indépendance de ce pays ne fut pas immédiatement clair pour tous les militants, dont lui-même : *« Au nom du patriotisme, on m'a eu une fois, on ne m'aura pas à nouveau. »*

### *« Désertion morale »*

L'écrivain, très en verve, mettait quelque bémol à son appel *« à la désertion »*, instigé la veille par le général Schmitt. *« Je n'ai pas demandé de desserrer les boulons des Jaguar*, précisait-il. *C'est à une désertion morale que j'appelle, il faut déserter cette espèce d'union sacrée que l'on veut imposer. Ceux qui m'accusent ont vendu aux Irakiens les armes qui tueront les soldats français. »*

Mais, soudain, devant le Pont-aux-Changes, place du Châtelet, la chaleureuse détermination dans l'unité bascula dans la confusion. A 17 h 30, le cortège grossi des Verts et de SOS-Racisme se heurta au barrage imposant des forces de l'ordre. Pas question de passer. Me Denis Langlois, porte-parole des « 75 », s'indigna de cette *« interdiction »*, et dans la foulée appela à la dispersion. Il ne fut que fort partiellement entendu. Et guère mieux compris : la préfecture de police avait, en effet, dès la veille imposé cette modification du parcours.

Le service d'ordre discipliné des responsables communistes plia bagage. Une partie de leurs manifestants se retrouvèrent désorientés rue Saint-Jacques, en direction de Port-Royal – terme initialement prévu du cortège, – sous la houlette de quelques signataires de l'« appel des 75 ». Ils furent bientôt devancés par deux cents très jeunes gens excités brandissant une banderole *« Sabotons la paix sociale pour saboter la guerre »*. A l'angle de la rue Soufflot, jets de pierre sur une vitrine de la BNP. Puis, très vite, coups de batte de base-ball contre le camion-régie de RMC aux cris de *« Journalistes menteurs ! »*.

Les partisans de la paix dans le Golfe s'éparpillèrent, *« désapprouvant cette fin bêtement ordinaire d'une manifestation qui avait commencé dans la gravité et la fermeté »*. Les bandes d'adolescents se regroupèrent à Port-Royal. Là, sous le nez des gendarmes mobiles en alerte, ils improvisèrent un feu de joie à l'aide d'une barrière de bois et d'un drapeau tricolore. Puis ils se ruèrent sur les caisses de la station voisine du RER : les forces de l'ordre les dispersèrent promptement. La petite bande redescendit alors le boulevard Saint-Michel, vers la fontaine du Luxembourg, semant sur son chemin le feu dans des poubelles et jouant à la course-poursuite avec les CRS, qui procédèrent à l'interpellation de neuf personnes majeures et d'un mineur ; huit des majeurs devaient être déférés au parquet de Paris, dimanche en fin d'après-midi. Samedi soir, à 18 h 45, l'ordre était totalement rétabli.

GILLES PARIS
et DANIELLE ROUARD

□ **Trois Français sur quatre pensent que la guerre va durer au moins plusieurs mois.** – Les trois quarts des Français (74 %) estiment que la guerre du Golfe durera encore plusieurs mois (69 %), ou plusieurs années (5 %), contre seulement 18 % qui croient qu'elle s'achèvera au bout de quelques semaines, indique un sondage BVA réalisé pour l'émission de TF1, 7/7 et pour *Libération* qui le publie lundi 28 janvier. Selon ce sondage, la politique du président de la république, François Mitterrand, dans la guerre du Golfe est approuvée par 77 % des Français (+2 % par rapport à la semaine passée). 79 % approuvent l'intervention de l'aviation française en territoire irakien (17 % y sont opposés). Ce sondage a été réalisé samedi 26 janvier auprès d'un échantillon de 921 personnes.

Les réactions en France

## Des associations arabes et juives luttent ensemble pour prévenir des affrontements

**Des responsables d'associations arabes et juives se sont rencontrés, samedi 28 janvier, à Paris, pour organiser en commun une parade aux risques d'affrontements entre communautés et de réactions racistes que pourrait entraîner, en France, la guerre du Golfe.**

La guerre du Golfe et l'implication involontaire d'Israël dans le conflit ont en France des répercussions liées à deux données historiques. La première est la présence d'une population de nationalité ou d'origine maghrébine sur laquelle pèsent, à des degrés divers selon les racines nationales et selon les générations, le souvenir de la colonisation et celui de la guerre d'Algérie. La seconde donnée concerne les juifs, qui se souviennent de l'antisémitisme français, de ses œuvres sous le régime de Vichy et aussi de l'ostracisme dont la droite au pouvoir – et une partie de la gauche – avait fait preuve vis-à-vis d'Israël à partir de 1967 et jusqu'en 1981. Les souvenirs des uns et des autres sont ravivés, faut-il le préciser, par la réémergence, depuis bientôt dix ans, d'une extrême droite qui propage alternativement ou concurremment *un racisme antiarabe et l'antisémitisme*.

Cette situation recèle plusieurs dangers. Le risque existe – et l'on en a déjà plusieurs exemples – de voir se diffuser une hostilité ou une méfiance envers les Arabes, globalement suspects de sympathie envers l'Irak, sinon de compter dans leurs rangs des exécutants ou des complices potentiels d'actions terroristes. Le risque existe aussi pour les juifs d'être désignés comme responsables, à travers Israël, d'une guerre dans laquelle, selon M. Le Pen, la France n'aurait aucun intérêt propre à défendre. Juifs et Arabes sont menacés enfin par la tentation de s'opposer les uns aux autres, les premiers au nom d'Israël, les seconds au nom de la Palestine.

Du côté juif comme du côté arabe, des responsables d'association, des intellectuels, de simples militants s'efforcent de conjurer tous ces dangers à la fois. Une centaine d'entre eux se sont rencontrés, samedi 26 janvier, à l'Assemblée nationale, à l'initiative d'Identité et dialogue et de Dialogues juifs et arabes en France, deux associations qui avaient demandé à être reçues par M. Michel Rocard dès le 18 janvier et qui avaient rencontré la semaine dernière des collaborateurs du président de la République et la direction du Parti socialiste. Certains intervenants, samedi, ont reproché aux initiateurs de cette rencontre, soit d'agir pour le compte du gouvernement en acceptant la *« logique de guerre »*, soit de duper les Arabes en mettant sur le même plan le droit d'Israël à la sécurité et celui des Palestiniens à une patrie.

### *Un spectacle en commun*

Ces objections ont provoqué un débat dont les organisateurs auraient préféré faire l'économie. MM. André Azoulay, animateur d'Identité et dialogue, et Adil Jazouli, animateur de Dialogues juifs et arabes, ont réaffirmé que le dialogue suppose le respect de l'autre et des solidarités qui sont les siennes. L'écrivain marocain Abdellatif Laabi a regretté d'être obligé de rappeler ses états de service pour la cause palestinienne comme si le seul fait de participer à une initiative commune avec des juifs le rendait suspect de trahison. Une fois écartés les procès d'intention, il a été possible aux participants, parmi lesquels les représentants de vingt-sept associations locales maghrébines ou « beurs », de s'entendre sur un programme. Celui-ci prévoit de rééditer ce type de rencontre dans plusieurs villes (Sarcelles, Montfermeil, Bondy, Goussainville) et dans le quartier parisien de la Goutte-d'Or. Les radios communautaires juives et arabes vont se rencontrer pour tenter de s'entendre sur une émission commune quotidienne.

Un collectif d'avocats va être mis en place pour venir en aide aux personnes qui subiraient des discriminations dans leur emploi, à celles qui seraient menacées d'expulsion hâtive ou aux habitants de quartiers connaissant des problèmes de sécurité. Les organisateurs ont prévu, d'autre part, de demander des entrevues aux dirigeants de l'opposition, comme ils l'avaient fait avec ceux de la majorité. Ils vont s'efforcer enfin d'aider les responsables d'associations « beurs » à accéder aux médias pour faire entendre leurs préoccupations et leur point de vue.

Ces initiatives communes auront aussi un aspect plus « public » et souriant : les humoristes Guy Bedos, Smaïn et Michel Boujenah donneront un spectacle commun le 4 février prochain.

PATRICK JARREAU

## M. Pierre Vidal-Naquet : « La guerre est lancée, il faut la gagner »

L'historien Pierre Vidal-Naquet qui fut, en 1960, l'un des signataires du manifeste des « 121 » appelant à l'insoumission à la fin de la guerre d'Algérie, et qui, avant le déclenchement du conflit du Golfe, s'était rangé aux côtés des pacifistes, explique dans une interview publiée, lundi 28 janvier, par *Libération* : *« Je ne suis pas sûr d'avoir eu raison, mais j'étais opposé à la guerre. Je pensais qu'il fallait tout faire pour ne pas entrer en guerre. (...) Mais à partir du moment où la guerre est déclenchée, je ne vois pas comment on peut manifester pour la paix sans faire le jeu de Saddam Hussein et lui donner le sentiment que les opinions publiques occidentales sont pro-Saddam. (...) Ce n'est pas la guerre d'Algérie. Présenter cela à la suite de la guerre d'Algérie ou du Vietnam est une imposture. (...) La guerre est lancée et il faut la gagner. (...) Je ne suis pas un va-t-en-guerre, je suis quelqu'un qui pense qu'on ne peut pas céder devant un personnage comme Saddam Hussein. Maxime Rodinson me disait : « Finalement les pacifistes ont toujours travaillé pour la guerre. » Et il m'arrive de me demander s'il n'a pas raison. »*

□ **SOS-Racisme laisse une « totale liberté » d'engagement à ses militants.** – Au cours de son conseil national, réuni samedi 26 et dimanche 27 janvier à Paris, SOS-Racisme a adopté, à une très large majorité, une résolution qui laisse à *« tous les adhérents (...) la plus totale liberté de « militance »* au sujet de la guerre du Golfe (*le Monde* du 24 janvier).

L'association par M. Harlem Désir précise qu'elle *« n'est pas partie prenante, en tant que telle, de telle ou telle tendance, structure ou mouvement, opposé ou favorable »* à la guerre, *« chaque militant, quelles que soient ses responsabilités, ayant l'entière liberté de s'exprimer à titre individuel dans et au nom de ces mouvements »*.

□ **Le chanteur Patrick Bruel quitte SOS-Racisme.** – Dans *le Journal du dimanche* du 27 janvier, le chanteur Patrick Bruel annonce qu'il a décidé de quitter SOS-Racisme en se déclarant *« choqué »* par la *« position pacifiste »* de cette association. *« Je réprouve toute tentative de récupération politicienne de ce désir de paix qui est, bien sûr, en chacun de nous »*, ajoute Patrick Bruel, qui trouve la position de SOS-Racisme *« à la fois naïve et dangereuse »*.

□ **M. Lajoinie : « *Bush* et *Saddam complices* ».** – M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a affirmé, samedi 16 janvier, à Florac (Lozère), à propos des objectifs respectifs de M. George Bush et de M. Saddam Hussein : *« C'est une guerre pour la maîtrise des ressources pétrolières. Il y a quand même une sorte de complicité entre ces deux hommes, adversaires mais complices. C'est terrible de voir ça. »* Il a ajouté, au sujet de la marée noire qui s'étend au large du Koweït : *« Je pense que Saddam Hussein a pu faire sauter des puits, mais je pense aussi que, quand les B52 déversent des dizaines de milliers de tonnes de bombes sur les installations pétrolières, il doit y avoir quelques trous. »*

□ **Le mouvement RECOURS : « Mépris et pitié ».** – Le porte-parole du mouvement du RECOURS (organisation de pieds-noirs), M. Jacques Roseau, a demandé au gouvernement, samedi 26 janvier, *« de ne pas engager de poursuites judiciaires à l'égard de Gilles Perrault »* en estimant que cela *« ferait encore trop d'honneur à son comportement misérable »*. Selon lui, l'écrivain *« ne mérite en fait qu'une seule sanction : celle du mépris et de la pitié. »*

## M. Mauroy : « Une logique de l'horreur »

M. Pierre Mauroy, qui était, dimanche 28 janvier, l'invité de RMC, a estimé que M. Saddam Hussein suit *« une logique de l'horreur »* et se comporte comme *« un dictateur traqué qui peut encore nous réserver de très mauvaises surprises »*. *« Dès lors qu'on a décidé le conflit au nom de la coalition internationale sous l'égide des Nations unies, il faut mener ce conflit à son terme sans états d'âme »*, a ajouté le premier secrétaire du PS.

A propos des pacifistes manifestant contre la guerre, M. Mauroy a déclaré que ceux-ci avaient *« politiquement tort »*. Selon lui, l'écrivain Gilles Perrault, qui a appelé les jeunes à la *« désertion »*, a *« dépassé le seuil de ce qui ne peut pas être toléré »*.

Interrogé sur le maintien des sanctions à l'égard des parlementaire qui avaient voté contre l'engagement des forces françaises dans la guerre du Golfe, M. Mauroy a distingué ceux qui *« manquent à la discipline parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement »*, mais jugent que *« le premier secrétaire a eu raison de leur interdire de parler au nom du PS »*, et ceux qui *« voudraient en faire une bataille politique »*. *« Ceux-là, le Parti socialiste appréciera, mais il a naturellement à les condamner davantage »*, a-t-il souligné.


**Golfe : l'explosion**

Vente en librairie et par correspondance

29, quai Voltaire
75340 Paris cedex 07
Téléphone (1) 40 15 70 00

Vente par minitel
3615 ou 3616 Code Doctel

**Conséquences économiques et sociales de la crise du Golfe arabo-persique**
Travaux du groupe "Anti-crise"
*Commissariat Général du Plan*
L'économie française face à la crise du Golfe : une première évaluation à court et moyen terme.
*272 p., 120 F*

**Crise du Golfe : les changements stratégiques**
*Fondation pour les Études de Défense Nationale*
Mutations stratégiques et difficile adaptation des grandes puissances à ce nouveau type de crises.
*125 p., 60 F*

**L'invasion du Koweït**
*Collection Monde arabe Maghreb Machrek*
Une analyse des causes et enjeux de la crise du Golfe avec l'opinion du Monde arabe.
*159 p., 45 F*

La documentation Française

# EUROPE

URSS : renforcement des pouvoirs du KGB

## « Le chat va pouvoir pénétrer dans la cage... »

**Un décret présidentiel, publié samedi 26 janvier à Moscou, autorise le KGB et les organes du ministre de l'intérieur à enquêter directement auprèn den entreprises et des banques efin de lutter contre le marché noir et l'économie souterraine. Les perquisitions sont égelement permises.**

MOSCOU

*de notre envoyée spéciale*

*« Ces derniers temps, le pouvoir central nous a fait toute une série de cadeaux »*, ironisait, samedi 26 janvier, l'un des dirigeants réformateurs de la municipalité de Moscou à propos de la directive ministérielle, annoncée la veille, instituant des patrouilles conjointes de l'armée et de la police dans les grandes villes *à partir* du 1er février. e *C'est à se demander quelles mesures on va encore nous annoncer pour justifier l'application de cette directive.»*

M. Iouri Loujkov, président du comité exécutif de la mairie de Moscou, ne croyait pas si bien dire. Le soir même, un nouveau décret, signé cette fois du président Gorbatchev, annonçait le renforcement des pouvoirs du KGB et des organes du ministère de l'intérieur pour lutter contre le *« sabotage économique »*. La publication de ce texte intervient trois jours à peine après le décret présidentiel qui retirait abruptement de la circulation les billets de 50 et de 100 roubles, provoquant la panique chez les petits épargnants.

La nouvelle décision, dont l'objectif est de *« promouvoir la lutte contre le sabotage économique »* et autres crimes économiques, ainsi que de *« mettre de l'ordre dans l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et biens de consommation »*, autorise les officiers du KGB (Comité pour la sécurité d'Etat) et du ministère de l'intérieur à perquisitionner *« sans entraves »* – le cas échéant en l'absence du propriétaire – dans les entreprises et lieux de production, bureaux, moyens de transport, etc. *Cela vaut également pour les entreprises mixtes formées avec des sociétés occidentales*, ces joint-ventures tant souhaitées ici par le passé. Les auteurs du texte ont toutefois jugé utile de souligner – et peut-être, après tout, la précision n'est-elle pas superflue ? – que les missions diplomatiques étrangères ne seraient pas concernées par la nouvelle mesure.

### *L'« économie de l'ombre »*

Les enquêteurs du KGB et du ministère de l'intérieur ont aussi, désormais, le droit d'exiger des chefs d'entreprise, des banques et de leurs employés des informations dont ils estimeot nvoir besoin, qu'il s'agisse des activités de production, de contrats – y compris ceux passés avec l'étranger – ou d'opérations financières. S'il le faut, ils peuvent encore bloquer les avoirs en interrogeant des salariés *sur « les caisses ou autres lieux de dépôt d'argent, de documents et d'objets de valeur »*. Présenté comme un moyen de lutte contre l'activité de cette « écooomie de l'ombre» qui, bien qu'ayant toujours existé, s'est particulièrement épanouie ces dernières années, ce décret va néanmoins à l'encontre de *tout* ce qui pouvait un tant soit peu encourager l'entreprise privée, l'économie de marché et les investissements étrangers en Uoion soviétique. Cela n'écbappe pas aux libéraux, déjà très inquiets de toute la série de mesures qu'on leur assène depuis plusieurs semaines.

Samedi, M. Loujkov et un autre dirigeant de la municipalité de Moscou, M. Sergnei Strankewitch, ont qualifié de *« mesure illégale et inacceptable »* la directive ministérielle sur les patrouilles militaires et policières dans les grandes villes, qui a également alarmé toute la presse réformatrice. Bien que datée du 29 décembre, cette directive n'avait été communiquée à nucune des autorités élues, municipales ou républicaines, pourtant directement concernées par l'application de telles instructions d'ordre public, et c'est *presque par hasard* que les élus en ont pris connaissance vendredi. La municipalité de Moscou, voyant dans ces mesures *« des èlèments de l'état d'urgence »* et une volonté d'anéantir les pouvoirs des collectivités locales, a demandé au président de la Russie, M. Boris Eltsine, de s'opposer à l'entrée en vigueur de la directive.

La *Pravda* de ce lundi, en revanche, commentait avec enthousiasme le nouvel « oukase» présidentiel, grâce auquel les *« organes de la loi et de l'ordre vont pouvoir porter à la mafia un coup encore plus dévastateur »* que le décret de la semaine dernière sur le changement des grosses coupures. *« Nous assistons au lancement non pas d'une campagne éphémère, mais d'une lutte réfléchie et déterminée contre la criminalité organisée »*, écrit l'organe du Parti communiste soviétique. Un précédent « oukase» de M. Gorbatchev en date du 30 novembre instituait un *« contrôle ouvrier »* sur les activités des cotreprises, commerces et coopératives privées. Mais même si ce texte prévoyait que le KGB et le ministère de l'intérieur « collaboraient» avec les comités de contrôle ouvrier, il *ne leur donnait pas* les pouvoirs extraordinaires que leur confère le dernier décret, et ne semblait d'ailleurs guère avoir été suivi d'effets. e *Désormais*, écrit la *Pravda*, *le chat pourra pénétrer dans la cage.»*

SYLVIE KAUFFMANN

En Estonie

## Le premier ministre craint un coup d'Etat après le sommet Bush-Gorbatchev

Le premier ministre estonien, M. Edgar Savisaar, a déclaré, dans une interview, publiée dimanche 27 janvier par le quotidien suédois *Dagens Nyheter*, qu'il craignait un coup d'Etat contre sa République après le sommet Bush-Gorbatchev prévu en février à Moscou. *« Rien de sérieux ne se passera avant le sommet (...), mais après, je redoute de sérieuses tentatives de renversement du gouvernement »*, a dit M. Edgar Savisaar. Seloo lui, les mouvemeots politiques estoniens favorables à Moscou vont tenter de plonger la République indépendantiste dans le chaos pour que l'armée soit appelée à rétablir l'ordre.

A Vilnius, capitale de la Lituaoie, l'armée soviétique a libéré samedi cinq des six Lituaniens arrêtés jeudi à l'issue d'oue fusillade entre voitures lituaoiennes et blindés de l'armée. Trois d'entre eux, qui ont été passés à tabac par les militaires soviétiques, ont dû être hospitalisés.

Les troupes de l'armée soviétique présentes à Vilnius, sont *de mains en moins maîtrisables »*, a averti, vendredi soir, leur commandant, le général soviétique Vladimir Uskhopchik dans une lettre adressée au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis. Les responsables lituaniens se sont en effet plaints à plusieurs reprises d'actes de *« brigandage »* commis par les soldtats de l'armée soviétique. – *(AFP, Reuter, APP.)*

*« Dagbladet » (Oslo)*

YOUGOSLAVIE : soulagement à Zagreb

## Le risque d'une intervention militaire en Croatie semble écarté

BELGRADE

*de notre correspondante*

La grave crise qui a opposé pendant plusieurs semaines les autorités croates et l'armée fédérale yougoslave semble pour le moment réglée. La détente, qui est évidente, résulte de l'accord conclu dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 janvier à Belgrade entre le présidcot de Croatie, M. Franjo Tudjman, et la présidcoce collégiale de Yougoslavie.

Eo rendant compte, samedi, devant le Parlement de Zagreb, de cette décision e *historique* (...) *qui* n *permis d'éviter un conflit tragique »* car *« nous étinns au bord de la guerre civile, l'armée yougoslave avait été mobilisée en Croatie, mise sur le pied de guerre, notre milice (croate) aussi (...)»*, M. Tudjman a expliqué qu'un compromis nvait pu être trouvé après que e *la présidence fédérale et le ministre de la défense, M. Vejlko Kadijevic, eurent reconnu la légitimité du pouvoir démocratique croate et de la République de Croatie et déclaré que l'armée natinnale yougoslave n'avait jamais eu l'intention de fomenter un putsch militaire pour renverser le pouvoir légitime en Croatie. « L'armée ayant accepté de lever l'état d'urgence et de procéder à la démobilisation, samedi 26 janvier, à 12 heures, en tant que président de Croatie j'ai donné l'ordre de démobiliser les réservistes* (près de vingt et un mille) *de la milice croate.»* M. Tudjman a également souligné que la Croatie ne renonçait en rien à son principe fondamental : *« Défendre la liberté et la souveraineté du peuple croate. »*

De nombreux rassemblements contre l'nrmée nntionale yongoslave avaient été annoncés dans toute la Croatie pour la journée de samedi. A la suite de l'appel au calme lancé par le président Tudjman, ces manifestations massives se sont déroulées sans incideot.

Dans le centre de Zagreb, près de cent mille manifestants s'étaient réunis pour apporter leur sontieo aux autorités croates. M. Stipe Mesie, le représeotant de la Croatie à la présidence fédérale collégiale, a essayé de calmer les esprits écbauffés par plusieurs jours de psycbose de guerre civile eo affirmant que le risque d'une interventioo militaire en Croatie était écarté et que *« la souveraineté et l'indépendonce de la Croatie ne seraient jamais plus remises en question »*.

F. H.

□ **M. Kiro Gligorov, président de la Macédoine.** – Par 114 voix pour (snr 119 députés présents), M. Kiro Gligorov a été élu, dimanche 27 janvier, président de la Macédoine par le Parlement de Skopje. Candidat de la Ligue des communistes - Parti des changements démocratiques (LC-PCD), il a été élu au deuxième tour de scrutin : le premier tour, début janvier, ne lui ayant pas assuré la majorité requise des deux tiers.

[Né en 1917, M. Gligorov est un des rares hommes politiques de l'époque titiste à rester en fonctions après les élections libres qui se sont déroulées l'année dernière dans les six républiques de la fédération.] – *(AFP.)*

# ASIE

CHINE : tenant compte de la pression internationale

## Pékin a infligé des peines relativement légères à la plupart des dissidents arrêtés en 1989

**Les condamnations d'anciens dirigeents du « printemps de Pékin », prononcées semedi 26 janvier (*le Monde* duté 27-28 janvier) ont été relativement légères.**

PÉKIN

*de notre correspondant*

Contraint, quoiqu'il s'en défende, à la modération par la pression internationale, le régime cbinois s'est vengé à sa manière : en marquant du sceau d'infamie, aux yeux des milieux intellectuels, les personnes pour qui l'on s'attendait à des peines beaucoup plus lourdes. C'est le cas de M. Lin Xiaobo, critique littéraire qui, *pour avoir « fait preuve de repentir et rendu des services méritoires importants »*, d'une nature non précisée, durant sa détention, a été purement et simplement relaxé ; et de l'étudiant Wang Dan, condamné à quatre ans de prison seulement uprès qu'il eut *« confessé ses crimes et dénoncé d'autres personnes »*.

Le procédé, même si la population ne s'y trompe pas, vise à les discréditer de manière durable : l'exercice de la justice en Chine est principalement orienté vers l'obtention d'un aveu de l'accusé et sa collaboration, *en* particulier dans le *« mouchardage »*, avec les autorités détentrices de la vérité idéologique absolue.

Eo revaoche, le dissident Reo Wanding, *« coupable de crimes graves, qui n'a fait preuve d'aucun repentir »*, est condamné à sept ans de prison ferme, avec trois années supplémentaires de privation de droits civiques. C'est la peine la plus lourde jusqu'à présent infligée à un participant de l'agitation de 1989. Ce o'est pas un hasard si elle tombe sur ce vétéran de la contestation, qui a déjà séjourné en prison pendant quatre ans pour avoir pris part à la première poussée de fièvre démocratique, co 1978-1979.

Contrairement à la plupart des aatres dissidents dont Pékin a annoncé samedi le jugement, M. Ren, âgé de quarante et un ans, n'a pas le statut d'intellectuel. C'est un expert-comptable devenu autodidacte de la réflexion politique. Un prolétaire qui n'a pas su rester à sa place, en somme. Parmi les trois aotres condamnés, figurent au moins un étudiant et l'historien Bao Zunxin, âgé d'une cinquantaine d'années, dont la peine de cinq ans de prison est expliquée elle aussi par *son « repentir »*.

### *Pas d'images des procès*

Cette deuxième liste de jugements était reléguée, dimanche, en dernière page du *Quotidien du peuple*. Les autorités ont jugé encore une fois préférable de ne pas diffuser de photographies ou d'images télévisées des procès, censés avoir été tenus *« en public »*, c'est-à-dire devant un parterre de gens soit condamnés au silence, soit eo cheville avec les autorités, entre le 8 et le 23 janvier. Dix-huit personnes ont été relaxées. Le parquet avait abandonné les poursuites contre quarante-cinq autres.

Compte tenu de l'écbelle habituelle des peines en Chine communiste, il ne fait aucun doute que le régime s'est senti contraint à la clémence, comme dans la première série de jugements d'activistes annoncée le 5 janvier. Sans préciser pour chaque condamné les chefs d'accusation retenus, le communiqué officiel fait état de délits allant de *« l'incitation publique à renverser le gouvernement du peuple et le régime socialiste »* au lancer de cocktails Molotov cootre les forces armées lors de l'attaque du 3 juin mettant *fin* au « printemps de Pékin».

Cependant, la libération des personnes acquittées ne marque pas oécessairement la fin de leurs démêlés avec la justice. Il est fréquent de voir d'anciens détenns devenir de véritables parias, aucun employeur ne voulant se risquer à leur donner un emploi. Il reste également à connaître le sort réservé à deux dissidents venus de l'intérieur même du système, les journalistes Wang Juntao et Chen Ziming, dont le procès est toujours attendu. Si, comme on le pense. les poursuites se limitent à eux au sein de la hiérarchie pour éviter des remises en cause politiques, tout porte à croire qu'ils seront désignés, avec de lourdes peines à l'appui, comme les principaux responsables de ce soulèvement écrasé dans le sang, qui ouvrit la séquence de l'effondrement des régimes communistes en 1989.

FRANCIS DERON

# AMÉRIQUES

HAITI : à la suite de rumeurs d'un coup de force

## Douze morts dans des troubles à Port-au-Prince

SAINT-DOMINGUE

*de notre correspondant*

Douze personnes ont été tuées, dimanche 27 janvier à Port-au-Prince, au cours de graves incidents, quelques heures avant le départ pour Paris du président élu Jean-Bertrand Aristide. La tension, vive depuis le putsch manqué de l'ancien chef des « tontons macoutes» Roger Lafontant, le 6 janvier, est brusquement montée dans la nuit de samedi à dimanche lorsque la rumeur a circulé que d'anciens « barons» duvaliéristes s'apprêtaient à passer à l'action et allaient tenter de libérer Lafontant, détenu au pénitencier national depuis son arrestation par l'armée.

Les noms de ces « barons» étaient même cités : Franck Romain, ancien maire de la capitale, réfugié en République dominicaine, Williams Regala et Claude Raymond. Comme le 7 jauvier, la population de Port-au-Prince s'est éveillée dans la nuit alertée par les *« ténèbres »* (c'est le nom créole des percussions improvisées). Un peu partout, les habitants des quartiers populaires ont commencé à ériger des barricades et plusieurs dizaines de milliers de personnes ont convergé vers le palais national : une foule armée de bâtons, de machettes et de pierres, prête à faire échec au nouveau coup d'Etat qui se tramait, selon la rumeur.

A Carrefour, à la sortie sud de la capitale, des affrontements confus ont éclaté entre militaires et manifestants. L'armée a ouvert le feu, tuant huit personnes et en blessant au moins six autres. Pendant ce temps, à La Plaine, au nord de Port-au-Prince, un groupe de « déchoucqueurs » (pillards) lynchait quatre individus accusés d'être d'anciens « macoutes».

Dimanche dans la matinée, le nouveau maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, un des principaux lieutenants du Père Aristide, a lancé un appel au calme et démenti les rumeurs de coup d'Etat sur les ondes de la télévision nationale. L'état-major de l'armée a fait une déclaration allant dans le même sens. Le commandement militaire s'est prononcé e *contre la déstabilisation et contre les provocations »* et a réaffirmé son engagement co faveur de la démocratie.

### *Le Père Aristide en visite à Paris*

Le calme est finalement revenn à partir de la mi-journée lorsque M. Evans Paul n demandé à la population de démanteler les barricades pour permettre au Père Aristide de gagner l'aéroport. Accompagné de l'ambassadeur de France, M. Jean-Rafaël Dufour, et de ses proches collaborateurs, le président éln s'est envolé pour Paris; comme prévu, pour une visite officielle de deux jours. L'invitation des autorités françaises montre leur volonté de se démarquer des Etats-Unis, plus que réservés à l'égard du Père Aristide, qu'ils considèrent comme un exemple daugereux pour leurs intérêts en Amérique latine.

JEAN-MICHEL CAROIT

CANADA

## Le Parti québécois prépare la « souveraineté » de la « Belle Province »

**Réunis en congrès à Québec, les délégués du Parti québécois (PQ, opposition) ont entériné presque à l'unanimité, dimanche 27 janvier, le processus devant mener à le *« souveraineté »* de leur province que leur chef, M. Jacques Parizeau, avait proposé. Grande première dans les annales des congrès du Parti québécois, le débat constitutionnel sur l'avenir de la « Belle Province » – qui a traditionnellement été l'objet de grandes divisions – a été très court (dix minutes) et n'a suscité, pour une fois, aucune invective entre les participants.**

MONTRÉAL

*de notre correspondante*

Le processus envisagé par le congrès prévoit trois étapes, dans l'hypothèse où le Parti québécois, qui a le vent en poupe dans les sondages depuis plusieurs mois, reviendrait au pouvoir. Une *« déclaration solennelle affirmant la volonté du Québec d'accéder à la pleine souveraineté »* serait tout d'abord adoptée par l'Assemblée nationale de la province. Des e *discussions »* s'ouvriraient ensuite avec Ottawa e *pour déterminer quels éléments d'association économique seraient maintenus »* entre le Québec et le reste du Canada, et *« quelle méthode de partage des actifs et des dettes du gouvernement fédéral canadien serait retenue »*.

### *Une minorité pour une solution « à la lituanienne »*

Parallèlement, une commission serait chargée de rédiger le projet de Constitution d'un Québec souverain, notion qui implique pour le PQ la pleine compétence de la province sur toutes ses lois et ses impôts ainsi que le pouvoir de signer des traités. Ce projet serait ensuite soumis – e *dans les meilleurs délais »* – à la population de la province par voie de référendum.

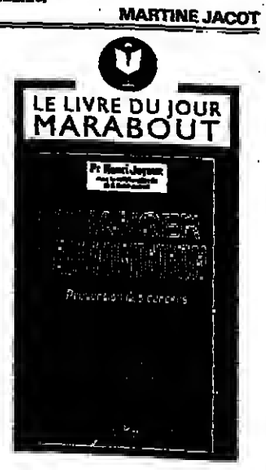
Une fois adoptée, cette Constitution serait e *l'acte de naissance du pays québécois »* aux yeux de M. Parizeau persuadé qu'Ottawa accepterait préalablement, bon gré, mal gré, d'ouvrir des négociations. Les Canadiens du reste du pays *« n'auront pas le choix, quels que soient leurs états d'âme, car il est de leur intérêt comme du nôtre de maintenir des liens économiques »*, a-t-il estimé.

Uoe petite minorité de délégués souhaitaient que, une fois revenn aux affaires, le PQ proclame derechef l'indépendance de la province. Une solution dite *« à la lituanienne »* qui a été vue comme ayant toutes les chances de *« mener rapidement à un cul-de-sac »*...

Les auditions publiques de la commissioo parlementaire élargie sur l'avenir du Québec, instituée en septembre dernier par une démarche unitaire dn Parti libéral de M. Robert Bourassa (actuellement au pouvoir) et de l'opposition, se sont terminées en fin de semaine dernière sur un premier constat : la très grande majorité des Québécois souhaitent que leur province soit dotée de pouvoirs exclusifs dans de nombreux domaines, au premier rang desquels figurent la culture et la politique sociale.

Le chef do Parti libéral – dont la moitié des troupes sont tentées par l'idée d'une *« souveraineté tranquille »* – ne pourra ignorer cette donnée lorsqu'il présentera, dans les prochaines semaines, ses nouvelles propositions constitutionnelles. Les précédentes sont devenues caduques lorsqu'une partie dn Canada anglophone a refusé, en juin dernier, que le Québec adhère à la Constitution du Canada avec le statut de *« société distincte »*. M. Bourassa a, en théorie, la possibilité d'attendre jusqu'co 1993 avant de provoqoer des élections, mais on voit mal comment il pourrait faire l'économie d'un scrutin – élections anticipées ou référendum – au plus tard l'année prochaine.

MARTINE JACOT




□ **COLOMBIE : 250 guérilleros détruisent leurs armes.** – Quelque deux cent cinquante guérilleros du Parti révolutionnaire des travailleurs ont détruit leurs armes et brûlé leurs uniformes, vendredi 25 janvier, dans le village de Don-Gabriel, à 200 km au sud de Cartagena. Le PRT, créé en 1982, a signé un accord avec le gouvernement pour abandonner les armes et réintégrer la vie civile. Il aura droit à un observateur à l'Assemblée constituante qui doit commencer ses travaux le 5 février. – *(AFP.)*

# AFRIQUE

## SOMALIE : la fuite du président Syaad Barré

### *Dictateur et chef de clan*

Fils d'un éleveur marehan de la région de Lugh (nord-ouest de Mogadiscio), âgé officiellement de soixante-neuf ans (de soixante-dix-sept ans selon d'autres sources), le général Syaad Barré avait rêvé longtemps de gommer les frontières héritées de l'histoire et de rassembler, au sein d'*une seule et même nation*, les membres dispersés de l'ethnie somalie. La révolte de ceux-ci – clans issak, hawiyé et ogaden en tête – constitue le plus cinglant échec de ce dessein de jeunesse. Depuis douze ans, *le maître* de Mogadiscio n'avait plus guère d'autre souci que de se maintenir au pouvoir, quel qu'en soit le prix.

Obstiné, mais pas au point de se laisser enfermer dans ses choix, cet autodidacte – s'exprimant aussi bien en arabe, en anglais, en italien ou en swahili – *aura su se montrer, tout au long* de sa carrière, un grand manœuvrier, habile à sauver sa mise. Promu inspecteur de police dans les années 40, Syaad Barré est admis, en 1952, pendant la colonisation italienne, à suivre les cours de l'académie militaire de Rome.

#### *« Nous partions de zéro »*

Nommé commandant en second de l'armée en 1960 – au moment où la Somalie accède à l'indépendance, – il en devient le commandant en chef quatre ans plus tard. Et lorsque, le 21 octobre 1969, un groupe d'officiers dits « progressistes » s'empare du pouvoir, sans effusion de sang, *pour mettre un terme « à la concussion* et au *népotisme »* du précédent régime, il s'impose d'emblée comme l'homme fort de la junte.

Le nouveau chef de l'Etat choisit alors d'engager son pays sur la voie du socialisme scientifique : *« C'était un défi*, avouera-t-il, *car nous partions de zéro*, sans capitaux, sans classe ouvrière, sans masses paysannes conscientes. » Figurent, entre autres, à son programme, la nationalisation des secteurs-clés de l'économie, la création de *fermes d'Etat* et de *coopératives* agricoles, la sédentarisation des nomades, une campagne d'alphabétisation. L'Union soviétique, avec laquelle le Somalie signe, en juillet 1974, un traité d'amitié et de coopération, apporte son concours à cette politique, marquée par quelques résultats heureux.

La lune de miel avec Moscou *sera* d'assez courte durée. En novembre 1976, Syaad Barré prend la *décision historique* de lancer son armée à l'assaut de la *« province perdue »* de l'Ogaden, qui constitue l'est de l'Ethiopie. L'Union soviétique ne le suit pas sur ce terrain et se range aux côtés d'Addis-Abeba. En mars 1978, le président somalien doit donner à ses troupes l'ordre du repli. Celui qui, quelques mois plus tôt, qualifiait *« d'aberration monstrueuse »* l'idée que son pays puisse abandonner le *« camp révolutionnaire »* pour rejoindre le camp occidental, n'a désormais plus d'autre choix. La rupture est officiellement consommée avec le patrie du socialisme scientifique.

Le président Barré opère alors un spectaculaire renversement d'alliance. Il concède aux Etats-Unis des facilités militaires à Berbera, à l'entrée de la mer Rouge, d'où les Soviétiques avaient été *chassés*. Cette coopération entre les deux pays conduit même à des manœuvres communes. Le chef de l'Etat somalien renoue aussi le dialogue avec certains pays arabes, notamment l'Arabie saoudite. Il en vient – secrètement, cette fois – à prendre langue avec Israël et à courtiser l'Afrique du Sud qui, en décembre 1984, dépêche son ministre des affaires étrangères à Mogadiscio.

#### *Les « excès » de l'armée*

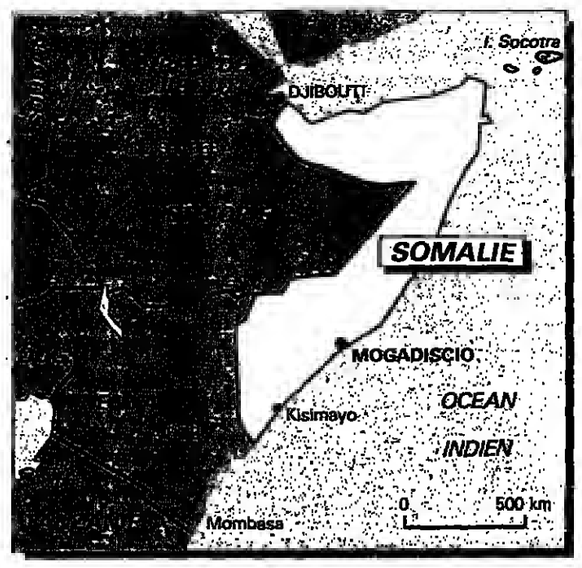
Mais la dégradation de la situation économique et politique est telle que, très vite, le président Barré n'est plus en mesure de choisir ses amis comme il l'entend. Face à la contestation nordiste des Issaks, qui s'affirme avec la création du Mouvement national somalien (MNS) au début des années 80, face au mécontentement qui se fait jour dans la classe politique ou au sein de l'armée (dominée par les Ogadens), le numéro un somalien fait plus souvent appel à la répression qu'au dialogue. Il échappe à plusieurs complots, dont le plus connu, fomenté par des officiers, remonte à avril 1978.

La guerre civile, qui ensanglante bientôt tout le nord du pays, est marquée par des massacres et des atrocités qui achèvent de ternir l'image du régime. L'offensive de mai 1988 contre la ville de Hargeisa, la capitale du nord, en constitue un des points d'orgue. Washington et Londres s'indignent publiquement des *« excès »* de l'armée somalienne. C'est finalement vers Tripoli que le président Barré sa tourne, afin de quémander un soutien militaire que les Etats-Unis, désormais, lui chipotent.

Mais la contestation intérieure est trop forte. Après les Issaks et les Ogadens, les Hewiyés entrent eux aussi dans la danse. Mogadiscio, exsangue et isolée, sillonnée par les bérets verts de sinistre réputation, connaît ses premières manifestations de rue. L'assassinat de l'évêque local, Mgr Salvatore Colombo, *en juin* 1989, marque le début d'une vague de massacres sans précédent.

Le régime, à bout de souffle, tentera, en vain, de convaincre l'opinion de sa volonté de réforme et de dialogue. Les remaniements ministériels, les promesses de *libéralisation* de l'économie et les efforts tardifs en vue de négocier avec l'opposition ne serviront à rien. C'est la fin pour l'ancien homme fort de la Somalie, qui disait volontiers qu'*« être sans ennemi, c'est ne rien faire »*...

CATHERINE SIMON




1969-1991

### D'alliance en alliance

**1969**

– 21 octobre : le major-général Syaad Barré prend le pouvoir sans effusion de sang.

**1972**

– octobre : le président Barré annonce le choix de l'alphabet latin *pour l'écriture du somali*

**1974**

– juillet : un traité d'amitié et de coopération est signé entre la Somalie et l'URSS.

**1976**

– juillet : un parti unique est mis sur pied, le Parti socialiste révolutionnaire somali.

**1977**

– juillet : les forces somaliennes envahissent l'Ogaden éthiopien.

– novembre : la Somalie dénonce le traité d'amitié avec l'URSS.

**1978**

– mars : les troupes somaliennes se retirent d'Ogaden.

– avril : un coup d'Etat militaire est déjoué.

**1979**

– décembre : le président Barré est réélu à la tête de l'Etat par l'Assemblée nationale pour un mandat de six ans.

**1980**

– avril : les Etats-Unis signent avec la Somalie un accord pour l'utilisation de la base aéronavale de Berbera.

**1981**

– avril : le Mouvement national somalien (MNS, insurgé) est créé à Londres.

**1985**

– avril : la Somalie décide de rétablir ses relations diplomatiques avec la Libye, rompues en août 1981.

**1986**

– mai : le président Barré est victime d'un grave accident de la route près de Mogadiscio.

– décembre : le président Barré est réélu à la tête de l'Etat au suffrage universel pour un mandat de sept ans.

**1988**

– avril : l'Ethiopie et la Somalie décident de rétablir des relations de bon voisinage.

– mai : le MNS lance une offensive contre Hargeisa, la capitale du Nord.

**1990**

– mai : une centaine d'opposants diffusent un manifeste pour réclamer la démission du gouvernement et des changements démocratiques.

– octobre : une nouvelle Constitution entre en vigueur, qui instaure le multipartisme.

– novembre : le MNS, le Congrès de la Somalie unifiée (USC) et le Mouvement patriotique somalien (MPS) mettent en place un comité de coordination.

– décembre : les rebelles de l'USC lancent l'assaut contre Mogadiscio.

**1991**

– janvier : le plan de paix proposé par l'Italie est rejeté par les mouvements d'opposition alors que les ambassades organisent l'évacuation de leurs ressortissants.

Le président Barré nomme un nouveau gouvernement, puis offre en vain sa démission en échange d'un cessez-le-feu.

– 27 janvier : les rebelles de l'USC prennent le palais présidentiel, d'où le chef de l'Etat s'enfuit.

### Victoire des rebelles

*Suite de la première page*

Réfugié dans son palais, le chef de l'Etat, isolé, narguait les rebelles de l'USC depuis près d'un mois, défendu par ses derniers fidèles et par une artillerie lourde meurtrière. Toute la journée, les canons de la Villa Somalia ont tiré aveuglément sur la ville, suivant la promesse de Syad Barré de *« détruire Mogadiscio, quartier après quartier »*, si les rebelles approchaient.

L'envoyé spécial de RFI rapporte que le président a abandonné son palais quelques instants seulement avant que les premiers rebelles franchissent les hauts murs d'enceinte, suivis d'une foule en liesse prête à saccager, de fond en comble, le haut lieu d'un régime détesté.

#### *Fuite possible par la mer*

Le président aurait-il pris la fuite vers le sud en compagnie de ses derniers soldats, comme l'affirme l'USC, ou se serait-il retranché dans le camp militaire situé près de l'aéroport ? Personne ne sait ce *qu'il est devenu, mais* le coordinateur de Médecins sans frontières, installé à Mombasa (Kenya), hésitait encore, dimanche soir, à envoyer un avion chargé de matériel médical sur la capitale somalienne, n'ayant pas eu le feu vert de l'équipe MSF sur place, bien que les rebelles aient annoncé qu'ils tenaient l'aéroport depuis l'aube.

Le général Syaad Barré tente-t-il de se réfugier au Kenya, où il entretient, dit-on, de bons rapports avec la famille du président Daniel Arap Moi ? Ce serait une erreur, déclare en privé un officiel kenyan, que d'accorder l'asile politique au dictateur, dont le régime a chassé vers le Kenya des milliers de Somaliens. Et il lui sera difficile de passer le poste-frontière de Libye, explique un habitant de Kisimayo réfugié à Nairobi, puisque les rebelles du Front patriotique somalien contrôlaient la région, ajoutant que, sur l'aéroport de Kisimayo, *seuls deux petits appareils sont encore* en état de voler. *« Il ne lui reste que la solution d'une évacuation par la mer*, conclut-il, *avec les deux navires de guerre amarrés dans le port, pour mettre le cap vers un pays ami... »*

#### *30 000 réfugiés à la frontière kenyane*

Mais ceux qui n'ont jamais cru à une démission possible de Syaad Barré le croient toujours dans la capitale, dévastée par quatre semaines de combats et de pillages *qui ont fait fuir tous les diplomates* en poste et les deux tiers des habitants. Les Médecins sans frontières sont aujourd'hui les seuls étrangers à Mogadiscio. Installés en zone rebelle *dans une petite école* transformée en hôpital, ils opèrent sans interruption depuis six jours, aidés par quelques chirurgiens somaliens. Cet hôpital de fortune accueille plus de cent blessés chaque jour, et plus encore depuis les bombardements aveugles de ces dernières quarante-huit heures.

Dans le Sud, à la frontière kenyane, un autre « front humanitaire » s'est ouvert pour venir en aide aux quelque trente mille réfugiés somaliens, dont les deux tiers attendent près de Mandera, dans le no man's land frontalier, que le gouvernement kenyen accepte l'installation de camps d'accueil. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés de l'ONU, assisté de Médecins sans frontières, achève une mission d'évaluation sur les sites choisis par les autorités de Nairobi, mais se préoccupe déjà de la cohabitation, qui s'annonce très délicate, entre des gens de tous horizons tels que les opposants au régime et les membres du clan du président.

Tout en appelant les citoyens à *se montrer solidaires* et accueillants, le gouvernement kenyan a également suggéré aux bailleurs de fonds de faire la preuve de leur générosité. Mais l'heure est aussi à *la méfiance* : les bandes de « chiftas » (bandits) somaliens, qui ont écumé le Nord-Est dans les années 70, ont laissé de mauvais souvenirs ici, et, pour éviter de nouveaux désordres, la police a reçu l'ordre de désarmer tous les réfugiés qui passent la frontière.

Le communiqué des rebelles diffusé dimanche par Radio-Mogadiscio souhaitait à tous les Somaliens *« la prospérité, le progrès et la fraternité »* maintenant que *« les temps difficiles ont pris fin... »*. Mais les tensions entre les mouvements rebelles, s'appuyant chacun sur un clan, restent vives et pourraient bien faire mentir ces quelques mots d'espoir.

JEAN HÉLÈNE

AFRIQUE DU SUD

### Coup d'Etat manqué au Ciskei

Le gouvernement militaire du bantoustan du Ciskei (sud-est de l'Afrique du Sud), au *pouvoir* depuis le 4 mars 1990 dans ce territoire auquel Pretoria a octroyé l'indépendance en 1981, a affirmé, dimanche 27 janvier, avoir déjoué un coup d'Etat.

L'un des deux auteurs, le colonel Mangwane Guzana, a été tué dans la nuit au cours d'une fusillade avec l'armée. L'autre putschiste présumé, le colonel Charles Sebe (frère de l'ancien président Lennox Sebe), a également été tué dans un hôpital où, blessé, il s'était refugié.

D'autre part, des milliers de personnes ont assisté, dimanche 27 janvier, à Sebokeng, au sud de Johannesburg, aux obsèques de 39 militants du Congrès national africain (ANC) tués le 12 janvier dernier par des hommes, armés de fusils d'assaut AK-47, qui avaient tiré sur la foule rassemblée pour un enterrement.

Par ailleurs, les services de police ont annoncé dimanche que sept personnes avaient été tuées lors d'affrontements au cours des dernières vingt-quatre heures. *Trois d'entre elles ont été* retrouvées coupées en morceaux à Tokoza à la périphérie de Johannesburg et *quatre morts ont été* dénombrés dans la province du Natal, parmi lesquels un homme abattu par la police.

#### *Records de violence*

La violence politique en Afrique du Sud a provoqué, depuis 1984, la mort de 8 000 personnes, dont la moitié dans la seule province du Natal, indique un rapport d'enquête que vient de publier un organisme indépendant, l'Institut des relations raciales.

Les six premiers mois de l'année 1990, caractérisés par un processus de *« libéralisation sans précédent »* engagé par le président Frederik De Klerk, ont été également marqués par *« une violence politique sans précédent »*, indique l'institut.

[ 591 personnes ont trouvé la mort *dans des affrontements »* politiques établissant le record de *« l'histoire moderne de l'Afrique du Sud »*, selon l'enquête. – *(AFP, AP.)*

COTE-D'IVOIRE : fidèle de M. Houphouët-Boigny

### Auguste Denise est décédé

Auguste Denise, fidèle du président Félix Houphouët-Boigny et l'une des figures marquantes de l'histoire politique ivoirienne, est décédé à Paris le 20 janvier à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, a annoncé dimanche 27 janvier *la radio nationale ivoirienne*.

[Né le 3 février 1906 à Tiassalé, au nord-ouest d'Abidjan, *le docteur* Denise a fait ses études à l'école normale William-Ponty de Dakar, puis à l'école de médecine et de pharmacie de cette ville, comme M. Houphouët-Boigny. Il a été, aux côtés de ce dernier, *membre fondateur* du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI, au pouvoir depuis 1960), dont il a occupé le poste de secrétaire général de 1946 à 1959, avant d'être membre du bureau politique et conseiller du parti (1959-1980). Il fut également président du gouvernement provisoire (1958-1959) qui a préparé l'accession à l'indépendance de la Côte- d'Ivoire, puis *ministre d'Etat chargé des relations avec* les Etats membres du conseil de l'Entente (1959-1961), et ministre d'Etat à partir de 1961. Marié, père de six enfants, Auguste Denise était grand officier de la légion d'honneur.]

□ **TCHAD : tentative d'assassinat.** – M. Baal Zarh Papy, ancien directeur politique du cabinet du président *tchadien, a été victime d'une* tentative d'assassinat, vendredi 25 janvier, à son bureau à N'Djamena. Actuellement commissaire à l'éducation et à l'organisation des masses du *Mouvement* patriotique de salut (MPS, instance dirigeante du Tchad), M. Baal a été agressé par un inconnu qui lui a porté un coup de couteau au niveau de la nuque. Ses jours ne sont, cependant, pas en danger. D'autre part, le président Déby a signé, vendredi, un décret réorganisant l'armée tchadienne et instituant un service militaire obligatoire, a-t-on appris samedi à N'Djamena de source officielle. – *(AFP.)*

□ **MALI : des centaines de détenus soumis à des sévices.** – Des centaines de personnes sont encore détenues à Bamako et en province après les manifestations du week-end dernier et du début de semaine. Des dizaines d'entre elles, dont des enfants de moins de douze ans, sont soumises à des sévices dans leurs lieux d'internement, a-t-on appris de sources concordantes, vendredi 25 janvier, dans la capitale malienne. Les détenus seraient au minimum deux cent cinquante, selon l'Association des jeunes avocats du Mali, alors qu'on apprenait de bonne source que cinquante personnes supplémentaires auraient été arrêtées vendredi. – *(AFP.)*

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA
*Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities*
•A.C.B.S.P.
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

**MBA** *Master of Business Administration*
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilitée à délivrer le :

*Master of Business Administration*
*with an emphasis in International management.*

**Filière d'admission : 3e CYCLE**
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de magistère, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America 17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America •Member of CASACU, ACBSP. • 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programmes associés en Europe et en Asie : Taï Ming, Hong Kong et aux USA : PhD

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
SCIENCES Le Monde ET MÉDECINE

# POLITIQUE

## Les élections législatives partielles

## A Paris, le RPR a fait barrage à Mme Barzach

M. Jacques Chirac ne s'est pas rendu à la mairie du quinzième arrondissement pour congratuler M. René Galy-Dejean, arrivé largement en tête à l'issue du premier tour de l'élection législative partielle de la treizième circonscription de Paris. Après avoir pesé de tout son poids dans la campagne électorale, il s'est contenté de féliciter le candidat RPR au téléphone. Tenue à bonne distance, Mme Michèle Barzach n'a plus beaucoup d'espoir, quoi qu'elle en dise, de garder son siège à l'Assemblée nationale.

*« Déçue et inquiète »* en début de soirée devant le fort taux d'abstention enregistré dans les différents bureaux de vote, Mme Barzach attendait les premiers résultats avec circonspection. Ils ont confirmé ses craintes puisqu'un écart de quinze points s'est rapidement stabilisé entre les deux principaux prétendants, suscitant l'allégresse des militants RPR rassemblés à la mairie. MM. Roger Romani et Jean Tibéri, adjoints de M. Chirac, affichaient des mines réjouies et commentaient à l'envi *« la sagesse des électeurs »* et *« l'irresponsabilité des députés démissionnaires »* d'avoir provoqué une élection en pleine guerre du Golfe.

M. Galy-Dejean, sur le conseil de M. Edouard Balladur, a attendu sagement la fin des opérations de dépouillement pour demander *« instamment »* à Mme Barzach de se retirer *« afin que puisse se réaliser dans le quinzième arrondissement un très large rassemblement de toute l'opposition »*. Il a souligné avec insistance qu'il est le seul à pouvoir être élu sans le soutien du Parti socialiste, argument martelé pendant toute la campagne contre Mme Barzach.

Dans sa permanence exiguë et surchauffée, Mme Barzach, après avoir fait ses comptes, affichait en public un moral de combattante dicté par les événements. *« Je ne suis séparée du candidat RPR que par trois mille cinq cents voix, près de quarante mille électeurs ne se sont pas déplacés, le second tour est très ouvert,* assurait-elle, *d'autant que mon adversaire a fait le plein de ses voix et devra faire appel à celles du Front national. Je connais Paris et Jacques Chirac. Je me suis présentée seule, vous savez ce que cela signifie... »*

### *« Le troisième et le quatrième âge »*

A l'écart des caméras de télévision, son optimisme était plus nuancé. *« Ce n'est pas foutu, mais ça sera dur dur si on a le même abstention dimanche prochain. »* Mme Barzach sait qu'elle ne pourra pas compter sur un désistement en sa faveur de la gauche, même si par un réflexe anti-Chirac, une partie de l'électorat socialiste et écologiste peut être tenté de se reporter sur son nom.

Cet électorat est d'ailleurs mal en point. L'écart creusé par M. Galy-Dejean a presque éclipsé la stagnation du Front national (9,02 %) et surtout les mauvais scores obtenus par les Verts (4,32 %) et par le PS qui chute de 20,60 points par rapport à 1988. Le candidat PS, M. Alain Hubert a accusé *« le froid »*, *« le manque d'enjeu »* et *« le règlement de comptes à droite »*. Le camp socialiste s'est consolé en faisant des gorges chaudes, tout comme l'entourage de Mme Barzach, sur l'électorat supposé de M. Galy-Dejean. *« C'est le troisième et le quatrième âge ! Ils ont sorti l'électorat captif ! »* Piètre consolation.

GILLES PARIS

### Paris treizième circonscription (partie du quinzième arrondissement)

| | 5 JUIN 1988 | | 27 JANVIER 1991 | |
|---|---|---|---|---|
| Inscrits | 70 646 | | 66 704 | |
| Votants | 44 402 | | 26 882 | |
| Abstentions (%) | 37,14 | | 59,09 | |
| Suffrages exprimés | 43 945 | | 26 436 | |
| CANDIDATS ET ÉTIQUETTES | VOIX | % | VOIX | % |
| René Galy-Dejean, RPR | | | 10 885 | 41,17 |
| Michèle Barzach, ex-RPR | 23 831 (1) | 54,22 | 7 022 | 26,56 |
| Alain Hubert, PS | 13 568 | 30,85 | 2 710 | 10,25 |
| Serge Martinez, FN | 3 889 (2) | 8,84 | 2 386 | 9,02 |
| Laure Schneiter, Verts | – | – | 1 142 | 4,31 |
| Roger Gauvrit, PC | 1 976 | 4,49 | 706 | 2,67 |
| Louis Girard, ext. d. | – | – | 705 | 2,66 |
| Agnès Caradec, Gén. écol. | – | – | 443 | 1,67 |
| Alain Kruger, div. | – | – | 318 | 1,20 |
| Marc Taponier, div. | – | – | 65 | 0,24 |
| Gérard Danche, div. | – | – | 49 | 0,18 |
| Simone Caillot, div. | – | – | 3 | 0,01 |
| André Dupont, div. | – | – | 3 | 0,01 |
| Divers | 691 (3) | 1,57 | – | – |

(1) Mme Barzach, candidate URC-RPR ; (2) Mme Martine Le Hideux ; (3) MM. Georges Pranopolis, div. d., 450 (1,02 %), Claude Albert, POF, 148 (0,33 %), Philippe Mercante, div., 93 (0,21 %).


**Faites appel à ceux qui exportent partout dans le Monde**

- *École Supérieure du Commerce Extérieur*
- *Enseignement supérieur privé*
- *4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)*
- *Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel*

PALMARÈS DU MOCI
Moniteur du Commerce International du 12/3/90
ESCE : 3e
(Classement des écoles 100% internationales)
SALAIRES JEUNES DIPLÔMÉS
L'Expansion du 17/5/90
ESCE : 143.000 F
(Salaire annuel brut médian)

esce la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI * ESCE


## A Lyon, les « rénovateurs » et le Front national face à face

LYON
*de notre bureau régional*

Dans un salon de grand hôtel lyonnais, où MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard vont réunir dimanche soir une conférence de presse, des partisans des deux députés démissionnaires prennent patience en regardant FR 3 Rhône-Alpes qui donne les premières tendances du scrutin. Une seule estimation provoque quelques réactions, quelques rires narquois : celle qui crédite M. Pierre Botton, gendre de M. Noir, candidat soutenu par le RPR dans la troisième circonscription, d'un modeste 11 % des suffrages exprimés. Cette petite satisfaction mise à part, l'ambiance n'est guère à la fête. Les 70 % d'abstentions jettent une ombre sur ces deux législatives partielles où étaient conviés cent vingt mille électeurs, soit la moitié du corps électoral de Lyon.

La première déclaration de M. Noir vaut pourtant, à ses yeux, communiqué de victoire : *« Les Lyonnais viennent d'exprimer, en votant très largement pour Jean-Michel Dubernard et moi-même, leur accord avec la démarche politique ouverte le 6 décembre. »* M. Dubernard renchérit en expliquant même que les électeurs *« ont confirmé, par leur abstention, le diagnostic que nous portions sur le rejet de l'organisation politique actuelle »*. En atteignant respectivement 43,34 % et 40,14 % des voix, les deux députés sortants ont certes réalisé de bons scores, mais en repli de quatre points sur leurs performances de 1988.

### *Le PS sans illusions*

M. Noir préfère insister sur l'écart creusé avec les autres formations politiques et *« la défaite cuisante du PS et du RPR »*. Ce qui permet aux responsables du Front national d'affirmer que leur organisation est *« désormais le deuxième parti du Rhône »*, même si ses représentants n'ont pas franchi la barre des 12,5 % des inscrits. En pourcentage, ils ne progressent que faiblement par rapport aux scores obtenus par leur parti lors de l'élection présidentielle de 1988 et des européennes de 1989. M. Bruno Gollnisch (15,99 % dans la deuxième circonscription) et M. Alain Breuil (18,64 % dans la troisième) vont donc se retrouver au second tour contre *« les candidats de l'équivoque »*, en tendant la main *« aux électeurs de convictions de droite »*.

Le PS s'était engagé sans illusions dans ces élections : les résultats enregistrés (12,12 % et 14,13 %) révèlent une perte importante par rapport à ceux de 1988 (30,98 % et 31,47 % au premier tour). Ils confirment leur incapacité chronique à se situer face à M. Noir depuis que celui-ci a pris la mairie de Lyon. Tout en dénonçant *« un scrutin accessoire sur des considérations secondaires »*, M. Yvon Deschamps, candidat dans la troisième circonscription, et premier secrétaire fédéral, a appelé *« à faire barrage aux candidats de l'exclusion, de la ségrégation, de la xénophobie et de l'insécurité. »*

Le PCF a vu son espace politique encore un peu plus grignoté (4,15 % et 6,20 %), malgré sa volonté de porter la campagne sur le front de la guerre du Golfe. Quant aux Verts, avec 6,13 % et 5,98 %, ils n'ont pas réalisé la percée qu'ils espéraient.

BRUNO CAUSSÉ

### RHONE, 2e circonscription (Lyon II, III, IV et parties de Lyon I et V)

| | 5 JUIN 1988 | | 12 JUIN 1988 | | 27 JANVIER 1991 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Inscrits | 65 710 | | 65 710 | | 61 877 | |
| Votants | 39 885 | | 41 122 | | 20 057 | |
| Abstention (%) | 39,30 | | 37,41 | | 67,58 | |
| Suffrages exprimés | 39 470 | | 39 942 | | 19 428 | |
| CANDIDATS ET ÉTIQUETTES | VOIX | % | VOIX | % | VOIX | % |
| Michel Noir, ex-RPR | 18 877 (1) | 47,82 | 23 494 (1) | 58,82 | 8 421 | 43,34 |
| Bruno Gollnisch, FN | 5 390 (2) | 13,65 | | | 3 108 | 15,99 |
| Paul Raveaud, PS | 12 231 (3) | 30,98 | 16 448 (3) | 41,17 | 2 355 | 12,12 |
| Hervé Fabre-Aubrespy, RPR | | | | | 2 180 | 11,22 |
| Gilles Buna, Verts | 860 (4) | 2,17 | | | 1 192 | 6,13 |
| Yves Fournel, PC | 2 112 | 5,35 | | | 807 | 4,15 |
| Michel Chomarat, div. g. | | | | | 616 | 3,17 |
| Gilbert de Mauroy, CNI | | | | | 509 | 2,61 |
| Paul Rozet, div. d. | | | | | 180 | 0,92 |

(1) M. Noir, candidat URC-RPR ; (2) M. Bruno d'Epenoux ; (3) M. Pierre Laréal ; (4) M. Jacques Printemps, écologiste.

### RHONE 3e circonscription (Lyon IXe, Xe et parties de Lyon XIIe et XIIIe)

| | 5 JUIN 1988 | | 12 JUIN 1988 | | 27 JANVIER 1991 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Inscrits | 58 091 | | 58 091 | | 55 384 | |
| Votants | 34 723 | | 35 821 | | 16 378 | |
| Abstention (%) | 40,22 | | 38,33 | | 70,42 | |
| Suffrages exprimés | 34 294 | | 35 126 | | 15 894 | |
| CANDIDATS ET ÉTIQUETTES | VOIX | % | VOIX | % | VOIX | % |
| J.-M. Dubernard, ex-RPR | 15 425 (1) | 44,97 | 20 426 | 58,15 | 6 380 | 40,14 |
| Alain Breuil, FN | 5 143 (2) | 14,99 | | | 2 964 | 18,64 |
| Yvon Deschamps, PS | 10 794 (3) | 31,47 | 14 700 (3) | 41,84 | 2 247 | 14,13 |
| Pierre Bottoo, sout. RPR | | | | | 1 852 | 11,65 |
| René Chevalier, PC | 2 932 | 8,54 | | | 986 | 6,20 |
| Jean Brière, Verts | | | | | 951 | 5,98 |
| Roland Roux, CNI | | | | | 514 | 3,23 |

(1) M. Dubernard, candidat URC-RPR ; (2) M. Maurice Depierre ; (3) M. Jean-Pierre Flaconnèche.

## *Désastre*

par Jean-Yves Lhomeau

LORSQUE, le 6 décembre dernier, M. Michel Noir a annoncé sa démission de son mandat parlementaire et du RPR, entraînant à sa suite deux députés, Mme Barzach à Paris et M. Dubernard à Lyon, il voulait provoquer, disait-il, un *« électrochoc »* dans les têtes des citoyens qui se détournent de la politique. Au soir du premier tour des trois élections législatives partielles, il n'a eu entre les mains que le dessin d'un électro-encéphalogramme plat.

M. Noir cherchait un *« sursaut »* civique en suscitant l'intérêt pour une pratique nouvelle, selon lui, de l'action politique. Deux électeurs sur trois sont restés chez eux. Les Français, il est vrai, ont la tête ailleurs, ce qui n'a tout de même pas empêché certains d'entre eux d'aller au football (vingt-cinq mille spectateurs, dimanche, au Stade Vélodrome de Marseille) ou aux courses (vingt mille à Vincennes pour le Grand Prix d'Amérique). Et l'on ne manque pas de reprocher au maire de Lyon – au RPR et chez les socialistes notamment – d'avoir provoqué ces élections partielles alors que la crise du Golfe était commencée depuis longtemps.

### Le FN, principale force d'opposition

L'initiative de M. Noir se solde au pis par un désastre pour la rénovation dont il veut être le porte-drapeau, au mieux par un coup nul. Elle a certes confirmé le discrédit dont souffrent les partis politiques traditionnels. A Lyon comme à Paris, les socialistes, en recul de quinze à vingt points, subissent une véritable déroute. A Lyon, le RPR enregistre de piètres résultats et si, à Paris, il a fait barrage à Mme Michèle Barzach, il le doit davantage à la personnalité du maire de la capitale et au système qu'il y a mis en place qu'à un engouement partisan. Le parti communiste est en retrait sensible. Les Verts qui, comme le PCF, ont mené campagne contre la guerre, n'ont pas fait la percée qu'ils attendaient.

Seul le Front national tient bon sur ses positions ; il progresse même à Lyon, paradoxe dont M. Noir, qui a bâti l'essentiel de sa réputation sur la lutte contre l'extrême droite, devra se préoccuper puisque la FN représente aujourd'hui sa principale force d'opposition. Si l'on ajoute à ce triste tableau la victoire, au second tour d'une élection municipale partielle, de l'ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) – exclu du PCF pour injures racistes et condamné la semaine dernière pour la même raison, – une victoire sur le Front national qui a distancé largement les socialistes, le bilan du week-end devient lamentable à la fois pour les partis et pour les *« rénovateurs »* engagés, les uns et les autres, dans un combat contre M. Le Pen.

Le président du Front national n'a pas souffert, sur le terrain, de ses prises de position dans le conflit du Golfe, bien que ses sympathisants soutiennent de plus en plus, selon les sondages, la ligne tracée par le président de la République. Guerre ou pas, ils continuent d'émettre, comme à Clichy-sous-Bois, des votes clairement dirigés contre l'immigration *(lire page 40)*.

Ceux qui, dans cette guerre fratricide à droite, s'étaient contentés d'encourager M. Noir sans le suivre jusque dans la démission, seront sans doute confortés dans leur prudence. Cela rendra plus difficile la constitution, souhaitée par le maire de Lyon, à la rentrée de printemps, d'un groupe parlementaire *« rénovateur »* à l'Assemblée nationale. La rénovation a peut-être encore de beaux jours devant elle, mais ses promoteurs ont sauté, dimanche, à côté du tremplin qu'ils avaient installé.

□ **M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint du PS :** *« Par ses initiatives immatures, alors que la guerre se profilait, M. Michel Noir a porté un mauvais coup à une démocratie qu'il jugeait malade lors de sa démission en décembre. »*

□ **M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR :** *« La démission des trois députés était inopportune et ne correspondait à aucune attente des électeurs. »* Pour *« assurer l'élection du candidat de l'opposition le mieux placé »*, M. Juppé demande aux électeurs RPR de voter à Lyon pour MM. Noir et Dubernard.

### Une exposition dans plusieurs villes de province

## L'Assemblée nationale se décentralise

BORDEAUX
*de notre envoyé spécial*

Les citoyens envoient leurs députés à l'Assemblée nationale, et voilà que l'Assemblée se déplace auprès d'eux. Tel est l'objet de l'exposition itinérante « Député-députés » qui va, pendant près de deux ans, séjourner dans une douzaine de grandes villes de province dont les habitants pourront voir ainsi chez eux, pendant plusieurs semaines, un chapiteau, réplique réduite du Palais-Bourbon (1).

M. Fabius a inauguré jeudi 24 janvier la première de ces expositions à Bordeaux, où le maire l'a accueilli avec chaleur. M. Chaban-Delmas, qui détient le record de longévité à la présidence de l'Assemblée nationale sous la Ve République, s'est félicité que *« soit ainsi rendue justice aux députés qui incarnent la République »*. Cette exposition a naturellement pour objet de montrer l'importance du rôle des parlementaires et de l'institution au moment où l'antiparlementarisme et le rejet de la politique connaissent une poussée comme il s'en est d'ailleurs déjà produit à plusieurs reprises au cours de l'histoire républicaine.

Ce chapiteau ambulant a aussi un objectif pédagogique en apportant à domicile un cours d'instruction civique illustré. L'exposition évoque toutes les activités des parlementaires et souligne la diversité comme l'importance de leurs décisions. Elle montre aussi leur mode de vie avec une reproduction d'une fraction de l'hémicycle grandeur nature et d'un bureau de députés. L'histoire de France comme la vie quotidienne sous tous ses aspects sont donc ainsi retracées grâce à cette sorte de décentralisation de l'Assemblée nationale.

M. Fabius, qui se rendra dans chaque ville d'exposition, a souligné à Bordeaux que les grands choix de la nation, *« qu'ils soient heureux ou malheureux, se sont toujours faits au Parlement »*. Car c'est bien là que sont nées les Républiques comme en 1875 ou en 1958 ou qu'elles sont mortes comme en 1940, lorsque les chambres ont accordé les pleins pouvoirs à Pétain. Ainsi, selon M. Fabius, *« rien de fondamental et de durable ne s'est produit en France sans que le Parlement l'ait voulu ou qu'il y ait été associé »*.

ANDRÉ PASSERON

(1) L'exposition « Député-députés » sera, après Bordeaux, le 14 mars à Poitiers, le 26 avril à Dijon, le 14 juin à Saint-Etienne, fin juillet à Chalon-sur-Saône, le 6 septembre à Strasbourg, le 18 octobre à Lille, le 6 décembre à Bourges, le 17 janvier 1992 à Nîmes, le 20 mars à Toulouse, le 1er mai à Pau et le 12 juin à Nantes. Dans chacune de ces villes, l'exposition durera trois ou quatre semaines.

□ **Sida : M. Evin soutient les associations poursuivant M. Le Pen.** – Le ministre des affaires sociales et de la solidarité, M. Claude Evin, qui *« se félicite »* de la condamnation, à Lyon, du Front national pour utilisation du sigle SIDA sur ses affiches électorales, à la suite d'une plainte de six associations (*le Monde* daté 27-28 janvier), a tenu, vendredi 25 janvier, à *« réaffirmer sa solidarité avec les personnes séropositives ou malades que le Front national veut atteindre dans leur dignité »*.

Agressions ou attentats racistes

# Les violences anti-immigrés augmentent en Corse

**La communauté maghrébine vivant en Corse subit une accélération de la violence raciste depuis le début du conflit du Golfe: actes isolés, agressions crapuleuses ou tentatives d'attentat. Les chefs d'entreprise redoutent une vague de départ des travailleurs immigrés qui composent 20 % de la population active insulaire.**

BASTIA
*de notre correspondant*

*« Les autorités françaises ont pris des dispositions pour garantir la sécurité de nos ressortissants, il ne faut pas brusquer les choses. (...) Attendons d'avoir un peu de recul sur les événements et le retour d'un climat serein pour interpréter la situation. »* Consul du Maroc en Corse, M. Mohamed Bellaïch se veut plus prudent que rassurant. Quelques heures auparavant, dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 janvier (*le Monde* daté 27-28 janvier), le bâtiment qui abrite les bureaux du consulat a fait l'objet d'une tentative d'incendie.

La veille, en début d'après-midi, trois jeunes gens, le visage découvert, avaient fait irruption dans la Maison du combattant à Bastia, agressant violemment le porte-drapeau des anciens combattants de Haute-Corse, M. El Mntbal Ben Aïssa, d'origine algérienne, plusieurs fois médaillé pour avoir combattu dans l'armée française au cours de la dernière guerre et aujourd'hui âgé de cinquante-huit ans. Il réussira à mettre en fuite ses agresseurs.

Dans la soirée du vendredi 18 janvier, à la sortie sud de Bastia, des coups de feu étaient tirés contre la façade de l'appartement et contre la voiture d'un macon marocain, M. Lahcen Moulay, âgé de trente-quatre ans. Un des tirs de chevrotine atteindra un mur proche du berceau où dormait un bébé de deux mois. A la même heure, à la sortie nord de Bastia, un homme de cinquante-cinq ans, M. Amar Ajarnay, originaire du Maroc, était violemment frappé par un homme cagoulé et armé qui lui déroba les 2 500 F retirés dans l'après-midi de son compte bancaire.

### *Les vols de Royal Air Maroc*

Le même jour, la voiture d'un ouvrier nord-africain, M. Mathlouthi, était incendiée à Paese-Novu, un quartier populaire au sud de Bastia. Le lendemain à Torra-Vescovato, à 30 kilomètres au sud de Bastia, l'épicerie orientale gérée par M. Ahmed El Khalkioui, quarante-huit ans, né au Maroc, était la cible de plusieurs tirs de chevrotine. Quelques jours auparavant, le commerce voisin, une boucherie dont le gérant est d'origine marocaine, avait été visé par plusieurs coups de feu. A l'époque, les enquêteurs avaient estimé qu'il pouvait s'agir d'un règlement de comptes d'ordre commercial.

Actes isolés, agressions crapuleuses ou attentats racistes... Toujours est-il qu'une accélération de la violence visant les immigrés se fait sentir dans l'île depuis le début de la guerre du Golfe. Un climat qui favorise le développement d'une véritable psychose raciste. Avant le 15 janvier, la Corse vivait déjà sous le choc de la révélation des agressions d'une bande de jeunes gens cagoulés et armés qui, dans la nuit du 1er au 2 janvier, dans la région d'Aléria, à Tallone, s'étaient attaqués à la hache à un baraquement abritant une famille de Marocains et s'apprêtaient à violer la mère de famille. L'arrivée rapide des gendarmes, alertés par des voisins, permit d'éviter le pire.

Depuis, certains travailleurs immigrés songent à quitter définitivement la Corse. La rumeur enfle les chiffres. Là où ils seraient des *milliers, ils sont en réalité quelques* dizaines de passagers de plus sur les lignes maritimes de la FNCM entre Bastia et Marseille ou sur les lignes de la compagnie Royal Air Maroc qui assurent régulièrement la desserte de Oujda au départ de Bastia. Bien que la grève des personnels au sol des compagnies Air France et Air-Inter, à l'aéroport de Bastia-Poretta, dure depuis quarante-cinq jours et oblige la compagnie marocaine à annuler plusieurs de ses vols, les avions ne sont pas complets. *« Les départs pour l'Afrique du Nord ne sont pas en hausse. Ce matin du 22 janvier, un avion de cent soixante-trois places est parti avec quarante-huit passagers pour Oujda »*, commente M. Roger Mondoloni, le responsable de Royal Air Maroc en Corse.

### *L'inquiétude des chefs d'entreprise*

Situation presque normale pour M. Henri Huran, le préfet de Haute-Corse : *« Depuis le déclenchement des hostilités dans le Golfe, au total moins de cinq cents personnes ont quitté le département, des départs motivés aussi par des impératifs économiques liés à la fin de la campagne de ramassage des clémentines. »* Des chiffres contestés par les organisations antiracistes qui estiment que *« les départs sont quotidiennement plus importants, mais les consignes sont de minimiser le phénomène pour ne pas affoler les populations »*. Ces organisations multiplient les réunions et les rassemblements pour protester contre *« la dérive raciste de la société corse et pour que les citoyens normalement informés assument leurs responsabilités de respect des droits de l'homme et de tradition d'hospitalité »*.

Même les chefs d'entreprise manifestent leur inquiétude. Depuis quelques semaines, les cibles des attentats sont souvent des ressortissants marocains, qui comptent pour 14 713 des 17 534 résidents étrangers originaires du Maghreb officiellement recensés en Corse. Les Tunisiens sont 2 039, et les Algériens 782. Principale main-d'œuvre dans l'agriculture, où ils représentent 60 % des actifs contre 40 % dans le bâtiment et les travaux publics (BTP), les travailleurs immigrés composent 20 % de la population active de la Corse. Récemment, plusieurs organisations socioprofessionnelles du bâtiment ou de l'agriculture ont demandé aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour garantir la sécurité des travailleurs immigrés.

Pour l'Uvacorse (l'union des viticulteurs de l'île), *« les départs massifs de membres de la communauté maghrébine peuvent casser une économie vitivinicole qui a du mal à survivre »*. Préoccupation tout aussi « pratique » de la part du maire de ce village de Balagne, qui craint de perdre sa réserve d'élèves pour la rentrée 1991-1992 : *« Si les familles des cinq Marocains qui habitent le village décident de partir, nous serons en dessous du seuil minimal pour le maintien de la classe... Alors, il faudra fermer. »*.

MICHEL CODACCIONI

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

SCIENCES
Le Monde ET MÉDECINE

LOISIRS

# Une « carte mer » ou un permis seront exigés à partir de 1992 pour conduire les bateaux de plaisance à moteur

La réglementation relative au permis de conduire en mer des *bateaux de plaisance va changer.* M. Thierry Lajoie, président du Conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques, vient de remettre un rapport *au ministre de la mer,* M. Jacques Mellick, qui lui avait demandé des propositions à ce sujet à l'automne dernier. Trois millions de Français sont plaisanciers. Le rythme annuel d'immatriculation des navires est de 24 000, dont 21 000 pour les seuls bateaux à moteur.

Le système actuel du permis de conduire en mer remonte à 1966 et comprend trois catégories. A l'avenir, il ne subsisterait plus que deux catégories, la « carte *mer* » et le « permis mer », dans une réglementation notablement refondue.

La carte concernera les bateaux équipés d'un moteur de 6 à 50 chevaux et de moins de 2 tonneaux. Les embarcations ne devront pas s'éloigner à plus de 2 milles des côtes, et uniquement de jour. La carte sera délivrée après un exa*men simple constitué* de dix questions théoriques et de dix exercices pratiques.

Le permis proprement dit sera obligatoire pour les conducteurs d'un bateau de plus de 50 chevaux et de plus de 2 tonneaux, naviguant sans limite géographique de jour comme de nuit. Il sera assorti de deux options, la surmotorisation et la conduite spéciale, afin de tenir compte de l'augmentation du nombre des grosses vedettes *nautisme,* qui peuvent présenter des dangers. Le permis ne sera délivré – par un moniteur titulaire d'un brevet d'Etat – qu'après un examen plus difficile constitué de vingt-cinq questions théoriques, d'un exercice sur carte marine et de vingt-cinq exercices pratiques.

Toutes ces dispositions s'appliqueront à partir du 1er janvier 1992. Le ministre de la mer, M. Mellick, a fait savoir qu'il retiendrait les propositions de M. Lajnie, qui est par ailleurs son chef de cabinet.

F. Gr.

ESPACE

# Les cosmonautes Afanassiev et Manarov effectuent une troisième sortie

Record de durée battu pour les cosmonautes Victor Afanassiev et Moussa Manarov, en orbite à bord de la station soviétique Mir, qui ont effectué, samedi 26 janvier, leur troisième sortie dans l'espace depuis le début de l'année.

Durant six heures et vingt minutes, ils se sont affairés dans le vide spatial, afin de fixer un bras télescopique sur le module d'astrophysique Kvant-1, arrimé à l'arrière de la station. S'ajoutant à la « grue spatiale » montée la semaine dernière sur la paroi extérieure de Mir, cette structure leur permettra prochainement de transporter vers Kvant des panneaux solaires, actuellement fixés sur le module Kristall.

Les deux cosmonautes ont également installé à la surface de Mir des *réflecteurs laser de navigation.* Leurs précédentes sorties, effectuées le 7 et le 23 janvier, avaient duré, l'une 5 heures 18 minutes, et l'autre 5 heures 33 minutes. – (AFP).

□ *Circulation automobile alternée à* **Milan en raison de la pollution atmosphérique.** – Le taux de pollution atmosphérique ayant atteint la cote d'alerte, jeudi 24 janvier, les autorités de la région de Milan ont *décidé* d'imposer temporairement la circulation alternée des véhicules en fonction de leurs plaques minéralogiques. De 6 heures du matin à minuit, dans Milan et trente-quatre communes environnantes, les véhicules immatriculés en Lombardie ne seront autorisés à rouler qu'un jour sur deux, selon que leur numéro d'immatriculation se termine par un chiffre pair ou impair. Le chauffage des logements est aussi limité à 18 degrés.

ANNEE MOZART.
LA FONDATION YEHUDI MENUHIN ORGANISE 28 CONCERTS
AU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES.

Programme des prochains concerts:

**Frédéric Pelassy, violon.**
**Emile Naoumoff, piano.**
Sonate pour piano en ré majeur K. 576
Sonate pour piano en ut mineur K. 457
Sonate pour piano et violon en la majeur K. 526
**Mardi 29 janvier, 18 h 30.**

**Olivier Baumont, clavecin.**
**Antoine Ladrette, violoncelle.**
**Jean-Christophe Frisch, flûte.**
Sonates pour clavecin avec
accompagnement de flûte et violoncelle
K. 10, 11, 12, 13, 14, 15
**Mercredi 30 janvier, 18 h 30.**

**Nathalie Arnoux, violon.**
**Carole Carniel, piano.**
Sonate pour piano en ut majeur K. 545
Sonate pour piano en fa majeur K. 280
Fantaisie n° 14 en ut mineur K. 475
Sonate pour piano et violon en mi b majeur K. 481
**Mercredi 6 février, 18 h 30.**

**Marie-Annick Nicolas, violon.**
**Claire Desert, piano.**
Sonate pour piano en si b majeur K. 281
Sonate pour piano en si b majeur K. 333
Sonate pour piano et violon en si b majeur K. 454
**Jeudi 7 février, 18 h 30.**

**Trio BWV**
Bertrand Walter, violon
Laurent Verney, alto
Dominique de Williencourt, violoncelle
Divertimento en mi b majeur K. 563
**Mardi 12 février, 18 h 30.**

**Trio Wanderer**
Vincent Coq, piano Guillaume Sutre, violon
Raphaël Pidoux, violoncelle
Laurent Verney, alto
Trio en ut majeur K. 548
Trio en sol majeur K. 564
Duo pour violon et alto en sol majeur K.423
**Mercredi 13 février, 18 h 30.**

**Le Mouvement E. Leclerc parraine l'événement.**

# SOCIÉTÉ

Des enquêtes de l'Unicef
sur les discriminations filles-garçons dans le monde

## *Les statistiques de la honte*

**Un certain nombre d'études récentes, réalisées par l'Unicef, dénoncent les discriminations qui existent entre les filles et les garçons dans les pays du tiers-monde à forte population rurale. Les enfants les plus démunis sont presque syetématiquement de sexe féminin, cela dane toue las domainee : senté, nutrition, éducation, travail.**

GENEVE

*de notre correspondante*

L'UNICEF appelle cela *« lea statistiques de la hnnte »*. En Inda, au Pakistan et au Bangladesh, au déeàs sur aix de petites fillea en bas âga est dû au manqua da amina, snit une proportion supérieure à eelle des gârçona. En Jordanie, les bébés de sexe masculin, entre trois et huit mois, y sont quatre fois mieux nourris qua ceux du même âge, meis da l'autre sexe. 60 % des enfante non-seolerisés dens le *monde* son des filles. En Malaisia, la durée hebdomadaire du traveil des fillettes (parfois juequ'à einq-eix ans) asi da 75 % plue longue que celle des gerçons du même âge. Et encore faudrait-il ici prendre en eompte le charga de traveil « invisible » à laquelle les garçons, généralement, échappent : soins donnés aux enfants plus jeunes, cuisine el ménage, réeoltes, eorvées d'eau et de bois, vente de denrées dens les merchés, etc...

Les recensements montrent qu'il y e daventage de femmes que d'hommee dans presque toue les peys du monde, sauf ceux d'Asie méridionale et, en particulier, eu Pekistan, où on a reeensé 1 104 hommes pour 1 000 femmes, elors que ce devrait être le contraire, vu les fortes migretions d'hommes vers les régions pétrolifères. Or, en démogrephie, on estime qu'un rapport supérieur à 1. 050 pour 1 000 ne s'explique qu'en termes de migretion – notamment ei c'est le nombre de femmes qui l'emporte – ou d'un taux très élevé de mortalité – mais, dens le cae qui nous occupe, de mortalité sélective.

En d'autres termes, si tant de femmes, alors qu'elles n'ont pas eccompagné leur mari vers les puits de pétrole, manquent à l'eppel des stetisticiens, e'est simplement qu'elles sont mortes. On e tôt fait de suepecter l'evortement ou l'infantieida sélectifs. Le Dr Akhtar Hesan Khan, commissaire eu raeensement du Pakistan, devait déelarer lors d'un colloque à l'université de Karachi : *« Les enfants de sexe féminin ne bénéficient pas da le même attention* [que eeux du sexe masculin] *ni, en cas de maledies infantilea, de soins médicaux rapides »*.

La lutta enntre ces pratiquea discriminatoiras se heurta à des nbateclaa qua l'nn appella étrangament « eulturels ». Selon l'una de ees enquêtes de l'UNICEF, *« la préférence accordée à la naissanee d'un garçon est commune dans le monde entier* est *hors du commun dans les sociétés hindoues, musulmanes* at *chinoiaes »*. En font fni des dictons fnrt éloquents, eomma eelle bénédiction hindoue edreseée à la jeune meriée : *« Puisses-tu être sanctifiée par la naissance de huit fils ! »* L'expresaion *« About-banaat »*, signifiant *« père de filles »* ast une insulte en eraba. A Taiwan, le naissenca d'une fille est fréquemment assimilée à *« de l'eau répandue par terre »*.

### *Une série de recommandations*

Pour abolir ees diaeriminetiens, les experts de l'UNICEF émettent régulièrement daa recommandetions eux gouvernements, eux organisations Internatinneles et aux organismes privés. Celles *qui* peraissent à le fois urgentes et concrètes visent à interdire les mutilations sexuellas et tous autres « coutumes *et rites traditionnele qui nuisent à le santé physique, mentale et émotionnelle des fillettes »* ; à inciter les parents à partagar le nourriture de menière équitable entre les *filles et les garçons ; à former* daa travailleurs sneleux pour cambattre sur le terrain préjugés et archaismee ; à supprimer dens les programmes scoleires et les manuele les stéréotypes ; à feire eppliquer les loie qui répriment le discrimination entre les sexes, etc.

L'an demier, les sept pays de l'Aeie du sud (Bengladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pekistan et Sri-Lanka), evaient surmonté leurs antegonismes politiques pour déelerer 1990 année de l' « enfant-fille » (*girl child*). Le programme d'action elors edopté est eppelé à ee développer sur plusieurs plans : Information, légielation, essistanee et, surtout, participation des intéressées elles-mêmes. On peut regretter, cependant, que d'eutree formes de discriminetion n'éeheppent eux travaux de l'UNICEF, ceux-ci s'appuyant presque exclusivement sur dea données touchant les pays anglophonee.

ISABELLE VICHNIAC

45 langues
pour les sciences
et la technique,
l'industrie et le commerce,
le droit et l'économie:
voilà ce que vous offre
Dr.h.c. Jean-Paul Rochat
Traductions
Services d'interprétariat
Seestrasse 731 CH-8700 Küsnacht
Tel. 01/910 58 41 Natel-C 077/61 05 25
Telefax 01/910 10 29 Telex 82 57 17

Livres anciens
sur les
PROVINCES
DE FRANCE
2 catalogues par an
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

L'ANGLAIS A OXFORD
OISE
21 rue Théophraste Renaudot
75015 PARIS
☎ (1) 45 33 13 02
Angleterre, Blnsey Lane
OXFORD
Tél. (0865) 249218
Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants lycéens - collégiens - enfants
■ Une pédagogie adaptée à chacun
■ Des professeurs britanniques
■ Un enseignement dans nos propres écoles
■ Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
■ Hébergement en familles sélectionnées
■ Voyages accompagnés
OISE
OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

# SPORTS

AUTOMOBILISME : Rallye de Monte-Carlo

## « Carte blanche » pour François Delecour

**L'Espagnol Carlos Sainz (Toyota Celica) était en tête du Rallye de Monte-Carlo, dimanche 27 janvier, à mi-chemin de l'étape commuua qui devrait ramener les concurrents *à Monaco dans la soirée de* lundi. Ils en repertiront merdi après-midi pour l'étapa finale, qui s'achèvera en Principauté mercredi matin 30 janvier. La journée de dimanche a été marquée par l'ebendon de Didier Auriol (Lancia integrale), veinqueur en 1990, et par la révélation de François Delecour (Ford Sierra Cosworth), deuxième à mi-parcours.**

MONACO

*de notre envoyé spécial*

Le soleil n'était pas encore levé, dimanche 27 janvier, lorsque les pilotes dn Rallye de Monte-Carlo sont venus récupérer leur véhicule su parc fermé d'*Aubenas*. Uoe ouit de repos avait peut-être permis à certains de rêver encore à une victoire dans le plus prestigieux des ralliyes, mais la première étape de classement, disputée la veille entre Monaco et Aubenas (560 km, dont 135 répartis en six secteurs chronométrés) avait déjà clarifié les positions en tête de la course. Des cent soixante-trois concurrents partis de *Monaco*, ils n'*étaient plus que* quatre à compter moins de deux minutes de retard sur Carlos Sainz, le champion du monde, et done à garder l'espoir de triompher, mercredi, en Principanté.

De tous les candidats au succès, *le plus serein était incontestable*ment Carlos Sainz. Depuis ses quatre victoires aux rallyes de l'Acropole, de Nonvelle-Zélande, des 1 000 lacs (Finlande) et du RAC britanniqne, couronnées par le titre mondial 1990, l'Espagnol a acqnis une mnftrise et une confiance en lui et en sa Toyota Celica qni impressionnent même ses adversaires les plus chevronnés. Trois meilleurs temps dans les six premières épreuves chronométrées lui avaient permis de prendre ses distances avec l'armada des Lancia, pourtant invaincues au Monte-Carlo depuis cinq ans.

### *La morosité des pilotes Lancia*

Didier Anriol, le vainqueur de l'an dernier, svait bien réussi deux meilleurs temps, mais il avait concédé nuparavant 8 minutes 50 secondes dès la qnatrième épreuve chronométrée. Le Finlandais Juha Kankkunen et Yves Loubet étaient à plns de 2 minutes. Des candidats à la victoire ponr Lancia, il ne restait plus que l'Italien Massimo Biasion et Bruno Saby, qui partageaient la deuxième *place à 54 secondes de Sainz*.

La morosité des pilotes de Lancia contrastait à Aubenas avec le sourire de François Delecour (Ford Sierra Cosworth). Ce Nordiste s'était déjà distingué au Monte-Carlo en amenant sa 205 GTI à la première place des voitures à deux roues motrices en 1987. Pilote de Peugeot en championnat de France des rallyes et au Dakar 1990, il a *bénéficié d'une chaleureuse recom*mandation d'Ari Vatanen pour trouver cette année un volant chez Ford, avec au moins cinq épreuves dn championnat du monde à son programme.

A vingt-huit ans, François Delecour a mis tous les atouts de son côté pour ne pas laisser passer cette chance. *« A l'occasion des reconnaissances, je suis passé dix fois partout, et ma coéquipière, Anne-Chantal Pauwels, a pris vingt-quatre carnets de notes »*, expliquait-il. A Aubenas, e'est lui qui était le mnins surpris par sa quatrième place. *« Sans prétention, je me connais suffisamment et je connais le potentiel de ma voiture pour affirmer que nous pouvons viser une place sur le podium »* disait-il.

C'est seulement dans la sixième et dernière épreuve chronométrée de l'étape de classement que François Delecour avait laissé la deuxième place à Massimo Biasion et Bruno Saby. *« J'avais pour consigne d'être à l'arrivée pour prouver la compétitivité de notre voiture*, expliquait-il. *J'ai préféré assurer, car il y avait des traces de sel que je prenais pour du verglas. Mais j'ai désormais carte blanche pour la suite. »*

### *Le verdict de Burzet*

Le soleil venait juste de se lever lorsque les premières voitures se sont présentées à Burzet, un village de l'Ardèche. Le thermomètre indiquait 4° en dessous de zéro. Juste avant la fermeture de la route au trafic, les onvreurs des écuries et des mannfaeturiers de pneus evaient reconnu le parcours. La route était sèche sur la montée vers Sagnes, mais les premières plaques de neige gelée faisaient leur apparition sur le plateau. Elles étaient nombreuses en début de la descente vers Saint-Martial. Un vrai casse-tête pour le choix des pneus.

Les elous semblaient s'imposer pour la deuxième partie de la spéciale, mais le vitesse dc rotation des rones sur le goudron sec du début risquait de les éjecter et de dégrader les pneus. Massimo Biasion et Juha Kankkunen, chaussés par Michelin, faisaient pourtant ce choix. Pour les svoir déjà utilisés la veille dans le Turini et les autres spéciales verglacées, Carlos Sainz savait qu'il pouvait opter pour une nouvelle gamme de pneus *slicks* (lisses) Pirelli, mis au point en novembre et décembre, après 2 700 km de tests sur ces routes ardéchnises. François Delecour *imitait l'Espagnol*.

Moins d'une demi-henre plus tard, l'épreuve chronnmétrée de Burzet avait rendu un verdict déterminant pour la suite du rallye. François Delecour remportait sa première spéciale en championnat du monde. Carlos *Sainz était* deuxième, à 6 secondes. Massimo Biasion et Jnha Kankkunen avaient perdu 1 minute et Didier Auriol avait été contraint à l'abandon, moteur cassé. Sur sa lancée, le Nordiste a failli récidiver dans la neuvième *spéciale, mais* un tête-à-qneue lni a coûté le meilleur temps, établi par l'Espagnol. Un eutre meilleur temps dans la dixième et une deuxième place au classement général, dimanche soir à Digne, à mi-chemin de l'étape commune, le comblaient pourtant d'aise : *« La Sierra Cosworth est une voiture très violente, très puissante. Je ne pense pas que l'objectif de Ford soit d'être champion du monde, mais de préparer la venue de l'Escort. »* La commercialisation de la nouvelle Escort e commencé, et elle pourrait faire ses débuts en compétition débnt 1993 pour le Monte-Carlo. François Delecour aura alors trente ans. L'âge de la maturité pour un pilote qui ambitionne de devenir champion du monde.

GÉRARD ALBOUY

SKI ALPIN : les championnats du monde

## La joie pudique de Nathalie Bouvier

**Epreuves reines du ski alpin, les descentes fammas et hommes des championnats du monde ont eu ileu, samedi 26 et dimanche 27 janvier à Saelbach (Autriche), en présence d'un public nombreux. L'Autrichienne Petra Kronberger et le Suisse Franz Heinzer, favoris, l'ont emporté. Ils ont laissé quelques miettes de leur gloire à des seconds chenceux, comme le Française Nathalie Bouvier ou l'Italien Peter Runggaldier.**

SAALBACH

*de notre envoyé spécial*

Saalbach est loin du Golfe. Ses touristes d'un week-end, quarante mille supporters autrichiens exubérants, refusent les images trop noires d'une guerre qu'ils feignent d'ignorer. Il faut que ce soit la petite voix d'une sklense qni appelle les témoins de son exploit à plus de modération. *« Aujourd'hui j'ai une médaille, mais c'est vraiment une goutte d'eau par rapport à ce qui se passe ailleurs dans le monde »*. Nathalie Bouvier, sur le podium, à côté d'une future reine autrichienne et d'une riante soviétique, reste lucide.

Elle sait qu'elle est la première skieuse française à prendre la succession d'Isabelle Mir, médaille d'argent lors de la descente des championnats du monde de Val Gardena en 1970. Elle est consciente d'avoir réussi un bon temps, sur une piste peu favorable à Carole Merle, vedette en titre de l'équipe tricolore, qui finira seulement dixième. Mais ces performances sont de peu de poids face à un drame qui se joue dans les sables du Proche-Orient. La jeune fille espère seulement avoir apporté *« une petite touche différente, au milieu d'informations bien tristes »*.

Ce samedi 26 janvier est presque un jour comme les autres pour l'enfant de Lons-le-Saunier (Jura). *« J'ai effectué un parcours correct*, explique-t-elle, *mais sans avoir l'impression d'en faire plus que si j'étais arrivée huitième »*. Nethalie s'est réellement rendu compte qu'elle était vice-championne dn monde lorsque son père lui e téléphoné pour la féliciter, eu terme d'une *journée « qui a passé très vite »*.

« Boubou », ainsi que la surnomment ses camarades, adore son père. C'est lui, perchman des Rousses pendant les saisons hivernales, qui lui a enseigné le ski alpin dans une station paradis des skieurs de fond. A douze ans, elle devient titulaire du club des Rousses, avant de gagner, trois ans plus tard, des rencontres inter-régionales qni lui ouvrent les portes de l'équipe nationale.

Le succès est au rendez-vous en 1989, lorsqu'elle remporte le titre de championne de France de descente. Les encouragements de son ami Christophe Plé, un descendeur, l'aident beaucoup. Depuis une victoire la saison passée, en géant à Park City (Etats-Unis), elle travaille plus, consciente *« qu'il faut en baver car cela en vaut la peine »*. Neuvième à Morzine, en décembre, huitième à Bad Klein Kirchheim, en janvier, et neuvième à Méribel la semaine dernière, Nathalie se rend compte qu'elle maîtrise la vitesse imposée aux descendeuses. Elle s'aperçoit qu'elle possède la technique de la discipline, comme les dix meilleures *mondiales*, et que *le succès viendra* seulement *« du mental »*.

SERGE BOLLOCH

RUGBY

□ **IRLANDE-FRANCE : la composition dn XV de France.** – Pour affronter l'Irlande, samedi 2 février à Dublin, lors du Tournoi des cinq nations, les sélectionneurs de l'*équipe de France de rugby ont* reconduit la formation victorieuse de l'Ecosse le 19 janvier à Paris (15-9) : Serge Blanco (Biarritz, cap.) – Jean-Baptiste Lafond (Recing CF), Franck Mesnel (Racing CF), Denis Charvet (Racing CF), Patrice *Lagisqnet* (Bayonne) – (o.) Didier Camberabero (Béziers), (m) Pierre Berbizier (Agen) – Laurent Cabannes (Racing CF), Marc Cécillon (Bourgoin), Xavier Blond (Racing CF) – Olivier Roumat (Dax), Michel Tachdjian (Racing CF) – Pascal Ondarts (Biarritz), Philippe Marroco (Montferrand), Grégoire Lascube (Agen).

TENNIS

### Boris Becker devient numéro un mondial

L'Allemand Boris Becker a remporté le titre masculin des Internationaux d'Australie de tennis, *dimanche 27 janvier, à Melbourne*. En finale, le triple champion de Wimbledon a battu en quatre sets (1-6, 6-4, 6-4, 6-4) le Tchécoslovaque Ivan Lendl, tête de série numéro trois el vainquent des deux éditions précédentes. Becker, vingt-trois ans, a enlevé ainsi son cinqnième titre du Grand Chelem. Surtoul, cette victoire lui a permis de *ravir* la place de nnméro un mondial au Suédois Stefan Edberg, ce qni était son objeclif avoué depuis deux ans.

## Les résultats

**FOOTBALL**

**CHAMPIONNAT DE FRANCE**

**Première division**
*(vingt-quatrième journée)*

| | |
|---|---|
| *Toulouse b. Caen | 3-2 |
| Auxerre b. *Brest | 3-1 |
| *Nancy et Montpellier | 1-1 |
| *Rennes et Toulon | 0-0 |
| *Marseille b. Nantes | 6-0 |
| *Cannes b. Lille | 2-1 |
| *Monaco b. Bordeaux | 2-0 |
| *Saint-Etienne b. Metz | 2-1 |
| Nice b. *Paris SG | 0-2 |
| Lyon b. *Sochaux | 1-2 |

**Classement.** – 1. Marseille, 35 pts ; 2. Monaco, 30 ; 3. Auxerre, 29 ; 4. Montpellier, Cannes, 26 ; 6. Metz et Lyon, 25 ; 8.Lille, 24 ; 9. Paris SG et Saint-Etienne, 23 ; 11. Caen, Nice et Nantes, 22 ; 14. Sochaux, Bordeaux et Toulon, 21 ; 17. Brest, Rennes et Nancy, 20 ; 20. Toulouse, 19.

**Deuxième division**
*(vingt-troisième jour.-*)*

GROUPE A

| | |
|---|---|
| *Alès et Rodez | 0-0 |
| *Valenciennes et Nîmes | 1-1 |
| *Gueugnon et Istres | 1-1 |
| *Annecy b. Strasbourg | 1-0 |
| *Bastia b. Dijon | 1-0 |
| Louhans-Cuiseaux b. *Avignon | 1-0 |
| *Martigues b.Ajaccio | 4-1 |
| *Mulhouse b. Dunkerque | 5-0 |
| *Epinal b. Chaumont | 1-0 |

**Classement.** – 1. Nîmes, 31 pts ; 2. Istres, 30 ; 3. Valenciennes, 28...

GROUPE B

| | |
|---|---|
| *Angers b. Saint-Seurin | 1-0 |
| *Reims b. Rouen | 1-0 |
| *Le Havre b. Créteil | 3-0 |
| *Laval b. Tours | 1-0 |
| *Guingamp et Saint-Quentin | 0-0 |
| Lens b. *Niort | 2-0 |
| *Red Star et Le Mans | 0-0 |
| La Roche-sur-Yon b. *Beauvais | 1-0 |
| Bourges b. *Orléans | 2-1 |

*Classement.* – 1. *Le Havre, 32 pts ;* 2. Angers, 28 ; 3. Laval, 27...

**FOOTBALL AMÉRICAIN**

**Super-Bowl**

Les Giants de New-York ont remporté le 25e Super-Bowl de football américain en battant les Bills de Buffalo (20-19), dimanche 27 janvier, à Tampa (Floride). Ils *inscrivent ainsi* leur *nom* pour la seconde fois au palmarès de l'épreuve.

**HIPPISME**

Le trotteur Ténor de Baune, conduit par Jean-Baptiste Bossuet, a remporté le Prix d'Amérique sur l'hippodrome de Vincennes, dimanche 27 janvier. Il était considéré comme le favori de cette épreuve (*le Monde* du 26 janvier). Il s'est imposé devant Rêve d'Udon et Ultra Ducal.

**PATINAGE ARTISTIQUE**

**Championnats d'Europe**

Les Français Isabelle et Paul Duchesnay ont échoué samedi 26 janvier, à Sofia (Bulgarie), dans leur tentative d'obtenir un titre majeur de danse sur glace. En tête à l'attaque du programme libre des championnats d'Europe, le couple français a, une fois de plus, subi la loi des Soviétiques Marina Klimova et Serguei Ponomarenko, qui ont ainsi conservé leur titre. Les Duchesnay ont dû se contenter de la médaille d'argent.

SAGA
30 JANVIER
4 FÉVRIER
PARIS
GRAND-PALAIS

PHOTO

Le masque des appa

l'Elysée et Rolle

l'inconnu de premier plan

La sacrifiée

PHOTO

# Le masque des apparences

*L'étrange univers de deux précurseurs de la photographie mise en scène : Nancy Wilson-Pajic et Ralph-Eugene Meatyard*

*« Ce que je montre, c'est ce que je vois »*, disait Ralph-Eugene Meatyard qui mena jusqu'à sa mort, en 1972, à l'âge de quarante-six ans, une activité de photographe *free lance* parallèlement à sa profession d'opticien. Passionné de jazz et de littérature, il se refusait à commenter ses images, qu'il montrait à ses amis dans un silence total, et s'est défini lui-même comme un *« primitif de la photographie »*.

Dans *The Family Album of Lucybelle Carter*, commencé en 1970, alors qu'il se savait atteint d'un cancer, et publié par *Aperture* en 1974, il s'inspire d'un récit de Flannery O'Connor pour conter la vie d'une femme imaginaire, entourée par des comparses (lui-même, sa famille, ses amis) affublés de masques de carnaval grotesques. Dans des endroits sinistres et sombres, aux alentours de sa maison du Kentucky, des personnages déguisés, sans identité, au physique intrigant, au comportement irrationnel, se livrent à des activités incompréhensibles.

Messages de l'au-delà, ces instantanés rituels et angoissants, ouverts à la poésie et au rêve, admirablement contrôlés, apparaissent pourtant plus vrais que toute réalité. Affirmant la primauté de la vision sur la raison, Meatyard ne cherche pas à créer artificiellement l'insolite, mais il tente, par une transcription optique de l'illusion (surimpression, flou, ralenti) à visualiser des émotions cachées, à révéler la part de surnaturel et de mystère qui réside sous la surface des choses les plus familières.

Fabriquer plutôt que rendre compte, évoquer l'inconnu, faire travailler mentalement le regard, sont aussi les mobiles qui motivent, après son abandon définitif de la peinture en 1967, l'Américaine Nancy Wilson-Pajic, installée en France en 1978. Assez proche de Meatyard, elle aussi recourt au masque d'Halloween et au déguisement dans ses premières œuvres narratives d'inspiration autobiographique, sortes de performances minimales tournant autour de l'identité féminine, et où bien avant Cindy Sherman, elle interprète tous les rôles.

Sa démarche devient plus conceptuelle lorsqu'elle fixe les gestes de sa grand-mère cousant (1973) et met au jour le contenu émotionnel des actes quotidiens les plus insignifiants. De ses premières expériences, à base d'images trouvées, lorsqu'elle utilisait la photocopie et autres moyens graphiques, Nancy Wilson-Pajic a gardé la défiance des photographies *« froides et luisantes »*. Dans la série *Deplacement*, prise avec un simple Brownie Flash par la fenêtre de sa voiture, elle va même jusqu'à éliminer le sujet pour se concentrer uniquement sur la technique du tirage, traité par le procédé ancien de la gomme bichromatée sur des supports nobles (papier, toile) où la chair fine des gris s'épanouit en grandes plages monochromes.

D'essence plastique rythmée selon le procédé cinématographique du découpage en séquences, agencé en diptyques et commenté de textes manuscrits (non traduits), le travail de Nancy Wilson-Pajic est peut-être un peu à l'étroit dans le local exigu du Musée d'art moderne.

Servi par trente-huit tirages récents au format impeccable effectués par son fils Christopher, l'hommage rendu à Meatyard par Marie-Françoise Georges est d'autant plus émouvant qu'elle a décidé de fermer sa galerie après quatre ans d'activité.

PATRICK ROEGIERS

▶ **Ralph-Eugene Meatyard, Comptoir de la Photographie, 56, rue du Faubourg St-Antoine, cour du Bel-Air, Paris 12e. Jusqu'au 9 mars.**

▶ **Nancy Wilson-Pajic, Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, galerie du forum. Jusqu'au 17 février.**

▶ **Catalogue en phototypie. Textes de Nancy Wilson-Pajic et Alain Sayag. 64 pages. 320 francs.**

DR

*Nancy Wilson-Pajic : « Disguise, Scarecrow » (1970).*

DESIGN

# L'intime et le repos

*Une nouvelle collection de meubles d'Andrée Putman*

De l'*Hôtel Morgan à New-York* à la boutique Alaïa de Paris, Andrée Putman, avec son parti pris minimaliste, aura marqué la dernière décennie. Douze ans après la création d'Écart International (agence d'architecture intérieure, édition et réédition de mobilier), elle décolle en douceur l'image noir et blanc qui lui colle à la peau. Depuis le début des années 80, elle a réédité des meubles, des objets caractérisés par une sévérité des lignes et une technique de l'assemblage (soudure, boulonnage) propres à l'industrie des années 20. On trouve à son catalogue Eileen Gray (fauteuil *Transat* en bois laqué et cuir noir), Michel *Dufet* (*chaise* nickelée) ou encore Rubert Mallet-Stevens, avec cette chaise en métal qu'Andrée Putman considère comme le tee-shirt de l'ameublement.

Aujourd'hui, cette austérité graphique s'épanouit en formes rondes et généreuses. En ce début 1991, Andrée Putman lance une douzaine de pièces signées par Paul Mathieu et Michaël Ray, deux jeunes créateurs – l'un français, l'autre américain – et réédite Jean-Michel Frank et Adnlphe Chanaux. Ces deux décorateurs réalisèrent dans les années 30, les intérieurs des Noailles, de Louis Aragon et d'Elsa Triolet, avec un luxe et une retenue classiques : meubles géométriques mais recouverts de marqueterie de paille ou de galuchat (peau de poisson traitée).

L'occasion est donnée ici de découvrir ce vrai travail d'ébéniste (car ces modèles destinés à des clients privés comme Jean-Paul Guerlain étaient des pièces uniques) : une table en chêne aux pieds vigoureux ainsi qu'un meuble de rangement repris d'après un dessin de 1932. Son apparente simplicité (*un bloc, deux portes*) dissimule une technique particulière. Centimètre par centimètre, le bois est arraché, et la matière ainsi entaillée retrouve une nature irrégulière mais parfaite. D'où son prix relativement élevé : 25 000 francs.

Du côté de Michaël Ray et Paul Mathieu, les canapés couleur céréales, rebondis comme du bon pain, les petites tables en acajou et à roulettes, les repose-pieds qui peuvent servir de sièges d'appoint donnent une idée assez juste de la maison-pantoufle des années 90.

Enfin, présentée dans le lnft d'Écart, face aux menhirs et aux dolmens du peintre Le Groumellec, la ligne de mobiliers dessinée par Andrée Putman elle-même. L'ensemble signale son évolution, tout en souplesse, vers l'intime (écritoire *la Lune* gainé de cuir) et le repos (chaise longue *Caquetoire* en noyer et cuir).

LAURENCE BENAIM

▶ **Ecart International, 111, rue Saint-Antoine, 75004 Paris. Tél. : 42-78-79-11.**

CINÉMA

# Un inconnu de premier plan

*Le Festival d'Angers a révélé un jeune cinéaste français, Arnaud Desplechin*

Destiné à faire connaître les premiers films et les travaux des écoles de cinéma européennes (*le Monde* du 17 janvier), le Festival Premiers Plans, d'Angers, n'affiche pas de stars à son programme. Pourtant sa troisième édition, qui a eu lieu du 18 au 27 janvier et a couronné le très beau *Un Orphelin nommé Vojtech* du Tchécoslovaque Zdenec Tyc, tandis que le public, après celui d'Avoriaz, plébiscitait *Wings of Fume*, s'est trouvé une vedette inattendue.

Le jeune réalisateur Arnaod Desplechin, présent à double titre, s'y est fait deux fois remarquer. D'abord grâce à un moyen métrage, *la Vie des morts* : autour des relations d'une famille aux multiples ramifications, cet auteur de trente ans fait se développer les tensions, les complicités, les angoisses, les rires et les silences de ses nombreux personnages avec un sens certain du récit, de la mise en scène et de la direction d'acteurs.

D'une durée hors norme, quarante-huit minutes, son film avait été refusé par tous les festivals de courts métrages (trop long) et devait être présenté à Angers hors compétition (trop court). La défection de dernière minute du film français *Fortune Express* d'Olivier Schatzky, sélectionné par le Festival de Berlin, lui valut finalement de concourir – et de remporter le prix du scénario, ainsi qu'une bourse de 200 000 francs pour son prochain film.

Ce prochain film, *la Sentinelle*, le public de Premiers plans eut l'occasion d'en découvrir le scénario, grâce à une manifestation originale organisée par la Fondation GAN, sans doute l'entreprise de mécénat la plus impliquée dans l'aide au cinéma. Elle organisait la lecture de scripts par des comédiens, et André Dussolier « interprétant » seul à la table ce texte complexe, inventif et audacieux, loin de définir le film, allécbait comme un fumet prometteur.

*La Sentinelle* s'adjugeait donc la bourse au meilleur scénario, après l'avance sur recette obtenue l'an dernier. Et Desplechin, tout surpris de sa bonne fortune, s'en revenait d'Angers avec mieux que des récompenses : l'espoir et la confiance de tous ceux qui avaient eu l'occasion de découvrir son travail.

J.- M. F.

# La sacrifiée

*Bette Midler est la troisième « Stella », pas la meilleure*

Serveuse dans un bistrot bruyant, tenu par un gros ivrogne, joueur malchanceux (John Goodman) mais qui l'aime, Bette Midler-Stella, super-moulée dans ses jeans pattes d'epb (nous sommes en 1969), grimpe sur le bar et mime un strip-tease. Le jeune étudiant en médecine Stephen Dallas (Stephen Collins) n'en croit pas ses yeux et la drague à mort. Bientôt il lui fera un enfant et lui proposera de l'épouser, mais du bout des lèvres. La fière Stella le renverra à ses études. Trois ans après, il réapparaît, jeune médecin plein d'avenir installé à New-York car il pense sans arrêt à sa fille. Stella accepte qu'il la prenne avec lui pour les vacances.

Une première version de ce mélo célèbre date de 1925, la seconde de 1937, dans laquelle Stella – Barbara Stanwick dirigée par King Vidor – n'était évidemment pas une femme libérée des années 70, mais une ambitieuse aventurière, une mauvaise. A la fin, elle se repentait et se sacrifiait, c'était tout de même plus intéressant que dans le film de John Erman, où Bette Midler est d'une vulgarité crasse, mais d'une grandeur d'âme sans défaut. Rien d'étonnant, donc, à ce qu'elle se sacrifie, elle n'a fait que ça tout au long de l'histoire.

Si on va voir Bette Midler dans *Stella* on ne s'attend pas à de la dentelle. Cependant, elle n'avait peut-être pas besoin de s'enlaidir à ce point, de pousser la vulgarité aussi loin – en particulier dans la scène en Floride, où, attifée à hurler, sans doute ivre, elle oblige un barman à danser un mambo frénétique, mettant sa fille, dont elle protège pourtant l'idylle avec un gentil yuppie, dans une situation épouvantable...

Bette Midler pourrait faire mieux avec un metteur en scène qui la tienne et la retienne. Mais John Erman n'est pas de force. D'ailleurs, il filme à la paresseuse, sans y croire. Or, si les scénarios complexes peuvent s'accommoder du second degré, le mélo, où il s'agit de sourire entre deux pleurs à fleur d'émotion, exige une entière sincérité, sinon c'est tout simplement ennuyeux, pas même kitsch. Avec un peu de sensibilité et d'humour, *Stella* aurait pu frôler la satire, mais, accentué par une imperturbable platitude, son conservatisme à la Zola – le paternalisme des bourgeois qui vont écouter des *Lieder* de Sbubert (*la Truite*) en allemand, aiment la culture, les musées et Pinter, tandis que les sous-prolétaires boivent, bâfrent, sont sales, sombrent dans la déchéance – finit par être gênant.

COLETTE GODARD

# Paris au doigt et à l'œil

*En trois ans, la Vidéothèque de Paris a réussi à s'imposer et à se diversifier*

A l'origine, il s'agissait de mémoire : garder la trace en images de la capitale, telle que le temps, les hommes et l'imaginaire la transforment. Citant Baudelaire ( *« la forme d'une ville change plus vite, hélas ! que le cœur d'un mortel »*), le poète et académicien Pierre Emmanuel concevait au début des années 80 le projet d'archiver et de mettre à la disposition du public tout ce que pellicule et bande magnétique avaient enregistré comme représentation de Paris. Le projet voyait le jour en février 1988.

Deux mille titres (trois mille cinq cents aujourd'hui) constituaient le fond de la Vidéothèque de Paris, dont l'utilisation repose sur les idées, divergentes en apparence, de haute technicité et de convivialité. La haute technicité, c'est la gestion informatisée du stock (l'ordinateur répond en trois secondes à toute question) et un robot serveur plus performant qu'une escouade de documentalistes (les Japonais s'apprêteraient à le copier).

La convivialité règne aussi bien dans le choix des films que dans leur consultation. Tous les types de produits ont droit de cité dans le sous-sol des Halles, dès lors que Paris y figure : longs et courts métrages de fiction, documentaires, actualités cinématographiques ou télévisuelles, publicités, films d'amateurs... Et accès pour tous, qu'il s'agisse de choix individuels visionnés sur l'un des trente (bientôt quarante) moniteurs, ou de programmations organisées par la Vidéothèque dans l'une de ses salles de projection.

Le bilan de ces trois années d'existence est largement positif : 200 000 visiteurs en 1990 (dont 70 % de moins de trente ans, 60 % de moins de vingt ans), et 75 000 visionnages concernant 95 % du stock. Au hit-parade des consultations, on trouve les documents concernant l'histoire des quartiers et, côté fiction, Godard, Carax, Malle et ... *Le Père Noël est une ordure*. Mais l'existence et le succès de la Vidéothèque ont entraîné d'autres développements que le simple dyptique archivage-consultation d'une bibliothèque ordinaire.

Premier constat : notre époque réputée « de l'image » fournit plutôt moins de documents propres à constituer une mémoire visuelle qu'autrefois. *« Le maître mot de l'audiovisuel moderne, c'est toujours plus vite, toujours plus court*, constate Véronique Cayla, directrice générale. *Les reportages destinés aux journaux télévisés sont découpés en tout petits morceaux. Le commentaire ne correspond pas forcément au contenu ni à la durée des images. Et les chaînes privées ne sont pas soumises au dépôt légal, ce qui entraîne la disparition de nombreux documents. »*

Comme une bibliothèque qui ferait écrire les livres qu'elle souhaiterait conserver, la Vidéothèque, qui fonctionne avec une subvention de 25 millions de francs par an de la Mairie de Paris, a donc pris en main la production d'images. En se consacrant surtout à l'enregistrement des différentes phases des grands chantiers, ainsi qu'à des documents sur des « figures », célèbres ou pas, de la capitale. Mais elle bute sur la limite de sa statutaire objectivité, lorsqu'il s'agit de filmer des événements « chauds » dans les rues de Paris, manifestations ou attentats.

Réservoir d'images, la Vidéothèque ne veut pas être une banque de données inerte. Ses documentalistes conçoivent des programmations complètes sur des thèmes aussi variés que la Commune, l'empire des médias, Brassens ou les gamins de Paris, tous sujets annoncés pour 1991 après « les Folles Années », qui débute le 29 janvier : une balade en diagonale du traité de Versailles à la défaite de 40, situant de la politique aux mouvements artistiques et à la vie quotidienne, au fil de montages documentaires et de fictions d'époques ou modernes, de *l'Inhumaine* de L'Herbier à *Stavisky* de Resnais, en passant par ces irremplaçables témoins : Renoir, Carné, Guitry, Duvivier ou Vigo.

### *Des liens avec les scolaires*

Autres axes : les séries « Ecrans d'un jour », organisées par un historien et qui montreront *« l'environnement visuel et audiovisuel d'un événement historique, ce que les gens voyaient sur les écrans de cinéma, et de télévision pour les plus récents*, explique Véronique Cayla. *A chaque fois, ces projections sont complétées par les explications du spécialiste qui les a programmées »*. Et aussi les « cartes blanches » données à des personnalités du cinéma, de la télévision, du théâtre ou de la presse – trente-quatre en 1990 – qui conçoivent des programmations « subjectives » en fonction de leurs goûts et de leurs centres d'intérêt.

Les enfants et les adolescents ont répondu massivement à l'attrait de la Vidéothèque, leurs enseignants ont suivi. A leur intention et selon leurs demandes, sont organisées des projections thématiques. Mais, de plus en plus, il est question de faire se déplacer les images plutôt que les spectateurs. Le projet de raccorder les archives au câble pour une consultation à domicile tarde à se concrétiser, le câblage de la capitale étant dans un piteux état. Et les problèmes de droits n'étant pas réglés, gare aux magnétoscopes gourmands. Il y aura peut-être du neuf en septembre prochain, pour les « câblés » des douzième et vingtième arrondissements.

Mais la Vidéothèque a commencé de tisser des liens permanents avec les établissements sco-

MERCREDI

# CULTURE

BANDE DESSINÉE

## Le sacre de Marcel Gotlib

*Le dix-huitième Salon de la BD d'Angoulême a primé l'auteur de la « Rubrique-à-brac » pour l'ensemble de son œuvre*

ANGOULÊME
*de notre envoyé spécial*

Ce fut tout à la fois une surprise et une reconnaissance tardive : le Grand Prix du dix-huitième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême a été décerné à Marcel Gotlib, pour l'ensemble de son œuvre.

A cinquante-six ans, celui que le microcosme de la BD a depuis longtemps surnommé le « fils spirituel de René Goscinny » (le créateur d'*Astérix*, avec Albert Uderzo, pour lequel il dessina *les Dingodossiers*) a consacré la moitié de sa vie à la bande dessinée. Marcel Gotlib, qui débuta comme lettreur de *strips* à l'agence Opera Mundi, est quasiment devenu un monument dans le monde du neuvième art.

Il a participé à la création de *Pilote* en 1959, puis à celle de *L'Echo des savanes*, avant de fonder avec son ami d'enfance Jacques Diament le mensuel de BD d'humour *Fluide glacial*, 100 000 exemplaires diffusés chaque mois, un record quand on sait la débâcle de la plupart des magazines de BD.

Ses séries d'albums, de *la Rubrique-à-brac* à *Gai Luron*, de *Rhâ Lovely* à *Hamster jovial*, perpétuent la tradition du burlesque, du pastiche et de la dérision, dans la veine des Franquin, Kurtzmann et Goscinny. Mais ses ouvrages font tellement partie des – beaux – meubles de la BD que chacun s'étonne aujourd'hui que leur auteur, essentiellement occupé depuis plusieurs années par l'animation de *Fluide Glacial*, n'ait pas été distingué plus tôt par Angoulême.

Comme le veut la coutume, Marcel Gotlib devrait présider le jury du Grand Prix du prochain Salon d'Angoulême en 1992. A condition que des commanditaires prêtent vie à cette dix-neuvième édition. Le député et maire (UDC) d'Angoulême, M. Georges Chavanes, qui avait indiqué que la municipalité, grevée de dettes par la gestion de son prédécesseur, ne pourrait plus verser la totalité de la subvention annuelle (*le Monde* du 25 janvier), a cependant fait part à maintes reprises pendant le Salon de sa volonté de voir la manifestation continuer.

Dans les coulisses, plusieurs sponsors, dont les caisses d'épargne et le conseil régional, ont signifié leur souhait d'aider Angoulême 19. Mais la décision définitive devrait être connue fin février.

### *Un intérêt intact*

Le dix-huitième Salon ne semble guère avoir été affecté par ces soucis financiers. Le public est certes en baisse – 5 % de moins que celui de 1990, qui avait attiré 100 000 visiteurs – mais son intérêt pour les expositions et le tout nouveau musée-médiathèque de la bande dessinée du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI) reste intact. Le visiteur, d'abord surpris, avait même tendance à noyer dans le décor les nombreux policiers présents aux abords des lieux d'exposition et de la « Bulle » regroupant les stands des éditeurs, afin de prévenir tout incident lié à la guerre du Golfe.

Une guerre que parvient à faire oublier la très belle exposition consacrée à René Goscinny : un grenier dans lequel s'entassent, comme autant de malles alourdies de rêves, les souvenirs de pampa argentine qui ont enchanté son enfance, les vues du New-York de ses débuts, ses premiers dessins du capitaine Bibobu, d'Oumpahpa ou d'Astérix ou encore le radiateur du Petit Nicolas.

En revanche, l'exposition consacrée à Max Cabanes (*Calin-Maillard*) déçoit par son classicisme, tandis que celle qui traite de la BD japonaise (*Magavision*) scandalise par son indigence.

Mais le clou d'Angoulême 19, c'est le musée-médiathèque du Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI), un lieu magique et émouvant dans lequel sont rassemblés, selon les époques et les écoles de BD, des originaux de dessins de Rodolphe Topffer, Alain Saint-Ogan, René Giffey, René Pellos, Marijac, Paul Cuvelier, Raymond Macherot, etc., ainsi que des entretiens par vidéo interposée avec des auteurs contemporains de BD – Hergé, Tardi, Gotlib, etc. – qui s'apparentent autant à des confidences qu'à des leçons de création graphique empreintes de virtuosité.

M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, absent le 23 janvier – jour de l'inauguration de ce Musée de la BD – pour cause de guerre du Golfe, a manqué quelque chose.

YVES-MARIE LABÉ

### Le palmarès

Voici la liste des prix attribués lors de l'édition 1991 du Salon d'Angoulême :

Grand Prix : Marcel Gotlib, pour l'ensemble de son œuvre (éditions Dargaud et Audie).

Alph'art du meilleur album 1990 : *le Chemin de l'Amérique*, d' Hervé Baru (Albin Michel).

Alph'art humour ex-aequo : *le Pauvre Chevalier* de F'Murr (Casterman), et *l'Encyclopédie des bébés*, de Goossens (Audie).

Alph'art du meilleur album étranger : *Manuel Montano* de Miguel Prado et Luna (Casterman).

Alph'art « Coup de cœur » : *L'Origine*, de Marc-Antoine Mathieu (Guy Delcourt),

Alph'art du public : *le Dernier Chant des Malaterre*, de François Bourgeon (Casterman)

Alph'art communication : campagne publicitaire de Publicis-Etoile conçue par Vuillemin pour la radio Rire et chansons (groupe NRJ).

Alph'art Fanzine : *Réciproquement*.

Alph'art jeunesse : *Dans la peau d'un chat*, de Colmann et Desberg (Dupuis).

Alph'art avenir : Tiburce Roger.

Alph'art scolaire : Benjamin Sabatier pour *Mann*.

DANSE

## Chorégraphies adolescentes

*Aux dixièmes Rendez-vous chorégraphiques de Sceaux le « Hic et nunc » de Roxane Huilmand manque d'urgence*

*Hic et nunc*, la troisième création de la Néerlandaise Roxane Huilmand, permet de poser une question qui agite la danse aujourd'hui. L'univers des hommes et des femmes est-il aussi divisé que le racontent des chorégraphies de plus en plus nombreuses, exclusivement composées de femmes ou d'hommes?

Pourquoi les femmes chorégraphes, qui mettent en scène des personnages de leur propre sexe, privilégient-elles le thème de la femme enfant, avec ses variations obligées : cris, gloussements et jeux insonciants? Une vision nostalgique et régressive qui limite, à moyen terme, plus d'un travail.

Le quatuor de Lolita de *Hic et nunc*, qui vient d'être présenté aux Gémeaux de Sceaux dans le cadre des dixièmes Rendez-vous chorégraphiques, n'échappe pas à la règle. Mais, très vite, on a l'intuition que les quatre gamines, au demeurant charmantes, qui s'enlisent dans une chorégraphie directement inspirée des « *twisteries* » des années 60 ne passionnent pas plus leur créatrice que le spectateur, et que celle-ci attend le moment idoine pour arracher ses danseuses à leurs minijupes pailletées et à leurs trémoussements.

Au premier fondu au noir, l'affaire est faite : les voilà qui réapparaissent en soutane sur fond blanc et lumières assorties. On se réjouit alors de retrouver la Roxane Huilmand qu'un avait découverte en 1988 avec *Tanz mit Manner*, où elle bataillait, seule, avec cinq hommes, jusqu'à l'épuisement.

Commencent, alors, vingt minutes qui pourraient fonctionner comme une courte pièce autonome : corps qui s'attirent et se repoussent sans jamais se toucher, sachant dévier de loin leurs trajectoires tournoyantes; corps ballants, vidés, à la recherche d'un nouvel influx. Glissades et rautés au sol sont personnalisés par les cabriotes sur une main, tes rytbmes frappés par les paumes directement sur le corps, puis à terre avec les poings.

Les correspondances créées entre les mouvements et les sons produits par le corps sont furtes et justes. Cette séquence se termine par un film de l'Autricbien Peter Kubelka en hommage au peintre Arnulf Rainer. Les éclairs bombardés sur l'écran blanc et vide, les déflagrations enregistrées sur la bande son incarnent, mieux que toutes les images prises sur le vif, la guerre qui vit dans nos têtes.

DOMINIQUE FRÉTARD

► **Dixièmes Rendez-vous chorégraphiques de Sceaux, jusqu'au 12 février, 20 h 30. CAC Les Gémeaux, 49 avenue Georges-Clemenceau, 92330 Sceaux. Tél. : 46-60-05-64.**

► **Prochains programmes : le 29, Josef Nadj, dans *Comedia tempio*. Le 1er février, Angelin Preljocaj dans *Amer America*.**

/WORLD MUSIC
THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
SAM. 2 FEV. 18H
DIM. 3 FEV. 20H30
KANTE MANFILA
la musique mandingue dans toute sa richesse et sa modernité
PRIX 65 F
LOC. 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

PHOTOS de famille et Documents Jane Evelyn Atwood
Deux expositions dans le cadre du Mois de la Photo
Jusqu'au 17 février
A la Grande Halle-La Villette
Métro Porte de Pantin 42 49 77 22
Ouverture de 12 h à 19 h sauf le lundi
Présentée à La Grande Halle-La Villette avec la participation de la Commission Nationale de la Photographie et le parrainage de France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand
le Parisien · Nostalgie · la Villette

# AGENDA

## CARNET DU Monde

### Décès

– M. et Mme Jacques Augé
et leurs enfants,
M. et Mme Max Augé,
leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Jacqueline Augé,
ses enfants,
petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
*Les familles parentes et alliées,*
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Pierre AUGÉ,
née Yvonne Barbier,

survenu à Paris, le 24 janvier 1991.

*La cérémonie religieuse sera célébrée* le mercredi 30 janvier, à 14 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bagnols-sur-Cèze (Gard), suivie de l'inhumation dans la sépulture de famille.

17, boulevard Lefebvre,
75015 Paris.

– Paul-André et Bernadette Belime,
Paulette Belime,
Julien, Catherine
et Vincent Jean Bogoussiavsky,
Quentin Bogoussiavsky,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petit-fils,
*Et toute la famille,*
ont la tristesse de faire part du décès de

Lucie BELIME-LAUGIER,
professeur honoraire
à l'*École hôtelière de Paris*,
journaliste,
chevalier de la Légion d'honneur,
qui s'est éteinte paisiblement, le 20 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

68, chemin Ami-Argand,
1290 Versoix.
27, chemin de la Pierraz,
1066 Epalinges (Suisse).

– On nous prie d'annoncer le décès récemment survenu de

M. Henri CHARDON,
avoué honoraire
du tribunal de grande instance de Paris,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de
Son épouse,
née Meline,
Sa sœur, Mme Edouard Peyre,
Sa famille
Et belle-famille.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15 *bis*, rue Cauchois,
75018 Paris

– M. Pierre Couderc,
Le docteur et Mme Jacques Couderc
et leurs enfants,
Les familles Graugy, Couderc et Roger,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre COUDERC,
née Yolande Maréchal,

survenu à Paris, le 22 janvier 1991, dans sa soixante-douzième année.

*Priez pour elle.*

Les obsèques religieuses ont eu lieu, dans l'intimité familiale, le vendredi 25 janvier à Hardricourt (Yvelines).

2t, rue Ernest-Renan,
75015 Paris.
*Rue de la Gendarmerie*,
82t10 Lauzerte.

– Jean-Charles MILLERET

est parti pour un dernier voyage le 23 janvier 1991.

Il avait vingt-six ans.

*Ses parents, Jean-Philippe et Andrée* Milleret,
Son amie, Valérie,
Son frère, Vincent,
Ses grands-mères, Mme Muret et Mme Milleret,
Ses oncles, tantes, cousins, cousines,
Ses amis,
*sont tristes.*

L'incinération aura lieu le mercredi 30 janvier, à 10 h 15, au columbarium du Père-Lachaise.

Levée du corps à 9 h 30, 22, rue Bruant, Paris-13e.

6t, avenue du Président-Wilson,
94230 Cachan.

– Mme Jean Rivière
et ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès, le 2 janvier 199t, de

M. Jean RIVIÈRE,
chevalier de la Légion d'honneur,
capitaine de frégate (c.r.).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 2 février, à 10 heures, en l'église Saint-François-de-Sales, 6, rue Brémontier, Paris-17e.

On associera à son souvenir celui de sa sœur,

Mme Jacqueline RIVIÈRE,

décédée le 18 septembre 1990.

– M. le doyen Jean-Paul de Gaudemar;
*Les enseignants*
Et les personnels de la faculté des sciences économiques, université Aix-Marseille II,
ont le regret et la tristesse de faire part du décès de leur ami et collègue

M. le professeur
Bernard ROSIER,

survenu le 23 janvier 199t.

– Mme Jean-Pierre Sautereau,
née Christiane Biret,
son épouse,
Laurent et Pierre-Emmanuel,
ses fils,
Mme Roger Sautereau,
sa mère,
M. et Mme Gérard Sautereau,
M. et Mme Alain Sautereau,
ses frères,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean-Pierre SAUTEREAU,

survenu le 23 janvier 1991, à l'âge de cinquante-six ans.

La messe de requiem sera célébrée le mardi 29 janvier, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e, à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

– Mme André Szalay-Groseiller,
Anne-Marie Szalay,
Pierre Szalay,
Jacques et Hélène Szalay,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 22 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. André SZALAY,
ingénieur TEG,
croix de guerre 1939-1945.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe à sa mémoire sera célébrée par le Père Michel Roger, le samedi 2 février, à 11 heures, en l'église Sainte-Marguerite, 25, avenue de la République, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne).

86, avenue Parmentier,
94120 Fontenay-sous-Bois.

### Condoléances

– Les étudiants iraniens de l'université Paris-III,
s'unissent à la douleur de leur professeur, M. C.-H. de Fouchécour,
qui a perdu

sa mère

et lui présentent toutes leurs condoléances.

### Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire de la disparition, à l'âge de vingt-deux ans, de

Isabelle BONNET,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui gardent son souvenir.

– Pour le sixième anniversaire de la disparition de

M. Icek KORN,

le 28 janvier 1985,

une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

*« Tant que ceux que nous aimons restent présents dans nos mémoires, il n'y a pas de mort. La mort, c'est l'oubli. »*

– Il y a deux ans, disparaissait

Mme Germaine THOMANN.

Il y a cinq ans, disparaissait

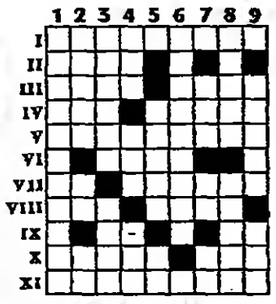
Mme Jacqueline
THOMANN-MOULIN de BESSE.

Une pensée est demandée à ceux qui les ont connues.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 40-65-29-94
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques ..... 92 F
Abonnés et actionnaires .. 80 F
Communicat. diverses : ..... 95 F

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5444



HORIZONTALEMENT

I. Au restaurant, peut se trouver à côté de l'entrée. – II. Haut, évoque des huiles. – III. Petite partie de livre. Il y en a pour tous les égouts. – IV. Puissance. Un mot qu'on peut dire en passant. – V. On y accrochait un oignon. – VI. On peut y poser la culotte. – VII. Nappe. Peut se faire au café. – VIII. Utilisa. Dernier délai pour un paiement. – IX. Pour le contrôle d'une pièce cylindrique. La moitié de rien. – X. Dont on a diminué l'épaisseur. Qui a donc compati. – XI. Une femme qui fait l'appel.

VERTICALEMENT

1. Faire du bruit comme une fillette. – 2. Comme ça. Plat, on peut l'avoir dans le dos. Base d'accord. – 3. Pas admis. Marque l'accompagnement. – 4. Sans dessous dessus. Il y a un froid quand il s'en va. « Moi », pour le psychologue. – 5. Cannebarge, au Canada. Lui. – 6. Tout au bout de la portée. – 7. Cri de celui qui s'est fait pincer. Métal précieux. Participe. – 8. Passer à côté. Eléments d'ensemble. – 9. Gagne... pain. Pas voilée.

Solution du problème n° 5443

*Horizontalement*

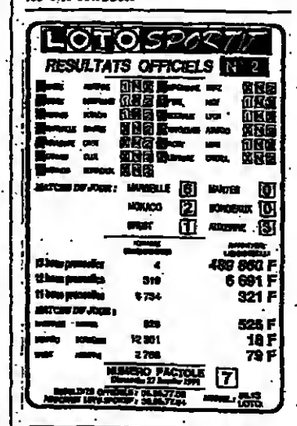
I. Faitout. Flammes. – II. Internes. Aloès. – III. Cèdes. Rats. Buts. – IV. Lueur. Usait. – V. Lot. Ineffable. – VI. Lue. Li. Alsés. – VII. Nélombos. Lé. – VIII. Assener. Acérés. – IX. Fi. Rincerais. – X. Ondées. Lô. Ise. – XI. User. Edentées. – XII. Limandes. Arrosé. – XIII. On. An. As. Anon. – XIV. Rancunier. Ut. – XV. Esse. Oie.

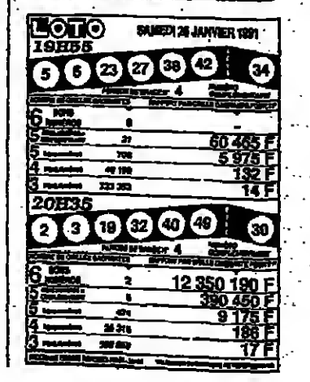
*Verticalement*

1. Ficelle. Foulure. – 2. Ane. Où. Ainsi. – 3. Italiens. Démon. – 4. Ténu. Espérance. – 5. Oreille. – 6. Un. Union. Seden. – 7. Terre. Mer. Dénié. – 8. Sa. Fébriles. Es. – 9. Tuf. Non. Ars. – 10. Lasse. Sac. Tasse. – 11. At. Abs. Céler. – 12. Mobiliser. Eratn. – 13. Meutas. Raison. – 14. Est. Eléis. Soue. – 15. Saisissement.

GUY BROUTY

BERTEIL SOLDES
à partir du mardi 29 janvier
3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS
24, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS
7, RUE DE SOLFÉRINO 75007 PARIS



# AGENDA

## LUNDI 28 JANVIER

## CINÉMAS

### LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**

Le cinémathèque de la danse présente : : John Neumeier su traveil (1967) : Introduction à l'art océanien (1989), de André S. Labarthe ; Van Gogh à Paris -repéragas (1668), d'André S. Labarthe ; Busby Berkeley, d'André S. Labarthe, 20 h.

**PALAIB DE TOKYO (47-04-24-24)**

*Le Jour le plus long* du Japon (1667, v.o. s.t. anglais), de K. Okamoto, 19 h.

### CENTRE GEORGES POMPIDOU

**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**

Zavattini : la Sposa non puo attendere (1650, v.o. s.t.f.), de Gianni Franciolini, 14 h 30 ; Lo Chiamsremo Andree (1972, v.o. traduction simultanée), de Vittorio De Sica, 17 h 30 ; la Ciociare (1960, v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**LES AFFRANCHIS** (**) (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**L'AMOUR DANS OE BEAUX ORAPS** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (46-06-67-57) ; Pathé Marignen-Concorde, 6e (43-59-92-62) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; *Pathé Montpemasse*, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**ATTACHE-MOI !** (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**LES AVENTURIERS OU TIMBRE PERDU** (Can.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-65) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ** (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; *Saint-Lambert*, 15e (45-32-91-68).

**BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE** (Sov., v.o.) : 14 *Juillet Parnasse*, 6e (43-26-58-00).

**CABAL** (*) (A., v.o.) : Gaumont *Ambassade*, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**LA CASA OE BERNARDA ALBA** (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

**LE CERCLE OES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; George V, 8e (45-62-41-46).

**CERTAINES NOUVELLES** (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**LE CHATEAU OE MA MÈRE** (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

***CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES*** (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHUCKY LA POUPÉE DE SANG** (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; *Grand Pavois*, 15e (45-54-46-85).

**LA CITÉ OES DOULEURS** (Chin., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**DAMES GALANTES** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**LA OÉSENCHANTÉE** (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**DESPERATE HOURS** (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Champs-Elysées, 6e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

**LA *DISCRÈTE*** (Fr.) : *Gaumont Les Halles*, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; *Gaumont Parnasse*, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**OOC'S KINGOOM** (Fr.-Por., v.o.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

***L'ECHELLE OE JACOB*** (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-65) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé *Clichy*, 18e (45-22-46-01).

**EUROPA EUROPA** (Fr.-All., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**LA FEMME OU MARCHAND OE PÉTROLE** (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).

**LA FILLE AUX ALLUMETTES** (Fin., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**GHOST** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (48-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

**LA GLOIRE OE MON PÈRE** (Fr.) : Gaumont Ambassads, 6e (43-56-19-08).

**LE GRAND BLEU** (Fr., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**HENRY & JUNE** (*) (Fr., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

**HENRY V** (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-56-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-66-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-76-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

**HOT SPOT** (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

***L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ OE L'ÊTRE*** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

***J'AI ENGAGÉ UN TUEUR*** (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Racine Odéon, 9e (43-26-16-68) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

**JU DOU** (Chin., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

**KORCZAK** (Pol.-All.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC *Rotonde*, 6e (45-74-94-94).

**LACENAIRE** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

**LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA** (Fin., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

**LES LIAISONS OANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-62) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

**MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION** (A., v.o.) : Georgs V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-63) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-64) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-66) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**L'EXPÉRIENCE INTEROITE** (*) (A., v.o.) : *Forum Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignen-Concorde, 6e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-96) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**L'EXORCISTE, LA SUITE** (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 6e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**L'EXPÉRIENCE INTEROITE** (*) (A., v.o.) : *Forum Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignen-Concorde, 6e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-96) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**MAUVAISE FILLE.** Film français de Régis Franc : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-67-77) ; George V, 6e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRALIEN.** Film américain de Simon Wincer, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignen-Concorde, 8e (43-59-92-62) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**LES ARNAQUEURS.** Film américain de Stephen Frears, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-66-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-87) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**MAUVAISE FILLE.** Film français de Régis Franc : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-67-77) ; George V, 6e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRALIEN.** Film américain de Simon Wincer, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignen-Concorde, 8e (43-59-92-62) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

**NETCHAIEV EST DE RETOUR.** Film français de Jacques Deray : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-62-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *Les Nation*, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-81-84-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 16e (45-22-46-01).

**ROUTE ONE** (USA-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Le Gambetta*, 20e (46-36-10-96).

**TRANSIT.** Film français de René Allio : Escurial, 13e (47-07-28-04).

**VILLA 6EAUSOLEIL.** Film français de Philippe Alard : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-16).

## LES FILMS NOUVEAUX

**LES ARNAQUEURS.** Film américain de Stephen Frears, v.o. : *Gaumont Les Halles*, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-66-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-87) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Miramar*, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**MAUVAISE FILLE.** Film français de Régis Franc : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-67-77) ; George V, 6e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRALIEN.** Film américain de Simon Wincer, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignen-Concorde, 8e (43-59-92-62) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**NETCHAIEV EST DE RETOUR.** Film français de Jacques Deray : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-62-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; *Les Nation*, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-81-84-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 16e (45-22-46-01).

**ROUTE ONE** (USA-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; *Le Gambetta*, 20e (46-36-10-96).

**TRANSIT.** Film français de René Allio : Escurial, 13e (47-07-28-04).

**VILLA 6EAUSOLEIL.** Film français de Philippe Alard : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-16).

**MIMA** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**MR AND MRS BRIDGE** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-56-16-08) ; *La Bastille*, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-76-76) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

**LE MYSTÈRE VON 6ULOW** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 8e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; *UGC Maillot*, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-66-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-86-62) ; Gaumont Convention, 15e (48-26-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (*) (A., v.o.) : Studio Galenda, 6e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-48-85).

**NIKITA** (Fr.) : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

**OUTREMER** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 6e (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LE PETIT CRIMINEL** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 8e (45-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnesse, 14e (43-35-30-40) ; Geumont Convention, 16e (48-28-42-27).

**LA PETITE SIRÈNE** (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-58) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-96) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

**PINOCCHIO ET L'EMPEREUR OE LA NUIT** (A., v.f.) : *Le Berry Zèbre*, 11e (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**PRÉSUMÉ INNOCENT** (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8e (45-74-93-50).

**PRETTY WOMAN** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 8e (42-25-10-30) ; Pathé Marignen-Concorde, 6e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 6e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-76-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 8e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; *Gaumont Alésia*, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**REI DOM OU LA LÉGENDE OES KREULS** (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

**REZ-OE-CHAUSSÉE** (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**ROCKY 5** (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

**SAILOR ET LULA** (*) (Brit., v.o.) : *Epée de Bois*, 5e (43-37-57-47) ; *Studio Galande*, 5e (43-54-72-71) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

**LE SEUL TÉMOIN** (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

**LA VILLE LOUVRE** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8e (46-33-97-77).

### LES SÉANCES SPÉCIALES

**A LA POURSUITE OCTOBRE ROUGE** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h.

**ALEXANDRE NEVSKI** (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

***AMADEUS*** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

**ANNE TRISTER** (Can.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

**LA BAIE DES ANGES** (Fr.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) 12 h.

**BLADE RUNNER** (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h.

**LA CITÉ DES FEMMES** (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

**LA *CLEPSYDRE*** (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

**LE CONFORMISTE** (Fr.-It.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 10.

**LA COULEUR POURPRE** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 16 h 15.

**LE CUIRASSÉ POTEMKINE** (Sov.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h.

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE TUERAS POINT** (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 17 h 45.

**DOCTEUR PETIOT** (Fr., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

**DROWNING BY NUMBERS** (Brit., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h.

**ECHOS O'UN SOMBRE EMPIRE** (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

**EXCALIBUR** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

**FANTASIA** (A.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 17 h 30.

**LE FESTIN OE BABETTE** (Dan., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

**GATSBY LE MAGNIFIQUE** (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

**GOTHIC** (*) (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 14 h 50.

**L'HOMME BLESSÉ** (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

**L'IMPORTANT C'EST D'AIMER** (**) (Fr.-It.-All.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

**INOIANA JONES ET LA OERNIÈRE CROISAOE** (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

**IVAN LE TERRIBLE** (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 16e (45-32-91-68) 13 h 40.

**JE T'AIME, MOI NON PLUS** (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

**LE JUPON ROUGE** (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h 20.

**LIBZTOMANIA** (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-66) 16 h 30.

**MA VIE OE CHIEN** (Su., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-16-06) 16 h 30.

**MACBETH** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-16-09) 16 h.

**LE MAÎTRE DE MUSIQUE** (Bel.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-65) 16 h 15.

**LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE** (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

**LE MIROIR** (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 19 h 40.

**MO' BETTER BLUES** (A., v.o.) : *Images d'ailleurs*, 5e (45-87-16-09) 14 h, 20 h.

**LE MONOE SELON GARP** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h.

**NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-16-09) 16 h.

**NOUS ÉTIONS UN SEUL HOMME** (Fr.) : Accatone, 5e (46-33-86-66) 20 h 30.

**LA PASSAGÈRE** (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

**LES QUATRE CENTS COUPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

**QUERELLE** (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 ; v.f. : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

**LA RÈGLE DU JEU** (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 19 h.

**RENCONTRES AVEC OES HOMMES REMARQUABLES** (Brit., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) 12 h 10.

**ROSE DES SABLES** (Alg., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) 12 h.

**SOLARIS** (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 16 h.

**THELONIOUS MONK** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-18-09) 22 h.

**TO SLEEP WITH ANGER** (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5e (45-87-16-09) 16 h.

**LA TRAVIATA** (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

**UN COMPAGNON OE LONGUE OATE** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-28-19-09) 20 h 15.

**LE VENTRE OE L'ARCHITECTE** (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 40.

## THÉATRES

### SPECTACLES NOUVEAUX

*(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)*

**LE MAGICIEN PROOIGIEUX.** Théâtre de la Ville (42-74-22-77) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 15 h (23).

**MELITE OU LES FAUSSES LETTRES.** Malakoff. Théâtre 71 (46-55-43-45) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (23).

**LA TANIÈRE (OIE FREMOENFUHRERIN).** Théâtre national de la Colline (43-56-43-50) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 16 h (23).

**TIMSIT.** Palais des Glaces (42-02-27-17) (dim.) 20 h 30 (23).

**LE VERT PARADIS.** Marie-Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 22 h (23).

**FEU LA MÈRE OE MADAME.** La Plessis-Robineon. (Amphithéâtre Pablo-Picasso) (46-30-45-26) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 17 h (24).

**LA DERNIÈRE NUIT D'OTTO WEININGER.** Dix-huit Théâtre (42-26-47-47) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (25).

**MÉMOIRE SAUVÉE OU VENT.** Vincennes (International Visual Theatre) (43-65-63-63) (dim., lun.) 21 h (29).

**IPHIGÉNIE.** Palaiseau (Théâtre de la Mare-au-diable) (60-14-31-76) jeudi, vendredi, lundi, mardi à 14 h 30 ; vendredi et samedi à 20 h 30 (28).

**ZAZIE OANS LE MÉTRO.** Déchargeurs (TLD) (42-36-00-02) 21 h ; mer. à 15 h (28).

**CE VOYOU GÉNIAL.** Petit Montparnasse (43-22-77-30) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 15 h 30 (29).

**L'HIRONOELLE.** Essaion de Paris (42-76-46-42) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 16 h (26).

**LE RÉFORMATEUR.** Gobigny. Maison de la Culture (48-31-11-45) (dim. soir, lun.) 20 h 30 ; dim. 18 h (29).

**RUFUB.** Olympia (47-42-25-49) 20 h 30, mardi, mercredi, jeudi (dernière) (26).

**LE SYSTÈME DU MONOE.** Grande Halle de la Villette (Salle Boris-Vian) (42-49-77-22) (dim. soir, lun.) 21 h ; dim. 16 h (29).

**LES TAC-TICS OU CŒUR.** Théâtre du Tambour Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.) 16 h 45 ; dim. 15 h (29).

**ARCANE** (43-36-16-70). *La Femme sans nom* : 20 h 30.

**BATACLAN** (47-00-30-12). Match d'improvisation : 21 h.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU** (42-74-42-19). Aujourd'hui c'est mon anniversaire : 20 h 30.

**CENTRE MANDAPA** (45-89-01-60). Contes d'hiver IV : 20 h 30.

**COMÉOIE-FRANCAISE** (40-15-00-15). Salle Richelieu. La Barbier de Séville ou la Précaution inutile : 20 h 30.

**DAUNOU** (42-61-69-14). Bon week-end Monsieur Bennett : 21 h.

**OÉCHARGEURS (TLO)** (42-36-00-02). Zazie dans la métro : 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). *Les Babas-Cadres* : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

**GRAND THÉATRE D'EOGAR** (43-20-90-09). San Antonio : 20 h 15. *Les Bidochons, histoire d'amour* : 22 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-99). *La Cantatrice chauve* : 19 h 30. *La Leçon* : 20 h 30.

**LE 6OURVIL** (43-73-47-84). *Ça préserve de tout sauf du rire* : 20 h 30.

**LE PROLOGUE** (46-75-33-15). *Mona chérie* : 16 h 45.

**LIERRE-THÉATRE** (46-66-55-83). Partition : 20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. François Rabelais : 20 h. Huis clos : 21 h 30. Théâtre rouge. Mignonne, allons voir... : 20 h. Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 21 h 30.

**MADELEINE** (42-65-07-09). Les Sept Miracles de Jésus en alternance : 20 h 30. La Pêche miraculeuse des 153 poissons en alternance : 20 h 30.

**MARAIS** (42-76-03-53). Graese Matinée : 21 h.

**MICHODIÈRE** (47-42-95-23). Le Gros N'avion : 20 h 30.

**PALAIS OES 6LACES (PETIT PALAIS)** (42-02-27-17). *Timeit* : 20 h 30.

**POTINIÈRE** (42-51-44-16). Archibald : 20 h 45.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-06-21-93). Valérie Lemercier au Splendid : 20 h 30.

**THE SWEENY** (46-33-26-12). *A Kind of Alaske and Victoria* Station Spectacle en anglais : 20 h.

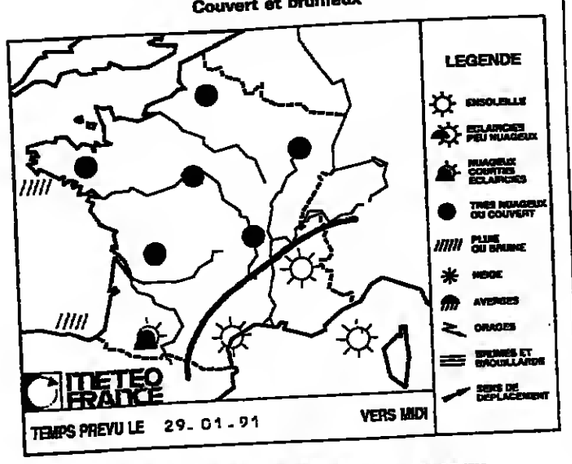
**THÉATRE DE LA MAINATE** (42-08-63-33). La Retraite à Casemene : 20 h 30.

**THÉATRE DE NESLE** (46-34-61-04). Spectacle

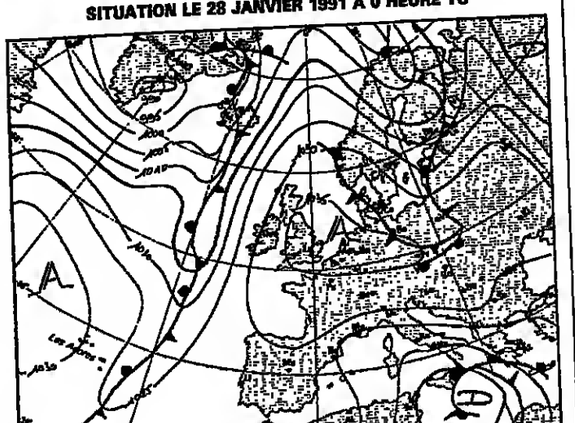
# AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 29 janvier
Couvert et brumeux




SITUATION LE 28 JANVIER 1991 A 0 HEURE TU

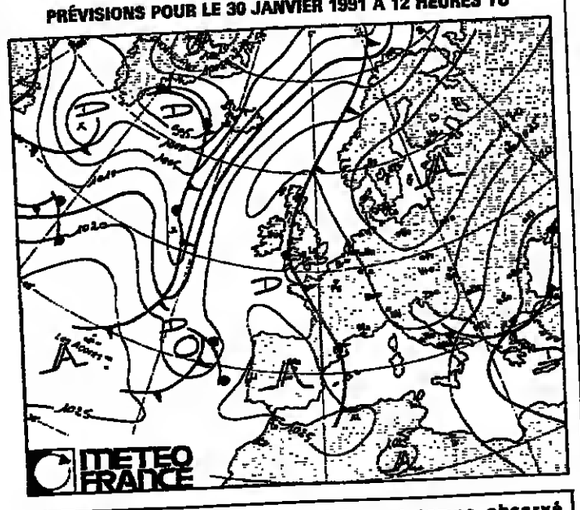



Mercredi 30 janvier. – Nuageux sur l'Ouest, brumeux, puis ensoleillé sur l'Est. Sur les régions de l'Ouest, de l'Aquitaine, Charentes, Pays de Loire et au Cotentin, les nuages seront nombreux. Ils seront généralement peu épais et ne feront qu'occulter le soleil. Cependant, sur les régions côtières et en Bretagne, les nuages seront plus menaçants et pourront donner quelques pluies faibles. Le vent de sud-est soufflera modérément.

Ailleurs, la journée débutera avec quelques brumes ou brouillards. Ces brouillards risquent d'être givrants dans le nord-est. Ces formations brumeuses se dissiperont en cours de matinée pour laisser la place à de belles périodes ensoleillées l'après-midi. Un temps d'aspect brumeux pourrait persister dans le nord-est.

Les températures minimales seront froides sur la moitié-est, - 1 à – 4 degrés pouvant s'abaisser à – 6 dans l'extrême est, légèrement positives dans l'Ouest, de 0 à 2-3 degrés. L'après-midi, elles oscilleront entre 0 et 4 degrés sur le Nord, Nord-Est et Centre-Est, et atteindront 10-12 degrés sur les côtes méditerranéennes. Sur l'Ouest, elles seront comprises entre 4 et 9 degrés du Nord-Ouest au Sud-Ouest.

PRÉVISIONS POUR LE 30 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU




**TEMPÉRATURES maxima - minima at temps observé le 28-01-1991**
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-01-1991 à 6 heures TU et le 28-01-1991 à 6 heures TU

| FRANCE | | | | TOURS | – 1 | – 2 | C | LOS ANGELES | 17 | 6 | N |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| AJACCIO | 14 | 3 | N | TOULOUSE | 8 | – 2 | B | LUXEMBOURG | – 1 | – 2 | C |
| BIARRITZ | 8 | 3 | B | POINTE-A-PITRE | – | – | – | MADRID | 10 | – 5 | D |
| BORDEAUX | 0 | – 2 | C | | | | | MARRAKECH | 10 | 6 | N |
| BOURGES | – 1 | – 3 | C | ÉTRANGER | | | | MEXICO | 25 | 6 | A |
| BREST | 4 | 2 | C | | | | | MILAN | – 1 | – 6 | D |
| CAEN | 1 | – 1 | C | ALGER | 14 | 7 | D | MONTRÉAL | – 2 | – 8 | C |
| CHERBOURG | – | – | – | AMSTERDAM | 6 | – 1 | B | MOSCOU | – 19 | – 22 | N |
| CLERMONT-FER | – 4 | – 4 | C | ATHÈNES | 12 | 10 | P | NAIROBI | 23 | 17 | N |
| DIJON | 1 | – 2 | C | BANGKOK | 33 | 24 | D | NEW-YORK | 6 | – 1 | C |
| GRENOBLE S-M | 0 | – 1 | C | BARCELONE | 14 | 4 | D | OSLO | – 2 | – 9 | N |
| LILLE | 3 | 1 | C | BELGRADE | – 2 | – 3 | C | PALMA-DE-MAJ. | 14 | 1 | N |
| LIMOGES | – 3 | 5 | C | BERLIN | 3 | 6 | P | PÉKIN | 5 | – 2 | D |
| LYON | – 2 | – 2 | C | BRUXELLES | 3 | 2 | C | RIO-DE-JANEIRO | 27 | 21 | C |
| MARSEILLE-MAR | 7 | – 5 | D | LE CAIRE | 16 | 7 | D | ROME | 14 | 2 | D |
| NANCY | – 1 | 1 | C | COPENHAGUE | 2 | – 1 | B | SINGAPOUR | 31 | 24 | C |
| NANTES | – 1 | – 2 | C | DAKAR | 26 | 19 | D | STOCKHOLM | 0 | – 6 | D |
| NICE | 14 | 5 | D | DELHI | 30 | 13 | D | SYDNEY | 27 | 22 | C |
| PARIS-MONTS | 0 | 0 | C | DJERBA | 15 | 12 | A | TOKYO | 19 | 3 | D |
| PAU | 6 | 2 | C | GENÈVE | – 2 | – 3 | C | TUNIS | 14 | 10 | N |
| PERPIGNAN | 13 | 3 | D | HONGKONG | 17 | 14 | D | VARSOVIE | 2 | – 1 | N |
| RENNES | 0 | – 2 | C | ISTANBUL | 3 | 3 | D | VENISE | 8 | 1 | D |
| ST-ETIENNE | – 4 | – 4 | * | JÉRUSALEM | – | – | – | VIENNE | 1 | 0 | * |
| STRASBOURG | 0 | – 2 | C | LISBONNE | 12 | 3 | D | | | | |
| | | | | LONDRES | 4 | 2 | C | | | | |

| A | B | C | D | N | O | P | T | * |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| averse | bruine | ciel couvert | ciel dégagé | ciel nuageux | orage | pluie | tempête | neige |

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

*(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)*

## RADIO-TÉLÉVISION

**En raison de la guerre du Golfe, les chaînes risquent de modifier leurs programmes pour faire place à des émissions d'information**

# Lundi 28 janvier

### TF 1

20.45 **Téléfilm : Les mouettes.** De Jean Chapot, avec Macha Méril, Anaïs Jeanneret.
22.40 **Saddam Hussein : nouveau Nasser ou nouvel Hitler ?** Emission spéciale.
23.50 **Magazine : Va y avoir du sport.**
0.40 **Au trot.**
0.45 **Journal, Météo et Bourse.**
1.05 **TF 1 nuit : 7 sur 7** (rediff.).
1.55 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.20 **Info revue.**

### A 2

20.45 **Magazine : Quatre vérités pour comprendre une guerre.** Invités : le général Jean-Michel Sautnier, Antoine Waechter, l'amiral Phllippe de Gaulle, Michel Vauzelle.
22.15 **Variétés : Ages tendres n° 4.** Emission présentée par Albert Raisner (rediff.).
23.15 **Sport : Ski.** Championnats du monde à Saalbach (Autriche).
23.25 **Journal et Météo.**
23.45 **Série : Miss manager et ses footballeurs.**

### FR 3

20.40 **Cinéma : La vingt-cinquième heure.** ■■ Film franco-italien d'Henri Verneuil (1966). Avec Anthony Quinn, Virna Lisi, Grégoire Aslan.
22.45 **Journal et Météo.**
23.05 **Magazine : Océaniques.** Mémoire en ricochets 1959-1969, de Michel Mitrani. 3 et fin. Le rêve& des Pha-raons ; Parti-pris (Pierre Chaunu) ; Philippe Lamour, de Claude-Jean Philippe (dernière partie).
1.10 **Musique : Carnet de notes.**

### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Bonjour les vacances 2.** ■ Film américain d'Amy Eckerling (1985). Avec Chevy Chase, Beverly D'Angelo, Jason Lively.
22.00 **Flash d'informations.**
22.05 ▶ **Documentaire : Lata Mangeshkar.** De Nasreen Kabir.
22.45 **Cinéma : Le Mahabharata.** ■■ Film franco-britannique de Peter Brook (1988). Avec Robert Langdon Lloyd, Vittorio Mezzogiorno, Andrzej Seweryn.
1.30 **Cinéma : Aux frontières de l'aube.** ■■ Film américain de Kathryn Bigelow (1985). Avec Adrian Pasdar, Jenny Wright, Lance Henrikson.

### LA 5

20.45 **Téléfilm : Les hommes du commando.** De William Friedkin, avec Joseph Cortese, Stephen W. James.
22.30 **Spécial Golfe.**
23.25 **Série : Le voyageur.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Rediffusions.**

### M 6

20.35 **Cinéma : Des nerfs d'acier.** □ Film américain de Steve Carver (1979). Avec Lee Majors, Jennifer O'Neil, George Kennedy.
22.30 **Série : Hongkong connection.**
23.25 **Série : Le prisonnier.**
0.15 **Six minutes d'informations.**
0.20 **Magazine : Dazibao.**
0.25 **Magazine : Jazz 6.**
1.05 **Journal de CNN.**
2.00 **Rediffusions.**

### LA SEPT

19.35 **Journal de FR 3.**
20.00 **Magazine : Anicroches.**
20.55 **Vidéopérette** (et à 23.55).
21.00 **Cinéma : Jour de fête.** ■■ Film français de Jacques Tati (1948).
22.15 **Documentaire : Sur les pas de Monsieur Hulot** (1). De Sophie Tatischeff.
23.15 **Documentaire : A la recherche de la couleur perdue.** De Claude Ventura et François Ede.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Le grand débat.** La gauche passera-t-elle le siècle ?
21.30 **Dramatique : Hommes sans femmes.** D'Angelo Longoni.
22.40 **La radio dans les yeux.**
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Manfred Eicher.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Prélude et fugue pour clavier en ut majeur K 394, Rondo pour clavier en la mineur K 511, Sonate pour clavier n° 11 en la majeur K 331, Sonate pour clavier n° 16 en si bémol majeur K 570, Fantaisie pour clavier n° 2 en ré mineur K 397, de Mozart, par Andreas Staier, pianoforte.
23.07 **Poussières d'étoiles.**

# Mardi 29 janvier

### TF 1

14.30 **Feuilleton : Côte Ouest.**
15.25 **Tiercé à Vincennes.**
15.35 **Série : Tribunal.**
16.05 **Série : Paire d'as.**
17.00 **Club Dorothée.**
17.35 **Série : Starsky et Hutch.**
18.25 **Jeu : Une famille en or.**
18.55 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.20 **Jeu : La roue de la fortune.**
19.55 **Divertissement : Pas folles, les bêtes !**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.45 **Cinéma : Le beauf.** ■ Film français d'Yves Amoureux (1987). Avec Gérard Jugnot, Gérard Darmon, Marianne Basler.
22.35 **Magazine : Ciel, mon mardi !**
0.25 **Au trot.**
0.30 **Journal, Météo et Bourse.**
0.50 **Sport : Ski.** Championnats du monde à Saalbach.
1.00 **TF 1 nuit : Reportages** (rediff.).
1.25 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
1.50 **Info revue.**
2.35 **Feuilleton : Cités à la dérive** (rediff.).
3.25 **Documentaire : Histoires naturelles** (rediff.).

### A 2

14.25 **Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.**
16.07 **Feuilleton : Le chef de famille.**
17.00 **Série : Eve raconte.** Colette.
17.15 **Série : Les craquantes.**
17.45 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
18.05 **Magazine : Giga.**
19.00 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.45 **Cinéma : Les diplômés du dernier rang.** □ Film français de Christian Gion (1982). Avec Michel Galabru, Marie Laforêt, Patrick Bruel.
22.15 ▶ **Magazine : Qu'avez-vous fait de vos 20 ans ?** Invité : l'abbé Pierre.
23.15 **Sport : Ski.** Championnats du monde à Saalbach (Autriche).
23.25 **Journal et Météo.**
23.45 **Musique : Jazz à Antibes.**

### FR 3

14.30 **Magazine : Regards de femme.**
15.05 **Magazine : Thalassa** (rediff.).
16.05 **Magazine : Zapper n'est pas jouer.**
17.30 **Amuse 3.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.**
19.00 **Le 19-20 de l'information.**
20.10 **Jeux : La classe.**
20.35 **INC.**
20.40 **Téléfilm : Miracle à Rome.** De Lisandro Duque Naranjo, avec Frank Ramirez, Gerardo Arellano.
22.00 **Journal.**
22.20 **Télévision régionale.**
23.00 **Variétés : Eurotop Metropolys.**
23.50 **Magazine : Espace francophone.**
0.15 **Musique : Carnet de notes.**

### CANAL PLUS

13.30 **Cinéma : La vengeance d'une femme.** ■■■ Film français de Jacques Doillon (1989). Avec Isabelle Huppert, Béatrice Dalle, Jean-Louis Murat.
15.40 **Magazine : Mon zénith à moi** (rediff.).
16.30 **Téléfilm : La panthère frappe à nouveau.** De Brian Trenchard-Smith, avec Edward J. Stazak, John Stanton.
18.00 **Canaille peluche.**

*En clair jusqu'à 20.30*

18.30 **Dessins animés : Ça cartoon.**
18.50 **Top 50.**
19.20 **Magazine : Nulle part ailleurs.**
20.30 **Cinéma : Cocktail.** □ Film américain de Roger Donaldson (1988). Avec Tom Cruise, Bryan Brown, Elisabeth Shue.
22.10 **Flash d'informations.**
22.15 **Cinéma : Faux semblants.** ■■■ Film canadien de David Cronenberg (1988). Avec Jeremy Irons, Geneviève Bujold, Barbara Gordon (v.o.).
0.05 **Cinéma : Baby blood.** ■ Film français d'Alain Robak (1989). Avec Emmanuelle Escourrou, Jean-François Gallotte, Alain Chabat.
1.30 **Cinéma : Un drôle de paroissien.** ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1963). Avec Bourvil, Jean Poiret, Francis Blanche.

### LA 5

14.30 **Série : Le renard.**
15.35 **Série : Bergerac.**
16.30 **Dessins animés.**
18.35 **Série : K2000.**
19.20 **Spécial Golfe.**
20.00 **Journal.**
20.45 **Drôles d'histoires.**
20.50 **Cinéma : Le flic de mon cœur.** ■■ Film américain de Jim McBridge (1986). Avec Dennis Quaid, Ellen Barkin, Ned Beatty.
22.30 **Magazine : Goool.**
23.30 **Série : Le voyageur.**
0.00 **Journal de minuit.**
0.10 **Rediffusions.**

### M 6

15.40 **Variétés : Bleu, blanc, clip.**
16.45 **Série : Vegas.**
17.35 **Jeu : Zygomusic.**
18.05 **Série : Supercopter.**
19.00 **Série : La petite maison dans la prairie.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.30 **Magazine : Mode 6.**
20.35 **Téléfilm : Marie et sa bande.** D'Eric Till, avec Gema Zamprogna, Gwynyth Walsh.
22.20 **Série : Brigade de nuit.**
23.15 **Magazine : Vénus.**
23.45 **Six minutes d'informations.**
23.50 **Magazine : Dazibao.**
23.55 **Musique : Boulevard rock'and hard.**
0.25 **Journal de CNN.**
2.00 **Rediffusions.**

### LA SEPT

10.00 **Cours d'anglais** (4). (Et à 12.00.)
15.30 **Documentaire : Angano Angano, nouvelles de Madagascar.** De Marie-Clémence et César Paes.
16.30 **Téléfilm : Les doux jeux de l'été passé.** De Juraj Herz.
17.35 **Court métrage : Cherith.** De Shirley Bareth.
17.55 **Magazine : Dynamo.**
18.25 **Documentaire : Jazz français à New-York** (1). De Christian Palligiano.
19.30 **Chronique : Le dessous des cartes.**
19.35 **Journal de FR3.**
20.00 **Documentaire : Hôtel particulier.** De Thierry Michel et Fabienne Renard.
20.55 **Vidéopérette.** De Michel Jeffrennou (et à 0.00).
21.00 **Magazine : Mégamix.** De Martin Meissonnier.
22.00 **Magazine : Dynamo.**
22.30 **Téléfilm : La chouette aveugle.** De Raoul Ruiz.

### FRANCE-CULTURE

20.30 **Archipel science.** Mathématiciens dans tous leurs états.
21.30 **Y a-t-il une nouvelle donne de l'orientation ?**
22.40 **Les nuits magnétiques.** Rue des nostalgies : rue des Rosiers, Paris.
0.05 **Du jour au lendemain.**
0.50 **Musique : Coda.** Manfred Eicher.

### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor à cordes n° 3 en ré majeur op. 44 n° 1, de Mendelssohn ; Trio à cordes, de Meriet ; Quatuor à cordes n° 5 en mi bémol majeur op. 44 n° 3, de Mendelssohn, par le Quatuor Cherubini.
23.15 **Poussières d'étoiles.**

**Du lundi au vendredi, à 9 heures sur FRANCE-INTER**
**« ZAPPINGE »**
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du « Monde »

LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

Le Monde
ARTS·SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

22 Le fonds central : solution ou illusion
23 Le déficit en RDA pèse sur l'économie allemande
24 L'inflation s'est stabilisée dans les médias
25 Chèque économique
38 Marchés financiers
39 Bourse de Paris

## Les conséquences économiques de la guerre du Golfe

### L'AIE accusée

Alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui regroupe les principaux pays consommateurs de pétrole, devait se réunir le 28 janvier à Paris, le ministre algérien des mines, M. Sadek Boussena, président en exercice de l'OPEP, a accusé cette organisation, créée en 1974 par M. Henry Kissinger, d'avoir par une *« action délibérée »* provoqué la chute de près de dix dollars des cours du brut.

Dans un entretien publié le week-end dernier par l'agence algérienne APS, M. Boussena s'est livré à une attaque très vive de l'AIE : *« Les notifications faites à ses membres le 17 janvier, jour de déclenchement de la guerre, pour rendre disponibles 2,5 millions de barils/jour (mbj) à partir notamment des stocks stratégiques gouvernementaux (...), ont eu un effet d'annonce tel que le marché, largement approvisionné, a anticipé une pléthore de pétrole »*, a ainsi déclaré le président de l'OPEP. M. Boussena estime que la tentation de certains pays industrialisés de favoriser la baisse des prix du brut *« aurait des effets désastreux sur la croissance économique et la stabilité sociale des pays ... fortement dépendants de leurs ressources pétrolières »*.

De tels propos ne devraient pas empêcher l'AIE de maintenir son plan d'urgence visant à mobiliser 2,5 mbj par différents moyens, de stockage et économies d'énergie. Seules les quantités pourraient être révisées à la baisse, en raison de l'abondance de pétrole qui reste actuellement disponible sur le marché. Les Etats-Unis ont décidé le 16 janvier de puiser de nouveau 1,12 million de barils/jour dans leurs réserves, et le Japon 350 000 millions.

Si d'importantes quantités de pétrole koweïtien se déversent dans le Golfe, les experts font remarquer que les stocks de l'OCDE atteignaient avant le déclenchement des hostilités quatre-vingt-seize jours de consommation, soit leur niveau le plus élevé depuis 1982. Une certaine sécurité sera préservée tant que les installations saoudiennes resteront indemnes. Si le feu brûle dans le Golfe, il n'y a pas encore péril dans la demeure des consommateurs. Pour l'instant.

E. F.

## Les Etats-Unis répugnent à mettre en place des programmes d'économies d'énergie

**Pour faire face à une éventuelle pénurie doublée d'une hausse des cours, la plupart des pays consommateurs, y compris la France, ont mis en place depuis longtemps de véritables programmes d'économies d'énergie, récemment renforcés (*le Monde* du 18 janvier). Rien de tel aux Etats-Unis, où le président Bush devrait cependant annoncer le 29 janvier, dans son message sur l'état de l'Union quelques dispositions minimales qui souffrent encore d'une réelle volonté politique d'appliquer au plus important consommateur d'énergie au monde le moyen de réduire sa dépendance pétrolière.**

NEW-YORK
*de notre correspondant*

Les cent cinquante mille manifestants pacifistes brandissant le 26 janvier des banderoles *« Pas de sang pour du pétrole ! »* devant la Maison Blanche, à Washington, et l'extension d'une gigantesque marée noire au large du Koweït sont venus rappeler aux Américains que le baril de brut est autant une richesse qu'une arme redoutable en cas de guerre économique.

Un instant affolés lorsqu'ils ont vu, en septembre dernier, le prix du pétrole grimper jusqu'à 40 dollars, les Etats-Unis, qui consomment deux fois plus d'énergie que l'Allemagne ou le Japon, à capacité de production égale, ont été rassurés en constatant qu'après les premiers *raids* de l'*US Air Force* non seulement les prix n'ont pas flambé, mais sont redescendus d'eux-mêmes, pratiquement à leur niveau du 2 août 1990.

La seule réaction de l'administration américaine pour calmer la spéculation qui s'est emparée des marchés pétroliers pendant quelques semaines a consisté, en septembre dernier, à mettre en vente 5 millions de barils prélevés sur les réserves stratégiques (590 millions de barils), puis, le 16 janvier, à autoriser le secrétaire à l'énergie à puiser dans ces réserves à hauteur de 1,12 million de barils/jour en fonction des besoins du marché et du pays.

Fallait-il repenser d'urgence un programme d'économies d'énergie, sachant que, bien avant qu'éclate la crise du Golfe, les Etats-Unis étaient contraints d'importer 50 % du pétrole nécessaire à la satisfaction de leurs besoins énergétiques (dont 26 % en provenance du Golfe, contre 10 % en 1983), faute de produire suffisamment sur place ? Fallait-il éviter au plus vite un alourdissement prévisible de la facture pétrolière, laquelle constitue, à elle seule, 40 % du déficit total de la balance commerciale américaine ?

M. James Watkins, secrétaire à l'énergie, s'est contenté, pour l'instant, d'indiquer qu'un certain nombre de propositions diverses, actuellement examinées par son département, seraient sans doute soumises au Congrès au mois de février.

### George Bush « président vert »

Dans ce domaine, l'ancien président Carter est sans doute celui qui a fait le plus, ne serait-ce qu'en créant un ministère spécifique pour l'énergie et en abaissant la vitesse maximale sur les routes afin de réduire la consommation d'essence. Une série de dispositions dont son successeur, M. Reagan, s'est simplement accommodé en estimant que la baisse du prix du brut durant la majeure partie de son double mandat permettait de remettre au lendemain des mesures d'économie nécessairement contraignantes.

A peine installé dans le bureau ovale, M. Bush s'est présenté, lui, en « président vert », soucieux d'écologie et d'énergie à un moindre prix. Des vœux pieux. Dix-huit mois après avoir l'avoir lancée, la stratégie nationale de l'énergie n'a toujours pas pris corps, alors que le gouvernement a tout de même réussi à faire voter l'année dernière une loi destinée à lutter contre la pollution atmosphérique (Clean Air Act), laquelle débouche incidemment sur des économies d'énergie via la réduction de la consommation d'essence. Mais il est plus facile de s'attaquer à la combustion des moteurs qu'au prix du gallon, redescendu à environ 1,10 dollar ces derniers jours.

### Doubler le prix de l'essence ?

*« Le seul moyen de faire des économies d'énergie, c'est de doubler le prix de l'essence. C'est un problème politique, pas économique »*, rappelle M. Kent Jeffreys, un spécialiste du Competitiva Enterprise Institute, soulignant que plus de 60 % du pétrole utilisé aux Etats-Unis sont destinés aux transports, dont 42 % pour les seules voitures particulières. Eventualité, évoquée en pointillé parmi les 448 (pas moins...) idées avancées par les pétroliers, les constructeurs d'automobiles, les responsables de l'environnement et des grands secteurs de l'activité économique appelés à définir la fameuse stratégie nationale de l'énergie qui doit devenir la doctrine fédérale.

Parmi les mesures d'économie proposées figurent l'éclairage public (grâce à des ampoules consommant moins), l'équipement ménager (réfrigérateurs, climatiseurs...), le bâtiment (meilleure isolation des constructions nouvelles), les compagnies d'électricité invitées à encourager leurs clients à consommer moins (avec incitations fiscales à l'appui) et le recours accru aux énergies renouvelables (photovoltaïque, biomasse, éthanol), lesquelles représentent encore une part minime des besoins énergétiques du pays. Le principal volet reste la consommation moyenne des véhicules, laquelle a déjà diminué de moitié en moins de quinze ans, une amélioration que les constructeurs veulent accentuer.

SERGE MARTI

*Lire la suite page 23*

## Le port autonome de Marseille a bien supporté la crise

**Le trafic total du port autonome de Marseille (PAM) a atteint, en 1990, 91,6 millions de tonnes contre 93,4 millions de tonnes en 1989. Cette diminution de 3,2 % par rapport à l'année précédente s'explique essentiellement par la forte réduction des exportations d'eau à destination des pays touchés par la sécheresse (– 1,9 million de tonnes) et par un nouveau recul du transit international d'hydrocarbures.**

MARSEILLE
*de notre correspondant régional*

S'il a bien supporté les conséquences des événements du Golfe, le port autonome voit cependant s'accroître l'écart qui le sépare d'Anvers, qui lui avait soufflé, l'an dernier, la deuxième place européenne et franchit, pour la première fois, la barre des 100 millions de tonnes (102 millions de tonnes, en hausse de 6,9 %).

Selon l'expression de son directeur, M. Michel Péchère, le port marseillais est *« à peu près passé à travers les gouttes »* dans la tempête qui a secoué le golfe Persique. Avant l'embargo décidé par l'ONU, l'Irak et le Koweït représentaient environ 6 % de ses approvisionnements en pétrole brut. Mais le rééquilibrage des importations s'est réalisé rapidement sur un marché surabondant et diversifié.

### Perspectives incertaines

Les raffineries locales ont ainsi fonctionné à pleine capacité en développant leurs débouchés à l'exportation. La légère diminution du trafic des hydrocarbures (62,6 millions de tonnes contre 63,61 millions de tonnes en 1989) résulte, en fait, d'une dégradation du trafic d'éclatement (– 1,6 million de tonnes) et de la régression sensible des livraisons du pipe-line sud-européen vers les raffineries étrangères (– 2,3 millions de tonnes) en raison de la réouverture de l'oléoduc Rhin-Danube et de la très forte concurrence du port de Trieste. Ces deux facteurs sont compensés par une augmentation des importations françaises.

Toutefois, les perspectives sont incertaines. Selon les responsables du PAM, une extension de la guerre du Golfe aux pays périphériques, y compris ceux riverains de la mer Rouge et de la Méditerranée orientale, affecterait ainsi un trafic de 20 millions de tonnes, soit près du tiers du trafic total de brut.

Le trafic des marchandises diverses est, quant à lui, resté stable à son meilleur niveau de 1989, soit 10,64 millions de tonnes, alors que tous les autres ports autonomes, à l'exception de Nantes, enregistrent des replis significatifs de 4 % à 14 %. *Le PAM a notamment battu ses* records en ce qui concerne le trafic des conteneurs, avec une croissance de 1,3 % et celui des fruits et légumes (730 000 tonnes), en augmentation de 3,5 %.

*Le* redressement de la réparation navale s'est, par ailleurs, confirmé grâce au développement du nouveau marché des navires de haute plaisance. L'activité passagers a chuté de 9 %, mais une métamorphose est attendue dans ce domaine avec la réalisation, d'ici trois ans, d'un ambitieux programme de modernisation des gares maritimes.

Avec 900 millions de francs, le chiffre d'affaires du PAM est, enfin, resté stable. En s'imposant une gestion rigoureuse, et malgré une politique de modération tarifaire (les coûts de passage ont globalement diminué de 13 % en quatre ans), le port a obtenu une réduction de son endettement et une amélioration de sa marge brute d'autofinancement qui lui permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Les dépenses d'investissement, qui ont progressé de 31 % en 1990, devraient ainsi croître de manière très importante en 1991, en passant de 185 millions de francs, à plus de 300 millions de francs, avec le concours du conseil régional, du *département* et de la ville de Marseille.

GUY PORTE

Depuis le début du conflit

## Le trafic dans le canal de Suez a sensiblement baissé

Peu affecté au début de la crise, le trafic dans le canal de Suez a sensiblement baissé depuis la guerre, tombant d'environ 1,1 million de tonnes à 850 000, selon M. Ezzat Adel, président de l'administration du canal, bien que le nombre de navires empruntant le passage n'ait pas diminué.

Selon M. Adel, cette baisse a plusieurs raisons : la diminution de la production pétrolière de certains puits se trouvant dans des zones de combat ; la hausse des tarifs d'assurance, qui peuvent atteindre 1,5 % de la valeur du navire et 1,5 % de la cargaison ; la baisse des importations des Etats du Golfe, qui concentrent leurs ressources sur l'effort de guerre ; enfin l'interruption du trafic du port d'Akaba, par lequel passaient des marchandises destinées à l'Irak.

La crise a aussi interrompu les travaux destinés à porter la largeur minimale du canal de 365 mètres à 415 et sa profondeur de 17 à 22 mètres pour permettre le passage de pétroliers de 250 000 tonnes, contre 150 000 actuellement.

## Un entretien avec le président d'Air Afrique

### *« Les compagnies qui survivront seront celles qui auront fait preuve de flexibilité »*

### nous déclare M. Yves Roland-Billecart

**Les observateurs ne donnaient pas cher, en 1988, des chances de survie de la compagnie multinationale Air Afrique (1). Billets de fonctionnaires laissés impayés par les Etats, effectifs pléthoriques, horaires fantaisistes des avions et récession économique s'étaient conjugués pour accumuler une dette de 1 milliard de francs. Aujourd'hui, la France a donné 740 millions de francs et « prêté » un PDG, M. Yves Roland-Billecart, ancien directeur de la Caisse centrale de coopération économique. Les comptes sont redevenus positifs et devraient le rester malgré la guerre du Golfe, grâce à l'austérité renforcée, déclare le PDG dans l'entretien qu'il nous a accordé.**

***« – La guerre du Golfe ne menace-t-elle pas le redressement d'Air Afrique ?***

– L'année 1990 se traduit par un coût supplémentaire de nos carburants de 60 millions de francs. Nous avons immédiatement réagi en fermant notre ligne du Moyen-Orient, peu fréquentée et dispendieuse en raison des assurances exorbitantes. Nous avons supprimé le vol Dakar-Casablanca, réduit des fréquences et fermé quelques bretelles sur notre ligne côtière. Au total, nous avons diminué de 12 % le nombre de nos heures de vol.

» Malheureusement pour nos recettes, les Etats, qui avaient accepté 8 % d'augmentation de nos tarifs en octobre, ont repoussé à ce mois de janvier une nouvelle hausse de 5 %. Le résultat est que nos bénéfices seront ramenés à un niveau plus modeste que prévu. Nous espérions 30 millions de francs d'excédent net. Nous estimons avoir réalisé en 1990 entre 10 millions et 12 millions de francs d'excédent. Je rappelle que celui-ci était de 7,3 millions de francs en 1989 et que nos comptes accusaient un déficit de 288 millions de francs en 1988. Si les calculs définitifs confirment notre estimation, ce sera un très, très beau résultat pour Air Afrique au moment où toutes les compagnies aériennes – on presque – sont en train de s'enfoncer dans le déficit.

» La chute du taux d'occupation de nos avions depuis le début des hostilités est plus préoccupante. La semaine dernière, je suis revenu à Abidjan dans un de nos DC-10 où l'on dénombrait à peine cent passagers pour deux cent trente-six places. Il nous faut réagir à nouveau et très vite. Nous avons donc décidé de réduire nos capacités de 20 % en supprimant des vols et en utilisant des appareils plus petits. Nous suspendons tout investissement, hormis la mise en ligne de l'Airbus A-310 en juin prochain. J'ai gelé le remplacement des personnels partant en retraite. Nous faisons le gros dos.

### Fin des combines

***– Comment vous y êtes-vous pris pour redresser Air Afrique en un an ?***

– Lorsque j'ai pris mes fonctions, le 2 mars 1989, je ne m'attendais pas à un redressement aussi rapide. En dix mois, très exactement. Nous avons réduit nos effectifs, qui sont passés de 5 600 à 4 000 salariés. Nous avons limité les missions et le nombre de billets gratuits par agent (deux par an). Cela a contribué à modifier l'état d'esprit et à signifier à tous que les combines ne marchaient plus. Deuxième élément : une direction qui travaille de 7 h 30 à 22 heures et même le dimanche, cela oblige à se mettre au travail et à changer d'attitude à l'égard de la clientèle.

» Troisième mesure : j'ai imposé des restrictions aux compagnies européennes opérant en Afrique, car elles détournaient une partie du trafic vers leurs capitales. Pas plus d'un vol et pas plus de cent passagers par semaine. Interdiction d'enregistrer les bagages pour Paris *via* Genève, Rome ou Bruxelles. Tous les Etats africains n'ont pas eu le courage d'appliquer la politique que je préconisais, mais l'*effet a tout de même été* positif pour notre trafic, d'autant que notre concurrent français UTA était désorganisé par des grèves à répétition. Dès 1989, le nombre de nos passagers a progressé de 710 000 à 754 000.

### Redressement trop rapide

***– Comment se présente l'exercice 1991 ?***

– Nous travaillons sur des hypothèses prudentes, c'est-à-dire une croissance zéro pour le long-courrier, un recul de 3 % pour les liaisons interafricaines et une progression de 4 % du fret. Notre résultat devrait demeurer assez modeste, de l'ordre de 13 millions de francs de bénéfice. Mais notre redressement ne sera assuré que si nous parvenons, un jour, à autofinancer 25 % de l'achat de nos avions, ce qui suppose que notre marge brute monte à 8 % du chiffre d'affaires, contre 6,5 % en 1990.

***– Quel est votre idéal de flotte ?***

– Tous nos DC-10 et nos Airbus A-300 sont à vendre. Trop gros et trop gourmands. Notre flotte devrait comporter à terme neuf Airbus A-310. Cette flotte homogène économisera 12 % de dépenses par rapport à la flotte actuelle.

***– La guerre du Golfe ne compromet-elle pas vos projets ?***

– Il peut en sortir un bien. Notre redressement a été trop rapide, et je sens un relâchement. Je vais remettre l'accent sur l'austérité : finis les cocktails, les frais de représentation, l'accès du personnel au téléphone international. Il y a encore des domaines où nous pouvons supprimer des gaspillages. Ceux-ci ne représentent pas des sommes énormes, mais il s'agit de maintenir un certain état d'esprit. Les compagnies aériennes qui survivront seront celles qui auront su faire preuve de flexibilité... en attendant que les gens se remettent à voyager.

***– Vous n'aurez réussi le redressement d'Air Afrique qu'en parvenant, vous Français, à en transmettre la direction à des Africains. Comment ferez-vous pour que l'entreprise ne succombe pas, alors, à ses démons antérieurs ?***

– Je n'entends plus la chanson qui m'accusait, au début de mon mandat, de ne pas être africain. Tout le monde a pu constater que nous avions réussi économiquement tout en instaurant, pour la première fois, un véritable dialogue social qui a abouti à l'élaboration négociée d'un statut unique des personnels d'Air Afrique. Nous commençons à être perçus comme une véritable entreprise. Il y a peu encore, la réprimande d'un de nos salariés nous valait une lettre du ministre de l'Etat dont il était originaire...

» J'ai nommé trois directeurs africains pour l'exploitation, l'industrie et le fret. Je prépare la relève progressivement avec des hommes dont j'ai la certitude qu'ils sont loyaux à l'égard de la compagnie et qu'ils partagent mes convictions.

***– On vous dit partisan de la privatisation au moins partielle d'Air Afrique. Est-ce exact ?***

– J'y suis très favorable, mais cette décision relève des Etats propriétaires. Comme me l'a rappelé un chef d'Etat, qui se souvenait de l'exemple de la Banque Africaine de développement (BAD), une telle ouverture aux capitaux privés renforce la crédibilité de l'institution, qui demeure pourtant africaine. Trouver des investisseurs extérieurs, compagnies aériennes ou non, fait partie de mes objectifs. Il faudra que notre bilan soit mieux équilibré pour les persuader de tenter l'aventure malgré la conjoncture économique africaine.

***– Vous semblez pourtant optimiste...***

– Air Afrique a retrouvé une qualité de services, de matériel et de gestion qui la place au niveau des plus grandes compagnies. Voici une nouvelle crise. Nous tâcherons d'en tirer le meilleur profit. Après tout, hier, nous étions en fâcheuse posture alors que les autres compagnies étaient florissantes. Aujourd'hui, nous sommes tous dans le même bain. Cela me rassure. »

Propos recueillis par
ALAIN FAUJAS

(1) Le capital d'Air Afrique appartient, pour 79 %, à la Côte-d'Ivoire, au Sénégal, à la Mauritanie, au Congo, au Burkina-Faso, au Niger, au Bénin, au Togo, au Tchad, et à la République centrafricaine et, pour 21 %, à la SODETRAF (Air France et Caisse des dépôts et consignations).

# ÉCONOMIE

Après plusieurs semaines de conflits

## La guerre du Golfe a eu raison de la fièvre sociale en Guadeloupe

**La guerre du Golfe a finalement eu raison de la fièvre sociale qui a agité la Guadeloupe ces dernières semaines. Les conflits s'étaient multipliés récemment dans plusieurs secteurs et, un temps, une grève générale avait même été envisagée par les quatre principales centrales syndicales locales. La crise puis la guerre ont mis fin à cette agitation. Dernier exemple en date : la reprise du travail, le mardi 22 janvier, à la SOGEA, principal distributeur d'eau potable en Guadeloupe, après la signature d'un « accord d'entreprise » mettant un terme à neuf jours de conflit, dont quatre avec arrêt total du service.**

POINTE-A-PITRE
*de nos envoyés spéciaux*

Les premiers signes de la « décrue » sociale sont apparus à la veille de l'expiration de l'ultimatum des Nations unies, lorsque les rayons des supermarchés et des épiceries ont été vidés de leurs stocks de sel, de sucre et de produits alimentaires de base. *« Avec la guerre*, affirmait-on ici ou là, *c'est chacun pour soi, comme lorsqu'il y a un cyclone qui s'annonce. »* Et tandis que les Guadeloupéens commençaient de rentrer dans leur coquille, directions et syndicats ont brusquement retrouvé le chemin d'un dialogue jusque-là impossible dans les deux conflits majeurs qui secouaient l'archipel depuis la fin de l'année : ceux des Etablissements Reynold, le principal groupe antillais de grande distribution, et de la SOGEA *(Le Monde* du 11 janvier).

Si la guerre du Golfe a, pour un temps, étouffé ce regain de tension sociale, il n'en demeure pas moins que l'*« état de grâce »* dans lequel vivait la Guadeloupe depuis le passage dévastateur du cyclone Hugo, le 16 septembre 1989, est bel et bien terminé.

### *Les lendemains du cyclone*

Le choc psychologique lié à l'ampleur des dégâts provoqués par la catastrophe, l'impérieuse nécessité de reconstruire, avaient, reconnaît-on à la préfecture, suscité un *« climat de calme exceptionnel en Guadeloupe »*, et tous les acteurs locaux se félicitaient volontiers de *« l'émergence d'esprit nouveau, propice aux changements »* qui se faisait jour dans l'archipel. Ainsi, dans les entreprises, les syndicats avaient-ils spontanément mis sous le coude leurs cahiers de revendications. *« Nous avions décidé une trêve quasi unilatérale après Hugo »*, confirme M. Rosan Mounien, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG, indépendantiste).

Un an après le passage du cyclone, cet énorme coup de collier collectif a porté ses fruits. D'autant que la métropole s'est, une fois encore, montrée généreuse, pour régler la lourde note de la catastrophe. Les dégâts se sont élevés à 4 milliards de francs ; 2 milliards de francs de crédits exceptionnels et de 1,7 milliard de francs d'indemnisation de la part des assurances ont été injectés dans l'économie de l'archipel, sans compter les 400 millions de francs versés au titre du RMI et les 500 millions de francs de travaux réalisés par EDF.

Localement, le secteur du bâtiment est aujourd'hui saturé avec les travaux liés à la reconstruction des bâtiments endommagés par Hugo et le lancement de l'ambitieux programme public d'habitat social. La manne touristique est revenue à son plus haut niveau, tandis que les gîtes ruraux se multiplient pour répondre aux besoins de la clientèle des charters. Le commerce n'est pas en reste non plus, bénéficiant, de surcroît, d'une augmentation de plus de 20 % de la TVA perçue sur les produits importés.

### *Impatience salariale*

Mais si la reconstruction est allée bon train, les compensations salariales sont restées lettre morte dans de nombreuses entreprises, faute de dialogue entre les directions et les syndicats. Carence dont le préfet, M. Jean-Paul Proust, s'est souvent inquiété depuis le mois d'octobre, bien que l'Union patronale guadeloupéenne se soit déclarée satisfaite des relations entretenues *« au sommet »* avec les organisations syndicales. Face à l'impatience de moins en moins contenue des salariés, les syndicats ont donc eu beau jeu de dénoncer, comme le fait M. Mounien, l'attitude *« des chefs d'entreprise, toujours prêts à demander des subventions et jamais d'accord pour partager les profits »*. Ou encore de s'insurger, à la manière de M. Ferdinand Quillin (FO), de ce que *« le patronat mettait en avant le poids de charges sociales qu'il ne paie pas »* pour refuser d'examiner les revendications des salariés.

Les employés du groupe Reynoird ou ceux de la SOGEA, qui viennent d'obtenir satisfaction, ne font pourtant pas partie des plus défavorisés de l'archipel. Ainsi le personnel de la SOGEA bénéficie-t-il désormais de la convention collective inspirée de celle des distributeurs d'eau, qu'ils réclamaient depuis 1986, tandis que près de la moitié des effectifs (178 sur 384) se sont vus gratifier d'une augmentation de rémunération de 57,9 %, portant leur salaire net de 3 800 francs à 6 000 francs par mois. La grogne persiste, en revanche, dans plusieurs municipalités de l'archipel. A Capesterre (17 000 habitants), tous les services communaux, à l'exception de ceux de l'état civil, sont paralysés, depuis le 17 décembre, par une grève des agents qui réclament titularisation et revalorisation des salaires. Cette revendication rejaillit depuis quelques mois dans plusieurs communes financièrement exsangues et pressées par la chambre régionale des comptes de faire preuve de rigueur dans la gestion de leurs frais de personnel qui représentent jusqu'à 60 % à 65 % du budget communal.

Embauchés en surnombre au gré des échéances électorales, les agents auxiliaires (il n'y a que 45 % de titulaires sur 380 agents à Capesterre) ne font souvent que le minimum d'heures légales (huit heures hebdomadaires) pour bénéficier d'une couverture sociale. Situation qui est brutalement apparue « déqualifiante » par rapport à celle des quelque 17 000 nouveaux allocataires du RMI.

La guerre du Golfe a bel et bien replongé la Guadeloupe dans le calme. Rien ne laisse à penser, toutefois, que les salariés se montreront aussi patients que durant la reconstruction. En particulier si le conflit s'éternise...

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE
et EDDY NEDELJKOVIC


**Le Monde**

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

**Le Monde PUBLICITE** SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Télefax : 45-55-04-70 - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

*Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration*

PP Paris RP

**ABONNEMENTS**
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX, Tél. : (1) 49-60-32-90

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG | AUTRES PAYS Voie normale-CEE |
|---|---|---|---|
| 3 mois | 400 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 780 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 400 F | 2 086 F | 2 960 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

*Pour vous abonner*, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

111 MDN 02

**Le Monde**

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herreman, Robert Solé

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR



AUJOURD'HUI VOTRE PLACEMENT A DEUX ANS D'AVANCE.

LE FONDS COMMUN VICTOIRE PROGRESSION : LE POUVOIR D'ANTICIPATION.

*VICTOIRE PROGRESSION, c'est l'augmentation certaine de votre capital. Sa performance vous est garantie deux ans à l'avance, et tous les deux ans jusqu'au terme de votre contrat. Elle vous est dans tous les cas définitivement acquise, et peut atteindre une valeur supérieure à celle annoncée. Tous les deux ans, votre liberté est ainsi préservée en toute sécurité. VICTOIRE PROGRESSION, accessible dans le cadre du Compte Sélectivaleurs, bénéficie en plus des avantages fiscaux et successoraux liés à l'assurance vie.*

Abeille vie — GROUPE VICTOIRE

CILA05

POUR TOUTE INFORMATION COMPLEMENTAIRE SUR LES AVANTAGES DE VICTOIRE PROGRESSION CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER ABEILLE VIE : TÉL. 40 23 26 64 OU 40 23 26 65 DE 9h à 17h.

# ÉCONOMIE

CEE

Dans le cadre de la conférence intergouvernementale

## La France avance de nouvelles propositions sur l'Union monétaire européenne

**Un mois après le lancement de la conférence intergouvernementale consacrée à l'Union monétaire européenne (UEM), l'heure est aux négociations serrées entre les membres de la Communauté. Malgré l'objectif commun de faire avancer l'unification monétaire de l'Europe, les avis divergent encore aussi bien sur la finalité que sur les modalités du processus d'union. Bien qu'ayant légèrement évolué au cours des dernières semaines, la position britannique reposa toujours sur la création d'une monnaie commune qui circulerait dans un premier temps en parallèle avec les devises de la Communauté, et s'oppose à la vision de la Commission favorable à l'adoption d'une monnaie unique.**

Jusque-là proche de la position de la Commission européenne, la France devait présenter, lundi 28 janvier à Bruxelles, sa propre contribution à l'avancée vers l'union monétaire. Réitérant leur attachement à la monnaie unique, les dirigeants français devraient néanmoins probablement soumettre de nouvelles propositions à propos de la deuxième phase qui doit commencer en 1994 et préparer véritablement l'union.

De même, la France devrait réaffirmer son attachement à la création d'un *« gouvernement économique »* de l'Europe, centré sur le conseil européen (chefs d'Etat et de gouvernement) au cours de la phase trois.

Selon le gouvernement français, le projet présenté à Bruxelles devrait surtout être la formalisation juridique de la communication en conseil des ministres faite par le ministre français de l'économie et des finances le 5 décembre.

### *« Ecu renforcé »*

Au cours des dernières semaines, M. Pierre Bérégovoy a témoigné à plusieurs reprises de son intérêt pour la position de Londres. Une note intitulée *« la contribution française aux progrès de l'union économique et monétaire »*, récemment diffusée par le Quai de Bercy, juge la proposition britannique *« intéressante, à même d'enrichir la phase deux »*. A propos du développement de l'écu, cette note souligne qu' *« il faut que nous choisissions, parmi les définitions et les modes de gestion possibles d'un écu renforcé, ceux qui assureront le meilleur accueil par les marchés... Mieux vaut renforcer progressivement la crédibilité de l'écu que d'avoir à le décréter brutalement au premier jour de la phase trois »*. Or la Communauté estime que l'harmonisation des politiques monétaires, la convergence économique, et l'ébauche d'un système européen de banques centrales doivent, au cours de la deuxième phase de l'union, permettre un renforcement quasi spontané de l'écu, amené à devenir la monnaie unique.

La Commission européenne juge diamétralement opposée à la sienne la vision de la Grande-Bretagne selon laquelle « l'écu lourd », treizième monnaie au cours de la phase deux, pourrait éventuellement devenir l'unique devise de la Communauté *si les peuples et les gouvernements en décidaient ainsi.* Les récents textes français, pour leur part, laissent à penser qu'à Paris les avis des responsables britanniques et des responsables communautaires ne sont pas jugés inconciliables. A Madrid, le jugement est certainement le même, puisque l'Espagne devait elle aussi présenter, lundi une nouvelle contribution au projet d'UEM.

F. L.

## Bruxelles presse l'Allemagne de réduire son déficit budgétaire

**Les autorités allemandes doivent s'employer sans tarder à réduire progressivement l'important déficit budgétaire que connaît leur pays : 4,8 % du PIB en 1991 au lieu d'un quasi-équilibre en 1990. *« S'il convient de s'attaquer en premier lieu à la réduction des dépenses publiques, il faudra peut-être aussi s'efforcer d'augmenter les recettes »*, indique la Commission européenne dans la brève communication qu'elle a transmise aux gouvernements membres à la veille du débat que les ministres des finances des Douze devaient consacrer, le lundi 28 janvier à Bruxelles, à la surveillance concertée de leurs politiques économiques.**

BRUXELLES
(Communautés européennes)
*de notre correspondant*

*« L'Allemagne a un rôle important à jouer dans la sauvegarde de la stabilité financière de la Communauté et la prévention d'un recours excessif à la politique monétaire »*, souligne la Commission, qui redoute que la politique pratiquée par Bonn pour financer la reconstruction de l'ex-RDA – des taux élevés pour attirer l'épargne plutôt qu'une augmentation des impôts – ne contribue, à accentuer les divergences dans les performances économiques des pays de la CEE.

Or le passage à la deuxième étape du programme d'union économique et monétaire (UEM), prévu par les chefs d'Etat et de gouvernement pour le 1er janvier 1994, ne sera effectivement possible que si les économies des Douze ont atteint un niveau de convergence satisfaisant.

### *Les effets porteurs de l'unification*

Au cours de la première étape du programme d'UEM qui a débuté le 1er juillet 1990, les Douze se sont engagés à mieux coordonner leurs politiques économiques afin d'en accroître les convergences. Promesse qu'en dépit des appels du pied des pays partenaires, notamment de la France, le gouvernement de Bonn – et singulièrement M. Theo Waigel, le ministre des finances, qui n'est pas un ardent partisan du programme d'UEM – a superbement négligée.

L'exercice de *« surveillance multilatérale »* auquel devaient se livrer, lundi 28 janvier, les ministres des finances avait précisément pour but de remédier à cette défaillance. La Commission, dans sa communication, rédigée en termes très modérés, en se gardant de trop isoler comme facteur de troubles la politique monétaire allemande, souligne que la principale préoccupation aujourd'hui est bien moins le tassement de l'activité que les *« divergences croissantes »* des résultats selon les pays membres.

En dépit de la récession en Amérique du Nord, ses experts ne prévoient pour 1991 qu'un *« ralentissement conjoncturel modéré »* : la croissance moyenne dans la CEE atteindrait 2,2 % contre 2,9 % en 1990. *« L'économie communautaire bénéficiera des effets porteurs de l'unification allemande »*, écrit la Commission, reconnaissant de la sorte que la situation particulière prévalant actuellement en Allemagne a au moins autant de conséquences positives que négatives pour le reste de la Communauté.

Mais alors que le retournement de conjoncture épargnerait pour l'essentiel l'Allemagne (+ 3,1 % en 1991) mais aussi la France (+ 2,5 %), l'Espagne (+ 2,5 %), l'Italie (+ 2,3 %), le Portugal (+ 3,2 %), il serait sévèrement ressenti au Royaume-Uni (+ 0,7 %), au Danemark (+ 0,9 %) et en Grèce (+ 1 %). La Commission préconise un renforcement du processus de surveillance pour la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et la Grande-Bretagne.

PHILIPPE LEMAITRE

## Les Etats-Unis répugnent aux économies d'énergie

*Suite de la page 21*

Dans ce contexte, les partisans du nucléaire s'efforcent d'avancer leurs pions. A l'heure actuelle, les Etats-Unis disposent de 114 réacteurs en exploitation, et le nucléaire contribue à hauteur de 19 % à l'ensemble de la production électrique ; l'essentiel étant) assuré par le charbon (55 %), le gaz et l'hydraulique (10 % chacun), et le pétrole pour le reste (6 %). Aucune nouvelle commande (la dernière remonte à dix-sept ans) n'a été passée après les catastrophes de Three Mile Island et de Tchernobyl.

Profitant de l'interrogation que peut susciter la politique américaine en matière d'importation de pétrole, l'US Council for Energy Awareness, le principal groupe de pression de la profession, met régulièrement en avant les avantages économiques (du simple au double, selon cet organisme) qui résulteraient d'un recours accru au nucléaire pour proposer le lancement de nouvelles tranches.

Les écologistes ne veulent pas entendre parler d'une telle perspective ni de nouveaux forages, en mer ou à terre, susceptibles de détruire l'environnement. En juin dernier, le président Bush avait semblé leur donner raison en bloquant jusqu'à l'an 2000 tout forage au large des côtes de Californie, de Floride, de Washington, de l'Orégon et de la Nouvelle-Angleterre. Le même conflit oppose les « verts » américains et les compagnies pétrolières à propos de l'Arctic National Wildlife Refuge, une région polaire encore inexplorée et qui, d'après les estimations officielles, ne devrait pas dépasser 300 000 barils/jour de production en moyenne.

Chiffre insuffisant pour rééquilibrer une production domestique qui stagne aux alentours de 7 millions de barils/jour, contre 9,2 millions lors du premier choc pétrolier de 1973. Mais qui permettrait néanmoins de compenser les 150 000 barils/jour perdus depuis deux ans sur le gisement de Prudhoe Bay, en Alaska, lequel fournit 25 % de la production pétrolière domestique américaine, mais dont la contribution diminue. Tiraillés entre un coup d'arrêt aux forages, une baisse de la production et l'augmentation des importations de brut, les Etats-Unis devront choisir une ligne précise s'ils veulent éviter une hausse des prix sur leur marché. A moins qu'ils ne réussissent à faire baisser les cours internationaux après avoir échappé à la « pétro-panique ». La suite des événements du Golfe démontrera si ce calcul était le bon.

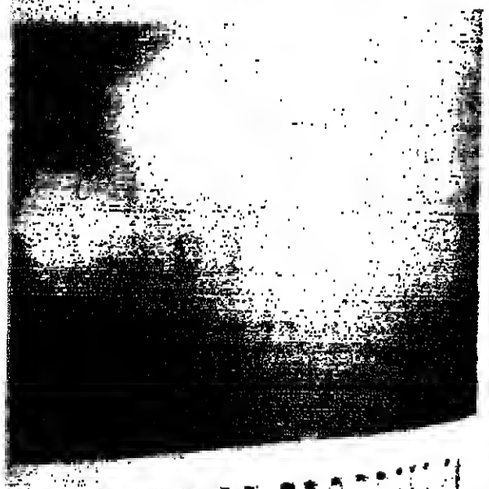
SERGE MARTI

□ **Fin de la grève des postiers en Allemagne orientale.** – Les mille trois cents agents des PTT de l'ex-RDA ont mis fin, samedi 26 janvier, à la grève déclenchée le jeudi précédent, après avoir obtenu gain de cause en ce qui concerne leurs revendications salariales (*le Monde* daté 27-28 janvier). Le ministère de l'intérieur qui exerce la tutelle sur tous les employés de l'Etat fédéral a, en effet, accepté l'attribution à tous les postiers d'une prime, rétroactive pour 1990, s'élevant de 650 à 900 deutschmarks, en compensation des différences de salaires subsistant entre l'Est et l'Ouest du pays depuis la réunification économique et monétaire.

□ ***Coop suisse prend le contrôle de Konsum Verein Zurich.*** – Coop, deuxième entreprise de distribution suisse, après Migros, est devenu l'*actionnaire majoritaire* d'une entreprise de détail de Zurich, Konsum Verein Zurich (KVZ). L'enseigne de l'entreprise *zurichoise sera conservée, les deux* sociétés devant collaborer pour l'approvisionnement, la production, la distribution, la formation et l'infrastructure informatique. KVS a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 471,9 millions de francs suisses (1,9 milliard de *francs français environ*) et emploie 1 318 personnes. Le groupe Coop, pour sa part, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 9,1 *milliards de francs* suisses (soit environ 36,7 milliards de francs). – *(AFP.)*


raison
adeloupe

DU VOTRE PLACEMENT
ANS D'AVANCE



VICTOIRE PROCHE !
D'ANTICIPATION

vie V


*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*

**Crédit d'équipement des PME**

## FICHE D'INFORMATION

### EMPRUNT DU CEPME GARANTI PAR L'ÉTAT JANVIER 1991

Le directoire du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 20 décembre 1990, de procéder à l'émission de titres d'un montant de trois cents millions de francs.
Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'économie, des finances et du budget.

**CHARGES RELATIVES A L'OPÉRATION :** Le produit de l'émission s'élèvera à 300 000 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ *298 444 200 F* après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 1 255 800 F (TVA incluse) ainsi que des frais légaux et administratifs pour environ 300 000 F.

**MONTANT :** *300 millions* de francs *représentés par 60 000 obligations* de *5 000 F nominal.*

**PRIX D'ÉMISSION :** 100 % soit 5 000 F par obligation.

**DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS :** 1er février 1991.

**DATE DE JOUISSANCE :** 1er février 1991.

**DURÉE :** Huit ans à compter du 1er février 1991.

**INTÉRÊT - PRIME DE REMBOURSEMENT :** Aucun intérêt ne sera versé annuellement. A la fin de la huitième année, soit le 1er février 1999, le prix de remboursement s'établira à 10 839,20 F soit 216,784 %.

**TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT :** Le taux d'intérêt actuariel brut de l'emprunt à la date de règlement est de 10,15 %.
Calculé à la date de règlement, c'est le taux avant prélèvement fiscal qui permet d'obtenir le prix de remboursement en capitalisant chaque année le prix d'émission à ce taux.
Ce taux est également utilisé pour la détermination du montant des annuités d'imposition prévues par la loi fiscale (voir régime fiscal).

**AMORTISSEMENT NORMAL :** Les obligations seront amorties en totalité le 1er février 1999.
Un avis spécial, portant à la connaissance des obligataires la date de remboursement, sera publié au *Journal officiel* un mois au moins avant cette date.
Les intérêts des obligations cesseront de courir à dater du jour où le capital sera mis en remboursement.

**AMORTISSEMENT ANTICIPÉ :** Le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder pendant toute la durée de l'emprunt à l'amortissement anticipé des obligations par remboursement.
Le Crédit d'équipement des PME se réserve la faculté de procéder à tout moment à l'amortissement des obligations par rachat en Bourse sans limitation de prix ou de quantité.
Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'achat ou d'échange de titres, sans limitation de prix ou de quantité.
Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seront annulés.

**FACULTÉ D'ÉMISSIONS ULTÉRIEURES D'OBLIGATIONS ASSIMILABLES :** En cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux prix de remboursement, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement, aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

**FORME DES TITRES :** Les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires.
En application de l'article 94-II de la loi nº 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret nº 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :
– chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
– chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.
La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les teneurs de compte.
Les titres seront inscrits en compte et négociables le 5 février 1991.

**RÉGIME FISCAL :** Le remboursement des titres sera effectué sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.
Le régime fiscal de ces titres est actuellement défini par l'article 14 de la loi du 11 juillet 1985, complété par l'article 14 de la loi de finances rectificative du 30 décembre 1985 et par le décret nº 86-90 du 21 janvier 1986.
La prime de remboursement versée à l'échéance finale est imposable suivant le régime fiscal applicable aux intérêts d'obligations.
Le montant de cette prime de remboursement excédant 10 % du nominal de l'obligation est imposable selon une répartition par annuité, conformément à l'article 238 septies B du code général des impôts.
Chaque annuité d'intérêt imposable est calculée en appliquant au montant nominal de l'emprunt son taux d'intérêt actuariel brut déterminé à sa date de jouissance. Toutefois, la dernière annuité d'intérêt imposable est égale au montant de la fraction non encore imposée de la prime de remboursement.
Ainsi, pour le présent emprunt, l'annuité imposable de la première à la septième année s'élèvera à 507,50 F (soit 5 000 F × 10,15 %).
L'annuité imposable de la huitième année s'établira à 2 286,70 F (soit 10 839,20 F – 5 000 – (507,50 × 7).
Le porteur recevra à cette dernière date le remboursement de son capital augmenté d'une prime de 5 839,20 F (soit 10 839,20 – 5 000).
Chacune de ces annuités d'intérêt est imposable au nom du détenteur du titre à la date anniversaire de l'entrée en jouissance.
En l'état actuel de la législation, les revenus d'obligations (intérêts et primes de remboursement supérieures à 5 %) perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont :
– soit, sur option, soumis à un prélèvement au taux de 15 % (article 125-A du CGI) libératoire de l'impôt sur le revenu, auquel s'ajoutent :
● la contribution sociale de 1 % (article 1600-0A du CGI) ;
● la contribution sociale généralisée de 1,1 % (articles 133 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
● le prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1991, par l'article 43-II de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).
– soit pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
● à l'impôt sur le revenu ;
● à la contribution complémentaire de 1 % (article 204-A du CGI) ;
● à la contribution sociale généralisée de 1,1 % (article 132 et 134 de la loi de finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
● au prélèvement social de 1 % (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-I de la loi de finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).
Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.
Par ailleurs, les revenus d'obligations bénéficient, avec les dividendes d'actions, d'un abattement global annuel de 16 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune et de 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées.

**COTATION :** Les titres feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote officielle (Bourse de Paris).

**PRISE FERME :** La présente émission fait l'objet d'une prise ferme par la Banque nationale de Paris.

**GARANTIE DE L'ÉTAT :** Le service de l'emprunt en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'État.
L'émission sera ouverte le 28 janvier 1991 et pourra être close sans préavis.

**BUT DE L'ÉMISSION**

La présente émission contribuera au financement des activités du Crédit d'équipement des PME et de ses filiales.
La notice, prévue par la loi, est publiée au *Bulletin des annonces légales obligatoires* du 28 janvier 1991.
A notre connaissance, aucun élément nouveau intervenu depuis les 10 mai 1990 et 6 novembre 1990, dates des visas ci-après apposés par la Commission des opérations de Bourse, n'est susceptible d'affecter d'une manière significative la situation financière de la société :
– visa nº 90-174 sur la note d'information publiée à l'occasion de l'emprunt du 14 mai 1990 ;
– visa nº 90-464 sur la fiche d'information comprenant les résultats semestriels publiés à l'occasion de l'émission de l'emprunt du 12 novembre 1990.

Le président du directoire,
Michel PRADA.

### VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance nº 67.833 du 28 septembre 1967, la Commission des opérations de Bourse a apposé, sur la présente fiche, le visa nº 91-009 en date du 11 janvier 1991.

Le rapport annuel de l'exercice 1989, la note nº 90-174 du 10 mai 1990 ainsi que la fiche 90-464 du 6 novembre 1990 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME. Service de la communication, 14, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS. Tél. : 42-98-80-85.

# ÉCONOMIE

**INDUSTRIE**

Se rapprochant de Péquignet

## Lancel se lance dans la montre de luxe

Lancel, la célèbre maison parisienne spécialisée dans les articles de luxe (maroquinerie, articles pour fumeurs, arts de la table, bagagerie, pendules, horloges), a décidé d'élargir la gamme de ses produits horlogers.

Déjà alliée à Fred, et après un premier échec en 1989, elle vient de se rapprocher de l'horloger Péquignet, installé dans le Val de Morteau (Doubs), qui lui fournira, sur ses spécifications, les montres de luxe que ses réseaux distribueront bientôt.

Aux termes de l'accord, Lancel entrera à hauteur de 34 % dans le capital de Péquignet. Mais la firme parisienne ne sera pas seule, puisque la Société de développement de l'horlogerie (SDH) reprend également 11 % des actions Péquignet pour cautionner ce premier investissement d'une maison de luxe dans la région du Doubs. Tout en bénéficiant des implantations étrangères de Lancel, Péquignet apportera à la société parisienne son propre réseau de distribution.

Créée en 1973 pour réaliser des collections de montres de gamme à partir de mouvements suisses, Péquignet a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de quelque 51 millions de francs.

A. D.

## Framatome signe un accord de coopération industrielle avec un groupe tchécoslovaque

Selon un porte-parole de Framatome, la firme française et le groupe industriel tchécoslovaque Vitkovice ont signé le 24 janvier un accord de coopération industrielle portant sur la fabrication d'éléments destinés à des centrales nucléaires de type occidental. Cet accord prévoit que Framatome – à travers la société NPI, détenue à parts égales avec l'allemand Siemens – et Vitkovice seront associés sur chaque projet de centrale où le groupe tchécoslovaque sera présent. NPI a été créée en 1989 pour commercialiser dans le monde les réacteurs nucléaires à eau pressurisée, conçus par Siemens et Framatome. Vitkovice est une entreprise d'Etat située à Ostrawa (nord de la Moravie), spécialisée dans les équipements nucléaires et la mécanique lourde. – (AFP.)

## EN BREF

□ **Une grève à Paris-Saint-Lazare.** – A l'appel des syndicats CGT, CFDT et FGAAC (autonomes), des conducteurs de train du réseau de banlieue de Paris-Saint-Lazare ont cessé le travail, le lundi 28 janvier, pour vingt-quatre heures. Le trafic était assuré à 50 % de la normale. Les grévistes réclament une prime et un congé supplémentaire en compensation du fait que le conducteur assure, désormais, la fermeture des portes et qu'il n'est plus assisté d'un agent de train.

□ **L'aéroport de Bastia est partiellement réouvert.** – Les événements se sont précipités, le samedi 26 janvier, sur l'aéroport de Bastia, paralysé depuis quarante-neuf jours par une grève des employés au sol d'Air France et d'Air Inter. La chambre de commerce, s'estimant dans l'incapacité d'assurer le fonctionnement de l'aéroport, le préfet de Haute-Corse a ordonné l'évacuation des grévistes par les forces de l'ordre. Une partie des vols entre Bastia, Marseille et Nice ont repris, le dimanche 27, mais les liaisons directes avec Paris demeurent suspendues.

# COMMUNICATION

L'humour sous surveillance dans les médias

## « On a perdu la 7e compagnie »

*L'humour sera-t-il victime de la guerre ?* A cette question, les télévisions hexagonales répondent en ordre dispersé. Pour ne pas augmenter la confusion de leur public, après l'avoir saturé d'éditions spéciales, la plupart ont opté pour une précaution radicale : l'abstinence. « La classe » de FR 3 est priée de bien se tenir : enregistrée à l'avance, l'émission a banni toute référence guerrière pour se cantonner dans le jovial. Même son *de clairon au secteur divertissement* d' Antenne 2, la plupart des *variétés sont « garanties ». Mais Jacques Martin se livre en chansons, dans « Ainsi font, font, font... »* à une satire du marché noir, brocarde les émissions « Santa Bombardera », « Tournez stratège » et « Bouillon de Brome », bref prie qu'on en revienne *« à la gueguère des chaînes »*. La Cinq aussi a pris ses précautions pour éviter toute histoire avec Drôles d'histoires, et observe une certaine *« décence »* quant au choix de ses téléfilms.

### *Le « Bébête show » attendra*

TF 1 refuse le mélange des genres : à l'information, le sérieux du conflit, au divertissement, le rire dans l'harmonie... Pour question par exemple d'inviter Jacques Vergès, comme le mercredi 16 janvier, dans une émission de variétés. L'avocat provocateur a par trop figé le sourire de Jean-Pierre Foucault. « Sacrée soirée » doit rester une soirée secrète. Le « Bébête show », interrompu après les fêtes, et prévu pour une reprise fin janvier, attendra sans doute des jours meilleurs. Et la Une n'a pas hésité à sacrifier l'audience garantie du comique troupier sur l'autel du patriotisme : on ne reverra pas (tout de suite) sur TF 1 la 7e Compagnie, innocente pochade de Robert Lamoureux initialement programmée ces jours-ci...

Il faut donc aller chercher ailleurs, sur les petites chaînes, à l'étranger ou dans la presse, la dérision – qu'elle soit un antidote à la peur, ou une arme pacifique contre la guerre. Canal Plus n'a pas arrêté ses émissions corrosives, « Les nuls », « Les arènes de l'info » et les interventions en piqué de Karl Zéro sur l'actualité dans « Nulle part ailleurs ». Tout au plus ses responsables veillent-ils au grain, en faisant appel au sens de la mesure des producteurs. Un sketch des Nuls pastichant une diatribe du président de la République empêtré, diffusé le samedi 12 janvier, n'a pas été rediffusé le mercredi suivant, peu après la grave allocution du vrai président. Mais dans « Les arènes de l'info » le marionnette de PPDA pouvait donner son pronostic dans un faux match de loto-sportif : ONU-Irak (il fallait cocher le 1, évidemment !).

*« Ce n'est pas parce que Mitterrand a dit « les armes vont parler » que les comiques doivent se taire*, explique Karl Zero. *Je ne toucherai pas aux images des pilotes prisonniers mais j'utiliserai tout le reste. Personne à Canal Plus n'essaie d'ailleurs de m'en dissuader. Je suis persuadé que la guerre sera longue et il est important que l'humour, la dérision continuent à jouer leur rôle. »* Dans la série de ses gags provocateurs, le collaborateur de Canal Plus prépare une parodie d'« Histoires parallèles » (le SEPT-FR 3, le samedi soir) où un sosie de Marc Ferro compare les actualités télévisées françaises et irakiennes cinquante ans après la victoire de Bagdad sur la coalition alliée. Et pour faire pièce aux réminiscences poétiques des mouvements pacifistes, il arbore désormais un badge proclamant : *« Quel con, Jacques Prévert ! »* Chez nos voisins britanniques, le dilemme est similaire entre deux spécialités nationales, humour et Union Jack. *Le Times* relève ainsi que certaines émissions de la BBC comme « The Mary Whitehouse experience » *évitent délibérément le sujet, et que les producteurs du fameux « Spitting Image »* se félicitent que leurs marionnettes soient au repos jusqu'en avril.

Des deux côtés de la Manche, la presse, elle, a les coudées plus franches pour brocarder la guerre. Tradition pacifiste oblige, *le Canard enchaîné* maintient un cap pris depuis... la première guerre mondiale. *L'Idiot international*, son directeur Jean-Edern Hallier à peine rentré de Bagdad, ne fait pas dans la nuance avec dessins et éditoriaux au « canon ». *L'Echo des savanes n'hésite guère, et ses épitoiements dessinés se limitent à la misère sexuelle des soldats.*

### *« Quel temps fait-il ? »*

Quant au britannique *Private Eye*, son « spécial invasion » traite (ée-)inceule à la rubrique mode... La crise a même fait fleurir des publications spéciales, comme *La Grosse Bertha* qui se veut *« un petit frère de* Charlie Hebdo ».

A la radio, enfin, l'émission de Claude Villers a dû s'arrêter, son « Vrai-faux journal » courant le risque de frôler de trop près la vérité. N'est-ce pas le propre de l'humour ? Tous ceux qui en sont sevrés peuvent en tout cas se rattraper avec l'humour involontaire de nombre d'experts, de journalistes, et de responsables militaires. Que penser d'un général qui refuse de répondre à la question *« quel temps fait-il ? »*. Mieux vaut en rire...

MICHEL COLONNA D'ISTRIA


OBJET DE VALEUR A
124 200 F

IL EST ENCORE POSSIBLE D'ACQUERIR UN OBJET DE VALEUR POUR MOINS DE 125 000 F
Pour 124 200 F les connaisseurs peuvent enfin accéder au meilleur de la technologie automobile contemporaine, la Citroën XM 2L Finition Seduction.

UNE GRANDE ROUTIERE
Avec une puissance administrative de 7 CV, boîte longue, elle démontre que les privilèges ne sont pas fatalement liés à l'argent.

LE BON FINANCEMENT
Il permet à chacun d'aborder librement l'univers qu'il s'est choisi : Crédit moyenne et longue durée, Location avec option d'achat, Location longue durée, financement incluant l'assurance tous risques.

LE SENS DU SERVICE
C'est la capacité de répondre pleinement à toutes les exigences en matière d'extention de garantie et d'entretien : Contrat Plus et Contrat Tonic.

LA ROUTE MAITRISEE

C I T R O Ë N X M

CITROËN PARIS ET REGION PARISIENNE

■ 75 : 6ème CONSTANTINOPLE - tél. : 45 22 17 28 ■ 11ème REPUBLIQUE - tél. : 43 55 39 61 ■ 12ème NATION - tél. : 43 40 11 62 ■ 13ème GOBELINS - tél. : 47 07 87 39 ■ PIGUET - tél. : 45 84 42 42 ■ 15ème LEFEBVRE - tél. : 48 28 95 79 ■ VAUGIRARD - tél. : 47 34 23 00 ■ 16ème VICTOR HUGO - tél. : 45 02 16 45 ■ AUTEUIL - tél. : 45 20 01 25 ■ 19ème BUTTES CHAUMONT - tél. : 42 00 11 53 ■ 20ème PARIS 26ème - tél. : 43 71 12 00 ■ 77 . CHELLES - tél. : 60 08 96 01 ■ MEAUX - tél. : 64 34 90 90 ■ MELUN - tél. : 64 37 92 10 ■ ROISSY-EN-BRIE - tél. : 60 28 22 40 ■ 78 : CHAMBOURCY - tél. : 39 65 12 00 ■ MONTIGNY-LE-BRETONNEUX - tél. : 30 43 69 51 ■ VERSAILLES - tél. : 30 21 52 51 ■ 91 . BRETIGNY - tél. : 60 84 99 90 ■ BRUNOY - tél. : 60 46 57 57 ■ CORBEIL - tél. : 60 90 21 10 ■ EVRY-GRAVELLE - tél. : 69 07 50 69 ■ JUVISY - tél. : 69 21 37 00 ■ LIMOURS - tél. : 64 91 01 06 ■ MASSY - tél. : 69 10 27 27 ■ MORSANG-GORGE - tél. : 69 04 21 00 ■ PARAY-VIEILLE-POSTE - tél. : 69 38 43 20 ■ 92 : ANTONY - tél. : 46 66 39 05 ■ BOIS-COLOMBES - tél. : 47 82 41 00 ■ BOULOGNE - tél. : 46 09 93 75 ■ CHAVILLE - tél. : 47 50 52 52 ■ CLAMART - tél. : 46 30 15 90 ■ GARCHES - tél. : 47 41 07 16 ■ MONTROUGE - tél. : 46 57 12 00 ■ NANTERRE - tél. : 47 80 71 20 ■ NEUILLY-SUR-SEINE - tél. : 47 47 11 22 ■ 93 . AULNAY-SOUS-BOIS - tél. : 48 67 70 81 ■ BLANC-MESNIL - tél. : 48 66 82 54 ■ MONTREUIL - tél. : 48 59 64 00 ■ NEUILLY-PLAISANCE - tél. : 43 00 96 60 ■ PANTIN - tél. : 48 44 28 58 ■ SAINT-DENIS - tél. : 48 20 40 45 ■ LES LILAS - tél. : 43 62 88 88 ■ VILLEMOMBLE - tél. : 48 54 25 52 ■ 94 : ALFORTVILLE - tél. : 43 78 50 34 ■ ARCUEIL - tél. : 46 55 28 38 ■ CRETEIL - tél. : 42 07 21 00 ■ LE PERREUX - tél. : 43 24 13 50 ■ VILLEJUIF - tél. : 46 77 81 02 ■ VINCENNES - tél. : 43 74 12 29 ■ 95 : ARGENTEUIL - tél. : 39 82 81 81 ■ ENGHIEN - tél. : 34 12 79 06 ■ OSNY - tél. : 30 31 00 00 ■ PERSAN - tél. : 30 34 15 27 ■ SARCELLES - tél. : 39 90 70 00

# CHAMPS ECONOMIQUES

## Allemagne-Japon : les géants fascinés

*Outre une histoire parallèle, les deux pays partagent une même philosophie industrielle et la recherche d'interlocuteurs à leur mesure*

SUR le « front » économique, s'il doit y avoir des vainqueurs dans la guerre du Golfe, ce pourrait être les deux grands pays non belligérants membres du camp occidental : l'Allemagne et le Japon, qui apportent un soutien essentiellement financier à la force multinationale. Ils ont les ressources nécessaires, non seulement pour assumer sans dommages cette charge, mais encore pour faire face, demain, mieux que n'importe lequel de leurs partenaires, à une éventuelle flambée du prix du pétrole. Plus la guerre durera et plus leur position se renforcera.

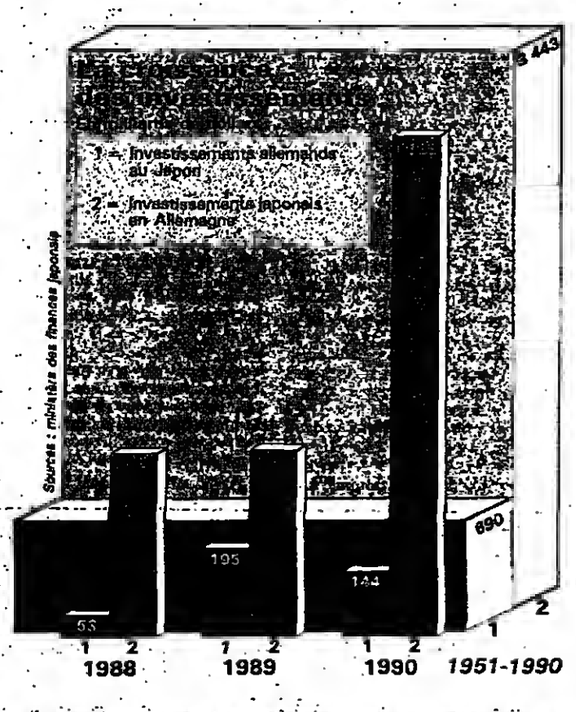
Les deux pays ont en partage d'avoir été vaincus en 1945, occupés, puis de s'être redressés économiquement, au creux des alliances occidentales pour l'un, à l'ombre du parapluie militaire américain pour l'autre, et de démontrer aujourd'hui l'attachement de leur opinion publique à un pacifisme qui, autrefois, fut imposé par les vainqueurs. Mais ils ont maintenant davantage en commun. Ce sont les deux pays dont la croissance économique est la plus rapide : depuis 1985, estime le Fonds monétaire international dans une récente analyse, la production du Japon a augmenté de 25 % et celle de l'Allemagne de 18 %, dépassant les Etats-Unis, qui enregistrent d'ailleurs avec ces deux pays un déficit commercial important.

A eux deux, économiquement et financièrement, l'Allemagne et le Japon pèsent d'un poids supérieur à celui des Etats-Unis. Logiquement, et tandis que les Américains et une partie des Européens, obnubilés par le Japon, vitupèrent contre ce pays « atypique » et « faiseur de troubles », se tisse sans tapage entre les deux économies les plus dynamiques du monde un tissu de relations et de collaborations industrielles qui dans les prochaines décennies constituera un facteur déterminant de l'ordre économique mondial.

On a abondamment glosé sur les ressemblances entre la mentalité des Allemands et celle des Japonais, supposés être les « Allemands de l'Asie ». Une sommaire psychologie des peuples, qui, comme toutes les généralisations médiatiques, entretient les ignorances plus qu'elle n'explicite une réalité. Il existait certes cependant, avant même que l'Allemagne hitlérienne et le Japon militariste, liés par le pacte anti-komintern de 1936, ne forment avec l'Italie les puissances de l'Axe (alliance tripartite de septembre 1940), des liens profonds entre les deux pays. Ainsi, l'influence allemande fut-elle grande sur la Constitution de Meiji (1889) d'inspiration fortement prussienne. Fascination des oligarques nippons de l'époque pour une Prusse qui, en 1871, avait battu la France (dont le rayonnement fut néanmoins aussi important et se fit sentir notamment dans la rédaction du premier code civil), mais aussi évidente solidarité entre deux pays qui, à l'aube du dix-neuvième siècle, devaient tous deux forger un ordre politique et juridique nouveau. La Prusse bismarckienne correspondait enfin aux aspirations autoritaires des réformateurs japonais. Tant dans le domaine de la pensée ou de l'éducation des élites avant-guerre que dans celui de la culture industrielle, la matrice germanique joua un rôle important dans la modernisation du Japon.

### Une collaboration à long terme

Aujourd'hui, si les connivences dans les aventures guerrières appartiennent au passé, cette influence culturelle constitue un substrat latent aux collaborations qui se tissent. D'autant plus naturellement peut-être que ces deux pays ont en partage le succès économique : en d'autres termes, leurs entreprises constituent les unes pour les autres des partenaires à leur mesure. En compétition pour la conquête des marchés, l'Allemagne et le Japon n'en semblent pas moins être engagés sur la voie d'un rapprochement naturel. Ce sont les deux économies les plus dynamiques et les plus disciplinées du monde mais aussi deux sociétés conduites par leur destinée historique récente à mettre entre parenthèses cette *« volonté nationale »*, épine dorsale d'une ambition politique sur la scène mondiale. Devenus des nations de marchands, l'Allemagne et le Japon ont tendance à penser leur sécurité en termes économiques plus que militaires. Ce pragmatisme mercantile partagé facilite la compréhension et se conjugue à une certaine fascination mutuelle pour les succès économiques.




*A titre de comparaison, les investissements français au Japon se sont élevés à 25 millions de dollars en 1989, 27 millions en 1990 et ont représenté au total 257 millions de dollars depuis 1951, soit 1,5 % des investissements étrangers (dont l'Europe assure 23 %). En revanche, les investissements japonais en France ont fortement augmenté en 1989, dépassant le milliard de dollars, essentiellement dans les secteurs financier et immobilier, et ont atteint 3,4 milliards depuis 1951.*

Ainsi les Allemands ne se sont pas contentés de hurler contre la « fermeture » du marché automobile japonais : depuis quinze ans, BMW a fait sur l'archipel des investissements considérables, a perdu de l'argent mais a percé et actuellement s'est taillé une place non négligeable sur ce marché. Une persévérance qui a forcé le respect.

L'alliance de mars dernier entre les deux géants Daimler-Benz et le groupe Mitsubishi, puis en octobre celle de la maison de commerce C. Itoh et du groupe Kloeckner, qui fabrique de l'acier, du plastique et des machines, sont symptomatiques des grandes ententes stratégico-industrielles qui se forgent entre l'Allemagne et le Japon. Collaboration industrielle (Mitsubishi *souhaite entrer dans la production* aéronautique tandis que Daimler est intéressé par l'expérience des Japonais en matière d'électronique et d'informatique et de nouveaux matériaux), mais aussi commerciale et stratégique (réseau de distribution en Asie pour l'un, en Europe, dans le sens large, pour l'autre).

Malgré les différences d'objectif entre les alliances industrielles, les partenaires paraissent animés d'un même souci de collaboration globale. Autre caractéristique, qui tient peut-être à la philosophie industrielle commune : ni les Allemands ni les Japonais n'attendent des résultats immédiats et spectaculaires de leur collaboration. Leur objectif est le long terme.

Pour les Japonais comme pour les Allemands, les prises de participation croisées des groupes sont une pratique courante qui facilite cette perception des résultats à long terme. En revanche, les différences de structures industrielles ne facilitent pas toujours les alliances : les « holdings » constituant la tête des *zaibatsu* (conglomérats) japonais furent abolies après la défaite par l'occupant américain. En Allemagne, les conglomérats furent également démantelés mais le principe des holdings fut maintenu. En d'autre termes, le président de la holding Daimler-Benz n'a pas d'équivalent dans le groupe Mitsubishi. C'est donc la maison de commerce Mitsubishi Corp. qui a signé l'accord avec Daimler.

Ces alliances s'inscrivent surtout dans une stratégie globale des partenaires allemands et japonais qui prennent position en vue du grand marché de 1992 et plus encore peut-être en prévision de la nouvelle donne créée par les bouleversements survenus au cours de ces dix-huit mois en Europe de l'Est, comme des transformations qui s'opèrent en Asie.

### Au cœur de l'Europe nouvelle

Jusqu'à présent, il ne s'agissait pour les Japonais que de créer des unités de production en Europe (essentiellement dans son berceau industriel, la Grande-Bretagne, pour des raisons de langue, de coût, de travail et de politique *généralement accueillante de Londres*), pour contourner les barrières protectionnistes et afin d'être plus directement en prise sur le marché tout en établissant des points de vente ailleurs, notamment à Hambourg, Francfort ou Düsseldorf où se sont ainsi constitués de *« petits Tokyo »*. Puis sont intervenus les bouleversements en Europe de l'Est.

Les Japonais ont pris conscience de plusieurs phénomènes, explique M. Kenneth Courtis, directeur de l'unité de recherches stratégiques de Deutsche Bank Capital Markets Asia : 1° un déplacement du centre de gravité de l'Europe vers un pôle allemand, avec dans sa mouvance les pays limitrophes (Autriche, Danemark, Hollande, Luxembourg) et, autour, la nébuleuse des anciens pays socialistes ; 2° une récupération par l'Allemagne de son rôle « historique » d'agent de modernisation de la Russie. Compte tenu à la fois de l'intégration européenne de 1992 et de la nouvelle donne européenne, les Japonais s'aperçoivent qu'ils ont peut-être accordé trop d'importance à la Grande-Bretagne et ils opèrent un recentrage au cœur de l'Europe : il ne suffit plus d'avoir des unités d'assemblage et de distribution ; il faut bel et bien disposer des bases stratégiques dans le pays qui va constituer le centre névralgique de la région, c'est-à-dire en Allemagne.

Vu de Tokyo, il y aura demain quatre pôles économiques : les Etats-Unis, l'Europe autour de l'Allemagne, l'URSS et le Japon avec les pays dans sa mouvance. Du côté allemand, on a sans doute davantage conscience qu'ailleurs sur le Vieux Continent que l'Europe, obnubilée par ses problèmes et aveuglée par sa myopie ethnocentriste, néglige ce qui se passe en Asie. Les Etats-Unis sont en retrait, d'une région où se trouvent pourtant les économies les plus dynamiques du globe. Les Japonais, qui en coulisse ont la haute main sur celles-ci, par leurs investissements et par l'aide qu'ils accordent à ces pays, disposent d'un potentiel considérable en termes de production et de marchés. Et les Allemands entendent s'appuyer sur eux pour asseoir et accroître leur présence en Asie.

Le renforcement de la présence nipponne en Allemagne au cours de ces deux dernières années est évident : entre 1989 et 1990, les investissements directs japonais sont passés de 409 millions de dollars à plus de 1 milliard (sur un total de 3,4 milliards entre 1951 et 1990) *(voir le graphique ci-contre)*. De manière symptomatique, les deux tiers des bureaux de la tour la plus haute d'Europe (265 mètres), bientôt achevée à Francfort, sont occupés par des Japonais (le constructeur Kojima et la maison de titres Nomura). Les Japonais sont en outre particulièrement actifs sur le marché boursier : selon les estimations de Bonn, les investissements japonais en Allemagne pourraient être multipliés par 2,6 d'ici un an.

En dépit d'une concurrence serrée dans des domaines tels que l'automobile ou les machines-outils, les signes de rapprochement entre Allemands et Japonais n'en sont pas moins clairs dans certains secteurs industriels-clés tels que les semi-conducteurs. D'une manière générale, la collaboration germano-nipponne dans des domaines de complémentarité naturelle comme la chimie et les grandes alliances stratégiques du type Daimler-Benz-Mitsubishi constituent un défi encore mal perçu mais non moins réel pour leurs partenaires.

*de Tokyo*
PHILIPPE PONS

## Les nouveaux feux de la Cité ardente

*Unie pour sa reconversion, Liège ne compte pas seulement sur sa métallurgie, mais sur le TGV, la formation et l'Europe*

SE peut-il que nous nous trouvions à seulement 5 kilomètres des luxuriances de style rocaille dont s'enorgueillit le Palais provincial et si près aussi des maisons typiques du quartier Saint-Pholien où se promenait le jeune Simenon ? Sur les deux rives de la Meuse, en aval de la « Cité ardente », s'étend, dans sa laideur absolue, un des paysages industriels les plus chargés de l'Europe septentrionale. Il n'y a même plus l'excuse de l'emploi et de la croissance : beaucoup de cheminées ne laissent plus échapper aucune fumée délétère, bien des portiques d'usine sont définitivement fermés, mais l'aménagement des « friches industrielles » coûte cher, trop cher, dans l'immédiat, pour une *région lancée, sans doute, dans* la plus importante opération de reconversion économique de la Belgique.

*« Nous avons vendu sur pied trois laminoirs aux Chinois »*, raconte un responsable de la branche Phénix de Cockerill-Sambre, une des unités de production les plus modernes du groupe. *« Ils ont tout démonté, tout numéroté et tout remonté à l'identique dans leur pays. Nous, à la place, nous avons mis des espaces verts. »*

Puisque, décidément, le langage des planificateurs du changement se veut bucolique, il est question aussi de remplacer les « friches » par des « parcs industriels », c'est à dire des zones aménagées pour des entreprises plus modernes, moins polluantes, faisant appel à une main-d'œuvre du secteur tertiaire, que d'aucuns appellent moins poétiquement *« zonings »*.

### La crise du Golfe

Et si on ne trouve vraiment pas preneur, dans certains cas, on vend pour des transformations plus inattendues : par exemple aux affairistes qui ont transformé des dizaines d'anciennes maisons ouvrières de Seraing, à la périphérie de Liège, en un haut lieu de la prostitution belge, avec des rues entières de *« femmes derrière la vitre »*.

Un véritable affront pour Liège, pas bégueule mais fière d'un passé plus reluisant. Ici règne encore *« l'esprit principautaire »*, allusion aux époques où la population réunie autour de ses princes-évêques résista à la maison de Bourgogne, avant de voir reconnaître une passagère indépendance de la principauté, puis de se rallier au « parti des Lumières » au dix-huitième siècle. Ville d'art depuis le Moyen-Age, la cité aux sept collégiales s'était industrialisée dès le siècle de Louis XIV, notamment en se spécialisant dans les armes.

Pour les 196 000 Liégeois et les 600 000 habitants de l'agglomération, le dernier en date des grands chambardements est la reprise de la fameuse FN (Fabrique nationale) d'Herstal, une des communes avoisinantes, par le groupe français GIAT-Industries. L'affaire s'était conclue en novembre 1990, quand la Générale de Belgique, actionnaire à 70 %, avait enfin trouvé preneur, mais le contrat n'a été mis en œuvre que le 1er janvier, après d'ultimes négociations avec les syndicats. A l'état-major de la nouvelle société, rebaptisée FNNH (Fabrique nationale nouvelle Herstal), on garde la prudence qui s'impose quand de nouvelles nominations sont dans l'air. Informés que 1200 d'entre eux, *sur 2500*, devront partir par étapes, les ouvriers travaillent pour le moment à l'exécution d'un carnet de commandes gonflé depuis plusieurs mois par la crise du Golfe.

### Des mariages difficiles

Célébrant *« le mariage difficile du fer et du bois »* pour la fabrication des armes d'infanterie qui sont une de leurs spécialités, les salariés de la FN sont accaparés sans états d'âme par la belle ouvrage. Ils reconnaissent, à propos du Golfe, qu' *« à quelque chose malheur est bon »* : les demandes de devis pour quelque 140 milliards de francs belges (dont 10 % ont sans doute été effectivement commandés, par des clients dont l'entreprise fait traditionnellement l'identité) faisaient fort bon effet au moment des négociations avec GIAT.

*de Liège*
JEAN DE LA GUERIVIERE

*Lire la suite page 26.*

4 ESPACES CONSEILS
AU CŒUR DE PARIS

8e 3, RUE LA BOETIE
6e 112, BD ST-GERMAIN
6e 132, BD ST-GERMAIN
4e 18, BD DE SEBASTOPOL

CANON STARWRITER 80
Traitement de texte portable
Impression bulles d'encre
Totalement silencieuse

CANON FAX 230 F
Télécopieur agréé PTT
Coupe-papier 1/2 teinte

PANASONIC CF 170
Micro-ordinateur portable
compatible PC
lecteur 3,5 p + disque dur 20 Mo

EN CADEAU
*et sur présentation de cette annonce est offerte pendant 15 jours une calculette OLYMPIA TIP TOP.®*
DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE GRATUIT.

BUREAUTIQUE DURIEZ INFORMATIQUE

Offre limitée MQ 2

## CHAMPS ECONOMIQUES

# La mission belge de M. Jean Gandois

*On sait gré au patron de Cockerill-Sambre des services rendus à la sidérurgie wallonne*

Il y a deux Français connus de *tous* les Belges *et sur* lesquels ils ne tarissent pas d'éloges : MM. Jacques Delors, en raison de ses convictions enro-péennes, et Jean Gandois, à cause *de ses services rendus à la sidérur*gie wallonne. Le premier ministre, M. Wilfried Martens, nous a confié lui-même qu'il e choisi l'ancien président da Rhône-Ponlene pour redresser le groupe Cockerill-Sambre, en perdition, après avoir lu son interview dans *le Monde* du 7 août 1982.

L'intéressé e raconté cette expérience, de février 1983 à octobre 1985, dans un ouvrage qui est en même temps una bonne initiation aux subtilités politiques de Bruxelles : *Mission acier* (éd. Duculot, 1986).

On y epprend comment un patroo en désaccord avec certains comportements dn pouvoir socialiste en France parvint à nouer le dialogue avec les syndicats helges et à convaincre de le nécessité de révisions déchirantes l'actionnaire majoritaire qn'était la région wallonne !

### Face aux grands concurrents

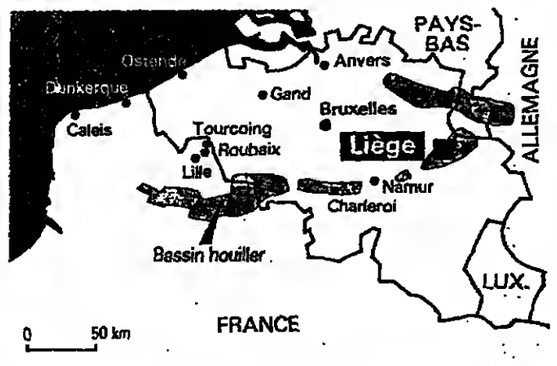
L'aventure eut nne suite quend le successeur choisi par M. Gandois, M. Raymond Lévy, fut rappelé à Paris, en novembre 1986, pour remplecer le patroo de Renault assassiné, Georges Besse. Après des péripéties qui conduisirent M. Martens an bord de la brouille avec le gouvernement de M. Chirac, il fut cooveno que le président de Pechiney retournerait au cherboo pour assumer da oouveau les destioées de l'entreprise liégeoise la plus chargée d'histoire depuis que – eo 1817, deux aos après la hataille de Waterloo – l'Anglais John Cockerill fonda sa première usine dans la commune voisine de Seraing, où il avait acheté le château de Guillaume d'Orange.

En plus de ses obligations en France et aux Etats-Unis, M. Gandois s'efforce donc de passer an moyenoe uo jour par semaine à l'état-major du groupe (installé à Bruxelles pour dominer les rivalités entre Liège et Charleroi). Dans sa fonction de président, il est essentiellement appelé à définir la stratégie à long terme du groupe, quetrième entreprise belge, qui emploie encore, après de nombreux départs en retraite enticipée, 31 000 personnes établies daos seize pays.

Avec des réserves de 42 milliards de francs belges placées en banque et uoe dette réduite maintenant à 26 millierds. Cockerill est redevenue une effnire saine, que l'entreprenant patron trouve néanmoins uo peu modeste face aux grands concurrents. D'où, ces derniers mois, des tractations avec Sidmar, la filiale du groupe luxambourgeois Arbed en Flandre belge. La fusion nn momant espérée o'aura pas lieu.

*« Il y avait des visions différentes de ce que devait être la nouvelle société*, nous explique M. Gandois. *Je voulais que celle-ci porte un nom nouveau. Arbed, dont Sidmar est essentiellement la filiale pour les aciers plats, se méfiait de cette nouvelle entité potentiellement forte. Il n'y avait pas de désaccord sur les objectifs industriels, mais malentendu sur le montage financier. Je tenais à aller sur le marché boursier : cela oblige l'actionnaire public à prendre en compte des critères objectifs, ce qui est sain en soi. »*

Alors, des tentatives en direction d'Usinor, comme on le dit maintenant à Bruxelles ? M. Gandois n'y songe pas pour l'instant. Le groupe français, dont le cbiffre d'affaires est trois fois plus important que celui de Cockerill, serait en position trop dominante, et M. Gandois *« attache beaucoup d'importance aux effets de localisation »*, notamment quand il feut faire des *sacrifices et* dire quelle région devra en consentir l'essentiel.




Car le financier partisan des *« critères objectifs »* en économie a aussi la fibre sociale. Il n'hésite pas à rendre hommage à *« l'esprit responsable de la plupart des syndicalistes*, en *France comme en Belgique »*, lorsqu'ils ont des raisons de croire en la compétence de la direction. On le lui rend bien : quand la Fabrique oatiooole d'Herstal cherchait encore on apport de capitaux français, an oovembre 1990, des syndicalistes wallons sont veous – par ovion privé à cause d'una grève – jusque dans le bureau parisien du patroo de Pechiney pour lui demander son aide...

*de Bruxelles*
**J. de G.**

# Les nouveaux feux de la Cité ardente

*Suite de la page 25*

La reprise de la FN Herstal par le GIAT aura des conséquences pour une eotre entreprise pilote de l'agglomération, la FN Mnteurs dont elle détenait 43 % du capital, et dont la SNECMA française avait déjà racheté 51 % (1). Dès à présent nvertis que le personnel passerait de 1680 à 1230 salariés, les syndicats espèrent que les parts du deuxième actionnaire de l'entreprise seront rachetées rapidement par Fiat, mais la *« mondialisation du grand capital »* – inéluctable – les inquiète.

En octobre, un congrès de la branche wallonne de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB, de sensibilité socialiste, sans se confondre avec le parti) a dénoncé *« l'introduction de modes de gestion du personnel différents, non adaptés à la culture d'entreprise du pays ; la non-représentativité des managers locaux, réduits* ou *rang de simples exécutants de décisions intervenues en dehors d'eux ; l'affaiblissement du secteur public national et* a fortiori *régional »*. Sans oublier les multinationales américaines, ce congrès a évoqué la *« francisation de l'économie wallonne »*, vieux serpent de mer dans une région animée de sentiments contrastés et parfois contradictoires à l'égard d'un pays qni eo fit le département de l'Ourthe en 1793.

### Un esprit de coopération

C'est cependant M. Carol Ghiza, leader des métallos wallons, qui, sans doute en faisant jouer les solidarités socialistes, avait rencontré M. Jean-Pierre Chevènement à Paris eo oovembre, lors de la phase finale des négociations entre la FN et le GIAT. *« Ici, il n'y o plus de patrons, la bourgeoisie industrielle a disparu depuis la crise de 1929*, affirme un responsable de la FGTB. *Nous avons pris par lo main les ministres de l'exécutif wallon* (le gouvernement régional dans le cadre de la politique de fédération entre Wallons et Flamands) *pour aller chez Chevènement. Il fallait bien faire quelque chose pour sauver l'outil de travail. »*

L'entretien e lieu au siège local du syndicat, l'immeuble le plus haut et le plus opulent de la place Saint-Paul, à côté de la cathédrale. A quelques centaines de mètres de là, brille l'enseigne de *la Wallonie*, le quotidien régional que peut s'offrir la FGTB. Ici, les syndicats sont un Etat dans l'Etat et personne ne peut rien entreprendre sans eux. M. Josely Piette, secrétaire fédéral de la CSC, la confération chrétienne, en rivalité amicale avec la FGTB, est le premier à reconnaître que des salaires relativement élevés dans quelques eotreprises pilotes, utilisatrices et formatrices d'ouvriers très qualifiés, oot contribué à créer cette situation.

Langage ferme mais étonnamment respoosable chez ce leader chrétien : à propos du saovetage de Cockerill-Sambre par le patron de Pechiney, ce syndicaliste reconnaît que, sur le plan social, *« Gandois a tenu parole »* et, par souci de vérité, il nous avertit que, derrière les murs lépreux de la FN, il y e des machines à commandes oumériques echetées par l'eotreprise pour sa méritoire modernisation.

A *qui l'interroge sur les raisons* de cet esprit de coopération entre syndicats et patrons, dans une régioo à la pointe de la grande grève politique de l'hiver 1960-1961, commémorée et présente dans toutes les mémoires, M. André Burnotte, président de la chambre da commerce et d'industrie, explique que le climat social a changé depuis 1987, après *« un combat de cogs »* qui culmina avec un conflit très dur dans l'usioe Cuivre et Zinc. Depuis cette affaire, dans laquelle salariés et détenteurs du capital laissèrent des plumes, les syndicats auraient pris conscience du tort que *trop* de militantisme pouvait cootinoer de faire à une régioo à laquelle ils soot très attachés, en raisoo ootamment des rivalités avec les Flamands qui, eux, ont su constituer tout un réseau de PME s'adaptant aux nécessités du marché sans les lourdes contraintes des grandes entreprises liégeoises.

Avec un égal enthousiasme, M. Burnotte, banquier de son état, M. William Ancion, premier échevin social-chrétien – qui a assuré l'intérim d'un bourgmestre (maire) socialiste compromis dans une affaire ayant conduit à l'inculpation de M. Jean-Claude Decaux (*le Monde* du 15 décembre) – et le gouverneur Paul Bolland – socialisto que ses fooctions placent eudessus de la *mêlée* politique et auquel les milieux d'affaires rendent bommage – « veodeot » l'imege de leur régioo. Quatre atouts principaux : une université au passé culturel glorieux mais résolument orientée vers les disciplioes do monda moderne ; une maio-d'œuvre qualifiée, notamment chez les anciens *sous-traitants* de la FN et de Cockerill qui se reconvertissent grâce à l'arrivée de oouveaux investisseurs privés ; nn port finvial qui reste le troisième d'Europe ; une situation géographique exceptionnelle au carrefour da plusieurs grands axes européens, à proximité de l'Allemagne.

### A une heure d'autoroute

Après s'être dotée d'uo réseau autoroutier particulièrement dense, Liège entend hieo hénéficier dn passage du TGV à destination de Cologne, même si elle soupçonne la Flandre de ne pas souhaiter ces investissements. La « Cité ardente », prompte à passer do deute de soi à des emballements à la *limite* dn chimériqoe, attache une grande importance au fait que Booyguas – encore un Français – sooge à coostruire à Ans, une de ses communes limitrophes, un vaste ensemhle de hureaux. *« Pourquoi s'implanter, comme le veut actuellement la mode*, à *Zaventem* (la commune de l'aéroport de Bruxelles) *alors que le terrain est trois fois moins cher chez nous ? »*, demande M. Ancion en faisant remarquer que Liège o'est qu'à une heure d'autoronte dn *centre* de la capitale.

Non, Liège ne mise pas seulement sur le malheur des autres, sur ces commandes mystérieuses de la FN à destination du Golfe, pour son propre salut. La villa le plus *chargée* d'histoire en Wallonie joue la carte de la vitesse, du nouveno savoir-faire et d'une constructioo *européenne* à laquelle sa jeunesse s'intéresse davantage qo'aux sempiternelles querelles wallo-flamandes et aux magouilles politiques locales

*de Liège*
**JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE**

(1) Sur le montage financier des principaux groupes – Suez et la Générale, Bruxelles-Lambert, Petrofina, Solvay –, lire l'ouvrage tout récent d'Anne Vincent *les Groupes d'entreprises en Belgique*, publié par le CRISP, 35, rue du Commerce, 1000 Bruxelles, 407 p, 900 francs belges.

*AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS*


## Valeo
## Progression du chiffre d'affaires 1990 freinée par la conjoncture du dernier trimestre

Le chiffre d'affaires consolidé de Valeo pour 1990 a été de 20,2 milliards de francs, à comparer à 18,4 milliards en 1989. La progression de 10% reflète le développement des parts de marché du Groupe. Ces chiffres correspondent au périmètre actuel de consolidation qui sert désormais de référence.

A périmètre du premier semestre 1990, incluant les activités cédées au second semestre, le chiffre d'affaires s'élèverait à 21,5 milliards de francs en 1990, contre 19,5 milliards en 1989.

Le chiffre d'affaires du dernier trimestre 1990 (avant ou après cessions) a baissé de 8% par rapport à la même période de 1989, dans le contexte de la forte chute de la production automobile en Europe, aux Etats-Unis et au Brésil.

Dès le début de 1990, Valeo a pris des mesures en prévision d'une dégradation de la conjoncture automobile, notamment en concentrant ses activités sur ses points forts et en réduisant de 12 le nombre de ses usines, ses effectifs de 8% et son endettement de 20%. En 1991, de nouvelles mesures sont prises pour adapter le Groupe aux récentes données économiques.

La demande du marché reste très orientée sur les produits et systèmes à fort contenu technologique. Valeo y répond en maintenant les investissements essentiels et un haut niveau de recherche et développement.

Valeo
L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE


*POINT DE VUE*

# Les salariés n'ont pas perdu

par Rémy Prud'homme

LE Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC) a soulevé un gros lièvre. L'institut présidé par Mme Questiaux a montré que la part des salaires dans la répartition du revenu national a diminué au cours des dix dernières années. Il y en a de moins en moins pour le travail et de plus en plus pour le capital. Voici revenu le temps des entrepreneure, et même des rentiers. Le moins que l'on puisse dire est que cela ne fait pas très socialiste. Trahison, ont crié les uns. Retour à la raison, ont pensé les autres.

L'affirmation du CERC est bien entendu exacte, et les chiffres ne manquent pas pour la justifier. Les salaires ont augmenté moins vite que les dividendes. Les Comptes de la nation nous montrent qu'entre 1982 et 1990 la part de la « rémunération des salariés » dans le total du « revenu primaire brut des ménages » revient de 73 % à 71 %. Corrélativement, celle des autres revenus – une catégorie composite, mais utile pour notre propos, qui comprend les intérêts, les dividendes, les loyers, mais aussi les revenus des entrepreneurs individuels – passe de 27 % à 29 %. Au cours de cette période, en termes constants, la rémunération de l'ensemble des salariés a augmenté de 7 % et les autres rémunérations de 18 %.

Cependant, cette façon de présenter les choses néglige une dimension importante : l'évolution du travail et du capital dans le processus de production. Au cours de ces mêmes années 1982-1989, la production de notre pays, le PIB, a crû d'environ 17 %. Mais le travail et le capital, qui concourent à cette production, n'ont pas augmenté homothétiquement de 17 % chacun.

En fait, la quantité de travail utilisée n'a pratiquement pas augmenté pendant cette période : de 1 % si l'on considère l'emploi total, de 2 % si l'on considère le seul emploi salarié. La quantité de capital utilisé a, au contraire, beaucoup augmenté : de près de 20 %, si l'on mesure l'ensemble du « capital fixe net » (comme disent les comptables nationaux), un peu moins si l'on exclut de ce capital les logements et les bureaux loués.

### La croissance du capital

En d'autres termes, la croissance des années 80 doit plus à la croissance du capital qu'à celle du travail. Elle doit également beaucoup à la croissance de la productivité globale, ce qui veut dire que la production a augmenté davantage que l'ensemble des facteurs de production. Reste qu'il y a aujourd'hui, en France, davantage de capital par salarié qu'au début de la décennie.

Ce changement important éclaire d'un jour nouveau le débat sur la répartition des fruits de la croissance. La part des salaires a diminué, certes, mais la part des salariés aussi. La part des revenus du capital a augmenté, en effet, mais celle du capital également. L'évolution constatée par le CERC n'a donc rien de bien surprenant.

Il faut faire une autre comparaison, et rapporter la rémunération des facteurs aux quantités de facteurs. Si l'on rapporte la rémunération des salariés au nombre des salariés, calculant ainsi un salaire moyen, on voit que la rémunération du travail a sensiblement augmenté : de près de 5 %, toujours pour la période 1982-1989. C'est insuffisant diront les salariés, mais c'est beaucoup plus que la rémunération unitaire du capital, obtenue en divisant les revenus non salariaux par le stock de capital, qui, elle, a légèrement diminué au cours de la même période.

On pourrait donc soutenir que la gestion socialiste, loin de défavoriser les salariés, a eu contraire défavorisé le capital ! La réalité est plus complexe et ne se laisse pas facilement enfermer dans les schémas simplee. Les données sur le stock de capital ne sont pas à l'abri de la critique. Les revenus non salariaux ne sont pas seulement des revenus du capital, et, à l'intérieur de cette catégorie globale, certains revenus (les intérêts) ont augmenté plus que d'autres (les revenus des agriculteurs).

L'augmentation du capital par travailleur ou par salarié est une condition de la productivité, et elle ne peut pas avoir lieu si le capital n'est pas rémunéré correctement ; en sorte qu'il n'y a pas, dans le moyen terme au moins, contradiction entre la rémunération du capital et celle du travail. Il faut aussi noter que les évolutions analysées ici se rapportent aux revenus primaires, avant impôts et avant transferts. De toute façon, ces évolutions, qui sont conduites par le changement technique et par la concurrence internationale, échappent très largement à la volonté des hommes politiques.

➤ Professeur à l'université Paris-XII.

CHAMPS ECONOMIQUES

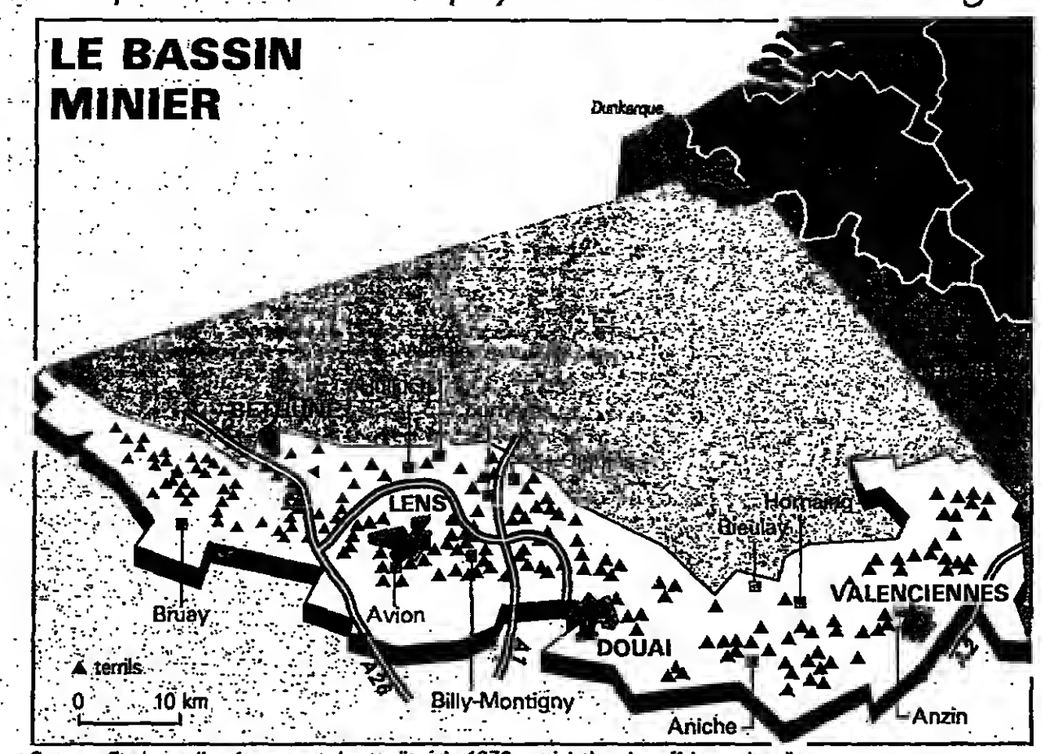
# L'héritage disputé des Houillères du Nord

*Plusieurs milliers d'hectares de terrains, des dizaines de milliers de logements : de quoi transformer la physionomie de toute une région*

AVEC la fin de l'extraction du charbon dans le Nord-Pas-de-Calais, les chevalements des puits vont disparaître du paysage et avec eux la plupart des bâtiments de l'exploitation minière. Mais les Houillères, qui ont marqué la région de leur emprise, ne vont pas totalement s'effacer. Elles gardent quelques éléments d'industrie, mais surtout un vaste patrimoine foncier, qui suscite des convoitises et des controverses. Elles laissent des dizaines de milliers de logements : des villes, des villages ou des quartiers construits par les compagnies minières pour loger leurs salariés. Leur avenir est aujourd'hui incertain.

*« Nous ne laissons pas un désert »*, répète-t-on aux Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). La fin de la mine – depuis le 21 décembre dernier très précisément (*le Monde* du 22 décembre) – ne signifie pas la disparition. *« Je me suis donné pour mission de mettre en état de durer les activités du « jour » qui gagnaient de l'argent, mais dont les résultats étaient perdus dans l'océan des pertes de l'extraction charbonnière »*, rappelle M. Jack Verlaine, directeur général des HBNPC depuis 1983, et, symboliquement, le premier à avoir fait toute sa carrière « au jour » (lavoir, cokerie, carbochimie...).

Des HBNPC elles-mêmes, il restera peu et peut-être pas très longtemps : pour l'essentiel deux centrales thermiques, fournisseurs d'EDF, à Courrières (Pas-de-Calais) et Hornaing (Nord), employant ensemble quelque 500 personnes. Seule la seconde a une chance de durer, au moins jusqu'à 1998.




*Source : Etude sur l'aménagement des terrils, juin 1972 – ministère des affaires culturelles.*

### Reconversion à éclipses

Le plus gros est formé par les quelque quinze filiales, d'importance inégale, mises en place depuis 1987 (*voir l'encadré ci-dessous : « Les filiales de Filianor »*) Elles traitent du charbon importé, des résidus de l'exploitation d'autrefois : ce sont les établissements qui ont un capital à exploiter (matériaux, installations ou savoir-faire) ou ont trouvé preneur ou partenaire et qui sont déjà en état d'affronter la concurrence, selon M. Verlaine. Cependant, il leur faudra encore deux ou trois ans pour se *« stabiliser »*, avec l'aide de la holding Filianor, elle-même filiale des Houillères, qui les coiffe et va gérer leur *cash-flow* pour que celui-ci contribue au développement régional : *« Nous avons une dette à l'égard de la région et nous ne pouvons nous désintéresser de l'emploi »*, dit M. Verlaine.

Avec 1,5 milliard de chiffres d'affaires, le « groupe » Filianor ne compte en effet que 1 200 salariés. Aussi, les responsables des Houillères mettent en avant la contribution de la Sofirem (Société pour favoriser l'industrialisation des régions minières), créée en 1966 par Charbonnages de France et relayée depuis 1984 dans le Nord par une société spécifique, Finorpa (Financière du Nord-Pas-de-Calais). De 1967 à 1984, 28 000 emplois ont ainsi été créés dans le bassin sous l'impulsion de la Sofirem et surtout du SAII (Service d'accueil des implantations industrielles, destiné à rechercher les investisseurs potentiels et à aider leur installation), et Finorpa a contribué depuis au financement de 651 projets, représentant 20 175 emplois.

Le total, pour les élus locaux, est loin de compenser les 100 000 emplois disparus dans le même temps aux Houillères. *« Pendant longtemps, les Houillères ont bloqué la diversification industrielle pour conserver une main-d'œuvre »*, accuse M. Gilbert Rolos, *maire* (communiste) de Sallaumines. *« Alors que la récession a commencé dès le début des années 60, il a fallu attendre 1966 pour que l'Etat entame une politique de diversification »*, précise M. Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin et *député* socialiste.

En fait, il y eut trois périodes dans cette politique. Le « plan Bettencourt » de 1967 fut suivi de l'implantation de grandes entreprises, sous l'impulsion de l'Etat, au début des années 70. L'automobile, industrie pilote d'avant la crise pétrolière, en fut l'arme de choix : Renault à Douai, Simca à Valenciennes, la Française de mécanique à Douvrin-La Bassée, et une autre filiale Renault-Peugeot, la Société de transmissions automobiles (STA), à Ruitz, près de Bruay-en-Artois. Au total, quelque 50 000 emplois.

Mais la crise économique a interrompu ces efforts, en même temps que la hausse du prix du pétrole repoussait la fin de l'exploitation charbonnière. Il fallut paradoxalement attendre la conversion des socialistes en réalisme économique pour qu'ils reprennent. Cette relance annoncée par M. François Mitterrand lors de sa visite dans la région en février 1984 a été marquée par la création de la Finorpa et du Fonds d'industrialisation pour le bassin minier, dotés chacun de 100 millions de francs par an.

Si, depuis, les créations d'emplois aidées par la Finorpa ont dépassé les suppressions aux HBNPC, le bassin a continué à perdre des emplois : 17 000, soit 5 %, depuis 1984. La fin de la mine a coïncidé avec le crise d'autres industries, créatrices de postes de travail jusqu'à 1975 : sidérurgie (– 41 %), métallurgie, construction mécanique (– 14 %), chimie de base (– 49 %), habillement et textile (– 31 %), bâtiment et travaux publics (– 13 %). La progression régulière du tertiaire n'en a compensé que la moitié. Résultat : le chômage, déjà élevé, est passé de 12 % de la population active en 1982 à près de 15 % en 1990 (1). Si la zone d'Auchel-Bruay, à l'ouest, où les puits de mine ont fermé avant 1979, demeure relativement indemne, le Valenciennois ou la région de Lens ont été particulièrement touchés. *« Nous vivons une catastrophe économique »*, affirme M. Rolos – Sallaumines a le privilège d'être proche des derniers puits arrêtés.

### La fin de l'émigration

Aujourd'hui, les grandes restructurations sont terminées, mais les gains de productivité dans la sidérurgie, les métaux et la mécanique, la « délocalisation » du textile risquent de grignoter encore les effectifs. Dans l'automobile même, devenue la première branche industrielle, l'automatisation peut encore supprimer quelques-uns des 20 700 emplois. En face, on voit de plus en plus arriver des « micro-implantations » (2). Or, parallèlement, le bassin minier perd peu d'habitants (59 000 depuis 1982, sur 1,3 million). L'émigration n'a pratiquement pas cessé de se ralentir, tombant à 0,87 % par an, au maximum, dans le Valenciennois – mais à 0,1 % dans l'ouest du Pas-de-Calais, – comme si la crise, loin de pousser à partir, en dissuadait.

Ces perspectives font des dernières possessions des Houillères un territoire disputé : petit industriel désormais, elles sont encore un grand propriétaire foncier d'abord, avec quelque 10 000 hectares dont 3 500 de terres agricoles, 1 000 de forêts – que l'on continue à exploiter – et autant de friches diverses (étangs, canaux, etc.), hérités des compagnies minières d'antan, comme les vingt-huit églises, les vingt-sept stades et les vingt-neuf salles des fêtes... *« Pas question de les céder pour le franc symbolique... sauf si l'Etat le veut, car elles figurent au bilan »*, dit M. Verlaine.

Ce sont surtout les terrains industriels et les logements qui sont en cause. Les Houillères, qui ont cédé déjà 1 600 hectares depuis 1966 pour l'installation d'entreprises, en possèdent encore plus d'un millier – sans compter l'emprise des voies ferrées (435 hectares) et l'assise des terrils, exploités ou non (plus de 2 500 hectares). Une partie de ces derniers sont déjà viabilisés et découpés en lots, notamment près de Carvin, Courcelles-lès-Lens et Bully-les-Mines, près de l'autoroute Paris-Lille ou de la « rocade minière » qui la rejoint.

A qui iront ces terrains ? Cherchant les moyens d'attirer de nouvelles entreprises, les communes sont à l'affût : *« Nous sommes bloqués de tous côtés. Nos seules possibilités sont les 20 hectares de l'ancien carreau de mine de l'ancien puits de Courrières »*, dit le maire de Sallaumines. A Loos-en-Gohelle, les terrils occupent 250 hectares. Les maires protestent parfois contre leur exploitation, créatrice de « nuisances », sans que les communes en profitent, selon M. Wacheux, député socialiste, ancien maire de Bruay-en-Artois, président de l'Association des communes minières de Nord-Pas-de-Calais, qui s'insurge aussi contre les *« emprises énormes »* conservées par les Houillères ou contre les prix de cession excessifs (jusqu'à 20 francs le mètre carré, dit-il).

Plus importants encore, les logements, qui font des HBNPC de loin *le premier propriétaire immobilier* de la région : 83 000, soit l'équivalent d'une ville de plus de 250 000 habitants : un patrimoine inscrit pour 7 milliards de francs à leur bilan. Sur cette bande de 110 kilomètres de long et de moins de 20 kilomètres de large qui va de la frontière belge à Aire-sur-la-Lys, à l'ouest, les compagnies minières ont fait naître des « cités » pour loger leurs salariés : simples pâtés de maisons ou quartiers entiers, selon les besoins, mais partout des maisonnettes de brique à un étage avec leur jardinet, disposées en bande le long de la rue pour les plus anciennes, celles d'avant 1914, accolées par deux, trois ou quatre, pour la plupart, *celles de l'entre-deux-guerres.*

Nationalisées, les Houillères ont continué encore à bâtir de ces cités après 1945. Elles en conservent 900, semées sur 162 communes, où elles représentent un quart des logements au total, 40 % dans des villes comme Lens, Liévin ou Bruay, davantage *encore dans une dizaine d'agglomérations* (3) et même plus de 70 % dans quelques-unes, avec leur éclairage et leur voirie. *« Un héritage considérable mais accablant »*, remarque un maire. Car ce legs énorme n'est pas aux normes : les maisons, généralement de *bonne qualité, ne sont pas reliées* au tout-à-l'égout, n'ont encore, pour beaucoup, ni salle de bains, ni w.-c. intérieurs : 32 000 seulement ont été modernisées, inégalement, selon la date de réalisation.

### Des scénarios catastrophes

Tandis que les voiries et les équipements ont été restitués aux communes, qui bénéficient depuis 1972 de l'aide de l'Etat et de la région pour les restaurer (par un fonds spécialisé, le Girzom, groupe interministériel pour la restructuration de la zone minière, doté pour 1990 de 162 millions de francs), les logements eux-mêmes sont restés jusqu'ici dans les mains des HBNPC, qui en ont confié le gestion depuis 1986 à une filiale spécialisée, la Soginorpa. Plus soucieuse de l'entretien de son patrimoine que ne l'étaient les Houillères en déclin, Soginorpa, cependant, laisse parfois des « friches urbaines », comme le quartier du Marais, à Sallaumines, près d'un ancien puits de mine fermé en 1988 : quelques maisons survivant au milieu de ruines et d'un terrain vague où l'on dépose des ordures.

Plus de 60 % des logements « miniers » sont actuellement occupés par des retraités des mines, dont 90 % ont plus de cinquante-cinq ans, et 60 % plus de soixante-cinq. Dans vingt ans, la plupart auront disparu. Que deviendront les maisons, qui concurrencent déjà le logement social ? Un tiers, estime-t-on du côté des Houillères, devront être démolies. *« On ne pourra tout garder : les cités excentrées, installées par hasard ou près de puits de mine écartés, risquent de disparaître »*, reconnaît M. Marcel Wacheux. Lesquelles, et qui en décidera ? Les communes entendent récupérer leurs espaces et utiliser les logements miniers pour leurs projets de rénovation, devenir de *« vraies villes »*. Ainsi Bruay-en-Artois vient d'achever sa « ZAC des Provinces » de 1 200 logements, Sallaumines e entrepris de restaurer les cités de son centre : fenêtres peintes de blanc, brique lavée, avec des porches ou des balcons *vitrés* à la hollandaise...

Pour faciliter les arbitrages, la gestion des logements va être transférée à une société d'économie mixte, où seront représentés la région, les départements et les communes ; les friches seront confiées à un établissement public. Les nouveaux responsables devront trouver des priorités pour le réaménagement du bassin, alors que *les communes paraissent engagées* dans une concurrence sauvage pour attirer les entreprises comme pour conserver les logements. Les villes les plus importantes (Lens comme Douai) et celles qui préexistaient au charbon (comme Béthune, qui a depuis longtemps attiré des entreprises) subsisteront, de même que les plus proches des grands axes de communication : on voit déjà s'esquisser une nouvelle constellation d'usines, d'entrepôts, autour du carrefour des autoroutes nord-sud et est-ouest (où se trouve, par exemple, le plus important hypermarché Auchan, à Noyelles-Godault).

*« A l'horizon 2000, la traînée du bassin minier apparaîtra-t-elle encore, ou verra-t-on le Valenciennois tourné vers la Belgique et la région de Béthune vers le littoral ? »*, s'interroge M. Verlaine. Mais qu'adviendra-t-il des communes plus pauvres ou des plus petites, les plus liées à la mine, et dont les ressources vont diminuer en même temps que le nombre des habitants ? Elles craignent de devenir ces « villes fantômes » que furent les villes minières du passé, et pas seulement dans les westerns. Mais on peut aussi envisager d'autres scénarios-catastrophes : une banlieue appauvrie d'une métropole lilloise en expansion, ou le « mitage » d'un bassin semé de cités à moitié vides et d'îlots de familles à problèmes...

*de Douai*
GUY HERZLICH

(1) « Situation et perspectives économiques du bassin minier », dans *Latitude 59-62*, lettre du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, n° 3, décembre 1990.

(2) Les projets aidés par la Finorpa comptent en général de 10 à 50 emplois.

(3) Lallaing, Ostricourt, Waziers, Divion, Fouquières-lès-Lens, Oignies, Sallaumines, Noyelles-sous-Lens, Mazingarbe, Calonne-Ricouart, Marles-les-Mines, Grenay.

## Les quinze filiales de Filianor

En chiffre d'affaires, en poids sur leurs marchés respectifs comme en emplois, ce sont les industries les plus liées à l'activité ancienne d'extraction qui comptent le plus dans le groupe Filianor, la société holding qui a repris l'héritage industriel des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais (HBNPC). Premier producteur européen de coke de fonderie, avec 627 000 tonnes, dont un tiers est exporté, les Cokes de Drocourt (Pas-de-Calais) couvrent aussi 85 % du marché français et ont réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 600 millions de francs. Leur capital est détenu en totalité par Filianor ; la cokerie a conservé ses 594 salariés, qui ont seulement changé de statut. Agglonord (144 salariés), dont les principaux négociants français en charbon ont pris 36 %, exploite l'usine de boulets d'Oignies. Elle domine le marché français du chauffage domestique au charbon, avec un chiffre d'affaires de 300 millions de francs. Elle comporte une petite « annexe » à Rouen, avec la Société rouennaise de défumage.

Vient ensuite l'exploitation des résidus de l'ancienne exploitation minière, essentiellement les terrils, dont la propriété a été transmise à Terrils SA. Surchiste (34 salariés et un chiffre d'affaires de 50 millions de francs) a été créée dès 1959 par Charbonnages de France avec ses différents bassins, pour commercialiser les cendres des centrales et les schistes des terrils, dont la plus grande partie se trouve dans le Nord-Pas-de-Calais (73 sont actuellement en exploitation et autant en réserve). Utilisés surtout pour les travaux routiers, ces produits sont récupérés par plusieurs dizaines de sociétés de BTP et de transport pour lesquelles cette exploitation représente un millier d'emplois.

Pour sa part, Tercharnor (37 salariés, une trentaine de millions de francs de chiffre d'affaires), constituée en 1988 par les HBNPC à parts égales avec la (Société d'aménagement, de récupération d'énergie et de lavage sur sols) (SARELS) vend les résidus combustibles pour les centrales et des granulats pour des terrains de sport. Elle a créé récemment des filiales spécialisées pour cette exploitation.

Les schistes houillers sont aussi utilisés par la Briqueterie d'Hulluch (Pas-de-Calais), la plus importante de France, construite en 1988 avec deux briquetiers, l'un belge, l'autre français, qui ont pris 51 % du capital. Un GIE, Méthamine, a été formé avec Gaz de France (qui en a pris 35 %) pour capter à partir de plusieurs puits anciens, traiter et vendre du gaz de mine, que les HBNPC utilisaient déjà dans leurs propres installations. Enfin Sotrenor, constituée avec SARP Industries (filiale de la Générale des eaux), qui en détient 83 %, exploite un incinérateur de déchets industriels (huiles) de 120 000 tonnes installé sur la site de la centrale de Courrières.

Quatre filiales de mécanique sont issues des anciens *« ateliers centraux »* : GMT, à Billy-Montigny, se consacre à la maintenance et à la réparation de robots et d'installations mécaniques et hydrauliques ; Famacom, à Anzin, dont la société Paquet a pris 51 %, construit des machines complexes, de même que Comequip à Wingles, racheté à 85 % par le constructeur PTI Brochot ; Usicam, à Billy-Montigny, spécialisé dans l'usinage, a été repris par les membres du personnel et l'ancien responsable de ce département. Il faut y ajouter l'ancien département de menuiserie, racheté par une société de ce secteur et Société de mesures et de contrôle (SMC2), réunissant d'anciens laboratoires des HBNPC.

G. H

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse
Code postal | | | | | Ville
Niveau d'études 90-91 Age
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

- ☐ Classes Préparatoires
- ☐ Grandes Ecoles Scientifiques
- ☐ Grandes Ecoles de Commerce, Gestion
- ☐ Préparer un MBA
- ☐ 3e Cycles de Gestion
- ☐ Ecoles à Vocation Internationale
- ☐ Vente, Commerce, Distribution, Gestion
- ☐ Architecture
- ☐ Architecture d'Intérieur
- ☐ Arts Graphiques
- ☐ Arts et Techniques du Spectacle
- ☐ Assistante de Direction/Bureautique
- ☐ Assurances
- ☐ Communication et Culture
- ☐ Communication dans l'Entreprise
- ☐ Communication, Publicité
- ☐ Comptabilité
- ☐ Cours par Correspondance BTS
- ☐ Cours par Correspondance Sciences Po
- ☐ Danse
- ☐ Design, Design Industriel
- ☐ Electronique
- ☐ Expertise Comptable
- ☐ Formation en Alternance
- ☐ Formation Continue
- ☐ Gestion Financière
- ☐ Gestion du Personnel
- ☐ Hôtellerie, Restauration
- ☐ Informatique
- ☐ Ingénieur Aéronautique/Automobile
- ☐ Ingénieur Chimiste
- ☐ Journalisme
- ☐ Logistique Production
- ☐ Paramédical
- ☐ Prothésiste Dentaire
- ☐ Recherche Scientifique
- ☐ Relations Internationales
- ☐ Réussir le Baccalauréat
- ☐ Sciences Politiques
- ☐ Sténotypie/Communication
- ☐ Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémoille 75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

M 91-03

# CHAMPS ECONOMIQUES

**CHRONIQUE**

PAUL FABRA

## L'or de la perestroïka

A première vue, il pourrait y avoir deux raisons péremptoires pour ne pas lire l'article publié dans la dernière livraison de la revue trimestrielle *Politique étrangère* (1) sous le titre « L'Occident peut-il soutenir la perestroïka ? ». La première est que la perestroïka (signifiant : *reconstruction*) est, politiquement, remise en cause, de façon tragique, par la répression dans les pays baltes. La deuxième raison est qu'économiquement la situation paraît encore plus désespérée.

Bien qu'il soit trop tôt pour faire le bilan de la première initiative du nouveau gouvernement, présidé par Valentin Pavlov, celle qui porte sur le retrait des billets de 50 et de 100 roubles, il semble bien qu'on ne s'y serait pas pris autrement si on avait voulu désespérer un peu plus la population et lui ôter tout espoir dans une thérapie de choc pour assayer de remettre d'aplomb l'économie soviétique. Non pas qu'on doive exagérément s'étonner des nouvelles brimades infligées à cette occasion aux malheureux citoyens.

En janvier 1948, une mesure de ce genre avait été introduite en France. Les journaux de l'époque font état du « manque d'instructions » reçues par les banques chargées de recueillir, dans un délai pareillement fixé à trois jours, les billets de 5 000 francs privés soudainement de cours légal. Si on n'avait pas sa « carte d'alimentation » sur soi, la longue attente devant le guichet était à recommencer. La mesure prise (comme aujourd'hui en Union soviétique) pour lutter contre l'inflation et les trafiquants du marché noir se révéla par elle-même source de complications et d'inefficacité. Du moins, le gouvernement René Meyer, qui l'avait instituée, l'avait-il accompagnée d'un premier dispositif visant à desserrer les contraintes administratives héritées de la guerre.

Selon toute vraisemblance, l'URSS va faire, en plus grave, l'expérience qu'on avait faite alors en France. En situation de pénurie, ce sont les prix qui tirent la monnaie, et non pas le contraire. D'où il résulte qu'il n'est aucune réforme proprement monétaire et financière qui tienne si on ne s'attaque pas simultanément au problème économique. Il s'agit de ranimer l'activité et de faire en sorte que ceux qui en exercent une clandestinement rejoignent naturellement les circuits légaux. Alors seulement, l'Etat a des chances de surmonter ses inextricables difficultés budgétaires (par augmentation spontanée des recettes fiscales) et de mettre fin à l'émission inflationniste de monnaie.

Cependant, comme le dit le signataire de l'article cité, le docteur Axel Lebahn, membre de la commission économique mixte germano-soviétique et directeur à la Deutsche Bank, la question n'est plus, si elle l'a jamais été, de personnaliser la perestroïka (pas plus avec Boris Eltsine qu'avec Mikhail Gorbatchev). La nationalité de l'auteur n'est pas indifférente. Jointe à la qualité de ses réflexions, elle justifie amplement l'intérêt, pour un lecteur française, de prendre connaissance, dans les circonstances actuelles, d'un texte comme celui-là (lequel, du reste, est le résumé d'un rapport plus long).

Bien que ce ne soit pas là l'objet de son étude, Axel Lebahn rappelle en passant la raison essentielle qui a poussé les Allemands à s'intéresser à la perestroïka dès qu'ils ont compris – et il semble bien qu'ils l'aient compris très vite – qu'avec l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev au printemps 1985, quelque chose de fondamental avait changé en URSS. L'objectif principal de la politique menée à Bonn, nous dit-il, a toujours été de rechercher une issue pacifique, en Europe, à l'affrontement Est-Ouest. Il me semble que cette simple réflexion (qu'il ne commente pas) est de nature à expliquer bien des choses et, surtout, à lever bien des malentendus latents de nature à jeter une ombre sur les bonnes relations entre la France et l'Allemagne.

On doit, me semble-t-il, comprendre que la RFA pouvait être un allié loyal de l'alliance atlantique tout en explorant tous les terrains d'entente possibles avec l'Union soviétique. Son territoire n'était-il pas destiné à devenir le principal théâtre des opérations d'une guerre européenne ? Affecter de voir un soupçon de neutralisme derrière ce désir d'entente, comme le faisaient certains, confinait au procès d'intention. L'imputation était d'autant plus injustifiée que, à plusieurs reprises, c'est le gouvernement allemand qui a le premier réclamé un renforcement sur son sol des armements les plus efficaces – propres, donc, à attirer les feux de l'ennemi – de l'OTAN. C'est à la suite d'une initiative du chancelier Helmut Schmidt que fut (sous le gouvernement Kohl) prise la décision d'installer des fusées Pershing.

Ayant à l'esprit ces considérations, on est enclin à lire l'étude d'Axel Lebahn avec d'autant plus d'attention qu'elle est singulièrement dépourvue de complaisance à l'égard de la perestroïka et de l'attitude qu'on doit avoir envers elle, ou, en tout cas, envers les dirigeants soviétiques qui s'en prévalent pour demander un soutien financier. Il dresse un bilan largement négatif des premiers résultats de la coopération économique avec l'URSS depuis qu'une « nouvelle manière de penser » est censée y régner. Il voit dans les « carences » de la politique suivie à Moscou, c'est-à-dire dans « l'absence de perestroïka économique », l'origine des déboires essuyés par les entreprises occidentales. Surtout, il adjure tant ces dernières que les gouvernements ouest-européens et américains de prendre très sérieusement en compte un facteur qu'on aurait tort, sous peine de graves et nouvelles déconvenues, de continuer à ignorer à peu près complètement.

SUR le terrain privé, le seul résultat quelque peu tangible est constitué par des opérations de joint-ventures (par suite de l'entrée en force d'autres nationalités, et notamment des Américains, la part des entreprises allemandes dans le total ayant été ramenée d'un quart à un petit cinquième). Qu'on ne se laisse pas trop prendre aux palmarès diffusés par les Soviétiques à ce sujet. Il en ressort bien que les contrats signés sont en nombre croissant et les investissements correspondants de plus en plus diversifiés. On aurait pourtant tort d'en tirer la conclusion optimiste que « l'effet de tache d'huile souhaité [s'est] vraiment amorcé pour l'ensemble de l'économie soviétique ».

Pour exprimer la même idée, une autre métaphore est couramment employée. Lebahn écrit : « Dès l'origine, l'idée de créer un nombre croissant de joint-ventures, comme autant d'îlots de l'économie de marché et de la démocratie économique dans la mer de l'économie dirigée et du communisme, pour en arriver progressivement à la formation d'archipels et de terres fermes, jusqu'à ce que l'ensemble de l'économie soviétique jouisse d'une économie libre comme à l'Ouest, s'accompagnait chez tous les intéressés de grandes visions économiques et politiques ainsi que d'une volonté de s'engager personnellement, de prendre des risques et de faire des sacrifices. » A y regarder de près, on peut douter que cet ambitieux programme en ait été suivi d'un commencement de réalisation. C'est du moins l'impression que dégagent les quelques chiffres citée par Axel Lebahn et les commentaires qu'ils lui inspirent.

Sur les quelque 2 000 joint-ventures enregistrées par les autorités soviétiques, seules 15 % fonctionnent effectivement. « Les autres n'existent que sur le papier et certaines ont déjà cessé leurs activités ». C'est que, « dans une économie qui se trouve littéralement en état de décomposition, il est logique que des îlots d'économie de marché [...] soient particulièrement vulnérables ». Selon l'auteur, ces joint-ventures profitent surtout au partenaire soviétique. Dans ces conditions, on pourrait s'attendre que l'Etat cherche à améliorer les conditions de leur fonctionnement. Mais « force est de constater » que les politiciens soviétiques « ne connaissent pas suffisamment les facteurs et les liens d'interdépendance économiques ». Quant à la convertibilité du rouble, elle « semble être de plus en plus incertaine ». Ce scepticisme ne risque-t-il pas d'être encore renforcé par la manière dont a été conçu et appliqué le retrait des billets ?

Remarquons cependant que la glasnost (transparence) n'est pas un vain mot. Les sujets les plus délicats – dont on ne parle qu'à mots couverts dans les pays les plus libres, – si l'on en parle (l'intégrité de la fédération, par exemple), ne sont plus des tabous dans la presse soviétique. Le mérite principal, me semble-t-il, de l'analyse présentée par notre économiste d'outre-Rhin est d'en tirer une conséquence dont ni les technocrates moscovites ni les technocrates (privés et publics) de l'Occident ne paraissent pas toujours s'être avisés. Rien de solide ne pourra être accompli désormais si, comme dans tous les pays normaux, on ne tient pas largement compte des réactions de l'opinion publique du pays d'accueil.

« EN octroyant des crédits destinés à soutenir la perestroïka, écrit Axel Lebahn, l'Occident doit tenir compte que les Soviétiques sont foncièrement conservateurs dans la lignée de leur tradition paysanne, qu'ils ont une aversion innée contre l'endettement et qu'ils apprécient le travail concret et productif, mais pas le commerce et la finance. Leur jugement est particulièrement négatif pour les bailleurs de fonds. L'octroi de crédits occidentaux qui ne seraient pas liés de façon visible et contrôlable au financement de projets profitant directement et tangiblement à la population ne constituerait donc pas une aide en faveur de la perestroïka, mais aurait plutôt des effets contraires. La population soviétique suit d'ailleurs très attentivement, même d'un œil critique et méfiant, la politique d'endettement de son pays à l'égard de l'étranger. » A l'appui de son jugement, Axel Lebahn n'hésite pas à invoquer les critiques que l'aide apportée par son pays a, dans plusieurs occasions, suscitées en URSS. Que pensera le public soviétique s'il apprenait les conditions dans lesquelles ses dirigeants, afin de financer des importations de produits de consommation, ont été amenés à vendre une partie des réserves en or de l'Union ?

(1) *Politique étrangère*, quatrième trimestre 1990. Revue publiée par l'Institut français des relations internationales (IFRI). Armand Colin éditeur.

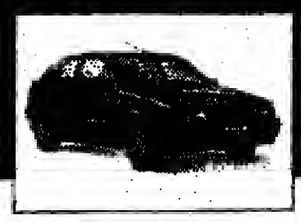

Il y a les exploits d'un jour.

Et ceux de tous les jours.

La Diac s'investit chaque jour pour renouveler l'exploit. C'est de vous offrir des financements exceptionnels. Jusqu'au 28.02.91, vous profitez d'une location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25 000 F (dont 15 025 F de premier loyer majoré, et 9 375 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 24 loyers de 1 743 F. Coût total en cas d'acquisition 06 832 F. Renault 19 Prima 3 portes, prix TTC clés en main au 01.01.91 : 62 500 F, sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac, RCS Nanterre B 702 002 221. Contactez M. Financement chez votre concessionnaire ou agent Renault, ou au NUMÉRO VERT 05.05.05.05

RENAULT 19 PRIMA 3 PORTES. COÛT DU FINANCEMENT SUR 25 MOIS : 4332 F.

Diac. L'exploit financier.



Diac Financements Renault

JANVIER 1991

# PARTOUT EN FRANCE NUMERIS

## ouvre aux entreprises un nouveau monde de communications

De Dunkerque à Perpignan, de Brest à Mulhouse, pour la première fois au monde un Réseau Numérique à Intégration de Services couvre la totalité d'un pays. C'est NUMERIS et c'est la France*. En permettant sur le même réseau l'échange simultané de la voix, des données, des textes et des images, NUMERIS apporte une solution à toutes les entreprises pour lesquelles une communication performante est une source de compétitivité. Aujourd'hui, après avoir couvert la France entière, NUMERIS permet déjà de joindre les entreprises abonnées aux systèmes homologues américain, japonais, allemand et anglais. Pour le meilleur de vos communications.

*France métropolitaine uniquement. NUMERIS est une marque déposée par FRANCE TELECOM.

GROUPE SIGNES COURCELLES

**NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.**

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

# Vice President Finance

**Amsterdam**
**C.£80,000 (equiv) + Bonus + Car**

Our client is a highly profitable, rapidly expanding, £350m t/o Division of one of Holland's leading industrial groups. Having been created by a series of successful international acquisitions, the Division currently comprises of 20 manufacturing companies in Western Europe and North America. There is considerable potential for continued growth, both organically and by acquisition.
The size and complexity of the division now demands the appointment of a Vice President - Finance, to work closely with the Division President towards the continued, profitable growth of the business. Key immediate requirements of the role will include the development and implementation of sophisticated management information systems which facilitate rapid, accurate reporting and analysis, as a basis for both short term operational control and medium/long range planning.
As a key member of a very small senior management team, the successful applicant will be expected to exercise considerable influence over all business decisions. The candidate we seek will be a highly qualified, internationally experienced finance manager, aged 40/45, who can demonstrate a strong track record of achievement, gained at senior level in a manufacturing environment. Familiarity with complex operating systems, coupled with a clear commercial vision and excellent managerial and communication skills are essential requirements. A second European language capability is highly desirable.

Full relocation facilities are available where appropriate and interested applicants should forward a comprehensive curriculum vitae, quoting ref : 2637 to Alan Dickinson ACMA, Executive Division, Michael Page International, Page House, 39/41 Parker Street, London WC2B 5LH. (Tel : 071-831 2000 ; Fax : 071-831 2612).

**Michael Page International**
*Paris - Londres - Bruxelles - Amsterdam - Dusseldorf - Sydney*

## ADVANCED COMPUTER RESEARCH INSTITUTE

Paris, le 28 janvier 1991

J'ai créé, il y a plus d'un an déjà, une nouvelle société d'informatique, dans le but de développer et fabriquer en France, à Lyon, une famille de superordinateurs de très hautes performances et de la commercialiser sur le marché mondial.

Mon projet repose sur une architecture originale très avancée et des technologies rapides.

J'ai déjà réuni une équipe de développement très internationale. Pour la compléter, je recherche en particulier des collaborateurs pour des postes de direction, directement rattachés au Vice-Président engineering, et chargés :
- des laboratoires, du suivi du planning et de l'avancement du projet,
- du groupe architecture,
- du développement CPU.

Ces candidats auront une formation ingénieurs grandes écoles, si possible complétée par un diplôme d'université américaine en computer science. Ils devront posséder une solide expérience en management technique : planification, budget, gestion de projet, relation avec les sous-traitants, ainsi que des compétences techniques et industrielles dans les domaines suivants :
- développement de VLSI et PCB en technologie rapide (ECL),
- processeurs RISC,
- architectures parallèles,
- système d'exploitation UNIX.

Si vous possédez ces expériences et compétences et avez le désir de participer à une grande aventure technologique, écrivez-moi :

Jacques STERN,
*Advanced Computer Research Institute,*
1 boulevard Marius-Vivier-Merle,
69443 Lyon Cedex 03.

PS : notre langue de travail est l'anglais.

MIDIA-SYSTEM

**SOCIETE IMMOBILIERE LYONNAISE**
(20 personnes/300 logements par an) appartenant à un groupe important, recherche pour gérer son développement, futur

# DIRECTEUR GENERAL

Véritable professionnel de l'immobilier, il maîtrisera l'ensemble des opérations de promotion et veillera à l'équilibre entre les objectifs économiques et sociaux de l'entreprise.

Adressez votre candidature détaillée (lettre + CV + rémunération actuelle) s/réf.I.C. à notre Conseil

**CEFLU RECRUTEMENT**
K. LE PERFF
5, rue de Vienne
75008 PARIS.

CEFLU

Filiale d'un puissant groupe international cette entreprise réalise un très important investissement industriel dans l'Est de la France.

Elle cherche pour cette nouvelle usine proche d'une grande ville universitaire, son

# DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

**DEA, DESS en droit des affaires ou équivalent**

Chargé des affaires juridiques, des assurances, de la communication interne et de la fonction personnel, il assistera le Directeur Général auprès du Conseil d'Administration, des AG et dans ses relations avec l'extérieur.

Expérience d'une fonction équivalente en milieu industriel et anglais efficace parlé et écrit sont nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV détaillé) sous la référence SLM/1506 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité.

**SELETEC**
CONSEIL DE DIRECTION
25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 333/R9
67009 STRASBOURG CEDEX

# Directeur technique et marketing

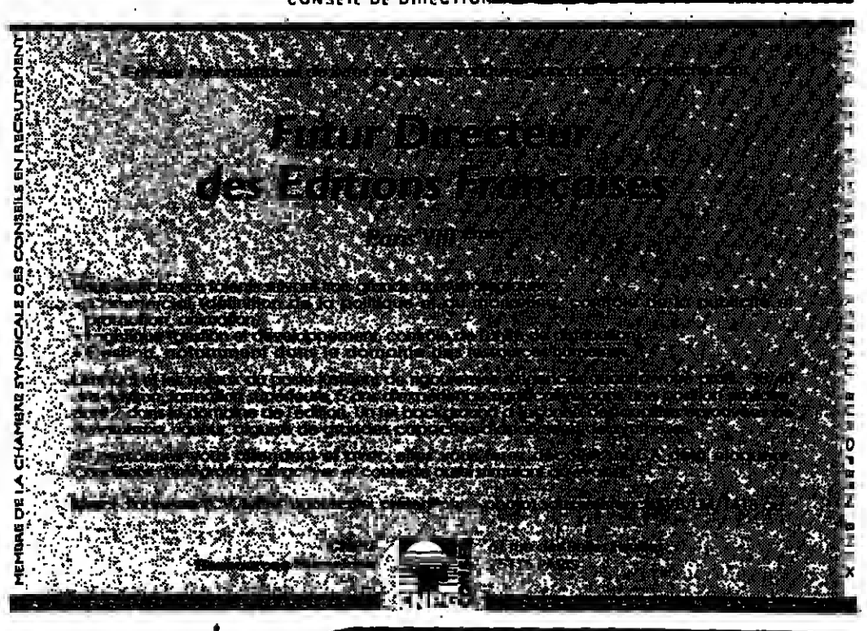
# SULZER

Chauffage et Climatisation Sulzer, filiale française du groupe Sulzer, est spécialisée dans l'analyse, la conception, le montage, l'entretien et la conduite d'installations de chauffage, climatisation, protection incendie, télégestion. Sulzer France réalise un CA de 850 MF avec un effectif de 840 personnes. L'entreprise bénéficie d'une forte implantation nationale avec 14 agences. Elle recherche aujourd'hui son **directeur technique et marketing.** Rattaché à la direction générale, ce collaborateur assure ces deux fonctions en coordonnant son action avec celle de la maison mère. Patron des services techniques et des secteurs stratégiques (protection incendie, salles blanches, réfrigération), il a en outre un rôle fonctionnel auprès des succursales, informant et assistant les directeurs dans leur stratégie et actions de développement. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un ingénieur grande école (Centrale, Arts et Métiers, INSA ...) ayant une expérience de direction technique soit en entreprise soit en bureau d'études dans les domaines du génie climatique ou accessoirement de second oeuvre du bâtiment. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1242.91 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

CB Chantal Baudron. s.a.

*Membre de Syntec*




## Directeur des activités formation

CNPP

Organisation interprofessionnelle de l'assurance (135 pers.), notre métier est notamment la prévention des risques industriels. Nos interlocuteurs sont les professionnels de la sécurité, de la sûreté et de la protection de l'environnement dans les entreprises.

Nous créons ce poste rattaché au D.G. Animant une équipe de 30 personnes et plus de 100 intervenants extérieurs, en coordination avec les autres départements du CNPP, vous aurez, entre autres, la responsabilité du développement, en France et à l'étranger.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, complétée si possible par une formation de gestion, bilingue anglais, vous avez une expérience industrielle de 10 ans au moins.

La connaissance de la formation continue vous permettra d'être tout de suite opérationnel. Votre professionnalisme vous fera très vite reconnaître.

Poste basé à Vernon.

Merci d'écrire sous référence 967/M à A.L CONSEIL 35 rue de Naples, 75008 PARIS.

A.L conseil

CURRICULUM

**Société européenne de technologie de pointe spécialisée dans l'appareillage médical (PACEMAKERS) recherche pour sa nouvelle FILIALE un**

# Directeur

Rattaché à la direction de la maison mère, il aura en charge la mise en place et l'organisation d'un réseau de vente en vue de l'introduction sur le marché français de stimulateurs cardiaques de conception exclusive. Doté d'un sens aigu de l'organisation, le candidat possédera également une connaissance approfondie du secteur d'activité, ainsi que la pratique des contacts à haut niveau. Il mettra à profit ses connaissances du marché des appareillages médicaux. L'expérience déjà acquise par la maison mère dans d'autres Pays d'Europe justifie ses ambitions de développement et offre des sérieuses garanties de succès commercial. Rémunération attrayante, conforme à un poste de responsabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant votre rémunération actuelle sous réf. SO/PD au CENTRE DE SERVICES DE PARIS - 42 rue de Lisbonne - 75008 PARIS qui transmettra.

MODE D'EMPLOI

# DIRECTEUR DE FILIALE

Un important groupe industriel Espagnol, spécialisé dans la production et la transformation de l'aluminium, recherche dans le cadre de son développement européen, le Directeur de sa filiale Française, basée à Montpellier.

A vocation commerciale, cette filiale doit réaliser un CA de l'ordre de 180 MF à court terme.

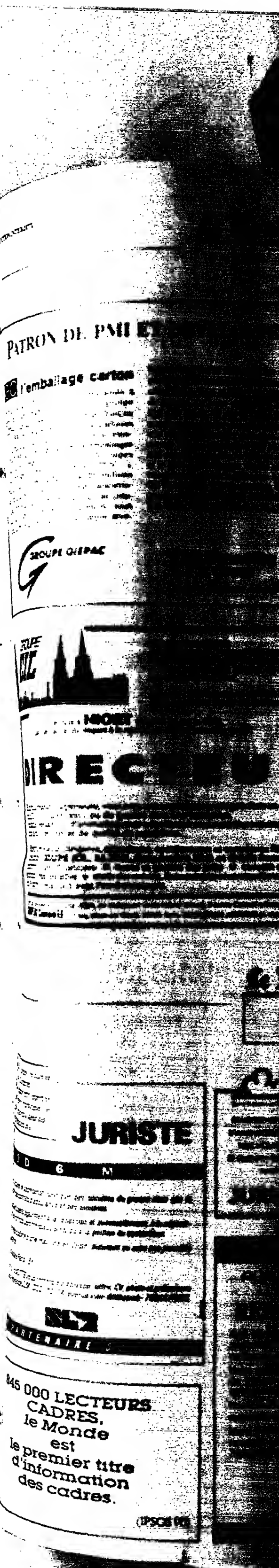
Si vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, bilingue Français - Espagnol, avec une 1ère expérience réussie de la vente de produits industriels, venez manager le développement de cette entreprise.

Veuillez adresser votre candidature (CV + lettre) s/réf. 6005 à Annick ALLEGRET
**CEGOS Division Recrutement**
Tour Vendôme
92516 BOULOGNE Cédex.

cegos

*Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris*

Membre de Syntec



REPRODUCTION INTERDITE



# Le Monde des Dirigeants

*Postes à + de 400 KF*

## PATRON DE PMI ET DEVELOPPEUR

**ec l'emballage carton**

cotreprise de 150 personoes, implaotée à Brétigny-sur-Orge (91), filiale du groupe GIEPAC (un des premiers onduleurs français avec 1.500 personnes et un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs). L'entreprise transforme 8.000 tonnes de cartoo en emballages "haut de gamme" (impressions, découpes fines, petites et moyennes séries, PLV...), *réalisant un chiffre d'affaires de 80 millions* de francs avec comme principale caractéristique l'innovation. Afin de succéder au créateur qui la quitte très prochainement, oous recherchons pour cette affaire un patron développeur qui devra maintenir les acquis (en particulier la motivation du personnel et la créativité) et faire évoluer la structure au seio du groupe. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 35 ans et ayant impérativement une expérience réussie de direction dans une affaire industrielle. A travers cette expérience, il aura affirmé un fort charisme, un réel esprit d'entreprise, le sens du commercial et le goût de développer. Ecrire en indiquant vos prétentions sous la référence A/S8604M à Gil MASSON - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex Tél. 40.88.79.51. (PA Minitel 36.15 code PA)

GROUPE GIEPAC

PA Consulting Group
*Creating Business Advantage*

## DIRECTEUR GENERAL

Cet organisme consulaire d'une grande métropole du sud de la France recherche son directeur général. Homme d'entreprise, il aura pour mission d'assurer la gestion de l'établissement sous tous ses aspects juridiques, financiers, administratifs et humains et de mobiliser les hommes autour de la stratégie définie par les élus, dans un souci de performance et d'efficacité. Son sens de la diplomatie et son habitude de la négociation avec les instances politiques et représentatives lui permettront de mener sa mission avec succès. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure Bac + 4, le candidat recherché a une expérience significative de cadre dirigeant d'une entreprise. Ecrire à Laurence FOURCAUD en précisant la référence A/T7402M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.79.** (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group
*Creating Business Advantage*

GROUPE CIL

UNION DE 4 SOCIETES INTERVENANT EN POITOU-CHARENTES A TOUS NIVEAUX DANS L'IMMOBILIER A CARACTERE SOCIAL, DE PRET, DE LOCATION OU DE CONSTRUCTION.

35 pers. - 3000 logements collectifs et pavillons
*10 M de collecte auprès de 400 entreprises*

recrute à **NIORT** (relié en 93 par le TGV), dans le cadre du départ à la retraite du titulaire actuel du poste :

## DIRECTEUR

35 ans mini, de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un organisme (tel qu'OPAC, SA HLM, SEM, etc.) ou de gestion dans une entreprise.
Vos capacités d'organisation, d'animation et de négociation sont aussi importantes que votre souci de rigueur de gestion et de qualité de prestations.

Relevant du Président, vous dirigerez, organiserez, coordonnerez et contrôlerez l'**ENSEMBLE** des activités de ce **GROUPE (CIL, SA HLM, Coopérative HLM et Crédit Immobilier)** et notamment : ● gestion financière ● octroi et gestion des prêts ● conseils aux salariés emprunteurs ● gestion locative ● choix des terrains, financements et constructions ● collecte du 1% logement ● relations avec l'environnement.

Merci d'écrire, sous référence CIL/DIR/83M, en indiquant votre salaire actuel, à notre Conseil : Richard Bénatouil **GROUPE BBC Conseil** - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. **DISCRETION ABSOLUE** et réponse assurées.

**INGENIEUR + MBA**

## ATTACHE DE DIRECTION GENERALE

Une société française, qui à l'échelon international et pour des secteurs industriels diversifiés, finance et réalise des équipements lourds recherche l'adjoint de son directeur général.

Il collaborera étroitement à l'ensemble des activités de la société : relations commerciales, et ingénierie financière.

Ce poste conviendrait à un cadre supérieur ayant de préférence une double formation et disposant d'une expérience (technique et/ou financière) d'environ 5 ans dans l'étude et la réalisation d'investissements importants (une formation complémentaire sera assurée en fonction du type d'expérience antérieure). La connaissance du secteur de l'énergie, sans être indispensable sera un atout.

Il témoignera :
• d'excellentes qualités d'analyse et de rigueur pour évaluer les risques industriels et financiers,
• de capacités relationnelles marquées pour être reconnu comme un interlocuteur avisé par ses partenaires industriels et bancaires.

Connaissance de l'anglais indispensable.
Connaissances complémentaires de l'espagnol ou du portugais appréciées.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 5 A 2065-1M
Discrétion absolue.

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PUBLIPANEL

# Le Monde des Juristes

*SG2 : 10e SSII française, 1 milliard de F de CA, 2 000 personnes.*
*Nous développons notre expertise dans l'ingénierie informatique, le conseil et les services à valeur ajoutée. Nous recherchons un(e) :*

## JURISTE

C D D 6 M O I S

*Pour assurer le secrétariat juridique des sociétés du groupe ainsi que la gestion des contrats d'assurance et des sinistres.*

*Vous participerez également à la rédaction et éventuellement, à la négociation des contrats commerciaux ainsi qu'à la gestion du contentieux.*

*Vous êtes diplômé d'une maîtrise en Droit, débutant ou avec une première expérience.*

*Poste basé à Paris 16e.*

*Jean-Louis MUTTE vous remercie d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous la référence JLM - SG2 - 12-14, avenue Vion-Withcomb - 75016 PARIS.*

SG2

LE PARTENAIRE DU FUTUR

Saint Quentin en Yvelines

ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES recrute

## JURISTE

JURISTE H/F. Au sein de la direction administrative et financière votre mission sera de conseiller nos différents services dans l'élaboration des conventions et contrats, et de les assister dans la mise en point des marchés publics (Ingénierie, Travaux, etc...). Ce poste nécessite des compétences diversifiées dans le domaine du droit (urbanisme, administratif, construction, commercial). Titulaire d'une maîtrise de droit (DEA apprécié). Vous devrez justifier pour réussir, d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, acquise dans le secteur de l'aménagement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) à l'attention de Madame GUIGO E.P.A.S.Q.Y. BP 49 - 78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

OXO

BANQUE PRIVEE TRES ACTIVE DANS LE DOMAINE FINANCIER, FILIALE D'UNE IMPORTANTE BANQUE EUROPEENNE
*recherche pour son siège parisien*

## JURISTE

***SPÉCIALISÉ EN DROIT IMMOBILIER ET PATRIMONIAL,*** *il assistera deux départements opérationnels intervenant dans des spécialités reconnues de la Banque : immobilier (promotion et marchands de biens) et gestion de patrimoine (clientèle haut de gamme).*
*Il sera aussi le conseiller pour la gestion du patrimoine immobilier de la banque et des filiales.*

## FISCALISTE

*Il participera comme conseil aux opérations d'ingénierie financière (haut de bilan, fusions-acquisitions, etc...).*
*Il sera aussi le Conseiller de la Direction Générale pour les questions fiscales internes.*

*Tous deux rejoindront l'équipe peu nombreuse (7 personnes) mais très qualifiée du Département Juridique. Leurs missions seront exercées avec une finalité très opérationnelles et impliqueront des contacts variés, internes et externes.*

*Pour ces deux postes, nous souhaitons : ■ une formation de bon niveau, ■ trois à cinq ans d'expérience, ■ une certaine familiarité avec les opérations bancaires et/ou financières, ■ si possible la pratique de l'Anglais.*

*Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 40338 à : PREMIER CONTACT 38, rue de Villiers 92532 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra ou tapez 3615 code PCONTACT.*

CONTESSE

BANQUE PRIVEE PARIS

FILIALE D'UN GROUPE PRESTIGIEUX, recherche

## REDACTEUR JURIDIQUE

Agé de 25-30 ans, vos études supériauras at votre ancienneté bancaire de 3-5 ans vous ont permis d'acquérir de bonnes connaissances en droit des sociétés.

Votra aptitude rédactionnelle et votre expérience de prise de gerenties vous permettent d'être immédiatement opérationnel.

Notre taille humaine vous offrira un miliau de travail responsabilisant et motivant.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. LM/31 à OCBF - 66, rue de la chaussée d'Antin 75009 PARIS, qui transmettra.

OCBF services

MEDIAPA

**845 000 LECTEURS CADRES, *le Monde* est le premier titre d'information des cadres.**

(IPSOS 90)

REPRODUCTION INTERDITE

# Le Monde des Juristes

**Puissant groupe industriel français parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche un**

## Juriste d'Entreprise

**Paris-Ouest**

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement opérationnelle, votre mission couvre : le droit des sociétés (créations, prises de participations, conseils, assemblées...), les opérations immobilières, les marques, les litiges avec les fournisseurs, certaines questions fiscales.
Pour mener à bien vos actions, vous travaillez en étroite relation avec les différentes entités du Groupe et les intervenants extérieurs (cabinets juridiques, notaires, commissaires aux comptes...).

Doté d'un solide bagage juridique complété idéalement par une formation en gestion et si possible une expérience réussie de 2 à 4 ans, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de rigueur dans une entreprise qui valorise pleinement la fonction juridique. Vous avez un bon niveau d'anglais.
Contactez **Frédéric d'Antin** au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Tax & Legal**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous référence FA6560MO.

**Michael Page Tax & Legal**
*Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal*

LBW

## Jeune juriste-fiscaliste, au coeur de la finance.

Après une formation universitaire ou grande école + DESS de fiscalité et une première expérience de 2 à 4 ans en entreprise ou en cabinet, vous commencez à maîtriser les principales facettes de votre métier.

Nous sommes un très puissant organisme financier et notre département fiscal - 15 personnes - intervient dans l'ensemble de nos activités. Plongé dans un contexte professionnel très stimulant, vous aurez la perspective d'être très rapidement associé à des dossiers majeurs.

Au-delà de la technique, vous aurez à exercer vos capacités relationnelles et apprécierez la qualité du travail en équipe. Pour un premier contact, écrivez sous référence 214 511 LM à notre conseil Elizabeth Morin, associée de Sirca, 140 bd Haussmann - 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle. Poste basé à Paris centre.

**Sirca**
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

La BANEXI, banque d'affaires du Groupe BNP, souhaite renforcer ses équipes en intégrant un

## JURISTE de haut niveau

**Ingénierie Juridique et Fiscale**

Vous assisterez nos ingénieurs d'affaires dans leurs activités d'investissement et de négociation.

A 30 ans environ, vous possédez une bonne maîtrise du droit anglo-saxon et avez acquis une solide expérience au sein d'un grand cabinet d'affaires et/ou du secrétariat général d'une entreprise importante.

Merci d'adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite et prétentions) à R. DECOT BANEXI - 12, rue Chauchat - 75009 PARIS.

BNP

MEDIAPA

MAITRISE DROIT - DESS DROIT IMMOBILIER

## JEUNE JURISTE IMMOBILIER, VENEZ VALORISEZ VOTRE FORMATION.

Avec un effectif de 170 collaborateurs, des réalisations réputées, la SINVIM occupe une position prépondérante dans tous les secteurs de la promotion immobilière.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de valoriser votre maîtrise en droit complétée par un DESS de droit immobilier ainsi que vos qualités relationnelles.

Dans un premier temps, vous serez chargé du suivi contentieux. Puis, vous élargirez votre champs d'interventions dans le domaine du conseil juridique, notamment en matière de montage de nouvelles opérations.

Si vous êtes motivé par un poste aux facettes multiples, riche en contacts internes comme externes et ayant de réelles perspectives de développement (au sein de la société ou du groupe), adressez lettre manuscrite, CV et photo à Sylviede la Blanchardière – Compagnie Bancaire – Service Orientation Recrutement – 5, avenue Kléber – 75116 PARIS, sous réf. 478.

SINVIM

COMPAGNIE BANCAIRE

**Notre groupe (1MdF de C.A. en 90) partenaire majeur du BTP est présent dans toute la France. Nous cherchons, pour notre siège à Lyon,**

## un juriste

Dans un esprit de rigueur et de conseil, vous couvrez le droit des sociétés, des assurances, la contentieux.

**A 30 ans minimum avec une formation supérieure juridique, votre expérience, idéalement dans une entreprise de BTP ou en cabinet de conseil juridique, vous permet d'être rapidement opérationnel.**

Ecrivez à Mme C. LAPORTE, consultante (réf. 1580 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS · NANTES · STRASBOURG
LILLE · GRENOBLE · TOULOUSE
*MEMBRE DE SYNTEC*

BOIRON LHF

***Leader mondial de l'homéopathie, 900 MF, 1900 salariés, cherche son***

## DIRECTEUR JURIDIQUE

Belle opportunité pour un juriste de 30-35 ans, ayant une excellente formation (DEA de droit des affaires + gestion de préférence) et qui souhaite participer au plus haut niveau au développement international du groupe. Il s'appuie sur une équipe de 4 collaborateurs et prend en charge le secrétariat des sociétés, la rédaction et la gestion des contrats, brevets, marques, licences, transfert de technologie, litiges...
Il pratique nécessairement l'anglais.

ARTEMIS CONSEILS

Ecrivez à Geneviève CROUZET (réf 587 LM) ARTEMIS CONSEILS
21 rue François Garcin 69003 LYON

**Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignation**

**Leader de l'aménagement et du développement urbain**

**recherche pour PARIS**

## JURISTE

***Niveau maîtrise Droit***
***Connaissant droit de l'urbanisme***
***Première expérience souhaitée***

Écrire avec CV et prétentions sous n° 8210
*Le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy - 75007 Paris

**Nous sommes une société de conseil aux entreprises.**

Nous recherchons
pour notre **DEPARTEMENT JURIDIQUE**

## UN CONSULTANT

**SPÉCIALISÉ EN DROIT DES AFFAIRES**

Vous êtes titulaire d'un DESS et avez acquis, au cours d'une expérience minimum de 2/3 années dans un Cabinet Conseil, une bonne maîtrise de ce domaine.

Homme ou Femme de dialogue, vous avez le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Bleu

Envoyez votre candidature détaillée
à M. Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP
54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08

SVP

CENAS

**NOTRE MISSION :**

**LOGER LES HOMMES LE MIEUX POSSIBLE.**

Notre Organisme à vocation départementale (10 640 logements) *crée la fonction d':*

## ATTACHE JURIDIQUE

au sein de la Direction des Ressources Humaines. Vous serez chargé des questions concernant le droit du travail (dossiers, relations avec les avocats....).

Votre formation (maîtrise de droit), votre expérience dans ce domaine favoriseront votre intégration dans une équipe jeune, dynamique, évolutive.

*Poste à pourvoir :* ***Banlieue Paris Nord.***

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil CENAS, Philippe VINCHON, Tour Neptune Cedex 20 - 92086 PARIS LA DEFENSE 1.

Retrouvez

**Le Monde**

*initiatives*
campus / emplois
sur

99.6 RÉUSSIR

le mardi et le mercredi à 7 h 45 et 8 h 45

le mardi à 14 h 00 et 18 h 10

**La 1ère radio de l'information professionnelle et de la Communication d'Entreprise**

**43 43 99 60**

REPRODUCTION INTERDITE



Le Monde de la Gestion

**Fondation à caractère humanitaire et culturel recherche, dans le cadre de son développement, un**

# Directeur

**Paris**

Rattaché au Président, vous avez la responsabilité du montage et du suivi des projets de la fondation tant sur le plan financier, que juridique et fiscal. Par ailleurs, vous assurez la gestion comptable et administrative de cet organisme.
Ce poste nécessite des contacts à haut niveau avec des établissements financiers et des administrations, en France et à l'Etranger.
Nous recherchons un professionnel de haut niveau et de formation supérieure. Vos capacités relationnelles, votre sens de la négociation

**Rémunération motivante**

ainsi qu'une solide culture générale vous permettront de réussir dans cette fonction.
Une expérience dans un environnement similaire et de bonnes connaissances financières constitueront *un atout supplémentaire.*

Contacter **Pascale Gutton** au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n°tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 30 bis rue Spontini 75116 Paris, sous réf.PG6278MO.

**Michael Page Finance**
*Spécialiste en recrutement Financier*

LBW

**Filiale d'un des leaders du BTP nous recherchons, pour nos différentes implantations INTERNATIONALES, un**

# Adjoint au Directeur Administratif et Financier

En collaboration étroite avec votre supérieur hiérarchique, vous serez chargé d'assurer progressivemnt l'intérim de celui-ci dans l'administration et la supervision des services comptables et financiers, le contrôle et l'analyse des chantiers internationaux, la consolidation de gestion budgétaire et/ou des études de rentabilités, la résolution de problèmes fiscaux et sociaux.

Le poste conviendrait à un jeune diplômé HEC, ESSEC, SUP de CO Paris, ou Sciences Po ECOFI, débutant ou justifiant d'une première expérience réussie. L'anglais sera nécessaire.
Contacter **Fabrice de L'Assomption** au (1) 45.53.26.26 ou envoyer CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance** 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf.FI.6553MO.

**Michael Page Finance**
*Spécialiste en recrutement Financier*

LBW

**Grand groupe industriel français à dimension internationale, nous recherchons dans le cadre du développement d'une de nos unités un**

# Responsable Organisation et Contrôle de Gestion

**Sud-Est**

Bras droit du Directeur de l'usine pour toutes les questions d'organisation, de gestion et de sécurité des flux, animant une équipe de 7 personnes, votre rôle est de conseiller les responsables opérationnels du site en liaison avec la direction financière. Vous avez à votre disposition des outils de gestion performants (GPAO, gestion budgétaire, comptabilité analytique).

Agé de 28 ans environ, diplômé ESC, fort d'une première expérience réussie en milieu industriel, vous alliez esprit d'imagination et de convivialité.
Contacter **Dorick de Brosses** au 78.28.16.04 ou adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à **Michael Page Rhônes-Alpes**, 19 rue de l'Arbre Sec 69001 LYON sous réf.DDB6458MO.

**Michael Page Rhône-Alpes**
*"Nos Spécialistes recrutent vos Spécialistes"*

LBW

**Banque, filiale d'un important groupe d'assurances recherche son**

# Responsable Audit / Contrôle Interne

*Rattaché au Directeur Comptable, vous devrez créer* les systèmes de contrôle interne aboutissant à un ensemble de procédures appelé piste d'audit.
L'élaboration de ces procédures se fera en étroite corrélation avec les lois, réglements, normes et usages professionnels et déontologiques. Vous veillerez à la qualité de l'information comptable et financière, en particulier aux conditions d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information et ce pour l'ensemble des activités multiples de la banque.

*Agé de 25 à 30 ans avec une bonne expérience* (3 ans minimum) de cabinet d'audit et une formation Ecole de Commerce (ou équivalent) vous êtes autonome, créatif et diplomate. Des missions de valeur réalisées en audit bancaire ou informatique seront un plus.
Contactez **Frédéric Serres** au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à **Michael Page Banking & Insurance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.FS6579MO.

**Michael Page Banking & Insurance**
*Spécialiste en recrutement Banque - Assurance*

LBW

# *Contrôleur de gestion*

**PARIS OUEST** — **SALAIRE MOTIVANT**

***LA SOCIETE :*** *Filiale française (CA 1.100 MF) d'un groupe industriel international de premier plan.*

***LE POSTE :*** *A la tête d'une équipe de 7 personnes, vos responsabilités couvriront l'analyse des résultats de 3 entités, le contrôle budgétaire, le reporting et l'assistance aux opérationnels dans les usines. Vous serez également chargé de la préparation des devis commerciaux et impliqué dans la mise en oeuvre des nouveaux systèmes informatiques.*

***LE CANDIDAT :*** *Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur et ayant acquis une expérience d'environ 5 ans en gestion ou en audit dans un environnement industriel, vous recherchez un groupe où la finance est un véritable outil de décision et où les perspectives d'évolution sont excellentes pour un candidat à fort potentiel.*

*Merci de contacter Ivor ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1264/IAM à NORMAN PARSONS - 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.*

*Norman Parsons*
FINANCE ET GESTION

# Directeur administratif et financier

**Paris** — **400 KF**

Une société de communication, leader sur son marché, recherche le "patron" de ses services financiers.
Gestionnaire et organisateur, il saura rendre performant un petit service de comptabilité et de contrôle de gestion, et mettre en place un système intégré d'informations chiffrées. Il sera en charge de la trésorerie, du juridique courant, et plus généralement, de tout ce qui concerne la gestion d'une société (personnel, services généraux,...).
Ce poste très complet s'adresse à un candidat âgé de trente ans minimum, diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou universitaire de haut niveau, il aura une expérience significative de direction financière, axée sur le contrôle, dans une société du même secteur ou d'un secteur proche en termes de gestion.
Un passage en cabinet d'audit anglo-saxon serait apprécié pour ce poste qui demande rigueur et créativité.

Contacter Thomas le Carpentier au 45.62.90.00 ou adresser un dossier de candidature sous la référence **TLC 9347 LM** à :

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut
FINANCE

Tél : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

RSCG CAREERS

**Société industrielle, filiale d'un groupe multinational réalisant 95% de son C.A. à l'exportation, recherche son :**

# RESPONSABLE DES SERVICES FINANCIERS ET COMPTABLES

Diplômé de l'ESSEC, SUP DE CO ou école similaire, vous êtes âgé de 32 ans minimum et possédez quelques années d'expérience dans un poste comparable acquises dans le monde de l'industrie, dans les domaines comptable, juridique et fiscal.
Dans le cadre de l'exportation mondiale, vous serez chargé de la gestion financière, de l'élaboration des budgets et du contrôle de gestion.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec la maison mère pour la consolidation des résultats.

Vous serez en rapport avec les différents Responsables de Service pour l'analyse des résultats, la gestion des stocks et l'évolution des prix de revient.

Une bonne connaissance de l'anglais ou de l'allemand est exigée ainsi que la pratique de la micro-informatique.

*Adressez CV, photo et salaire actuel sous référence 9131 au CABINET CLAUDE VITET 94, avenue Kléber - 75116 PARIS.*

# CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

► 11 TITRES FRANCAIS DIFFUSES A PLUS DE 500 000 EXEMPLAIRES
► EUREXPANSION, UN RESEAU D'UNE TRENTAINE DE TITRES ECONOMIQUES ET FINANCIERS.
IMPLANTE DANS 11 PAYS D'EUROPE ► 700 PERSONNES
► 1,2 MD DE CA.

Votre objectif est de contribuer en permanence à l'amélioration de la rentabilité des produits qui vous sont confiés (Agefi, la Lettre de l'Expansion, Haute Finance, l'Annuaire de la Finance...) par la mise en œuvre d'études chiffrées, véritables outils d'aide à la décision de la Direction produit. Responsable de l'ensemble des analyses propres à la vie de vos produits, vous suivez le CA de la publicité, la rentabilité de la promotion, les coûts engagés par la rédaction... Conseil, vous intervenez ponctuellement à la demande des différentes équipes pour qualifier les projets. Vous assurez également le reporting dans le respect des procédures du groupe auprès du contrôle financier de la holding.

De formation école de commerce, IEP option Ecofi ou encore Dauphine, avec 1 à 2 ans d'expérience à un poste similaire, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par leur interprétation. Curiosité d'esprit, autonomie, excellent sens relationnel sont vos qualités premières pour réussir dans cette fonction pointue.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M/2506, au GROUPE EXPANSION, Direction des ressources humaines, Le Ponant, 25 rue Leblanc, 75842 Paris Cedex 15.

GROUPE EXPANSION

MEDIA-SYSTEM

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

# AU COEUR DU CONTROLE DE GESTION

Au rang des tout premiers groupes européens de transport multimodal, présents dans plus de 50 pays et forts de 150 filiales, nous enregistrons un développement très rapide de nos activités qui explique notre ambition. Notre gestion prévisionnelle nous amène à recruter un :

HEC, ESSEC, ESCP, IEP PARIS,...

jeune, vous avez déjà une expérience de 2 à 4 ans dans l'établissement des budgets et la conduite du reporting, dans une société dont les activités sont également décentralisées.

Vous pratiquez régulièrement la micro informatique : vous maîtrisez chez nous, au sein de notre équipe, avec Lotus, Excel, Harvard Graphic...

Votre connaissance de l'anglais, votre mobilité géographique et professionnelle ainsi que de très bonnes qualités relationnelles vous permettront d'évoluer au rythme de notre expansion.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 91/CG1 (CV, lettre manuscrite, photo, salaire actuel) à Monsieur Eric de LA COMMEREAU - TOUR DELMAS VIELJEUX, 31/32 quai de Dion-Bouton, 92811 PUTEAUX CEDEX.

DELMAS

---

L'avenir est à l'image. Une image qui se décline chez Kodak dans un univers de haute technologie. Ses activités s'étendent avec la même rigueur dans les domaines de la photo, du cinéma, de la santé et de la bureautique.

# Contrôleur de gestion

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous souhaitez valoriser une 1re expérience de 3 à 5 ans en contrôle de gestion ou comptabilité, ainsi que vos connaissances en informatique.
La fonction que nous vous proposons intègre l'analyse financière et les prévisions : indicateurs de performances, suivi du compte d'exploitation, pilotage de systèmes informatiques de reporting.
La pratique de l'anglais fera partie de votre quotidien.
Poste basé à **Paris.**
Merci d'adresser votre candidature avec C.V. et photo sous référence GC/9 à KODAK PATHE, Direction Gestion des Cadres - 26 rue Villiot
75594 Paris Cedex 12.

*L'avenir est à l'image*

Kodak

---

**NOUS SOMMES UN GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN. NOUS RECHERCHONS POUR NOTRE DÉPARTEMENT DU CRÉDIT ET DE L'ACTION COMMERCIALE AUPRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES UN**

# jeune responsable d'études marketing

## PRODUITS BANCAIRES

Intégré au secteur ingénierie financière et développement commercial, vous serez chargé au sein d'une équipe jeune et performante :
- de participer à la définition de la stratégie "marketing produits" de notre banque,
- de réaliser des études techniques concernant une très large gamme de produits,
- d'animer et de former notre réseau régional à la maîtrise de tous ces produits,
- d'élaborer des supports d'information financière destinés à nos directions régionales et à nos clients,
- de concevoir des documents argumentaires à caractère commercial sur les produits et services offerts par notre Société.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur possédant un troisième cycle financier ou scientifique, riche d'une première expérience en marketing bancaire, ou en financement des collectivités locales.
Des déplacements ponctuels en province sont à prévoir.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. 144 à
**MEDIAPA** 50/54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

---

# RESPONSABLE EXPLOITATION ITALIE

**Banque française de réseau ayant passé un accord de partenariat avec une importante banque italienne**

**ITALIE DU NORD**

Détaché par la Direction Générale de Paris, vous développerez en **ITALIE du Nord** les relations commerciales avec les entreprises italiennes intéressées par le marché français et avec les filiales françaises installées en Italie, auxquelles vous proposerez les services des deux groupes bancaires.

Pour cette création de poste, vous avez le goût du challenge et un tempérament d'entrepreneur, entre 30 et 40 ans, et une très bonne expertise de l'exploitation bancaire notamment sur le marché des entreprises (PME). Vous maîtrisez parfaitement l'italien.

Vous aurez une rémunération motivante (bases francs + divers avantages) versée par la structure française vous garantissant la continuité de vos droits sociaux.

Ecrivez à Monsieur Jérôme Lancrenon, CLP associés, 33 av. du Maine, 75015 Paris, ou téléphonez au 45 38 62 62.

C.L.P associés

---

*Groupe International de Communication, consolidant une centaine de sociétés, nous mettons en place un nouvel outil de reporting de gestion et de consolidation financière pour la direction générale. Nous créons un poste de*

# Chef de Projet

PARIS

Vous avez une formation Grande Ecole de Gestion et une expérience d'organisation de 4/5 ans dans les domaines comptables et financiers sur des projets complexes d'information (micro ou mini-informatique avec des réseaux locaux et des télétransmissions) et vous en avez coordonné la réalisation. Notre Groupe vous propose de prendre, auprès du Directeur du Budget et du Plan, la responsabilité de ce projet et de la mise en œuvre de cet outil informatique. Bien sûr, vous ajoutez à vos compétences les qualités relationnelles indispensables pour réussir cette mission et trouver ensuite votre évolution dans un Groupe diversifié et de premier plan.

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous la référence 9112 à Vocation Média 6, Passage Lathuile 75018 Paris qui transmettra.

---

sdr

LA CHAMBRE SYNDICALE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

CRÉE UN POSTE

# D'AUDITEUR BANCAIRE

Les SDR, Institutions Financières Spécialisées cotées en Bourse (20 sociétés, 700 personnes) totalisent 50 milliards FF de bilan. Elles détiennent 2 000 participations dans les entreprises régionales et ont consenti, en 1990, 1 milliard FF de crédits en fonds propres et 9 milliards FF de crédits à terme et de crédit bail.

En application de la réglementation bancaire, nous recrutons pour assister notre Contrôleur Général un diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieurs, de niveau expertise comptable, confirmé par une première expérience réussie.

Vous assumerez des missions d'organisation et de contrôle portant sur les procédures de gestion interne et les systèmes informatiques. Vous dialoguerez avec les Directions Générales des SDR et de leurs filiales.

Votre professionnalisme, votre capacité d'analyse et votre aptitude à convaincre vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre réseau.

Basé à Paris, vous interviendrez fréquemment dans les principales métropoles régionales.

*Adressez, sous pli confidentiel, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions*
au Président de l'ANSDER – CHAMBRE SYNDICALE DES SDR
11 *bis*, rue Balzac – 75008 Paris

---

CENTRALE DE BANQUE GROUPE

Le Groupe CENTRALE DE BANQUE (55 agences, 800 personnes), filiale d'un important établissement bancaire, recherche :

# DEUX CONSEILLERS PATRIMONIAUX

ROUEN/PARIS

Au sein d'une structure mettant de nombreux moyens à votre disposition, votre mission consistera à PROSPECTER et DEVELOPPER une CLIENTELE PRIVEE MOYENNE ET HAUTE GAMME.
A 30 ans environ, vous justifiez d'une expérience bancaire auprès de la clientèle privée et avez une bonne connaissance des produits de placement et de la fiscalité. Vos qualités commerciales et relationnelles font la réussite de votre parcours.
De réelles possibilités d'évolution vous seront offertes au sein de notre réseau national.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous la référence VG 204/M à

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access
Conseil en ressources humaines
4, place Félix Eboué. 75583 PARIS CEDEX 12

---

Filiale d'un puissant groupe international, cette entreprise réalise un très important investissement industriel dans l'Est de la France

Elle cherche, pour cette nouvelle usine proche d'une grande ville universitaire, son

# CONTROLEUR DE GESTION

**HEC, ESSEC, ESC ou équivalent, options finances, contrôle de gestion, ayant une expérience de 2 à 4 ans du contrôle de gestion en milieu industriel.**

Il mettra en place et exploitera les outils de contrôle de gestion, les tableaux de bord et le reporting, élaborera les budgets et en assurera le suivi.

Anglais efficace parlé et écrit nécessaire. Poste d'avenir évolutif.

Merci d'adresser votre dossier (lettre + CV) sous référence SLM/1523 à notre Conseil qui le traitera en toute confidentialité

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 333/R9
67009 STRASBOURG CEDEX

---

BANQUE REGIONALE FORTEMENT IMPLANTEE DANS L'OUEST
recherche
pour ses agences situées sur le littoral ATLANTIQUE

Responsable de l'animation commerciale, de la maîtrise des risques, du management des hommes, vous assurez le développement des points de vente de votre secteur (7 à 10 agences). Votre fonction est variée, passionnante. A 35 ans minimum, vous justifiez d'une expérience réussie de direction d'agence bancaire importante (+ de 15 personnes). La rémunération proposée sera fonction de votre expérience.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence 1614 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 56 rue François Bruneau - 44000 NANTES, qui transmettra.

---

CONTROLEUR DE GESTION

ERNST & YOUNG

REPRODUCTION INTERDITE



## RESPONSABLE FINANCIER ET COMPTABLE

**Aix-en-Provence**

Notre holdiog regroupe des sociétés qui réalisent un chiffre d'affaires de 75 millions de francs avec 160 personnes. Notre croissance : 25 % par an, interne et externe, nous amèoe à confier à un respoosable, l'eosemble de la centralisation comptable et à mettre en place des outils de reporting : tableaux de bord, élaboration de budgets... Vous conduirez des études de reprises de sociétés. Titulaire d'une maîtrise de gestion et du DECS ou de formation équivalente, vos cinq années d'expérience professionnelle se sont déroulées dans une organisation similaire ou comme adjoint du directeur financier. Directement ratiaché au directeur général, votre sens des relations humaines vous permettra de réussir dans votre rôle d'animateur. Dans notre contexte, une personnalité à fort potentiel saura évoluer. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/X5190M - PA Coosulting Group - 11, cours Gambetta - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.21.12.72. (PA Minitel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

*Creating Business Advantage*

---

*POUR LA DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE*

*Au sein d'une équipe de 6 personnes chargée de la gestion prévisionnelle du bilan du groupe, vous interviendrez plus particulièrement pour selectionner, mobiliser et traiter les informations nécessaires à l'analyse prévisionnelle des risques de taux et de liquidité.*

Diplômé de l'Enseignement Supérieur scientifique ou commercial (BAC + 5), vous devrez justifier d'uoe expérience bancaire de 3 à 5 ans et d'une bonne formation eo informatique. Uoe conoaissaoce des matériels Digital et du système VMS serait particulièrement appréciée.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. C.FIN à :
Anne MONFORT - SOCIETE GENERALE - Service du Recrutement
7, rue Cantmartin - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

---

**Nous recherchons pour notre Direction de la Comptabilité Générale et du Contrôle de Gestion.**

## 1 AUDITEUR COMPTABLE INTERNE

Au sein de notre service Contrôle de Comptabilité, vous veillarez à la bonne application des règles comptablas, participarez au rapprochemant at à l'analysa des résultats. Voua procédarez à des actions thématiques da contrôle, analyserez et mettrez en œuvre les préconisations de l'inspection et des auditeurs externes.
Une expérlance da 2 à 3 ans au sein d'un cabinet d'audit, d'une direction comptabla ou d'un back-office est indispensable. (Réf. AC)

## 2 CHEFS DE PROJETS COMPTABLES

Au sein de notre service Normes Comptables, vous participerez à la définition das principas de comptabilisation at des méthodas d'évaluation. Vous álaborarez lea schémas comptablea, veillarez à laur misa en œuvra et contribuerez aux études comptables générales.

Vous interviendrez :

- **soit sur les opérations de marché** : votre professionnalisme de 2 à 3 ans acquis au sein d'un back-office, d'une Direction comptabla ou d'un cabinet d'audit sera votre atout. (Réf. OM)
- **soit sur les opérations sur ressources et emplois clientèle** : vous disposez d'una bonne maîtrise de mise en œuvre de projets informatiques. (Réf. OR)

Pour ces 3 postes évolutifs, nous souhaitons rancontrer des candidats titulaires d'un DECS. Le goût dea contacts, le sans da l'analysa sont indispensables pour réussir au sein de notre banque.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) en précisant la ráférence choisia à la BNP Diraction du Parsonnal Recrutament 35, rue du 4 septambre - 75002 PARIS.

BNP

MEDIAFA

---

*LE CREDIT AGRICOLE O'ILE DE FRANCE CONFIRME SA DYNAMIQUE OE SUCCES : PREMIERE BANQUE REGIONALE, 252 AGENCES, 3 000 COLLABORATEURS.*

## RESPONSABLE DU SERVICE DES PRETS PROFESSIONNELS

**CERGY**

Vous êtes un professionnel de la banque grâce à votre formation (ITB ou équivalent), et un homme de métier grâce à votre expérience.
Dans la Direction Générale de Cergy (50 agences), vous prendrez la responsabilité d'une équipe da 20 personnes chargée d'étudier et de mettre en place les crédits aux entreprises (1 milliard d'encours en 1990).
A ce titre, vous aurez également à assister nos agences, soit en actions de formation, soit en appui à leur propre démarche, et à prendre en charge les dossiers de crédit de votre ressort.

Merci d'adresser votre candidature complète sous réf. RS PRO au Service de Recrutement - Crédit Agricole - 26 Quai de la Rapée - 75012 PARIS.

NC communication

---

*Importante société d'assurance-vie et de prévoyance, groupe à taille humaine, renforce son équipe au contrôle de gestion et crée un poste de cadre*

## REJOIGNEZ L'EQUIPE DU CONTROLE DE GESTION !

**H/F**

- 35 ans environ, diplômé d'enseignement supérieur en gestion, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion acquise de préférence dans le domaine de l'assurance-vie.
- Vous participerez à l'élaboration et au suivi des objectifs, plans d'actions, et budgets
- Vous analyserez le suivi des principaux projets de la société
- Vous développerez la connoissonce et le suivi des coûts, des indicateurs de performances et en ferez une comparaison avec la Profession
- Vous prendrez en charge la gestion des outils de pilotage des résultats de la société
- Vous participerez à l'analyse des résultats des filiales à l'étranger.

En participant à la prévision des composantes du résultat de la société, en analysant les problèmes de gestion et en proposant les actions correctrices, vous contribuerez efficacement à l'évolution du contrôle de gestion.

Vous pratiquez la micro-informatique ; vous possédez une langue européenne, votre profil nous intéresse.

Merci de nous envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous la référence 4432 à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.

SERIFO
GROUPE EUROSEARCH

Membre de Syntec

---

**36 15 LM**

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

---

**IMPORTANT GROUPE D'EXPERTISE COMPTABLE**
**(200 personnes)**
**Région Est parisien**
**recherche**

## COLLABORATEURS (trices)

**Niveau EXPERTISE COMPTABLE pour intégrer son équipe de Direction. Perpective d'évolution**

Adresser C.V. et prétentions sous numéro 8 209
*Le Monde Publicité*, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris

---

HUCK — A Federal-Mogul Company

***L'esprit d'Entreprise et d'Innovation***

qui anime les hommes de notre société, partenaire de l'industrie Aéronautique, a permis la forte croissance de notre activité (CA 1986 : 33 MF, CA 1990 : 145 MF).

Aujourd'hui, nous créons le poste de :

## CONTROLEUR DE GESTION (H/F)

***(40 km à l'ouest de Paris)***

afin de consolider notre réussite commerciale et industrielle.

Bras droit du Directeur Financier vous serez principalement en charge de l'élaboration du budget, du contrôle budgétaire et du reporting mensuel. Par ailleurs, vous apporterez un oeil neuf sur la comptabilité analytique (coûts standards) et en affinerez les données afin d'élaborer des tableaux de bord qui guideront au mieux les dirigeants de l'entreprise dans leurs décisions opérationnelles.

A 27 ans environ, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (ESC + DECS) et vous parlez Anglais. Une première expérience en cabinet d'audit ou en entreprise (2/3 ans minimum) vous a permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité industrielle et anglo-saxonne ainsi qu'en informatique et méthodes de gestion.

Outre ces atouts techniques, ce sont vos qualités relationnelles, un esprit curieux et ouvert qui vous permettront de réussir et d'évoluer au sein de notre groupe.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature : lettre, CV et prétentions, sous la référence F 284 M, à Ernst & Young Conseil, 150 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

---

***La Société de banque Occidentale, banque commerciale à taille humaine, filiale d'un grand groupe bancaire international, recherche un***

## Inspecteur confirmé

Homme ou femme de 30 à 35 ans, vous pouvez justifier d'une formation supérieure Sciencas Po, ESC ou maîtrise de gestion...

Vous avez acquis une expérience significative de la fonction.

Votre sens de l'analyse et votre goût des contacts vous permettront de mener à bien des missions variées au sein d'une structure à taille humaine.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions à Mme TISSERAND - 8, rue de la Rochefoucault - 75009 PARIS.

SdBo

MEDIAFA

---

## Contrôleur de gestion

**1 200 personnes, 1 Md de CA. Une dynamique commerciale qui positionne ses marques au 1er plan : Petit Exquis, Pur Beurre, Chamonix, Palmito, Booggy, Trompette.**

Au sein de la Direction Financière et directement en relation avec le responsable du contrôle de gestion de la Société, vous assurez l'analyse et l'étude de la rentabilité des activités commerciales et marketing : comptes d'exploitation par client, contribution des produits, actions promotionnelles, investissements marketing, opérations commerciales ponctuelles...
Votre formation supérieure (ESC ou équivalent) et votre première expérience, soit de gestionnaire, soit de commercial, vous permettent de prendre en main votre mission avec autonomie. Vous maniez avec aisance l'outil micro-informatique.
Votre évolution se fera naturellement, au sein de l'Alsacienne ou du groupe, vers des responsabilités plus globales de contrôleur de gestion

Poste basé à Athis-Mons.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et CV) en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. SI/1/M2, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08

BSN GROUPE — LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

Le Monde Cadres

## Promotion Immobilière
## Notre Gestionnaire

Nous sommes un petit groupe spécialisé dans la promotion immobilière. Nous conduisons les projets dès les études menées par notre agence d'architecture, et nous assurons leur gestion et leur réalisation à travers des équipes internes ou de sous-traitants. Toute petite structure donc mais volumes forcément assez importants, et une progression très satisfaisante.

Votre mission comporte deux volets : assumer d'abord la responsabilité totale de la gestion comptable du Groupe, assister ensuite sa Présidente sur toutes les questions de gestion financière des différentes sociétés (Promotion, Agence d'Architecture, SCI...), sur les opérations en cours et sur les études financières des projets. Plus précisément : tenir vous-même (avec une secrétaire et en relation avec les experts extérieurs) les comptabilités sur micro-ordinateur IBM, établir les prévisions de trésorerie pour chaque opération, faire les déclarations fiscales et assurer les relations avec l'administration, gérer les salaires et la vie sociale, être, enfin et surtout, le partenaire constant de la Direction dans la préparation des montages financiers et des budgets prévisionnels d'opérations.

Ce poste est pour nous et - notre activité - d'une importance capitale. Nous pensons que pour le tenir avec succès, il faut une formation économique et comptable de très fort niveau (ESC + DECS), une compétence confirmée dans les domaines à aborder, acquise en cabinet d'expertise et/ou en entreprise et, bien sûr ce serait encore mieux, l'expérience de la promotion immobilière. Ajoutons que nous accueillerions volontiers une femme dans notre petite équipe et que nos bureaux sont situés dans le 8ème.

Nous avons demandé à SEFOP d'être notre Conseil dans cette recherche et vous remercions d'adresser votre dossier sous référence LPI 125 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

## ORGANISATEUR

De formation supérieure, vous avez une première expérience d'organisateur en milieu informatisé.

A l'écoute des utilisateurs, vous ferez évoluer nos systèmes de gestion et nos produits : étude d'opportunité, expression de besoins, rédaction de procédures et mise en place de nouveaux produits.

La connaissance du tertiaire et du financement sera un atout supplémentaire.

Dans le cadre de notre expansion, venez participer activement à nos projets.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 9811/1, à

MERCEDES-BENZ FINANCEMENT
4, rue du Chèvreloup - 78153 Le Chesnay Cedex

MEDIAPA

Au sein de notre Groupe Financier, multi-métiers, réputé pour la qualité de ses produits et services novateurs, venez développer notre activité de

## CONSEIL EN GESTION DE FORTUNE

Véritable spécialiste de l'ingénierie financière à destination de la clientèle privée fortunée, vous maîtrisez, tant dans leur environnement national qu'international, la fiscalité, le droit patrimonial, les instruments financiers (Sicav, FCP, SCI) les contrats d'assurance-vie ; venez participer à l'expansion de cette activité.

Vous aurez à négocier, conseiller et monter d'importantes opérations patrimoniales, directement avec notre clientèle haut-de-gamme ou en appui de notre force de vente. Parallèlement, vous prendrez en charge le développement de ce secteur d'activité.

Pour cette mission nécessitant une grande compétence, des qualités de discrétion et de l'aisance relationnelle associée à une forte culture, nous souhaitons rencontrer un cadre spécialisé issu d'une banque connue pour sa compétence en gestion de fortune, d'un cabinet de courtage ou de gestion de patrimoine, ayant l'expérience de ce type d'opérations haut-de-gamme.

Nous vous offrons une rémunération attractive entièrement salariale.

Si vous êtes motivé par ces perspectives, écrivez à

UNANIME

110, bd de Sébastopol – 75003 PARIS, qui transmettra. (réf. LM/CGF).

## CONTROLEUR DE GESTION
### "SENIOR"

Entreprise agro-alimentaire française (CA : environ 2,5 Milliards FF), nous sommes leader européen sur notre marché. Nous recherchons le RESPONSABLE DU CONTROLE DE GESTION de notre principale division.

En plus des missions classiques liées à cette fonction (plans, budgets, reporting), vous serez aussi l'interlocuteur financier de la Direction Générale (Président de la Holding et Directeur du Contrôle et du Développement dont vous dépendrez directement). Vous participerez à la réorganisation/informatisation des systèmes d'information de gestion.

Agé de 30/32 ans, vous avez une expérience d'environ 5 ans du contrôle de gestion éventuellement précédée d'une expérience d'audit, soit en cabinet, soit en entreprise. Vous êtes rigoureux, dynamique, autonome et vous aimez prendre des responsabilités. Ce poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser sous réf. 144.13.M votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., salaire actuel, photo à notre conseil EUROCURSUS - 88, rue de Provence - 75009 PARIS, qui vous garantit une totale confidentialité.

EUROCURSUS
réussir vos recrutements

cegos

1er groupe européen indépendant de CONSEIL en MANAGEMENT, de FORMATION et de RECRUTEMENT.

550 consultants dans 9 pays.
Dans le cadre de son développement, la DIVISION CONSEIL recherche :

## CONSULTANT EN GESTION FINANCIERE

**Votre mission :**

• Vous interviendrez auprès de nos clients, CHEFS D'ENTREPRISES, pour les aider à résoudre leurs problèmes de HAUT DE BILAN : Opérations d'évaluation, de cession, d'accords, d'acquisition d'entreprises, de stratégie financière et patrimoniale.

**Votre profil :**

• Vous possédez une formation supérieure financière / juridique / fiscale (grandes écoles, universités, MBA).

• Vous justifiez d'une expérience de 2 ans minimum acquise en entreprise ou en Cabinet de Conseil.

• Vous êtes motivé pour l'exercice de la fonction de consultant, capable d'établir et d'entretenir avec ses clients une relation de confiance et de progrès.

**La CEGOS vous apporte :**

• Les compétences d'un cabinet français et international multispécialiste.

• Une image et des références de premier plan.

• Des conditions de vie et d'exercice du métier de consultant favorisant le plein épanouissement de votre potentiel.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., prétentions) sous réf. 101/M, à Françoise GIRARD, CEGOS, Division Recrutement, Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX.

CURRICULUM

ATHENES - BARCELONE - BRUXELLES - LONDRES - LYON - MADRID - MANCHESTER - MILAN - NEW-YORK - PARIS - SAO-PAULO

Essonne
LE DÉPARTEMENT

**LE DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE**

Une collectivité dynamique ; 1 million d'habitants
Important essor économique
*recrute*

## UN CHARGÉ DE MISSION « FINANCES »

*Profil de poste :*

Intégré à l'équipe du Service des Finances, le titulaire de ce poste sera responsable de diverses missions relatives à l'organisation et à la gestion financière du département de l'Essonne (3 milliards de francs de budget).

*Profil du chargé de mission :*

Ce poste est à pourvoir par voie de mutation ou détachement, par un attaché ou un fonctionnaire de catégorie A.

Le chargé de mission devra avoir des connaissances dans le domaine des finances des collectivités territoriales.

Il devra faire preuve d'esprit d'analyse, d'organisation et de rigueur.

*Les candidatures (lettre, C.V. + photo) devront être adressées à :*
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL
HOTEL DU DÉPARTEMENT
Sous-direction du personnel et de l'action sociale
Boulevard de France
91012 EVRY CEDEX

**Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.**

## 2 CONSEILLERS D'ENTREPRISES COMMERCIALES

MISSIONS :

• Informer les créateurs d'entreprise dans les domaines juridique, financier, fiscal, commercial...
• Concevoir, organiser et animer des actions de formation courtes,
• Contribuer à améliorer les performances des entreprises commerciales dans les domaines suivants : étude de marché, action commerciale, gestion des stocks...

PROFIL :

• 35 ans environ, formation Supérieure (Sup. de Co – Université Gestion – DECS)
• 2 à 3 années d'expérience souhaitées si possible dans le secteur de la distribution

Adressez votre dossier (CV, photo et prétentions) sous réf. 21472 à HYPERBOLE – 2, bd de Magenta – 75010 PARIS, qui transmettra.

## Jeune Financier
### Direction Centrale des Marchés

Vous participez à la gestion des risques de taux et de liquidité à moyen et à long terme du Crédit National. Vous contribuez à la réflexion stratégique sur les grands équilibres du bilan, en vous appuyant sur un progiciel évolué.

Vous avez une formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs ou Ecole de Commerce) complétée si possible par une première expérience dans le domaine de la finance. Vous êtes à l'aise dans un environnement informatique.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite avec CV, photo et votre rémunération actuelle au CREDIT NATIONAL, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

DESABBEN

Crédit National

Le Monde adresse tous ses ... qui, sous l'égi... des Conseils ... ont apporté ... aux Journées ...

Ressources Humaines
Carrières

Raynaud Consultants

Conseil

Manitone Institut

REPRODUCTION INTERDITE



## Le Monde des Cadres

L'ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG recherche pour entrée à convenir

**UN COORDINATEUR ARTISTIQUE et TECHNIQUE**

Connaissances musicales étendues en symphonique et lyrique, bonnes notions en allemand et anglais. Renseignements complémentaires (profil, mission, rémunération) : Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67082 Strasbourg Cedex. Tél. : 88-37-67-67. Candidatures à adresser à : COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG Direction des Ressources humaines, 1, place de l'Étoile, B.P. 1049/1050 F, 67070 Strasbourg Cedex.

Importante société d'études économiques recherche

**DOCUMENTALISTE DÉBUTANT H/F**

Formation Sciences Eco., IES, histoire, techniques documentaires, banques de données appréciées. Adr. lettre + c.v. + prét. à : Mme Cohen-Precepta 85, rue La Fayette, 75008 Paris.

**REWRITER**

recherché par publication scientifique. Culture générale et scientifique nécessaire ainsi, bien entendu, qu'une parfaite maîtrise de la langue française.

Prière envoyer c.v. sous n° 8217 : LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Fédération nationale du secteur social recherche (création de poste)

**CHARGÉ(E) DE MISSION**

INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE

Compétence gestion des entreprises + action sociale. Expérience professionnelle 10 ans minimum. 200 KF. Paris + déplacements.

RNARS 76, rue du Fbg-St-Denis, 75010 Paris.

Importante Sté d'Études recherche urgent

**CHARGÉS D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES VACATAIRES H/F**

Profil : 3e cycle Eco., industrielle, gestion, écoles de commerce, Sciences Po.

Adr. c.v., lettre + photo à : Laurence Hussenot-PRECEPTA 85, rue La Fayette, 75009 Paris.

**L'A.R.L.A.**

(Association pour la restauration des immeubles anciens)

recrute rapidement pour

**MULHOUSE**

1 CHARGÉ(E) D'OPÉRATION POUR LE SUIVI DU P.S.T.

(Programme social thématique) de la ville.

1 CHARGÉ(E) D'OPÉRATION POUR L'ÉTUDE ET LE SUIVI ANIMATION D'UNE O.P.A.H.

Format. initiale bâtiment de préférence. Exosillestes capacités relationnelles. Grande sensibilité aux aspects sociaux de la réhabilitation.

Une expérience professionnelle en O.P.A.H. ou bien au sein d'une collectivité territoriale sera un plus.

Envoyer lettre, CV. et prétentions à : le Directrice de l'A.R.L.A., cour des Chênes, 15, rue des Franciscaines, 68100 MULHOUSE. Tél. : 89-66-11-14.

IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE

recherche

**Son (sa) RESPONSABLE DES RELATIONS EXTÉRIEURES**

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (type IEP ou CELSA), vous avez à votre actif une solide expérience des relations avec la presse, un bon sens du contact, et des qualités rédactionnelles d'analyse et de synthèse. Une connaissance de la communication audiovisuelle constituerait un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV., photo et rémunération actuelle) Ecrire sous le n° 8220

LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

M.J.C. recrute ANIMATEUR Exp. et formation souhaitées, possédant BEATEP ou DUT (CS). Envoi CV + LM. M.J.C. rue des Hautes-Bornes 94310 ORLY

VILLE D'UGINE (Savoie) recherche UN CHEF DE PROJET

Pour le suivi et la coordination d'une convention Ville/Habitat avec l'État mission prévue pour 3 ans. Expérience souhaitée dans montage d'opérations d'urbanisme, dans réhabilitation de logements sociaux et dans l'animation du développement social.

Adresser candidature avec motivations et prétentions à :

Monsieur le Maire de la Ville d'Ugine 73400 UGINE

CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE

CHERCHE

**MONITEUR**

(niveau d'études BTS ou DUT) pour enseigner secrétariat, sténo-dactylo. Adresser c.v. au : CENTRE « LE PARC » 68340 OSSEJA.

Établissement public recherche

**Rédacteur en chef technique**

(+ 150 KF)

Collaborateur du directeur de la communication, il aura :

- la responsabilité du secrétariat de rédaction et des travaux graphiques,
- l'animateur de service PAO. Vous avez une formation sup., une expérience de la presse et/ou de l'édition, une bonne maîtrise des outils PAO.

Adressez C.V., lettre manuscr., photo et prétentions, à : S.N.A.F.-S.R.S., 23, rue Daviel, 75013 Paris.

**Rédacteur en chef**

Bonne expérience pour mensuel info. locale. Adresser C.V. sous 31/01/91 sous n° 8211, Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

C.E. URSAFF Montreuil cherche

**DIRECTEUR DIPLOMÉ**

pour centre de vacances. Congés scolaires du 18/2 au 1/3/91 14 enfants de 4 à 5 ans.

T. : Christine Bernard 90-68-24-15, p. 353 C.E. URSAFF : 48-51-14-38

## DEMANDES D'EMPLOIS

*VOUS* recherchez les compétences et l'expérience d'un spécialiste de 40 ans, rompu aux techniques de contrôle de gestion, qui ait à la fois exercé des responsabilités de Direction Financière opérationnelle, et de Consulting en systèmes financiers dans un groupe de premier plan.

*JE* dispose de cet acquis et souhaite le valoriser dans un poste évolutif de

DIRECTION FINANCIERE ou de CONTROLE DE GESTION

*Merci de contacter* LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Monttessuy - 75007 PARIS *sous référence* 8201 *pour nous permettre d'en discuter*

ASSISTANTE COMMERCIALE 43 ans, dynamique, connaissance milieu industriel ch. poste à responsabilités. Tél. : 47-83-34-01.

J. F., 40 ans Bac + 5, anglais courant, bonne connaiss. Afrique, rech. poste respons. secteur communic. ou relat. publiques. Ecrire sous n° 8213 Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Vous recherchez un cadre :
- intérieur de réalisme ;
- le sens de la rentabilité ;
- à l'aise dans la réflexion et dans l'action ;
- négociateur et animateur ;
- ouvert aux techniques nouvelles.

Ses qualités nous intéressent. Faites vos offres sous n° 8219 : La Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris ou par Minitel : 3614 CHEZ * TALENTS.

Fiscaliste, 40 ans, formation ENI, expériences diverses, étudierai ttes propositions Paris ou région parisienne. Ecrire n° 70207 : PUBLICITÉ ROGER RLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

J. H., 22 an, dég. O.M., bac G3 + 2 (dipl. CCIP option logistique et pratique du commerce international), ch. emploi gestion de stocks et/ou de production Paris ou région paris. M. HOUSTY : Tél. : 43-55-18-17.

J.H. 26 ans, SERVEUR, 5 ans d'exp., ch. emploi stable, restauration tradition. 48-28-12-81.

J.F., 5 ans expérience gestion COMPTABILITÉ INFORMATIQUE secrétariat Word 5, Lotus Doses Sybel, Novell, Des. Angl. Bon contact rapide, cherche postes responsabilité. P. COIN, H. B. : 47-42-85-28 et domicile : 60-22-44-59.

**DIRECTEUR OU PERSONNEL**

Longue expérience professionnelle en milieu industriel. Homme de projet et de réalisations, rompu aux contacts à tous niveaux, recherche en PROVINCE, région indifférente, poste similaire dans entreprise désireuse de développer ses ressources humaines. Ecrire sous n° 2191/M à : PARERLANCE Annonces, 13, rue Ch.-Lesocq, 75015 Paris qui transm.

JOURNALISTE AMÉRICAINE Carte de séjour, cherche travail dans publication, relations, relations publiques. Toutes propositions. Tél. : 80-72-74-23.

DAME, 60 ans, ch. garde enfant et/ou personne âgée. Tél. : 35-71-87-56.

J.F., 28 ans, bac + 5, angl., all., ital., 1re exp. en communication ch. poste chargé de projet dans un service de communic. 42-40-59-52 rép.

Français, trilingue jap. courant (maîtrise), 3 ans Tokyo, exp. dir. comm., interprète. Disponible. 42-60-59-20.

J.F., 31 ans, tril. esp./angl. (2 a. USA), exp. documentat. pendant 7 ans, DUT techniques de commercialisat. meth. poste serv. informat. documentat. ou cdée. Laissez message tél. : 43-35-50-88.

F. 25 a., BAC + 4 GESTION, 2 ans d'expér., souhaite s'intégrer dans service du personnel, C.E. : formation, aspects juridiques, bilan social. Etude ttes propos. Tél. : 44-40-22-84.

J.H., 27 ans, thèse, cherche emploi veilleur, gardien, aide-cuisinier, de nuit, région Paris. 42-37-65-56.

**L'AGENDA**

*Spécialités (vins)*

**L'OR VERT CAVE VITICOLE DE CLEEBOURG**

*Cleebourg Oberhoffen Rott Steinseltz*
*Cave viticole de Cleebourg, 67160 Wissembourg. Tél. : 88-94-50-33.*

*Vacances*

A louer juin, juillet août, septembre, 16 km Langeac-43, Gorges d'Allier, 1 000 m. Pêche, équitation, rafting, env. 3 ch., s. à manger, cuis., s. de bns, w.-c., gar., clôturé. Tél. : (16) 71-77-01-12.

automobiles

ventes

*moins de 5 CV*

A VENDRE **AUDI 80** TURBO DIESEL CONFORT Nov. 88, mod. 66, bleu lagon métal. Alarme, ferm. électrique tatouage, 1re main. 116 000 km. 71 000 F. 39-90-06-16 après 16 h.

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

**1er arrdt**

**RIVOLI TUILERIE**
RÉCEPT. 1 CHBRE, BAINS 64 m² 45-02-13-43

RUE ST-HONORÉ
**STUDIO. 610 000 F**
Cuis. séparée, s. de bns. SIFECO : 46-66-43-43.

**2e arrdt**

MÉTRO RÉAUMUR Refait neuf. 2 PCES, coin cuis., w.-c. bains. 3e ét. Clair. 578 000 F. CRÉDIT. Tél. : 43-70-04-64.

**Mo ARTS-ET-MÉTIERS**
Calme, baigné de soleil, en duplex. Gd living dble + 1 chbre + s. d. bns. 46-22-03-80 43-59-88-04, p. 22

**6e arrdt**

ODÉON. Immeuble XVIIIe. Beau pied-à-terre. 75 m². Séj. 45 m² avec cheminée. CALME. Prix 2 950 000 F. Possibilité 145 m². Tél. : 47-66-29-79

**20e arrdt**

F 3, 64 m². Dans immeuble pierre-de-taille, 1er étage. Proche métro(s) et tous commerces. Faibles charges, chauffage individuel. Idéal profession libérale. Prix : 1 100 000 F. Tél. : 43-60-82-44.

### appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS. Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-48-07 même le soir.

### maisons individuelles

**MAROLLES-EN-BRIE**
VAL-DE-MARNE
Villa 7 P. sur 800 m² terrain, terrasse 200 m². R.-C. : séj. dble cathédrale, cheminée, 2 chbres, s. de bains, cuis. équipée, w.-c., buanderie. 1er ét. : 2 chambres, salle de bains, dressing. Garage 2 voit. Quartier résidentiel proche commerces, écoles, lycée. équipements sportifs, golf, tennis, centre équestre. 1 600 000 F à débattre. Après 18 h : 45-98-12-78.

### locations meublées demandes

**Paris**

**RESIDENCE CITY**
URGENT. Rech. pour dirigeants étrangers d'importants groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPTS MEUBLÉS. DURÉE 1 à 2 ANS. LOYERS GARANTIS. Tél. : (1) 45-27-12-19

### locations non meublées demandes

**Paris**

**EMBASSY SERVICE**
8, av. de Messine, 75008 Paris recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS. HÔTEL PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-OUEST. Tél. : (1) 45-62-30-00.

### locations non meublées offres

**Paris**

PRÈS NATION 2 pces + bns + terrasse 3 800 F/mois + charges. 10, rue de Tunis, Paris 11e Tél. 40-06-92-57 le 31/1/91 14 h à 18 h seulement ou visite mêmes heures.

### pavillons

02 AISNE
40 minutes Eurodisney, vend PAVILLON 6 P., entrée, s. de bains, w.-c., cuisine, 3 ch., séjour, chem., mezz., bureau, salle de jeux, garage, s/terrain pays. 840 m². Prox. écoles et comm. 720 000 F. Tél. : (16) 23-70-09-49.

Près Marseille SEPTÈMES
Part. vends pavillon T4 dans lotissement. 80 m², garage, jardinet, terrasse. Prix : 550 000 F. Tél. : (91) 64-04-15 (bur.) (91) 51-67-66 (après 16 h).

### propriétés

**ORANCY (93)**
Superbe pavillon indépendant sur 850 m². Terrain, 4 chres, 2 s. de bns, 2 ws, séjour cheminée 50 m², cuis. équipée. Salle de jeux. Office. Garage 2 voitures. Terrasses. Très bel. prestations. Prix : 1 900 000 F. Tél. : 49-57-08-47

### bureaux

*Locations*

VOTRE SIÈGE SOCIAL
**DOMICILIATIONS**
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
**43-55-17-50**

DOMICILIATION & BUREAUX, TÉLEX, TÉLÉCOPIE.
**AGECO 42-94-95-28**

A PARTIR DE 50 F HT/mois Votre ADRESSE COMMERCIALE Paris 1er, 8e, 9e, 12e, 15e, 17e. LOCATION DE BUREAUX. INTERDOM. : 43-40-31-45.

**VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE**
16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO Burx. secrét., tél., télex, fax. Domicil. : 170 à 390 F/M.
**CIOES 47-23-84-21**

ÉTOILE 16e. Av. d'Iéna. Burx standing, entièrement équipés, ttes propositions. 9 500 à 17 000 F HT/HC mens. ASPAC : 47-23-61-68.

PLACE DE L'EUROPE (8e) A louer bail précaire. Hôtel particulier 400 m² R + 4, 18 bureaux + salle réunion, entièrement équipé, bon état, avec hôtesse, secrét., standard. Loyer annuel : 900 000 F HT + ch. 30 %. IMMO CENTER : 47-23-51-58.

**16e VICTOR-HUGO**
Domiciliation, secrétariat. Tél., télex, fax depuis 150 F. PRÉSENCE NON STOP BAC : 47-04-79-01.

**BUREAUX ÉQUIPÉS**
Salles de réunions, ttes durées, domiciliations, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATION immédiates ttes entreprises. Services personnalisés : courrier, téléphone, fax.
**GROUPE ASPAC**
1er RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES

| | |
|---|---|
| ÉTOILE 16e | 47-23-81-66 |
| GRENELLE 15e | 47-23-81-61 |
| ST-LAZARE 8e | 42-93-50-54 |
| LA FAYETTE 9e | 47-23-81-81 |
| BOULOGNE 92 | 46-20-22-25 |
| VERSAILLES 78 | 30-21-49-49 |

+ 20 centres en France.

**DOMICILIATION**
Bureau et services. (1) 43-45-12-13

JOURNÉES Le Monde PROSPECTIVES

## *Le Monde*

**adresse tous ses remerciements aux cabinets de recrutement qui, sous l'égide de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement et du Syntec-Comité Recrutement, ont apporté leur collaboration aux Journées Prospectives du Monde :**

A.C. Conseil
Actères
Adéquation
Algoe
Alphée
Bernard Julhiet Ressources Humaines
Bossard Carrières
Capfor
Cleas
Centor
Cepig
Charles Raynaud Consultants
Cogeplan
Cog Hébert Conseil
C.P.A.
Ethnos
Florian Mantione Institut
Garnier, Demoinet & Associés
Groupe Panissod
H & C Consultants
Impact Développement
International Business Drive
J.C.2
Jean-Claude Maurice Conseil
L.T.M. Ressources Humaines
Méta Conseil
M.F. Partners
M.H. Conseils
Michel Jouhannaud Conseils
M.L.B. & Associés
M.T.L. Conseil
Nemesis
Noray Consultants
P.A. Consulting Group
P.A.J. Conseil
Paul-Emile Taillandier Conseil
Raymond Poulain Consultants
R.C.C.
Résoudre
R.H. Conseil
Sefop
Selephar Aptitudes
Sema Sélection
Serifo
Sirca
Sodae
Soderhu
Staff Consultants
Stratos
Variant Potentiel Humain & Systèmes.

# MARCHÉS FINANCIERS

Fusion difficile entre un assureur et un banquier aux Pays-Bas

## Les actionnaires contestent l'accord entre la NATNED et la NMB-Postbank

**La première compagnie d'assurances des Psys-Bss, Nstionsle-Nederlanden (NATNED) et le troisième banqus du peys, NMB-Postbank, devaient confirmer, lundi 28 jsnvisr, en fin de metinée. Isur intention de fusionner. Meis, cédant à la prssion d'actionnsires récalcitrsnts, ellss dsvalent aussi modifier les conditions financièrss ds cette union qui continue à susciter dss inquiétudes dans les milieux spécialisés.**

AMSTERDAM
*de notre correspondant*

Tont aurait pu aller pour le mieux pour NATNED et NMB-Postbank lorsqu'elles ont annoncé, le 5 novembre 1990, leur volonté de former un holding commun. Ainsi, le ministère des finances à La Haye leur avait délivré très vite une déclaration de non-objection. Mais, à la suprise des futurs partenaires, la contestation est venue de la propre famille de l'un d'entre eux.

Réunis autour du groupe d'investissement Robeco, détenteur de moins de 2 % des titres NATNED mais doté d'une réputation qni force le respect, un ensemble d'investisseurs institutionnels portant environ 20 % des parts de la compagnie d'assurances critiqua vivement les termes de l'échange d'actions proposé. La valeur de celles-ci était caleulée à partir du cours boursier, près de trois fois inférieur à la valeur intrinsèque du titre. De plus, les actionnaires de la NMB-Postbank (dont l'Etat, pour 23 %) étaient mieux traités, recevant un bonus financier.

### *Offre réévaluée*

Deuxième foyer de critlques : les agents et les courtiers d'assurances. Ils décidèrent de boycotter les produits de la compagnie accusée de les poignarder dans le dos en s'alliant avec une banque disposant de près de 3 000 guichets pouvent faire office d'autant de points de vente de polices d'assurances standards!

A l'égard des intermédiaires qui négocient par exemple 75 % des contrats d'assurences-dommages signés ebaque année aux Pays-Bas, NATNED utilisa l'arme du chantage en se déclarant prête à *« casser les prix »*. A l'égard des actionnaires, la eompagnie fit preuve tout d'abord d'entêtement, refusaot de réévaluer son offre mais elle vient de céder, améliorant les conditions juridiques et finaneières de l'échange d'actions.

La reeulade de NATNED merque un tournant dans l'histoire de l'aetionnariat aux Pays-Bas. C'est la première fois semble-t-il que des actionnaires mécoutents exercent avec succès une telle pression, qui est sans rapport avee le seul droit que leur donnent leurs titres : celui d'encaisser les dividendes. Aux Peys-Bas, les aetions sont en effet démembrées : la propriété reste généralement entre les mains d'une personne morale contrôlée par l'émetteur des titres; seul le droit aux bénéfices est mis sur le marché sous la forme de certificats.

Il n'est pas sûr pour autant que le mariage NATNED-Postbaok puisse avoir quand même lieu dans les conditions prévues. Car si les actionnaires NATNED sont mieux lotis, e'est au détriment de ceux de NMB-Postbank. Quelle sera le réaction de ces derniers? De plus, les banques conenrrentes de la NMB pourraient bien conseiller à leur elientèle (17 % des certificats NATNED sereient dans le publie) de garder leurs titres : elles ont en effet intérêt à empêeher cette fusion qui permettrait à leur rivale de finaneer son expansion internationale et de devenir une *merchant bank* grâce à son partenaire qui contrôle, dit-on, 5 % de la totalité des actions cotées à la Bourse d'Amsterdam, Enfin, un important porteur de titres NATNED (5 %) a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne s'en séparerait pas : il s'agit de la société AEGON qui, en tant que deuxième compagnie d'assurances néerlandaise, se doit de déranger les plans de sa concurrente.

AEGON a-t-elle simplement voulu donner le signal de la résistance aux eutres actionnaires? Va-t-elle lancer nne contre-offre d'achat sur les titres NATNED? Ou cette idée viendra-t-elle à un assureur étranger?

CHRISTIAN CHARTIER

□ **Clticorp déclassé.** – Moody's, l'agence de rating américaine, a abaissé de A3 à Baa2 la note qu'elle portait sur l'endettement de Citicorp, la plus grande banque américaine. Ce jugement reflète l'inquiétude croissante des milieux financiers sur la capacité des banques américaines à faire front à la réeession et à l'engagement des banques sur un secteur de l'immobilier en crise.

## REPÈRES

**ACTIVITÉ**

### *Important recul au Brésil en 1990*

Le PIB (produit intérieur brut) du Brésil e diminué de 4,3 % en volume eu cours de l'année dernière par rapport à 1989, e annoncé, à la fin de le eemaine dernière, l'Institut brésilien de géographie et statistique. Ce recul est l'un des plue gravea enregistrés par le pays depuis très longtemps, égalant le récession du début des années 80. En 1989, le PIB avait augmenté de 3,8 %, mais evelt diminué de 0,3 % en 1988.

**COMMERCE EXTERIEUR**

### *Réforme en Chine*

La réforme du commerce extérieur de le Chine, dont les grendes lignes evaisnt été annoncées en décembre dernier, pourreit s'appliquer prochainement. Si l'on en eroit la presse chinoise, notamment le *China Daily*, cetta réforme aurait notamment pour but d'éliminer progressivement les subventions à l'exportation.

L'eutre souci de le réforme serait de mettre sur un pied d'égalité les compagnies de commerce dee différentes provincee, de lee rendre responsables de laurs résultats et de lea obliger à perteger lee devisee gagnées avec le pouvoir central.


**L'ASTRADUL**
Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 – 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

Le Monde DOSSIERS ET DOCUMENTS
**LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990**
*est paru*
200 pages - 47 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX


### BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

| | 17 janvier 1991 |
|---|---|
| Total actif | 727 866 |
| dont | |
| Or | 161 543 |
| Disponibilités à vue à l'étranger | 116 908 |
| Ecus | 54 830 |
| Avances au Fonds de stabilisation des changes | 17 067 |
| Or et autres actifs de réserve à recevoir de Fonds européen de coopération monétaire | 55 369 |
| Concours au Trésor public | 38 520 |
| Titres d'Etat (bons et obligations) | 80 013 |
| Autres titres des marchés monétaire et obligataire | 1 096 |
| Effets privés | 141 887 |
| Effets en cours de recouvrement | 54 489 |
| Total passif | 727 866 |
| dont | |
| Billets en circulation | 253 008 |
| Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves | 77 737 |
| Compte courant du Trésor public | 98 558 |
| Reprises de liquidités | 12 249 |
| Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux | 7 827 |
| Ecus à livrer au Fonds européen de coopération monétaire | 55 177 |
| Réserve de réévaluation des avoirs publics en or | 182 056 |

### TAUX DES OPÉRATIONS

| | |
|---|---|
| – Taux de la dernière opération sur appel d'offres | 9,25 % |
| – Taux des pensions da 5 à 10 jours | 10 % |
| – Taux des avances sur titres | 12 % |

### PARIS, 28 janvier ↓

#### Maussade

Début de semaine maussade à la Bourse de Paris où, après deux séances de hausse et presque 2,7 % de gains en moyenne, les vuleurs françaises out repris le chemin de la baisse. En repli sensible de 0,23 % dès luu premièreo transactiouu, l'iudice CAC 40 continuait d'accentuer sau portes ou cours de la matinée. A la mi-journéo, le retard accumulé pur l'indice était voisin do 1 %. Pau de tampu avant le début des échanges à la Bourse do New-York, l'indicatour de la piece perisieuuo, affichait un recul de 0,53 %.

L'absence de nouvelles en provenance du Moyen-Orient u mis un sérieux frein aux initiatives. La phénomèna u'est traduit par des volumos qualifiés par les spécialistes de peu fournis pour les plus optimistes ou franchement squelluttiquos pour lou uutres. En outro, quelques prisau de bénéficau ont sensiblement affaibli lu coto tout uu long deo échangou. L'anticipation d'uuo baisse doo taux d'intérêt et la bonne orientation, surtout en fiu de comoiue dernière, du MATIF, ont fait long feu. L'espoir d'une détente sur le frou do l'urgeu.l n'étant plus apparemment à l'ordro du jour, on voit difficilement ce qui pourrolt *«tirer uu puu lo marché oujourd'hui»*, confiait un opérateur.

Du côté des valeurs, malgré la forte contraction du volume des échangau, quelques-uneu ont tiré lour épingle du jeu : ce fut le cas notammeut d'Eurotunnel, avec plus d'uu million de titres échangéo à la mi-journée. Sodexho o'est vivement oppréeié aprèe son désengagement presque total des Wagons-Lits. A noter aussi, l'Offre publique de rstrait (OPR) laueée par Fitelem, filiale de Schneider, car le reste des aetious Télémécaulque, uon encore détenues, qui se soldera, quelle qu'eu soit l'issue par la radiation de la cote officielle des actions Télémécanique. Les autorités boursières en ont suspeudu la eotation ce jour.

### TOKYO, 28 janvier =

#### Surplace

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de lundi sur une baisse iusignifiaota. L'judice Nikkei e reeulé de 3,81 poiuts à 23 569,44, soit un rapli de 0,02 %.

Nombre d'intervenants ont choisi de raster en retrait à la vaille du nouveau mois boursier de février. En outre, ils attendent de voir comment vont se comporter les marchés en ce début de semaine, la plupart ayaht terminé celle qui vieni de s'écouler sur un bilan mitigé. Les rendez-vous économiques à venir, dont le réunion du conseil de la Bundesbank et le discours de M. Greenspau, président de la Réserve fédérale, jeudi, ainsi que la publication des statistiques concernent le chômage aux Etats-Unis, vendredi, contribuent à rendre les opérateurs prudents.

| VALEURS | Cours du 25 janv. | Cours du 28 janv. |
|---|---|---|
| Akai | 541 | 540 |
| Bridgestone | 973 | 996 |
| Canon | 1 280 | 1 270 |
| Fuji Bank | 2 680 | 2 650 |
| Honda Motors | 1 180 | 1 190 |
| Matsushita Electric | 1 830 | 1 840 |
| Mitsubishi Heavy | 728 | 728 |
| Sony Corp. | 6 060 | 6 080 |
| Toyota Motors | 1 740 | 1 750 |

### FRANCFORT

#### Vers un système de transactions informatisées à la Bourse de Francfort

La Bourse de Francfort a décidé d'intégrer une version développée du système inter-banques d'information (IBIS), qui dotera le marché de son premier système informatisé de transactions.

Uu porte-parole de la Bourse, M. Ruediger von Rosen, e précisé que cette décision avait été prise lors d'une réunion de ses administrateurs. Selon des sources boursières, cette mesure ne constitue qu'une étape préliminaire, ne permettaut pas que des opérations informatisées soient opérées eu dehors des heures de séance.

D'après cee mêmeo sources, la système IBIS, mis en place fin 1988 par un groupe de sept bauques, ne pourra guère être développé au-delà de la trausformatiou annoncée, en système des transactiona automatisées. Du fail de ses capacitée insuffisantes, il ue permettra pas de satisfaire toutes lee exigences du marché, ont-ellee noté. Actuellement, seul le Deutsche Terminbörse (marché des futuree et dee options) est équipé pour les transactions informatisée. Aucuuo décisiou u'o encore été erretée pour dou étapes ultérieuree, e ojouté M. von Rosen.

## FAITS ET RÉSULTATS

□ **Union Carbide : chute de 46 % du bénéfice pour 1990.** – En dépit d'une légère hausse de soo ehiffre d'affaires (+ 4 %), le groupe chimiqoe américain Union Carbide a enregistré une baisse de 85 % de son bénéfice net pour le quatrième trimestre 1990 à 7 millions de dollars contre 47 millions pour la même période de 1989. La forte baisse du bénéfice s'explique par la vente de 50 % de la partieipatiou d'Uniou Carbide dans sa filiale UCAR Carbon Co. à la firme japonaise Mitsubishi Corp. Cette vente devrait se traduire pour Union Carbide par une perte de 86 millions de dollars, résultant notamment des pertes de change et du remboursement des dettes. Cette charge financière exceptionnelle est partiellemeui compeosée par la vente pour 41 millions de dollars des participations dans les sociétés Kemel Electroaics (composaots électroniques) et Lincare (matériel médical). Pour l'ensemble de l'exercice, le béuéfice uet s'établit en baisse de 46 % à 308 millions de dollars pour uu chiffre d'affaires de 7,62 milliards. En 1989, le groupe uvait réalisé un bénéfice de 573 millions sur un chiffre d'affaires de 7,65 milliards.

□ **OPR sur la Télémécanique.** – Le groupe Schneider clôt le feuilleton de la Télémécanique : il vient de proposer de racheter les dernières actions non encore en possession de sa filiale, qu'il avait acqoise de haute lutte en 1988 au terme d'une bataille boursière l'ayaot opposé à Framatome. La Société des Bourses françaises (SBF) a indiqué, vendredi 25 janvier, qoe Schneider ovait déposé une offre publique de retrait (OPR) sur Télémécanique, dool il détient déjà 98,53 % du capital. Les derniers actionnaires indépendants de la Télémécauique se verront offrir 4 500 francs par titre, un net bonus par rapport aux 3 400 francs que cotait le titre avant sa suspeusion. Ceux-ci n'ouraut cependant pas fait une bonne affaire, puisqu'il y a deux ans, Schneider leur avait offert un prix nettement supérieur : 5 000 francs tout de suite on 5 500 francs un an plus tard.

□ **Le Crédit du Nord prend définitivement le contrôle de la Société de Bourse Gilbert Dupont.** – En rachetant, à la fio de l'année dernière, les 15 % détenus par Domibourse, filiale du Crédit national, et en souscrivant à une augmentation de capital récente, le Crédit du Nord vient de porter de 34 % à 96 %, la participation qu'il détenait dans le capital de la Société de Bourse lilloise Gilbert Dupont. Cette prise de contrôle finalise l'accord signé eu 1988, qoi dans un premier temps, avait permis au Crédit du Nord d'être actionnaire minoritaire (34 %) et lui permettait de prolonger son action, entreprise depuis 1987, pour compléter ses activités bancaires classiques par des services financiers de haut oiveau. M. Christian Fencke, directeur du département Bourse du Crédit du Nord co sera le directeur général, M. Dupont restant président.

□ **Le complexe pétrochimiqoe d'Eleme (Nigéria)** sort de terre. – Le président uigérian Ibrahim Babangida a posé la première pierre du complexe pétrochimique d'Eleme (sud-est du Nigéria près de Port-Harcourt), qui entre dans la deuxième phase du développement de l'industrie spécialisée du pays. Proche de la raffinerie de Port-Harcourt, ce complexe devrait entrer en service en 1994. Il sera équipé d'un vapocraqueur d'nne capacité de 260 000 t/an avec en aval des unités de polyéthylène (25 000 t/an), de polypropylène (80 000t/an) et de butène (22 000 t/an). Le projet d'un coût proche du milliard de dollars, est financé par la Banque mondiale. Il sera eonstruit par trois groupes japonais (Chiyoda, Japan Gasoline, Kobe Steel), no italien (Technimont) et un frauçais (Spie-Batignolles).

□ **Merck toujours en « hit parade » outre-Atlantique.** – Pour la cioquième année consécutive, la firme américaine Merck, numéro un mondial de la pharmacie, et centenaire eette année, est arrivée en 1990 en tête du classement, réalisé par le magazine *Fortune*, des entreprises les plus admirées aux Etats-Unis.

## PARIS :

### Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|---|---|---|
| Alcatel Cibles | 2800 | 2930 | Guintoli | 791 | .... |
| Arnault,Associes | 240 | 230 | I.C.C. | 236 | 236 |
| Asystel | 105 | .... | IDIA | 280 20 | 288 |
| B.A.C. | 158 | 158 | Idenove | 128 | 121 60 |
| B.I.C.M. | 820 | 820 | I.M.S. | 898 | .... |
| Boiron (Ly) | 380 | 383 | I.P.B.M. | 118 | 118 |
| Boiseat (Lyon) | 176 | .... | Loca investis. | 280 | 264 |
| C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.) | 839 | 855 | Locamic | 84 | 82 50 |
| Calberson | 380 | 380 | Metro Comm. | 129 90 | 128 |
| Cardif | 484 | 465 | Molex | 107 | 110 |
| C.E.G.E.P. | 175 | 175 | Olivetti Logabax | 590 | 589 |
| C.F.P.I. | 266 | 285 | Presbourg | 75 | .... |
| C.N.I.M. | 785 | 785 | Publ.Filipacchi | 334 80 | 348 20 |
| Codetour | 288 | 280 | Razel | 480 | 456 |
| Comarog | 238 | 229 80 | Rhone-Alp.Ecu (Ly.) | 304 | 304 |
| Confiserie | 788 | 770 | St-H. Matignon | 177 | 182 |
| Creeks | 205 | 204 50 | Select Invest (Ly) | 94 | 90 |
| Dauphin | 345 | 335 | Serbo | 410 | 410 |
| Dekmar | 635 | 630 | S.M.T. Goupil | 160 20 | 159 80 |
| Demachy Worms Cie | 420 | 403 20 | Sopra | 159 | 156 |
| Desquenne et Giral | 234 | 225 | Thermador H. (Ly) | 220 | 215 |
| Devanlay | 820 | 830 | Unilog | 153 80 | 148 |
| Deville | 325 | 327 | Viel et Cie | 86 | 87 |
| Dollfus | 170 90 | 165 | Y. St-Laurent Groupe | 660 | 639 |
| Editions Belfond | 230 | 238 | | | |
| Europ. Propulsion | 339 | 326 | | | |
| Finacor | 140 | .... | | | |
| Fonciaparis | 152 80 | 148 | | | |
| GFF (group.fon.f.) | 256 50 | 250 | | | |
| Grand Livre | 350 | 350 | | | |
| Gravograph | 169 | 165 50 | | | |
| Groupe Origny | 480 | 445 | | | |


LA BOURSE SUR MINITEL
**36-15** TAPEZ LE MONDE


### MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 25 janvier 1991
Nombre de contrats : 83 805.

| COURS | ÉCHÉANCES Mars 91 | Juin 91 | Sept. 91 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 102,58 | 102,84 | 102,76 |
| Précédent | 102,56 | 102,78 | 102,60 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | OPTIONS D'ACHAT Mars 91 | Juin 91 | OPTIONS DE VENTE Mars 91 | Juin 91 |
|---|---|---|---|---|
| 102 | 1,12 | 1,98 | 0,56 | 1,20 |

### CAC 40 A TERME

(MATIF)
Volume : 10 838.

| COURS | Janvier | Février | Mars |
|---|---|---|---|
| Dernier | 1 561 | 1 572 | 1 588 |
| Précédent | 1 560 | 1 570 | 1 573 |

### CHANGES

**Dollar : 5,057 F =**

Le dollar est resté ferme luodi 28 janvier sur les marchés des cbauges, s'établissan à Paris à 5,0570 F contre 5,0610 F à la clôture des échanges interbancaires de vendredi. Les opérateurs observaient en début de semaine un statu quo complet, faute d'informetions nouvelles sur l'évolution de la situation dans le Golfe et en URSS, et dans l'attente d'uoe possible baisse des taux d'intérêt en Allemagne.

| FRANCFORT | 25 janv. | 28 janv. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,4873 | 1,4875 |
| TOKYO | 25 janv. | 28 janv. |
| Dollar (en yens) | 132,38 | 132,45 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE**
(effets privés)
Paris (28 janvier) : 10 1/16-3/16 %
New-York (25 janvier) : 8 1/2 %

### BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 28-12-90)*

| | 24 janv. | 25 janv. |
|---|---|---|
| Valeurs françaises | 102,20 | 102,70 |
| Valeurs étrangères | 97,40 | 98,40 |
| *(SBF, base 100 : 31-12-81)* | | |
| Indice général CAC | 410,76 | 413,70 |
| *(SBF, base 1000 : 31-12-87)* | | |
| Indice CAC 40 | 1 553,77 | 1 563 |

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

| | 24 janv. | 25 janv. |
|---|---|---|
| Industrielles | 2 643,87 | 2 659,40 |

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

| | 24 janv. | 25 janv. |
|---|---|---|
| 100 valeurs | 2 099,30 | 2 103 |
| 30 valeurs | 1 642,40 | 1 645 |
| Mines d'or | 151,20 | 146,70 |
| Fonds d'Etat | 84,22 | 84,30 |

FRANCFORT

| | 24 janv. | 25 janv. |
|---|---|---|
| Dax | 1 375,16 | 1 382,05 |

TOKYO

| | 25 janv. | 28 janv. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 23 573,28 | 23 569,44 |
| Indice général | 1 724,62 | 1 722,70 |

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | + bas | + haut | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | | Rep. + ou dép. – | |
| $ E.-U. | 5,0585 | 5,0615 | + 122 | + 137 | + 245 | + 265 | + 760 | + 820 |
| $ can. | 4,3477 | 4,3540 | – 59 | – 28 | – 84 | – 45 | – 19 | + 71 |
| Yen (100) | 3,8286 | 3,8258 | + 49 | + 75 | + 81 | + 142 | + 399 | + 465 |
| DM | 3,3972 | 3,4015 | + 18 | + 39 | + 43 | + 68 | + 114 | + 177 |
| Florin | 3,0128 | 3,0164 | + 10 | + 33 | + 31 | + 55 | + 102 | + 158 |
| FB (100) | 16,4906 | 16,5112 | – 86 | + 97 | – 34 | + 164 | + 164 | + 674 |
| FS | 4,0115 | 4,0171 | + 46 | + 67 | + 99 | + 127 | + 349 | + 422 |
| £ (1 000) | 4,5216 | 4,5283 | – 133 | – 59 | – 213 | – 127 | – 519 | – 371 |
| £ | 9,5096 | 9,5205 | – 329 | – 275 | – 598 | – 529 | – 1433 | – 1283 |

### TAUX DES EUROMONNAIES

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ E-U | 6 11/16 | 6 15/16 | 6 3/4 | 6 7/8 | 6 3/4 | 6 7/8 | 6 15/16 | 7 1/16 |
| Yen | 6 7/8 | 8 1/8 | 8 | 8 1/8 | 8 | 8 1/8 | 7 7/8 | 8 |
| DM | 8 3/8 | 8 5/8 | 8 5/8 | 8 3/4 | 8 13/16 | 8 15/16 | 9 1/4 | 9 3/8 |
| Florin | 8 11/16 | 8 15/16 | 8 7/8 | 9 | 9 | 9 1/8 | 9 5/16 | 9 7/16 |
| FB(100) | 9 3/4 | 10 | 9 5/8 | 9 7/8 | 9 5/8 | 9 7/8 | 9 11/16 | 9 15/16 |
| FS | 8 1/4 | 8 1/2 | 8 1/8 | 8 1/4 | 8 3/16 | 8 5/16 | 8 3/16 | 8 5/16 |
| £ (1 000) | 11 3/4 | 12 3/4 | 12 | 12 1/2 | 12 | 12 1/2 | 12 | 12 1/2 |
| £ | 13 7/8 | 14 1/8 | 13 15/16 | 14 1/16 | 13 7/8 | 14 | 13 3/8 | 13 1/2 |
| Franc | 9 15/16 | 10 3/16 | 9 15/16 | 10 1/16 | 10 | 10 1/8 | 10 1/8 | 10 1/4 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.


Le Monde-RTL
**ENTREPRISES**
à 22h15 sur RTL
Lundi 28 janvier : Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances.
Mardi 29 janvier : Michel Guillot, délégué général da l'Institut permanent des développeurs. « Le Monde-Initiatives » publio un dossier sur « les grands chantiers mode d'smploi ».


## BOURSE DU 28 JANVI

COMPTANT

Obligations

Actions

Cote des Changes

Marché

# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 28 JANVIER

Cours relevés à 14 h 27

### Règlement mensuel

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 3720 | C.N.E 3% | 3720 | 3730 | 3720 | +0.27 |
| 629 | B.N.P. T.P. | 940 | 925 | 925 | -1.60 |
| 935 | O.Lyon. T.P. | 941 | .... | .... | .... |
| 1220 | Renault T.P. | 1220 | 1210 | 1220 | .... |
| 1440 | Rhone Poul. T.P. | 1440 | 1460 | 1460 | +0.69 |
| 1100 | Saint Gobain T.P. | 1149 | 1100 | 1100 | -4.20 |
| 905 | Thomson T.P. | 930 | 930 | 930 | .... |
| 650 | ACCOR | 615 | 611 | 607 | -1.30 |
| 635 | Air Liquide | 648 | 648 | 643 | -0.77 |
| 505 | Alcatel-Alsthom | 531 | 530 | 533 | +0.38 |
| 1400 | Ale.Satcom | 1305 | 1342 | 1352 | +3.45 |
| 340 | ALSPI | 388 | 381 | 380 | -2.51 |
| 1550 | Aqtua. Prime | 1648 | 1640 | 1610 | -2.31 |
| 425 | ASF Sté Constr. | 488 | 482 | 480 16 | -1.89 |
| 1040 | Aux. Entrepr. | 1058 | 1080 | 1080 | +2.50 |
| 171 | Avenir H. Mobile | 170 | 170 | 169 | -1.18 |
| 975 | Axa Ipar Cie Mut. | 1014 | 1080 | 1007 | -0.69 |
| 235 | Axa Midi Axa | 250 | 249 10 | 249 | -0.80 |
| 188 | Bails | 185 | 188 | 188 | +1.92 |
| 100 | Bail Equipem. | 115 | 115 80 | 118 | +2.61 |
| 800 | Bail Investiss. | 770 | 780 | 770 | .... |
| 485 | Bancaire | 600 | 498 10 | 485 | -3.80 |
| 280 | Banor H.-V. | 910 | 952 | 890 | -3.38 |
| 850 | Baptist-Say | 565 | 584 | 575 | +1.77 |
| 1160 | Berger (M) | 1175 | 1140 | 1140 | -2.90 |
| 370 | Bertrand Faure | 370 | 375 | 375 | +1.35 |
| 520 | Bic | 512 | 514 | 514 | +0.39 |
| 785 | B.I.P. | 905 | 798 | 798 | -0.87 |
| 285 | BIS | 285 | 290 | 292 | +2.46 |
| 250 | BNP (C) | 249 50 | 259 30 | 253 40 | +1.68 |
| 820 | Bollore Tech. | 820 | 815 | 815 | -0.61 |
| 2330 | Bongrain | 2288 | 2330 | 2318 | +0.87 |
| 650 | Bon-Marché | 640 | 640 | 638 | -0.31 |
| 465 | Bouygues | 472 | 475 | 473 | +0.21 |
| 80 | BP France | 92 50 | 92 95 | 94 35 | +1.51 |
| 726 | B.S.N. | 754 | 750 | 751 | -0.40 |
| 835 | Canal Plus | 798 | 800 | 793 | -0.63 |
| 345 | Cap Gem S. | 359 | 357 30 | 352 | -1.95 |
| 3330 | Carrefour | 3381 | 3351 | 3332 | -1.45 |
| 127 | Casino | 137 30 | 135 80 | 134 60 | -2.25 |
| 93 | Casino ADP | 97 30 | 95 50 | 95 35 | -2.39 |
| 900 | Castorama D.I. | 895 | 920 | 894 | -0.11 |
| 160 | C.C.F. | 140 | 180 | 149 80 | +2.40 |
| 85 | CCMC Ly | 88 | 87 80 | 87 50 | +3.95 |
| 275 | C.D.M.F. | 273 80 | 275 | 279 | +1.89 |
| 295 | C.E.G.I.D. | 305 | 309 | 313 | +2.62 |
| 225 | Cemrest (My) | 224 | 224 80 | 224 80 | +0.36 |
| 410 | C.E.P. Comm. | 389 | 400 | 398 | .... |
| 110 | Cerus | 111 40 | 112 50 | 111 50 | +0.09 |
| 515 | Ciments | 550 | 550 | 550 | .... |
| 336 | CF Ind. | 355 | 365 | 351 | -1.13 |
| 340 | CGI Info. | 340 | 338 50 | 335 | -1.47 |
| 850 | C.G.I.P. | 855 | 860 | 843 | -1.40 |
| 500 | CGP | 468 | 499 | 499 | +6.20 |
| 700 | Chargeurs S.A. | 710 | 710 | 707 | -0.42 |
| 515 | C.I.C.A. (M) | 520 | 510 | 500 | -3.85 |
| 950 | Cimente Franc. | 986 | 984 | 970 | -1.52 |
| 385 | Club Mediter. | 401 40 | 398 10 | 394 | -1.84 |
| 95 | CMB Packa | 95 30 | 95 30 | 95 20 | -0.73 |
| 98 | Cockspi | 96 | 100 | 97 | +1.04 |
| 445 | Colas | 477 30 | 476 50 | 474 | -0.80 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 220 | Cpt. Entrep. | 235 | 220 | 226 | +6.44 |
| 1080 | Compt Mod. | 1110 | 1115 | 1115 | .... |
| 140 | Compt S.A. | 140 38 | 143 | 143 | +1.92 |
| 240 | CPR (Paris Rés.) | 244 20 | 246 | 250 | +2.38 |
| 675 | Créd. Foncier | 885 | 880 | 905 | +1.12 |
| 500 | Cr Lyon.(Cr) | 553 | 553 | 549 | -6.72 |
| 995 | Crédit Mar. | 1088 | 1035 | 1088 | +0.38 |
| 185 | CSEE | 146 20 | 161 | 160 20 | +2.74 |
| 1750 | Dassault | 1741 | 1761 | 1781 | +6.57 |
| 440 | Dassault Aviation | 470 | 470 | 470 | .... |
| 158 | Dassault Electr. | 178 | 180 | 184 80 | +3.07 |
| 1440 | De Dietrich | 1392 | 1389 | 1429 | +2.01 |
| 199 | Dfor.P.d.C.J.S. | 203 | 201 | 198 | -1.67 |
| 240 | Dfor.R.Sud-Est | 240 | 240 | 240 | .... |
| 260 | D.M.C. | 259 | 255 | 255 | -1.92 |
| 3700 | Docks France | 3760 | 3750 | 3750 | .... |
| 2230 | Eaux (Gle) | 2249 | 2241 | 2237 | -0.53 |
| 900 | E.B.F. | 900 | 900 | 871 | -3.22 |
| 300 | Ecia | 307 | 306 | 306 | -0.33 |
| 280 | Elf Aquitaine | 279 70 | 281 10 | 286 | +2.25 |
| 205 | Emp-Elf (Carol) | 210 | 210 | 209 | -0.48 |
| 305 | Emitor | 306 | 295 10 | 299 | -0.33 |
| 148 | Essilor (DP) | 148 | 149 50 | 149 80 | +1.22 |
| 636 | Eurn | 660 | 663 | 664 | +0.61 |
| 1370 | Eurafrance | 1416 | 1408 | 1420 | +0.07 |
| 605 | Eurocom | 627 | 620 | 600 | -4.31 |
| 98 | Eurodisneyland | 100 66 | 101 | 100 50 | +0.10 |
| 3080 | Eurotunnel | 2975 | 2971 | 2980 | +0.17 |
| 1060 | Europe 1 | 1068 | 1050 | 1030 | -3.50 |
| 40 | Eurotunnel | 44 20 | 44 80 | 43 20 | -2.15 |
| 1080 | Exor | 1105 | 1118 | 1140 | +3.17 |
| 1330 | Facom | 1276 | 1278 | 1280 | +0.39 |
| 133 | Fimatel | 141 60 | 141 50 | 142 | +0.07 |
| 1840 | Fives Lille | 162 80 | 162 | 164 90 | +1.48 |
| 1430 | Fromagr. Bel | 1850 | 1865 | 1865 | +6.27 |
| 1430 | Gal Lafayette | 1410 | 1395 | 1425 | +1.06 |
| 1700 | G.A.N. | 1715 | 1715 | 1715 | .... |
| 385 | Gascogne (B) | 389 10 | 388 | 388 | -0.84 |
| 1080 | Gaz et Eaux | 1150 | 1119 | 1110 | -3.45 |
| 550 | Geophysique | 480 | 511 | 515 | +5.16 |
| 405 | Gerland Ly | 406 | 416 | 430 | +6.89 |
| 610 | Groupe Cité | 629 | 626 | 626 | -0.48 |
| 330 | GTM-Entrep. | 334 | 330 | 336 | +0.60 |
| 1070 | Guyenne-Gas. | 1025 | 1030 | 1012 | -1.27 |
| 181 | Hachette | 170 | 169 80 | 171 | +0.88 |
| 400 | Hénin | 389 | 389 80 | 387 | -0.51 |
| 440 | Hermès (Lv) | 450 | 460 | 445 | -1.11 |
| 575 | Hutchinson | 985 | 1029 | 975 | -1.02 |
| 215 | Imétal | 230 | 234 80 | 231 50 | +0.65 |
| 131 | Immob. Phénix | 134 | 133 | 133 50 | -0.37 |
| 67 | Ingénico | 86 35 | 86 95 | 86 95 | +2.45 |
| 3290 | Inst. Mérieux | 3510 | 3340 | 3360 | +1.51 |
| 405 | Interbail | 426 | 425 | 420 | -1.87 |
| 1050 | Interpublique | 1060 | 1072 | 1071 | +1.04 |
| 660 | J. Lefebvre | 720 | 698 | 700 | -2.75 |
| 665 | Klepierre | 686 | 676 | 700 | +4.79 |
| 740 | Labinal | 766 | 766 | 765 | -1.44 |
| 2400 | Lab. Rallos | 2380 | 2360 | 2360 | .... |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 330 | Lafarge | 316 | 318 50 | 318 10 | +0.63 |
| 325 | Lebon | 319 | 315 | 319 | .... |
| 3080 | Legrand | 3400 | 3378 | 3400 | .... |
| 1720 | Legrand (DP) | 1620 | 1620 | 1695 | -1.54 |
| 435 | Legris Industries | 420 | 422 | 411 | -2.14 |
| 405 | Locafrance | 427 50 | 420 | 420 | -1.75 |
| 850 | Locindus | 661 | 674 | 685 | +0.61 |
| 3400 | L.V.M.H. | 3310 | 3308 | 3216 | -2.94 |
| 655 | Lyon Eaux/Dumez | 608 | 610 | 607 | -0.20 |
| 132 | Magneti Ly | 135 | 136 50 | 130 | -3.79 |
| 270 | Mar. Wendel | 275 | 273 80 | 275 | .... |
| 260 | Matra | 277 80 | 284 66 | 285 | +2.79 |
| 455 | Merlin-Gerin | 452 | 461 | 448 | -0.88 |
| 88 | Monteurop | 72 90 | 71 50 | 69 | -0.35 |
| 78 | Mécanindustr le | 77 | 76 50 | 76 50 | -0.65 |
| 50 | Michelin | 73 80 | 73 50 | 73 | -0.68 |
| 79 | Mid. Bk Sa * | 80 | 80 | 78 60 | -0.53 |
| 265 | Min. Saint-Gob. | 280 | 271 | 271 10 | -3.21 |
| 30 | Moulin | 50 70 | 86 | 97 50 | +0.83 |
| 79 | Moulinex | 82 86 | 82 90 | 81 60 | -1.27 |
| 1220 | Mrwig. Mécan. | 1288 | 1288 | 1310 | +1.67 |
| 50 | Nord-Est | 113 60 | 114 90 | 112 80 | -0.70 |
| 425 | Normbx (My) | 275 | 275 | 275 | .... |
| 600 | Nouv. Galeries | 785 | 785 | 850 | +5.28 |
| 610 | Occid. (Cie) | 652 | 628 | 628 | -3.68 |
| 1200 | Ouest. f. Paris | 1300 | 1303 | 1300 | .... |
| 250 | Oliver | 270 | 255 | 265 | -1.89 |
| 500 | Orkel | 488 30 | 484 | 479 60 | -1.92 |
| 425 | Pacibus | 442 90 | 438 | 440 | -0.65 |
| 1180 | Pechelbronn | 1200 | 1190 | 1244 | +3.10 |
| 129 | Pechiney Int. | 140 | 138 | 142 20 | +1.57 |
| 280 | Pechiney (DP) | 270 | 273 | 276 | .... |
| 475 | Penhoet | 446 | 445 | 445 | -6.22 |
| 930 | Pernod Ricard | 945 | 945 | 948 | .... |
| 460 | Peugeot | 438 | 436 20 | 426 66 | -2.60 |
| 200 | Pinault | 293 | 300 | 288 10 | -1.67 |
| 290 | Plastic-Omn. | 295 | 294 60 | 287 | -2.71 |
| 405 | Polin | 420 | 411 | 407 | -3.10 |
| 500 | Primagaz | 670 | 681 | 660 | -1.49 |
| 1930 | Printemps | 480 | 488 | 487 10 | +1.45 |
| 275 | Promodès | 2044 | 2028 | 2020 | -1.17 |
| 108 | Radiotechn. | 287 | 290 | 290 | +1.05 |
| 3220 | Redoute (La) | 3272 | 3280 | 3400 | +3.91 |
| 265 | Rémy et Associés | 242 | 242 | 242 | .... |
| 255 | R. Poulenc DP | 246 80 | 242 | 243 40 | -0.98 |
| 310 | Roher Franc. | 314 90 | 313 50 | 313 80 | -0.32 |
| 54 | Rochette(La) | 56 80 | 57 85 | 56 50 | +0.35 |
| 1800 | Roussel Uclaf | 1780 | 1714 | 1710 | -2.84 |
| 2760 | R. Impl.Ly * | 2760 | 2765 | 2740 | -0.72 |
| 188 | Sade (My) | 188 | 186 | 186 | .... |
| 1420 | Sagem | 1460 | 1460 | 1460 | .... |
| 350 | Saint Gobain | 395 60 | 364 | 358 | +0.99 |
| 1200 | Saint Louis | 1220 | 1208 | 1220 | .... |
| 1080 | Salomon Ly | 1180 | 1129 | 1130 | +2.73 |
| 330 | Salengr (My) | 335 | 388 50 | 342 | +2.09 |
| 785 | Sanofi | 807 | 808 | 780 | -2.11 |
| 1650 | SAT | 1670 | 1700 | 1662 | -1.06 |
| 225 | Saul. Distr. | 230 | 227 | 227 | -1.30 |

| Compensation | VALEURS | Cours précéd. | Premier cours | Dernier cours | % +- |
|---|---|---|---|---|---|
| 1300 | Seupont (My) | 1420 | 1435 | 1470 | +3.52 |
| 645 | Schneider | 690 | 690 | 685 | -0.10 |
| 13 50 | SCOA | 14 | 14 45 | 14 30 | +2.14 |
| 1200 | S.E.R. | 1190 | 1182 | 1180 | -0.84 |
| 420 | Sallweg | 414 30 | 410 30 | 413 | -0.40 |
| 495 | Sommer A. | 515 | 520 | 515 | .... |
| 980 | S.F.I.M. | 1072 | 1100 | 1100 | +2.51 |
| 170 | S.G.F. | 178 | 178 20 | 178 60 | +0.11 |
| 540 | Simco | 538 | 538 | 559 | +3.90 |
| 710 | St. Raoul prot. | 699 | 680 | 680 | -2.72 |
| 610 | Sligos | 946 | 927 | 945 | -0.12 |
| 330 | Société Gén. | 378 10 | 377 | 361 | +0.77 |
| 116 | Sodexce(B) | 122 | .... | .... | .... |
| 180 | Sodim(My) | 161 | 161 | 161 | .... |
| 480 | Sodexho | 508 | 518 | 538 | +6.10 |
| 72 | Sogeati(My) | 71 90 | 75 | 73 30 | +2.78 |
| 365 | Sogerap | 384 | 365 | 360 | -3.90 |
| 1180 | Sois-Alib. | 1150 | 1180 | 1142 | -1.55 |
| 1140 | Source Perrier | 1201 | 1209 | 1238 | +3.10 |
| 530 | Sovac | 544 | 530 | 531 | -2.30 |
| 370 | SPEP | 384 | 372 50 | 380 | -1.04 |
| 450 | Spie-Batignol | 473 80 | 479 80 | 479 50 | +1.18 |
| 970 | Strafor | 914 | 920 | 929 | +1.64 |
| 270 | Suez | 289 80 | 289 | 284 | -1.80 |
| 605 | Synthelabo | 600 | 600 | 600 | .... |
| 126 | Thomson CSF | 134 | 133 50 | 133 | -0.75 |
| 575 | Total | 573 | 576 | 590 | +1.22 |
| 108 | - (parts) | 105 | 105 10 | 105 | .... |
| 210 | Trailleet Fin. | 204 | 200 | 200 | -1.96 |
| 510 | U.A.P. | 548 | 548 | 535 | -2.37 |
| 205 | U.F.B Locab. | 220 | 224 | 221 | +0.45 |
| 730 | U.I.C. | 747 | 750 | 760 | +1.74 |
| 680 | U.I.F. | 553 | 555 | 552 | -0.18 |
| 700 | U.I.S. | 695 | 700 | 690 | -0.72 |
| 700 | Unibail | 720 | 710 | 710 | -1.39 |
| 190 | U.C.B. | 155 | 155 | 154 90 | -0.06 |
| 365 | Valeo | 325 | 325 10 | 328 | +0.92 |
| 220 | Vallourec | 212 | 214 | 206 50 | -2.80 |
| 355 | Via Banque | 376 | 375 | 374 | -0.53 |
| 1200 | Zodiac | 1174 | 1175 | 1177 | +0.26 |
| 1330 | Bl Gabon | 1260 | 1260 | 1265 | +0.59 |
| 108 | Ansm | 114 | 112 80 | 112 50 | -1.32 |
| 104 | Amer. Express | 102 | 103 50 | 103 80 | +1.47 |
| 169 | A.T.T. | 157 20 | 159 80 | 159 50 | +1.46 |
| 131 | Anglo Amer.C. | 129 | 129 20 | 129 20 | +0.16 |
| 320 | Amgold | 311 10 | 305 | 305 | -1.30 |
| 230 | Banco Santander | 242 | 245 | 249 80 | +3.10 |
| 975 | B.A.S.F. | 699 | 703 | 703 | +0.57 |
| 750 | Bayer | 760 | 770 | 770 | +1.32 |
| 83 | Bolletaleur | 61 05 | 64 | 64 | +4.83 |
| 56 | Chase Manh. | 61 40 | 63 | 63 | +2.81 |
| 94 | De Beers | 94 95 | 94 | 94 | -0.68 |
| 2600 | Deutsche Bank | 2024 | 2008 | 2011 | -0.64 |
| 1180 | Dresdner Bank | 1149 | 1140 | 1140 | .... |
| 95 | Driefontein | 54 | 53 | 57 80 | -2.22 |
| 179 | Du Pont-Nem. | 181 50 | 180 | 180 | -0.83 |
| 200 | Eastman Kodak | 205 80 | 210 80 | 210 80 | +2.38 |
| 22 | Enst Rand | 22 95 | 22 40 | 22 50 | -1.30 |

### COMPTANT (sélection)

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| **Obligations** | | |
| Emp.Etat 8,6%77 | 120 | 6 02 |
| Emp.Etat 9,8%78 | 98 40 | 5 37 |
| 10,80% 79/94 | 100 90 | 4 32 |
| Emp.Etat 13,25%80 | 100 | 13 17 |
| Emp.Etat 16%82 | 100 01 | 15 95 |
| Emp.Etat 14,6% 83 | 100 29 | 13 84 |
| Emp.Etat 13,4%83 | 108 40 | 1 39 |
| Emp.Etat 12,2% 84 | 103 11 | 3 74 |
| Emp.Etat 11% 85 | 106 80 | 10 27 |
| 10,26% mars 86 | 101 76 | 8 05 |
| OAT 10% 5/2000 | 102 38 | 8 74 |
| OAT 9,5% 12/1997 | 101 75 | 1 24 |
| OAT 9,8% 1/1998 | 100 20 | 9 74 |
| PTT 11,2% 86 | 102 50 | 1 79 |
| CFF 10,30% 86 | 97 60 | 0 20 |
| CNB Bques 5000F | 99 40 | 0 75 |
| CNB Paribas 5000F | 97 55 | 0 75 |
| CNB Suez 5000F | 99 60 | 0 75 |
| CNE 11,6% 85 | 101 50 | 6 77 |
| CNI 1/82 5000F | 89 60 | 0 75 |
| CNT 8 % 86 | 94 | 8 58 |
| CRH 10,90% déc.85 | 103 60 | 0 77 |
| CHARB FCE 3% 100 | 128 | .... |
| CNCA | 972 | .... |
| Cersa | 1860 | .... |
| CGE 6 janv. 89/99 | 520 | .... |
| Drouot Ass.8%88cv | .... | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| **Actions** | | |
| Agache (ex fin.) | 781 | 785 |
| Applications Hydr. | 1255 | 1275 |
| Arbel | 820 | 816 |
| Beiss C.Monaco | 884 | 880 |
| B.Hypoth.Europ. | 342 80 | .... |
| B.N.P. Intercont | 230 | 231 50 |
| Beghin-Say (C.I) | 551 | .... |
| Bénédictine | 3300 | .... |
| Bisney Ouest | 2874 | 2874 |
| B T P | 56 | 57 |
| Cambodge | 532 | .... |
| Carbone Lorraine | 665 | 650 |
| Cass Pechin | 8 50 | 12 70d |
| C.E.G.F (Frigor.) | 394 | 394 |
| Cementir Biarry | 466 10 | 470 |
| Cerabati | 96 70 | 92 50 |
| Champag. Aly | 130 | .... |
| CIC (CP) | 194 50 | 159 80 |
| C.I.M. | 785 | 780 |
| C.I.T.R.A.M. (B) | 2805 | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Cofimag | 268 | .... |
| Copfi | 341 80 | 345 10 |
| Comphos | 474 | 466 |
| Cie Industrielle | 3940 | .... |
| Cpt Lyon Alemand | 374 | 372 |
| Concorde | 768 | 768 |
| Const.Mét.Prov | 32 50 | 33 |
| Crédit Gén.Ind. | 336 | 336 |
| Cr Universel (Cie) | 460 | 462 |
| Crédimel | 120 | 115 30 |
| Darbley | 630 | .... |
| Degremont | 1236 | 1220 |
| Delalande | 1650 | 1660 |
| Delmas Vieljeux | 4100 | 4010 |
| Didot Bottin | 1205 | 1205 |
| Eaux Bassin Vichy | 2304 | 2307 |
| Eaux Vittel | 815 | 825 |
| Eiia | 180 20 | 185 |
| Electro-Rinac | 774 | .... |
| Electro-Banque | 330 | 321 |
| Emétl Bretagne | 480 | 470 |
| Ent.Mag. Paris | 4000 | 4000 |
| Essx (ex Etoile) | 1400 | 1400 |
| Europ Soudres Ind. | 20 | .... |
| Finalens | 220 | .... |
| F.I.P.P. | 124 50 | .... |
| F.R.A.C. | 1600 | 1536 |
| Francilre (Cie) | 622 | 622 |
| Franc.Lyonnaises | 775 | 737 |
| Foncière | 473 | .... |
| Fougerolle | 672 | 660 |
| France I.A.R.D. | 804 | 834 |
| France SA (Ly) | 1350 | 1417 d |
| Franc. Paul-Renard | 2500 | .... |
| Gaumont | 904 | 877 |
| Genaillo | 280 | .... |
| Gévelot | 553 | .... |
| G.F.C. | 392 | 392 50 |
| G.F.I.I. | 265 16 | 265 |
| Grds Moulins Paris | 1370 | 1360 |
| Groupe Victoire | 1100 | 1100 |
| G.T.J (Transport) | 484 | 480 |
| Immobail | 345 | 348 |
| Immobanque | 604 | .... |
| Imt.Marseillaise | 6100 | 6000 |
| Imm. Plaine-Monceau | 378 | 368 |
| Immofice | 418 | 440 |
| Invest.(Sie Cie.) | 3200 | .... |
| Jaeger | 125 | 125 |
| Lambert Frères | 370 | 354 50o |
| Lille Bonnières | 1600 | 1610 |
| Locs-Expansion | 272 10 | .... |
| Locafrancoise | 482 | 480 |
| Locsud | 143 20 | .... |
| Louis Vuitton | 645 | 627 |
| Louvre | 3395 | 3350 |
| Lucia | 1550 | 1580 |
| Machines Bull | 30 | 31 |
| Mag.Uniprix | 140 | .... |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Magnest | 525 | 600 |
| Métal Déployé | 597 | .... |
| Moos | 115 | 116 |
| Navigation(Fin) | 220 | 220 |
| Optorg | 280 | .... |
| Orliel (Cl) | 239 | 238 |
| Origny-Desmoul. | 900 | 920 |
| Palais Nouveauté | 901 | .... |
| Paluel Marmont | 619 | .... |
| Parifrance | 174 | 179 |
| Paribas (CP) | 650 | 648 |
| Paris France | 215 | 215 |
| Parie Orléans | 230 | 235 |
| Parthena Invest. | 285 | 274 |
| Pathé Cinéma | 525 | .... |
| Piper Heidsieck | 2025 | .... |
| Plm | 257 | 256 |
| Porcher | 730 | .... |
| Promodès (Cl) | 1025 | 1071 |
| Publicis | 575 | 575 |
| Rochefortaise | 110 80 | 111 |
| Rosario | 193 50 | 190 |
| Rougier | 454 | .... |
| S.A.C.E.R. | 268 | 260 |
| S.A.F.A.A. | 250 | .... |
| S.A.F.I.C Alcan | 200 | 190 o |
| SAFT | 933 | 960 |
| Saga | 223 99 | 230 |
| Saint Dominique (F.I. | 129 | 123 |
| Salins du Midi | 608 | 592 |
| Seyssinoise M. | 160 | .... |
| S.C.A.C. | 745 | 744 |
| Société Marseiliaise | 345 | 343 |
| S.Eaux Parr. (M) | 166 40 | 165 |
| Silic | 665 | 699 |
| Sinaia | 275 10 | 275 |
| S.I.P.H. | 305 | 310 |
| S.M.C.I. | 348 | 350 |
| Sofal | 469 | 450 |
| Sollis | 426 | .... |
| Sofical | 1175 | 1166 |
| Sofiram (ex Satrem) | 70 45 | 73 66 |
| Sofiregi | 1250 | 1255 |
| Sophia-Bail | 393 16 | 394 |
| Stopgni | 159 | 158 |
| Soudure Autogène | 723 | 743 |
| Soudronic | 430 | 420 |
| Stami | 715 | .... |
| Suez (CP) | 225 | 225 |
| Talbinger | 3400 | 3380 |
| Télémécanique Elect. | 3400 | .... |
| Tessa-Angelus | 830 | 828 |
| Tour Eiffel | 290 | .... |
| Ulmer | 960 | 938 |
| U.T.A. | 1315 | .... |
| Vicat | 316 | 316 |
| Viaipin | 1580 | 1650 |
| Virbac | 190 | .... |
| Maroc Sté Brasserie | 355 | .... |

### Etrangères

| | | |
|---|---|---|
| A.E.G. | 760 | 760 |
| Akzo Nv Sca | 232 | 236 |
| Alcan Aluminium | 99 | .... |
| Amerjcan Brands | 201 | 205 |
| Arbed | 460 | .... |
| Asturienne Mines | 145 10 | .... |
| Banco Popular Espa. | 450 | .... |
| B.Reglements Int. | 25000 | 24000 |
| Can.Pacifique | 81 | 80 |
| Chrysler Corp. | 82 | .... |
| C I R | 10 | 9 |
| Commerzbank | 700 | 701 |
| De Beers (port.) | 137 | .... |
| Dow Chemical | 246 50 | 246 90 |
| GBL (Brux Lamb.) | 488 | 501 |
| Gevaert | 830 | .... |
| Glaxo Holdings Ltd | 83 | 80 60 |
| Goodyear Tire | 95 | 94 |
| Grace and Co (WR) | 129 | 128 40 * |
| GTE Corp. | 154 50 | .... |
| Honeywell Inc. | 231 | .... |
| Johannesburg | 48 | 47 10 |
| Kubota | 25 | 26 10 |
| Lafonta | 310 | 310 |
| Midland Bank | 17 | .... |
| Nozanda Mines | 66 10 | 67 |
| Olivetti priv. | 11 10 | 10 o |
| pakhoed hold. | 509 | 501 |
| Pfizer Inc. | 427 | .... |
| Procter Gamble | 406 | 400 |
| Rhone Poulenc Rorer | 355 | 358 30 |
| Ricoh | 24 | .... |
| Roberco | 259 | 259 80 |
| Rodamco NV. | 160 | 162 10 |
| Rolinco | 239 | 240 |
| Salpem | 5 | 5 20 |
| Sanyo Group | 43 | 43 |
| SKF Alcoholager | 72 | .... |
| Tenneco Inc. | 239 | 238 |
| Thorn Electrical | 50 50 | 01 50 |
| Toray Ind. | 20 30 | 20 30 |
| Vieille Montagne | 3000 | .... |
| Wagons Lits | 1026 | 975 |
| West Rand Cons. | 13 | 12 66 |

### Hors-cote

| | | |
|---|---|---|
| Aqua Hydro Energie | 231 | .... |
| Bulloni | 615 | 616 |
| Calciphos | 168 | 155 |
| C G H Cogarbor | 57 | .... |
| C. Ossid. Forestière | 180 | .... |
| Chambonnay (M) | 978 | .... |
| Cochery Bourdin | 380 | .... |
| Coparex | 580 | 583 |
| Drouot Assurances | 351 | .... |
| Elf Aotargaz | 1400 | .... |
| Europ. Accum. | 65 16 | 66 10 |
| Gecina S.A. | 79 | 70 |
| Groupe Expansion | 88 | 81 5 |
| Guy Degrenne | 443 | .... |
| Haribo Rigles Zan. | 210 | .... |
| Hoogovens | 297 | .... |
| IM2 | 335 | .... |
| Locaux du Monde | 320 | .... |
| Nicolas | 840 | .... |
| Presselle RD | 1310 | 1410 |
| Partsip. Percier | 386 66 | 396 66 |
| Quadrant | 240 | .... |
| Rorento N.V. | 163 60 | 183 10 |
| St-Gobain-Emballage | 2916 | 2915 |
| Sucre Metro | 230 | .... |
| S.E.P.R. | 1600 | .... |
| S.P.R. act. B. | 350 | 324 d |
| Ulinex | 380 | .... |
| Waterman | 1500 | 1300 o |

### Cote des Changes

| MARCHE OFFICIEL | COURS préc. | COURS 28/1 | COURS DES BILLETS achat | vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats-Unis (1 usd) | 5 044 | 5 067 | 4 800 | 5 |
| Ecu | 6 998 | 7 001 | 328 500 | 349 500 |
| Allemagne (100 dm) | 338 870 | 339 860 | 15 900 | 17 |
| Belgique (100 F) | 16 488 | 16 497 | 291 | 311 |
| Pays-Bas (100 fl) | 301 470 | 301 460 | 4 300 | 4 800 |
| Italie (1000 lires) | 4 522 | 4 524 | 84 500 | 92 500 |
| Danemark (100 krd) | 88 240 | 88 260 | 9 500 | 10 300 |
| Gde.Bretagne (1 L) | 9 917 | 9 922 | 4 050 | 4 050 |
| Grèce (100 drachmes) | 3 188 | 3 188 | 391 | 417 |
| Suisse (100 f) | 402 280 | 400 940 | 87 500 | 95 500 |
| Suède (100 krs) | 90 800 | 90 870 | 88 500 | 91 500 |
| Norvège (100 k) | 88 860 | 86 870 | 46 500 | 48 800 |
| Autriche (100 sch) | 48 290 | 48 283 | 5 150 | 5 700 |
| Espagne (100 pes) | 5 405 | 5 413 | 3 400 | 4 200 |
| Portugal (100 esc) | 3 835 | 3 843 | 4 200 | 4 800 |
| Canada (1 $ can) | 4 336 | 4 351 | 3 660 | 3 680 |
| Japon (100 yens) | 3 828 | 3 818 | | |

### Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 28/1 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 61200 | 61200 |
| Or fin (en lingot) | 61250 | 61200 |
| Napoléon (20f) | 406 | 413 |
| Pièce Fr (10 f) | 375 | .... |
| Pièce Suisse (20 f) | 446 | 444 |
| Pièce Latine (20 f) | 361 | 362 |
| Souverain | 469 | 476 |
| Pièce 20 dollars | 2310 | 2240 |
| Pièce 10 dollars | 1380 | 1380 |
| Pièce 5 dollars | 690 | .... |
| Pièce 50 pesos | 2375 | 2365 |
| Pièce 10 florins | 367 | 369 |

## SICAV (sélection) 25/1

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| A.A.A. | 940 07 | 917 14 |
| Action | 132 57 | 187 42 |
| Agepargne | 703 77 | 673 46 |
| Ageplacement | 7236 57 | 7236 57 |
| Agepromalex | 111 63 | 111 30 |
| AGF Actions ex CIP | 974 17 | 950 41 |
| A.G.F. 5000 | 558 31 | 544 69 |
| AGF ECU | 1035 81 | 1025 55 |
| AGF Foncier | 107 56 | 104 94 |
| AGF Invest Sicav | 100 81 | 98 35 |
| AGF Interfonds | 418 91 | 408 89 |
| AGF Oblig. | 1103 19 | 1097 70 |
| AGF Sécurité Sicav | 11267 37 | 11267 37 |
| A.G.F.I.N.O. | 597 81 | 583 23 |
| AMERI-GAN | 5881 02 | 5654 83 |
| Ampliude | 571 96 | 555 30 |
| Arbitrages Court.T. | 6363 90 | 6351 18 |
| Associc. | 1058 57 | 1058 57 |
| Atout Futur | 329 34 | 321 31 |
| Auracc. | 1049 92 | 1018 34 |
| Avenir Alizes | 1658 12 | 1627 57 |
| Avenir CIC | 99 | 96 12 |
| Axa Capital | 148 19 | 141 81 |
| Axa Europa | 120 68 | 115 78 |
| Axa Investissements | 150 99 | 102 |
| Axa NPI | 96 60 | 61 38 |
| Axa Valeurs PER | 112 32 | 107 48 |
| Capimonétaire | 5510 22 | 5504 62 |
| Capiobli | 5725 | 5640 39 |
| Capiscic | 1150 45 | 1133 45 |
| Capital-Monde | 319 93 | 312 13 |
| Caulen Pierre | 28 29 | 27 60 |
| Cencia | 1166 66 | 1137 23 |
| Comptavalor | 8217 81 | 8206 50 |
| Convertimmo | 356 51 | 341 83 |
| Crédimtor | 432 79 | 420 15 |
| Crédit Mutuel Capital | 1138 36 | 1118 04 |
| Diese | 1135 62 | 1107 82 |
| Drouot France | 745 90 | 718 45 |
| Drouot Investiss. | 857 97 | 820 74 |
| Drouot Sécurité | 239 | 224 89 |
| Drouot Sélection | 143 31 | 137 14 |
| Ecocic | 1052 42 | 1036 97 |
| Ecopar | 123 36 | 118 08 |
| Ecureuil Capitalisation | 2253 30 | 2230 89 |
| Ecureuil Invest. | 362 34 | 351 79 |
| Ecureuil Monoprem. | 99153 20 | 99153 20 |
| Ecureuil Monétaire | 34846 67 | 34846 67 |
| Ecureuil Trésorerie | 2161 15 | 2161 15 |
| Ecureuil Trimestr. | 1988 73 | 1988 04 |
| Elicash | 462184 18 | 462184 18 |
| Energie | 251 37 | 239 97 |
| Epargic | 3150 32 | 3166 32 |
| Epargourt-Sicav | 4422 54 | 4411 51 |
| Epargne Associat. | 25730.98 | 25692 44 |
| Epargne Capital | 9367 66 | 9265 03 |
| Epargne Court Terme | 599 33 | 599 33 |
| Epargne Croissance | 1493 07 | 1453 11 |
| Epargne Industrie | 82 82 | 80 66 |
| Epargne J. | 61834 79 | 61834 79 |
| Epargne Long Terme | 181 25 | 175 40 |
| Epargne Monde | 1105 57 | 1075 98 |
| Epargne Obligat. | 194 70 | 189 49 |
| Epargne Premiere | 12872.06 | 12776 23 |
| Epargne Ouest | 1069 67 | 1060 51 |
| Epargne-Unis | 1211 20 | 1181 66 |
| Epargne Valeurs | 416 63 | 405 77 |
| Epsilon | 1170 71 | 1150 50 |
| Eurimvest | 567 26 | 560 74 |
| Eurocic Leaders | 923 04 | 896 16 |
| Eurodyn | 1059 14 | 1024 53 |
| Euro Gas | 6042 38 | 5938 68 |
| Euromatt | 28 89 | 28 43 |
| Fonsicav | 12660 21 | 12660 21 |
| FRANCE-GAN | 9214 13 | 7898 20 |
| France Garantie | 270 25 | 269 71 |
| France Index Sicav | 93 32 | 90 68 |
| France Investiss. | 439 68 | 428 97 |
| France Oblig. | 468 79 | 464 15 |
| Francic | 381 90 | 380 49 |
| Francic Plans | 102 38 | 66 38 |
| Francic-Regions | 1099 42 | 1067 40 |
| Fruci-Association | 31 54 | 31 54 

Le Monde

Engagé aux côtés de la coalition dans la guerre du Golfe

# Le gouvernement pakistanais doit faire face à une forte poussée d'anti-américanisme

**Pays musulman non arabe, le Pakistan est le théâtre d'une poussée d'anti-américanisme et de ferveur religieuse. Saddam Hussein y est devenu le symbole de la fierté musulmane. Le gouvernement, qui maintient un contingent de plus de 10 000 hommes en Arabie saoudite, doit donc faire face à une forte pression populaire.**

ISLAMABAD
*de notre envoyé spécial*

Les Pakistanais, bons musulmans certes mais réputés « modérés », semblent vider leur sac de ce qu'il contenait comme rancœurs multiples envers un Oncle Sam dont les dollars accompagnés de bons sentiments se sont déversés, comme souvent, de façon un peu abrupte sur une société jugée moins profondément islamique et subtile qu'elle ne l'est. Le résultat, si l'on en croit un diplomate occidental, est que le Pakistan est un pays *« de tradition britannique où l'on n'aime pas beaucoup les Anglais et où l'on hait largement les Américains »*. D'autant que Washington, devant les efforts manifestes déployés par Islamabad pour se doter d'un armement nucléaire, a gelé toute son assistance économique (civile et militaire) depuis octobre dernier (1). C'est sur ce « terrain » socio-politique qu'est venu se greffer le « syndrome Saddam Hussein ».

Les Pakistanais n'aiment pas les Irakiens, et leur gouvernement a beaucoup de raisons de témoigner sa solidarité avec l'Arabie saoudite. L'Irak, dit-on ici, ne nous a jamais rien donné : ni soutien diplomatique lors des guerres indo-pakistanaises de 1965 et de 1971 ou à propos de la crise du Cachemire, ni aide économique. Ryad, en revanche, est le principal allié d'Islamabad, ces rapports privilégiés se manifestant par des liens économiques, diplomatiques et religieux. M. Nawaz Sharif, dès sa nomination comme premier ministre en octobre dernier, est allé rendre visite au roi Fahd, tout comme son prédécesseur, Mme Bénazir Bhutto. Les Saoudiens élèvent des mosquées ou « pays des Purs », finencent des écoles coraniques et certains partis religieux, et livrent du pétrole à des conditions sans concurrence sur le marché mondial.

Bref, après le 2 août, Islamabad est allé *« défendre les Lieux saints »* en envoyant un contingent militaire, aujourd'hui fort de plus de 10 000 hommes. La plupart de ces soldats sont concentrés à Tabouk, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite (un petit contingent est stationné près de la frontière yéménite), et ils ne doivent en aucun cas, affirme-t-on à Islamabad, intervenir dans les combats.

### Hostilité aux barons du pétrole

*« Ce n'était pas du tout une erreur d'envoyer nos soldats*, explique-t-on de source militaire autorisée, *c'était une décision symbolique qui s'imposait pour toute une série de raisons politiques et diplomatiques. Aujourd'hui, à moins que le gouvernement ne soit en réel danger d'être dépassé par les événements, c'est-à-dire par la pression des partis islamiques, je ne pense pas qu'il soit possible de retirer purement et simplement nos troupes. Cela signifierait que, politiquement, nous ne sommes pas majeurs. »*

Depuis, les choses ont cependant évolué. La population pakistanaise, musulmane à 97 %, n'a cure des subtilités diplomatiques : Saddam, c'est le nouveau Saladin, le premier musulman qui ose défier le complexe *« américano-sionniste »*. Des manifestations ont lieu quotidiennement dans la plupart des grandes villes, à l'appel des partis religieux, mais aussi du Parti du peuple pakistanais (PPP) de Mme Bhutto, devenue le porte-drapeau d'un islamisme militant, le statut de parti d'opposition n'étant pas étranger à cette détermination nouvelle. Les formations musulmanes sans exception vouent aux gémonies l'Amérique, tout en exprimant avec nuances, voire parfois du bout des lèvres, le soutien qu'il convient d'apporter en *« pays-frère »* irakien.

Comme le gouvernement, elles sont à l'écoute et souvent dépassées par la surenchère islamique de la masse de la population laquelle, *« non éduquée à plus de 80 % »*, comme disent les militaires, n'éprouve aucun sentiment de reconnaissance à l'égard de la monarchie saoudite, ou des émirs du Golfe ; les travailleurs émigrés pakistanais ont eu trop souvent le sentiment d'être les *« esclaves »* des barons du pétrole pour qu'il en soit autrement. Les partis islamiques exigent donc le retrait des troupes pakistanaises.

La démission immédiate du ministre des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, réputé pro-américain, est également devenue un leitmotiv. Chef de la diplomatie par trop irremplaçable (les gouvernements passent mais Yaqub Khan reste), symbole en tout cas d'une politique trop étroitement liée à Washington, il sera peut-être le « fusible » nécessaire d'un apaisement des passions religieuses. L'armée, elle, ne cache pas qu'elle est, selon le mot d'un général, dans un *« dilemme terrible. » « Nous avons pris une position de principe* (la condamnation de l'invasion du Koweït), ajoute-t-il, *nous voulons donc nous y tenir mais, en même temps, nous ne pouvons pas ignorer notre opinion publique. »* Partisane d'un rétablissement de l'ordre social (c'est après tout pour cela qu'elle n'était pas favorable à la poursuite de l' « expérience » Bhutto), l'armée est tentée d'écouter la *vox populi*.

Et ce d'autant que les partis islamiques, notamment le Jamaat-I-Islami, ont une influence très importante dans ses rangs, comme dans le reste de l'appareil d'Etat. L'armée se doit de suivre la position officielle, laquelle, à mesure que les mouvements de protestation s'amplifient, est de moins en moins assurée. M. Nawaz Sharif voit les lézardes se creuser au sein de la coalition gouvernementale (le Jamaat, mais aussi la Ligue musulmane, traversée de courants très divers sur la question du Golfe), et le fossé s'agrandir entre les orientations de sa politique étrangère et les aspirations profondes de la population. Assez habilement, le premier ministre a tenté de calmer la fièvre islamiste.

A Karachi, où les partis religieux se livrent à une véritable compétition militante, les autocollants invitant à *« haïr l'Amérique et écraser Israël »* et les portraits de Saddam Hussein sur la vitre arrière des voitures, se font moins nombreux. Les autorités de la province du Sind multiplient les interdits, voire les arrestations de « meneurs » pour freiner la contagion. Celle-ci semble loin d'être enrayée. Une étincelle – notamment l'entrée en guerre d'Israël, – et le gouvernement d'Islamabad serait bien forcé de faire taire ses principes pour éviter d'être balayé par les ravages du « syndrome Saddam Hussein ».

LAURENT ZECCHINI

(1) En 1990, cette aide s'élevait à 577 millions de dollars, dont plus de 40 % d'aide militaire. Le département d'Etat a notifié, samedi 26 janvier, au Congrès américain le montant de l'enveloppe budgétaire (sous réserve que la Maison-Blanche lève son veto) allouée au Pakistan pour la prochaine année fiscale : 208 millions de dollars, soit une baisse de 64 %.

## L'ESSENTIEL

**SECTION A**


***Débats***
La guerre du Golfe : « Un rêve écrasé sous les bombes », par Harlem Désir ; « Une carte pour M. Gorbatchev », par Gilles Martinet ; « Revanche sur Babylone », par Joseph Yacoub ..... 2

***La guerre du Golfe*** .... 3 à 11

***La situation en URSS***
Renforcement du pouvoir du KGB. Crainte d'un coup de force en Estonie ..... 12

***Le congrès du Parti québécois***
Les indépendantistes proposent un plan en trois étapes ..... 12

***Les procès de dissidents chinois***
Une clémence relative ..... 12

***Maghrébins en Corse***
Multiplication des attentats racistes ..... 15

***Les discriminations filles-garçons***
Les enquêtes de l'UNICEF ..... 16

***Rallye de Monte-Carlo***
Le révélation de François Delecour ..... 16

***Vidéothèque de Paris***
Le troisième anniversaire d'une institution devenue très ambitieuse ..... 17

***Photo : le masque des apparences***
L'univers étrange de Nancy Wilson-Pajic et de Ralph Eugene Meatyard ..... 17

***Le Salon de la BD d'Angoulême***
La sacre de Godlib ..... 18


**SECTION B**


***Trêve sociale en Guadeloupe***
La guerre conduit à ajourner les revendications ..... 22

***Union monétaire européenne***
La France entre la Grande-Bretagne et la Commission ..... 23

***Déficit monétaire allemand***
Bruxelles rappelle Bonn à l'ordre ..... 23


**CHAMPS ÉCONOMIQUES**


• Allemagne-Japon : les géants fascinés • Les nouveaux feux de Liège • L'héritage disputé des Houillères du Nord • La chronique de Paul Fabra ..... 25 à 28


**Services**


Abonnements ..... 22
Annonces classées .. 30 à 37
Carnet ..... 18
Loto ..... 18
Marchés financiers ..... 38-39
Météorologie ..... 20
Mots croisés ..... 18
Radio-Télévision ..... 20
Spectacles ..... 18


La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27-28 janvier 1991 a été tiré à 644 097 exemplaires.

Une élection municipale...

## La liste de M. Déchamps (exclu du PC) l'emporte à Clichy-sous-Bois

**SEINE-SAINT-DENIS : Clichy-sous-Bois (2e tour).**

Inscr., 10 116 ; vot., 5 058 ; abst., 50 % ; suffr. expr., 4 896. Liste conduite par M. André Déchamps, ex-PC, 2 092 voix (42,72 %), 25 sièges (25 act. loc.) ; liste du FN conduite par M. Laurent Daffos, 1 900 (38,80 %), 7 sièges (7 FN) ; liste du PS, conduite par M. Léon Testé, div. g., 904 (18,46 %), 3 sièges (2 PS et 1 div. g.).

**[Un électeur sur deux, très précisément, s'est abstenu lors du second tour des troisièmes élections municipales organisées en moins de deux ans à Clichy-sous-Bois. L'ancien maire, M. André Déchamps, exclu du Parti communiste en mars 1990 après avoir tenu des propos racistes, qui lui ont d'ailleurs valu d'être condamné, mercredi 23 janvier, par le tribunal de grande instance de Paris, à 10 000 francs d'amende, a bénéficié très largement des consignes de vote donné par son ancien parti pour *« barrer la route au Front national »*.**

**De même, son concurrent le plus sérieux, M. Laurent Daffos (FN), qui progresse de 9,5 points d'un tour à l'autre, semble avoir rassemblé sur son nom l'essentiel de l'électorat RPR et UDF. Avec sept élus et près de 40 % des suffrages exprimés, le FN peut se prévaloir d'être désormais le premier parti à Clichy-sous-Bois. La liste de la majorité présidentielle, qui avait appelé à *« un large rassemblement de tous ceux qui rejettent l'intolérance »*, se gagne, en revanche, que 171 voix et 2,92 points par rapport au premier tour. Le grand perdant de cette élection est cependant le PC qui, après avoir tenté de « faire le ménage » dans ses propres rangs, n'a plus un seul élu au conseil municipal de Clichy-sous-Bois.**

**Au premier tour les résultats étaient les suivants : inscr., 10 117 ; vot., 4 796 ; abst., 52,59 % ; suffr. expr., 4 718 ; liste conduite par M. Déchamps, 1 546 voix (32,77 %) ; liste conduite par M. Daffos, 1 383 (29,31 %) ; liste conduite par M. Testé, 733 (15,54 %) ; liste du RPR conduite par M. Patrick Champagne, 437 (9,26 %) ; liste du PC, conduite par M. Christian Chapuis, m. sortant, 420 (8,9 %) ; liste UDF conduite par M. Christian Iriart, 199 (4,22 %).**

**Les résultats du second tour de mars 1990 avaient été les suivants : inscr., 10 170 ; vot., 5 535 ; abst., 45,57 % ; suffr. expr., 5 475. Liste d'union de la gauche conduite par M. Déchamps, 2 149 voix (39,25 %), 25 élus ; liste du FN, 1 644 voix (30,02 %), 5 élus ; liste du RPR, 1 140 voix (20,82 %), 4 élus ; liste div. g. Verts, 542 voix (9,89 %), 1 élu.]**

## ... et une cantonale

**SEINE-MARITIME : canton de Montivilliers (2e tour).**

Inscr., 21 954 ; vot., 9 709 ; abst., 55,77 % ; suffr. expr., 9 282. MM. Daniel Fidelin, div. d., 5 595 voix (60,27 %), ELU ; Gabriel Banville, PS, 3 687 (39,72 %).

**[Cette élection était rendue nécessaire par le décès accidentel, en novembre, de Michel Adam, UDF, conseiller général depuis octobre 1988, qui était également maire d'Octeville.**

**Au premier tour, les résultats étaient les suivants : inscr., 21 954 ; vot., 8 589 ; abst., 60,87 % ; suffr. expr., 8 498. MM. Fidelin, 3 958 voix (46,95 %) ; Banville, 2 314 (27,52 %) ; Raymond Lecacheur, PC, 998 (11,86 %) ; Joël Vallette, Verts, 686 (8,15 %) ; Guy Bourié, FN, 462 (5,49 %).**

**En 1988, au second tour, Michel Adam l'avait emporté avec 5 475 voix (51,68 %) contre 5 133 (48,39 %) à M. Banville sur 10 606 suffrages exprimés, 10 907 votants (soit 50 % d'abstention) et 21 814 inscrits.]**

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

## Douche allemande

Il n'y a pas à dire, ils sont pas gentils, les juifs. Les Israéliens, en particulier. Rancuniers, avec ça, incapables de tendre l'autre joue, pareil que les chrétiens. Nuit après nuit, ils sont obligés de courir se réfugier au hurlement des sirènes, sous un déluge de feu, dans leurs chambres anti-gaz et, au lieu de le prendre à la rigolade, ils rouscaillent. Tenez, pas plus tard que ce matin, j'appelle mon ami Sitbon, il bosse à la Fondation de Jérusalem :

– Alors, ça va ? T'es bien dormi ?

– Oui, là, pas trop mal, mais bon...

– Qu'est-ce que t'as encore à râler ?

– Je râle pas, simplement, ces attaques continuelles, ces menaces de pluies toxiques, ça commence à nous taper sur les nerfs. D'autant qu'on est là, pieds et poings liés, pris en otage, sans avoir le droit de riposter. Moi, je te jure, ça me démange...

– C'est marrant, cette allergie au Zyklon B ! Pourtant, depuis Auschwitz, vous devriez être habitués. En plus, il est de très bonne qualité, celui que Saddam se prépare à vous balancer sur la poire. Made in Germany.

– Là, faut reconnaître, on sera gâtés. Les Allemands, c'est leur spécialité, et ils lui en fournissaient encore trois mois après l'embargo, alors question fraîcheur...

– Oui, de ce côté-là, rien à craindre. Tiens, dans *Libé*, samedi, ils ont publié les photos des chambres à gaz pour chiens livrées à Bagdad avec vitres spéciales permettant de tester l'effet de neurotoxiques inconnus, et inodores.

– On sait ! Suffit d'en recevoir une seule goutte pour être pris de convulsions et tomber dans le coma. Et, au rayon gaz, on nous a concocté un mélange génial qu'aucun masque ne peut filtrer. Saddam l'a expérimenté sur des prisonniers iraniens. Radical. Ils sont morts dans les trois minutes.

– Ben, tu vois ! Alors, au lieu d'en vouloir aux Allemands de vous faire repasser à la douche, vous devriez leur en être reconnaissants. Nous, les juifs, faut nous nettoyer de temps en temps.

FOOTBALL

## M. Tapie suspendu de ses fonctions de président de l'OM pour un an

M. Bernard Tapie n'est plus président de l'Olympique de Marseille (OM). La Commission nationale de discipline (CND) du football français a prononcé, lundi 28 janvier, une suspension d'un an, dont quatre mois avec sursis, à son encontre. M. Tapie est interdit de banc de touche et de vestiaires. Il devra suivre les matches de son équipe depuis les tribunes.

Les cinq membres de la CND, une commission présidée par l'avocat lyonnais Me André Soulier et composée de juristes, ont invoqué *« un manquement grave à la morale sportive »*. Ils reprochent au député marseillais d'*« avoir tenu des propos injurieux à l'égard d'arbitres »* et d'*« avoir proféré à l'égard des mêmes des menaces verbales et tenté de les intimider »*.

En outre, M. Jean-Pierre Bernès, directeur général du club phocéen, a écopé d'une suspension de six mois, avec interdiction de banc de touche et de vestiaires. Il est, lui aussi, accusé de *« manquement grave à la morale sportive »*. Le CND a condamné, par ailleurs, M. Claude Bez, ancien président des Girondins de Bordeaux, à 50 000 francs d'amende. Elle recommande à la Fédération française de football (FFF) de lui infliger une suspension de trois ans pour le cas où il désirerait prendre à nouveau la présidence d'un club.

Le *« manquement grave à la morale sportive »* concerne l'enregistrement d'une conversation entre M. Bernès et M. Louis Barrin, un « intermédiaire » bien connu dans le milieu du football. Cette conversation portait sur les pratiques en vigueur à Bordeaux, en particulier sur les moyens de corrompre les arbitres en Coupe d'Europe (*le Monde* du 30 novembre 1990). La CND estime que M. Tapie a ainsi *« mené une enquête privée et obtenu par un procédé déloyal des renseignements, n'ayant aucun rapport avec la compétition sportive elle-même, sur son principal adversaire »*. Selon un proche du président du club, M. Jean-Louis Levreau, vice-président de l'OM, M. Tapie aurait de son côté décidé de démissionner de ses fonctions.

Ph. Br.

## La Fédération française de rugby n'a plus ni président ni comité directeur

La Fédération française de rugby (FFR) n'a plus de président ni de comité directeur. Ainsi l'ont voulu, à une écrasante majorité, les participants à l'assemblée générale de la FFR, réunie à Paris samedi 26 janvier. Cette assemblée générale, convoquée alors que le rugby français traverse l'une des plus graves crises de son histoire (*le Monde* du 18 décembre 1990), a confié l'administration des « affaires courantes » à un bureau de neuf membres. Celui-ci est composé d'Albert Ferrasse (ancien président), de l'un de ses fidèles, de Me Jean-Pierre Lachaud, président de la commission juridique, et de deux représentants de chacun des trois courants opposés à M. Ferrasse. Cette structure demeurera en place jusqu'à l'élection d'un nouveau comité directeur, lui-même chargé de choisir le président. Aucune date n'a été fixée pour l'élection. La création de ce bureau est cependant un camouflet pour M. Ferrasse qui souhaitait assurer seul l'intérim.

□ **Assemblée de la Société des cadres du « Monde ».** – La Société des cadres du *Monde* a réuni, le vendredi 25 janvier, une assemblée générale afin de se prononcer sur la candidature de Jacques Lesourne à la gérance de la SARL *le Monde*. Le scrutin a donné les résultats suivants : pour, 71,34 % ; contre, 25 % ; blancs ou nuls, 3,66 %. Rappelons que l'assemblée des porteurs de parts de la SARL se réunira le vendredi 1er février.


DÉCOUVREZ VOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE



DECORATION, CHACUN VOIT OÙ EST SON INTERET !
▶ Certaines boutiques ou show-rooms de tissus d'ameublement ont bien du charme...
▶ Seulement voilà, il y a le problème des prix, du stock, du choix. Et là, souvent, rien ne va plus !
▶ Votre intérêt : c'est tous nos tissus en stock, des prix qui évitent de coûteux intermédiaires, l'invitation à comparer.
(depuis 40 F le mètre)
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

3615 NEUBAUER votre occasion + un grand jeu !
Commandez votre PEUGEOT chez NEUBAUER
Nous vous offrons 4 ans ou 80 000 km de Contrat Service PEUGEOT GRATUIT jusqu'au 28 février
• Prise en charge de toute intervention consécutive à une défaillance mécanique ou électrique
• Assistance permanente 7 jours/7. "Ecoute 24 plus"
• Dépannage-remorquage
• Prêt d'un véhicule de remplacement*
• 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
• 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.80.21
* selon les termes du contrat service PEUGEOT, en fonction d'une réparation effectuée dans nos ateliers
NEUBAUER PEUGEOT